

NEW JERSEY - CONSTRUIRE UN ÉTAT D'OPPORTUNITÉ

Un Rapport du Groupe de Travail sur les Disparités de Richesse pour
Comblar les Écarts d'Opportunité et Réparer les Disparités Structurelles



Février 2025

NEW JERSEY - CONSTRUIRE UN ÉTAT D'OPPORTUNITÉS : **Un rapport du Groupe de travail sur les disparités de richesse visant à** **réduire l'inégalité des chances et les disparités structurelles**

Couverture du rapport : Illustré par Maggie Loesch

Description : Sur le devant à gauche se trouve la silhouette d'une petite fille avec sa main sur une porte en bois ornée ouverte dans un mur de briques rouges révélant le soleil, qui représente la lumière de l'opportunité, brillant sur un paysage composé de monuments emblématiques du New Jersey, notamment le New Jersey State Capitol Building à Trenton, la réserve nationale de Pinelands, le phare d'Absecon à Atlantic City, le National Newark Building, 99 Hudson et la tour de Goldman Sachs à Jersey City, Old Queens à l'université Rutgers, Nassau Hall à l'université de Princeton et le pont Lower Trenton sur lequel figure la phrase « Trenton Makes the World Takes » en hommage à l'histoire industrielle de la ville. Sur la couverture, une partie de cette expression, « Trenton Makes the World », est visible sur le pont en rouge. Le pont est au centre et à l'avant droit de l'image, suivi de l'eau et des rives du fleuve Delaware. Derrière la rive du fleuve se trouve une rangée de maisons de ville et une aire de jeux avec des sentiers menant aux monuments.

Table des matières

Feuille de route du rapport.....	1
Étapes clés des activités du Groupe de travail sur les disparités de richesse 2	
Décret 262 : charge.....	5
Contexte.....	5
Membres du Groupe de travail	5
Page en hommage au lieutenant-gouverneur Oliver	8
Remarques du gouverneur Murphy lors du discours du Mois du patrimoine hispanique de Drumthwacket (2024).....	9
Discours du gouverneur Murphy à l'occasion du 19 juin (Juneteenth) (2022).....	11
Avant-propos du lieutenant-gouverneur Tahesha Way.....	15
Lettre du coprésident	16
Remerciements	18
Résumé exécutif	20
Aperçu de la séance d'écoute	22
Richesse	26
Contexte historique	28
Les peuples autochtones.....	29
La période coloniale.....	29
L'abolition progressive	34
L'époque de la guerre de Sécession	38
Le début du XXe siècle.....	41
L'époque de la Seconde Guerre mondiale	46
Le mouvement des droits civiques	48
La fin du XXe siècle	51
Le déclin des emplois dans le secteur manufacturier	55
Le XXIe siècle	56
Conclusion	57
Conclusions et recommandations du groupe de travail sur la justice pénale	58
À propos du groupe de travail sur la justice pénale.....	58
Progrès réalisés sous l'administration Murphy.....	60
Recommandations du groupe de travail	65
Conclusions et recommandations du groupe de travail sur l'économie.....	67
À propos du groupe de travail sur l'économie.....	67

Progrès réalisés sous l'administration Murphy	69
Recommandations du groupe de travail.....	72
Conclusions et recommandations en matière d'éducation.....	76
À propos du groupe de travail sur l'éducation	76
Progrès réalisés sous l'administration Murphy	77
Recommandations du groupe de travail.....	79
Conclusions et recommandations du groupe de travail sur la santé	82
À propos du groupe de travail sur la santé.....	82
Progrès réalisés sous l'administration Murphy	83
Recommandations du groupe de travail.....	88
Conclusions et recommandations du groupe de travail sur le logement	90
À propos du groupe de travail sur le logement	90
Progrès réalisés sous l'administration Murphy	91
Recommandations du groupe de travail	94
Conclusion.....	97
Recommandations du Groupe de travail sur les disparités de richesse	97
La voie à suivre	98
Personnes notables	99
Annexe	106
L'histoire ancienne	106
Les cartes coloniales	107
Documents du réseau d'esclaves de Van Wickle	108
Documents du réseau d'esclaves de Van Wickle	109
Documents historiques	110
Document historique : lettre du président élu Abraham Lincoln	111
Données démographiques du New Jersey	112
Données démographiques du New Jersey	113
Données sur la main-d'œuvre du New Jersey	114
Données sur la main-d'œuvre du New Jersey	115
Données sur la main-d'œuvre du New Jersey	116
Données sur le logement dans le New Jersey pour 2024	117
Données sur le logement dans le New Jersey pour 2024	118
Données sur la couverture d'assurance du New Jersey	119
Déserts alimentaires du New Jersey	120
Ouvrage cité	121

Feuille de route du rapport

Ce rapport commence par un aperçu de l'histoire du New Jersey pour souligner les contributions, la résilience et la persévérance de générations de personnes qui vivent dans le New Jersey. Le rapport identifie également les lois et les politiques tout au long de l'histoire de l'État, qui ont remis en question la capacité de nombreux groupes à exercer leurs droits garantis par la constitution fédérale et celle de l'État. À travers le prisme de l'histoire, chacun d'entre nous peut mieux identifier les discriminations passées et comprendre les origines des barrières structurelles qui persistent aujourd'hui. Dans ce contexte, nous sommes mieux équipés pour faire face à l'instant présent et réparer ces préjudices de longue date afin de s'assurer que les enfants de notre État bénéficient des possibilités rendues possibles par leurs parents et grands-parents.

Consciente de la réalité décrite par Fannie Lou Hamer selon laquelle « personne n'est libre tant que tout le monde n'est pas libre », ce rapport s'adresse à toutes les personnes qui vivent dans le New Jersey.¹ Inspiré et guidé par une véritable « Jersey girl », la regrettée lieutenant-gouverneur Sheila Y. Oliver, coprésidente du groupe de travail, le Groupe de travail sur les disparités de richesse espère que ce rapport mettra en lumière les contributions et les sacrifices qui ont été faits pour rapprocher notre État de sa promesse de « liberté et prospérité » pour tous.

Lorsqu'ils voyagent, les enfants demandent souvent : « On est bientôt arrivés ? » Le New Jersey est toujours en voie de tenir ses promesses, mais le Garden State fait des progrès significatifs et crée des opportunités pour les enfants que leurs parents et grands-parents n'ont pas connues.

Lors de longs voyages, il est encourageant de ne pas oublier le chemin déjà parcouru. Avec ce rapport, le Groupe de travail sur les disparités de richesse, en examinant les causes des problèmes de longue date et en proposant des solutions pour y remédier, reconnaît l'histoire complète du passé de l'État et recommande une voie à suivre qui s'appuie sur les efforts de nos ancêtres afin de garantir que tous les habitants du New Jersey puissent réaliser leur plein potentiel.

- **Aperçu de l'histoire du New Jersey : devenir le Garden State**
Examen non exhaustif de l'histoire de l'État qui vise à mettre en lumière certaines des personnes et certains des événements qui ont contribué à façonner le New Jersey
- **Discussions du groupe de travail : les graines du progrès**
Informations générales sur chaque groupe de travail du Groupe de travail mettant en évidence le contenu examiné et les progrès réalisés pour combler les écarts d'opportunités et répondre aux besoins des familles accablées de coûts
- **Recommandations du Groupe de travail : construire un État d'opportunités**
Propositions que le Groupe de travail sur les disparités de richesse recommande pour réduire l'inégalité des chances et les injustices structurelles

Étapes clés des activités du Groupe de travail sur les disparités de richesse

2021

18 juin 2021 : le gouverneur Murphy signe le décret 262 [Décret 262](#) établissant les activités du Groupe travail sur les disparités de richesse (Groupe de travail)

Été à automne 2021 : le Groupe de travail se prépare à se réunir et travailler avec les agents de liaison de l'administration Murphy

6 décembre 2021 : réunion inaugurale du Groupe de travail

2022

Janvier 2022 : des groupes de travail ont été formés et ont commencé à se réunir tous les mois

Février 2022 : vidéo publiée sur les réseaux sociaux de l'administration Murphy expliquant les activités du Groupe de travail ; lancement du logo et de la page Web du Groupe de travail.

24 mars 2022 : première réunion trimestrielle de 2022

Avril à mai 2022 : les réunions mensuelles des groupes de travail se poursuivent

20 juin 2022 : discours du gouverneur Murphy à l'occasion du 19 juin au Mount Zion AME à Trenton dans le New Jersey, suivi de la deuxième réunion trimestrielle du Groupe de travail au Mount Zion AME, séance d'écoute en personne avec les chefs religieux

28 juin 2022 : webinaire des parties prenantes du Groupe de travail sur les disparités de richesse : préparation et distribution d'une boîte à outils de consultation publique pour aligner les messages publics de chaque groupe de travail

Août à septembre 2022 :

série de séances d'écoute virtuelles : plus de 400 personnes se sont inscrites tout au long de la série et ont rejoint la liste de diffusion du Groupe de travail. Contributions écrites et verbales reçues de plus de 100 participants

- **16 août 2022** : groupe de travail sur l'économie
- **18 août 2022** : groupe de travail sur la justice pénale
- **23 août 2022** : groupe de travail sur l'éducation
- **30 août 2022** : groupe de travail sur la santé
- **7 septembre 2022** : groupe de travail sur le logement

Octobre à décembre 2022 :

tables rondes communautaires : les groupes de travail ont commencé une série de tables rondes communautaires en personne avec des groupes de discussion pour informer et orienter leurs propositions

- Les groupes comprenaient des personnes anciennement incarcérées et les membres de leur famille, des personnes âgées, des chefs religieux, des infirmières scolaires, des parents avec de jeunes enfants et des personnes recevant une assistance publique
- Les groupes de travail ont rédigé des propositions
- La recherche et la rédaction du rapport

2023

Janvier à février 2023

- Les groupes de travail soumettent des propositions
- La recherche et la rédaction du rapport (suite)

Mars à juin 2023

- Examen des propositions
- La recherche et la rédaction du rapport (suite)

Initiatives de l'État pour l'exercice 2024 mises en avant par le Groupe de travail sur les disparités de richesse

- **Investir dans l'accession à la propriété pour la première génération** : allouer des fonds supplémentaires au programme d'aide à la mise de fonds pour soutenir directement les propriétaires de première génération et lancer un programme pilote de construction de maisons résilientes pour financer la réhabilitation et la construction de logements abordables
- **Créer des initiatives pour soutenir la diversité de la chaîne d'approvisionnement et l'actionnariat salarié** : investir dans des initiatives qui augmentent la diversité de la chaîne d'approvisionnement et les initiatives d'actionnariat salarié, et soutiennent la revitalisation économique et communautaire urbaine
- **Supprimer les frais de défense publique** : éliminer les frais, les privilèges et les mandats pour ceux qui ont besoin d'une représentation par un défenseur public, tout en augmentant le taux de rémunération des défenseurs publics pour attirer plus d'avocats
- **Fournir un crédit d'impôt pour enfant et un soutien familial** : aider les familles avec de jeunes enfants à recevoir jusqu'à 1 000 \$ par enfant en doublant le crédit d'impôt pour enfant
- **Soutenir les Freedom Schools (écoles gratuites)** : augmenter les investissements dans les Freedom Schools du New Jersey, qui proposent des programmes d'enrichissement pendant l'été et après l'école pour autonomiser les enfants d'âge scolaire

lieutenant-gouverneur Sheila Y. Oliver, coprésidente du Groupe de travail, décède en août 2023

Été 2023 : le Groupe de travail se reconstitue

Automne à hiver 2023 : la recherche et la rédaction du rapport se poursuivent

2024

Janvier à février 2024

- Les groupes de travail soumettent des propositions
- La recherche et la rédaction du rapport se poursuivent

Initiatives de l'État pour l'exercice 2025 mises en avant par le Groupe de travail sur les disparités de richesse

- **Réduire la dette médicale** : soutenir la législation qui empêche la déclaration de dettes médicales aux organismes de crédit et réformer le processus de facturation médicale
- **Prolonger l'accession à la propriété pour la première génération** : proposer un financement continu pour le programme d'aide à la mise de fonds pour les primo-accédants et un soutien supplémentaire pour les propriétaires de première génération tout en prolongeant le programme pilote de construction de maisons résilientes pour financer la réhabilitation et la construction de logements abordables

- **Augmenter les possibilités de marchés publics et d'actionnariat salarié** : investir dans des initiatives qui augmentent les possibilités de marchés publics et d'assistance technique pour les entreprises envisageant des conversions en actionnariat salarié
- **Maintenir le crédit d'impôt pour enfant et le soutien familial** : aider les familles avec de jeunes enfants en proposant de maintenir le crédit d'impôt sur le revenu gagné, le crédit d'impôt pour la garde d'enfants et de personnes à charge, et le crédit d'impôt pour enfant jusqu'à 1 000 \$ par enfant.
- **Promouvoir les réformes du système judiciaire** : soutenir l'adoption de réformes accélérées en matière de clémence et de violation technique des libérations conditionnelles
- **Développer les Freedom Schools** : augmenter les investissements pour étendre la portée des Freedom Schools dans le New Jersey, qui proposent des programmes d'enrichissement en été et après l'école pour autonomiser les enfants d'âge scolaire

Printemps à automne 2024 : la rédaction du rapport se poursuit

Hiver 2024-2025 : préparer et publier le rapport final du Groupe de travail sur les disparités de richesse

2025

Année civile 2025 : élargir la sensibilisation du public et l'engagement des parties prenantes, promouvoir une législation réactive, poursuivre les collaborations entre les organismes qui soutiennent la mise en œuvre

Décret 262 : charge

Le Groupe de travail sur les disparités de richesse (le « Groupe de travail ») est par la présente créé afin d'examiner les causes et les solutions aux disparités de richesse de longue date, qui affectent la population noire, latino-américaine et hispanique du New Jersey. Le Groupe de travail sera divisé en cinq groupes de travail qui seront collectivement chargés d'examiner les recherches, les données et les analyses afin de fournir un rapport et des recommandations fondés sur des preuves au gouverneur pour remédier à ces disparités de richesse de longue date.

Contexte

Le Groupe de travail comprenait à la fois des dirigeants gouvernementaux et des parties prenantes. Le Groupe de travail a tenu quatre réunions en personne. Les cinq groupes de travail ont tenu des réunions mensuelles virtuelles distinctes de décembre 2021 au printemps 2023. Chaque groupe de travail a organisé une séance d'écoute virtuelle à l'été 2022 avec plus de 400 inscrits et a mené une consultation publique en personne dans tout l'État, notamment à Newark, Trenton et Asbury Park. Le Groupe de travail a rédigé des recommandations, dont plusieurs ont été prises en compte dans le budget de l'État pour les exercices de 2024 et 2025. Le rapport identifie les causes historiques des disparités de richesse, décrit les efforts actuels et recommande des actions supplémentaires pour donner suite aux conclusions.

Membres du Groupe de travail

Coprésidents du Groupe de travail : de l'été 2021 à l'été 2023

* **Sheila Y. Oliver**, lieutenant-gouverneur de l'État du New Jersey et commissaire, Département des affaires communautaires du New Jersey

****Marlene Caride**, commissaire, Département des banques et des assurances du New Jersey

Dr Jonathan Holloway, Rutgers, Université d'État du New Jersey

Maria Vizcarrondo, présidente et directrice générale à la retraite, Conseil des bailleurs de fonds du New Jersey

*A exercé ses fonctions jusqu'en août 2023

**A exercé ses fonctions jusqu'à sa nomination en juin 2024 comme juge à la Cour supérieure

MEMBRES DES GROUPES DE TRAVAIL DU GROUPE DE TRAVAIL

Groupe de travail sur la justice pénale

(Responsable) **Matthew J. Platkin**, procureur général, Bureau du procureur général du New Jersey

***Andrew Bruck**, procureur général par intérim (juillet 2021 - février 2022),
Bureau du procureur général du New Jersey

Dr Alexis Karteron, professeur associé de droit et
directeur de la Clinique des droits constitutionnels (Constitutional Rights Clinic),
Rutgers Law School à Newark
(jusqu'à son arrivée à la faculté de droit de l'université de New York en 2023)

Cuqui Rivera, coordonnateur de programmes,

Hispanic Action Network Foundation

Révèrend Bolivar Flores, chef de cabinet,
New Jersey Reentry Corporation

*A exercé ses fonctions jusqu'à la fin de son mandat au sein de l'administration
Murphy en février 2022

Groupe de travail sur l'économie

(Responsable) Brandon McKoy,
président, The Fund for New Jersey

Cid Wilson, président et directeur général
, Hispanic Association on Corporate Responsibility

Elizabeth Maher Muoio, trésorier,
Département du Trésor du New Jersey

Raymond L. Lamboy, président et directeur général,
Latin American Economic Development Association, Inc.

Robert Asaro-Angelo, commissaire,
Département du travail et du développement de la main-d'œuvre du New Jersey

Tim Sullivan, directeur général
, Autorité du développement économique du New Jersey

Groupe de travail sur l'éducation

(Responsable) Jeannine Frisby LaRue,
Partenaire, Moxie Strategies

***Dr Zakiya Smith Ellis**, conseiller politique en chef,
Bureau du gouverneur du New Jersey (2020 – 2022)

****Dr. Angelica Allen-McMillan**, commissaire par intérim,
Département de l'éducation du New Jersey

Dr. Brian Bridges, secrétaire,
Bureau du secrétaire de l'enseignement supérieur

Carlos Valentin Jr., directeur général,
ASPIRA Inc. du New Jersey

Gary Melton, directeur,
Bureau des droits de la personne et des droits civiques, de l'équité et de la gouvernance, Bureau exécutif de la NJEA

*A exercé ses fonctions jusqu'à la fin de son mandat au sein de l'administration Murphy en juin 2023

**A exercé ses fonctions jusqu'à sa retraite en février 2024

Groupe de travail sur la santé

(Responsable) Maître Michellene Davis, présidente et directrice générale,
National Medical Fellowships

Dr Diane Hill, chancelière adjointe pour les partenariats université-communauté,
université Rutgers à Newark

Dr. Jubril Oyeyemi, directeur médical des initiatives de gestion des soins,
Camden Coalition

***Judith M. Persichilli**, commissaire (2019-2023),
Département de la santé du New Jersey

Dr. Kaitlan Baston, commissaire,
Département de la santé du New Jersey

*A exercé ses fonctions jusqu'à la fin de son mandat au sein de l'administration Murphy en juillet 2023

Groupe de travail sur le logement

(Coresponsable) Révérend Eric Dobson, directeur adjoint,
Fair Share Housing Center

***(Coresponsable) Rachel Wainer Apter**, directrice 2018-2022,
Division des droits civils du New Jersey, Bureau du procureur général du New Jersey

Aarin Michele Williams, conseillère en chef du directeur,
Division des droits civils du New Jersey, Bureau du procureur général du New Jersey

Iris Bromberg, directrice adjointe associée chargée de l'application positive des lois,
Division des droits civils du New Jersey, Bureau du procureur général du New Jersey

Mélanie Walter, directrice exécutive,
Organisme de financement des logements et des prêts immobiliers du New Jersey

****Maître Kimberly Holmes**, chef de cabinet,
Département des affaires communautaires du New Jersey

Maître Kia King, chef de cabinet,
Département des affaires communautaires du New Jersey

*A exercé ses fonctions jusqu'à sa nomination à la Cour suprême du New Jersey en octobre 2022

**A exercé ses fonctions jusqu'à sa nomination en août 2024 en tant que juge administrative

Page en hommage au lieutenant-gouverneur Oliver



Les rayons lumineux du soleil d'été du matin réveillent une petite fille du New Jersey. Qu'elle regarde une ferme dans une ville du sud, le rivage de la côte du New Jersey, une balançoire dans le jardin d'un lotissement de banlieue ou des gratte-ciels dans un quartier animé de la ville, cette petite fille peut rêver grand et viser haut. Alors qu'elle apprend l'histoire de sa communauté et de son État, elle, ainsi que les enfants du New Jersey, doivent connaître une « Jersey Girl » autoproclamée, née à Newark, qui a vécu pendant un certain temps sur Bock Avenue et était diplômée du lycée de Weequahic, Sheila Y. Oliver.

Forte du courage de Fannie Lou Hamer, Sheila Oliver s'est lancée dans une quête personnelle pour changer la donne. Elle a commencé à poursuivre des études supérieures, obtenant une licence en sociologie de l'université Lincoln, une université historiquement noire, et un master en organisation, planification et administration communautaires de l'université de Columbia.

Inspirée par la députée Shirley Chisholm qui a averti que « l'on ne progresse pas en restant

sur la touche, en gémissant et en se plaignant ; on progresse en mettant en œuvre des idées », Sheila Oliver, une résidente de longue date d'East Orange, est devenue la première femme noire à occuper le poste de présidente de l'assemblée de l'État et a rejoint Karen Bass comme les seules femmes noires de l'histoire des États-Unis à diriger un organe législatif d'État. Une fois élue lieutenant-gouverneur, Sheila Oliver est devenue la femme noire la plus haut placée à occuper un poste à l'échelle d'un État, tout en étant également commissaire du Département des affaires communautaires.

Le lieutenant-gouverneur Oliver s'est courageusement sacrifiée pour servir le peuple du New Jersey, en faisant en sorte que chaque jour compte et en donnant de manière désintéressée pour faire une différence. Véritable pionnière, le lieutenant-gouverneur Oliver a contribué à garantir que l'avenir de toutes les « Jersey Girls » soit illimité et exempt de nombreux obstacles auxquels les filles étaient confrontées lorsqu'elle est née en 1952. Aujourd'hui, les enfants de tout l'État bénéficient d'opportunités rendues possibles par son travail.

Pour honorer l'histoire du lieutenant-gouverneur Oliver, son dévouement et son sacrifice, nous, tous ceux qui habitent le New Jersey, devons nous efforcer de faire avancer notre État. Ce moment est un appel intense à l'action – en particulier pour ceux d'entre nous qui n'ont pas été inclus dans la liberté et la prospérité promises en 1787 – pour servir et se sacrifier, non seulement pour préserver, mais également pour multiplier les opportunités pour lesquelles le lieutenant-gouverneur Oliver s'est battue.

Lieutenant-gouverneur, merci pour votre dévouement. Merci d'avoir pris le temps de rencontrer, d'écouter et de travailler au nom des sans-voix. Lieutenant-gouverneur, merci d'avoir amélioré notre situation, bravo. Nous travaillons sans relâche pour que votre héritage perdure.

Ce rapport est rédigé en l'honneur et à la mémoire du lieutenant-gouverneur Shelia Y. Oliver, une « Jersey Girl » autoproclamée, qui a veillé à ce que tous les enfants du New Jersey soient équipés et en mesure d'atteindre pleinement leurs objectifs et de s'assurer que leur avenir soit plein de possibilités qui ne lui étaient pas accessibles ni à ses ancêtres.

Une version de cet hommage a déjà été publiée en 2023.

Allocution du gouverneur Murphy lors du discours du Mois du patrimoine hispanique de Drumthwacket (2024)

8 octobre 2024

Merci, Tammy. Bonsoir à tous,

Au nom de nous deux, permettez-moi de vous dire : bienvenue à Drumthwacket ! Et joyeux Mois du patrimoine hispanique !

J'attends toujours avec impatience cette occasion annuelle de célébrer notre communauté hispanique et latino-américain... Et il y a tant de choses à célébrer !

Le New Jersey est fier d'abriter l'une des populations hispaniques les plus importantes et les plus diversifiées de tout le pays.

Les Hispaniques du New Jersey sont le pilier de notre État, travaillant chaque jour pour nous faire avancer... en tant que dirigeants communautaires, chefs religieux, ouvriers, éducateurs et, tout simplement, en tant qu'amis et voisins.

Le New Jersey est fier d'abriter l'une des populations hispaniques les plus importantes et les plus diversifiées de tout le pays.

Vous nous avez montré par vos actions et votre réussite que le rêve américain est bien vivant dans le New Jersey.

La preuve en est qu'aujourd'hui, le Garden State abrite plus de 120 000 entreprises appartenant à des Hispaniques qui ont créé des milliers d'emplois dans tout le New Jersey.

Et depuis le tout début de notre administration, nous nous sommes engagés à investir dans nos propriétaires de petites entreprises et dans notre main-d'œuvre locale, afin que chaque famille puisse s'épanouir à chaque étape de la vie.

Le Garden State abrite plus de 120 000 entreprises appartenant à des Hispaniques qui ont créé des milliers d'emplois dans tout le New Jersey.

Grâce à des programmes comme Cover All Kids, nous avons aidé plus d'enfants et de familles que jamais à accéder à une couverture médicale abordable, quel que soit le statut d'immigration de leur famille ou leur maîtrise de l'anglais.

Mais nous savons que pour certaines familles, les barrières linguistiques rendent l'inscription à d'autres services essentiels plus difficile.



Notre administration ne laissera pas cela nous empêcher de veiller à ce que chaque habitant du New Jersey puisse accéder à l'aide à laquelle il a droit.

C'est pourquoi nous travaillons activement à rendre les documents et services gouvernementaux essentiels plus accessibles aux personnes ayant une maîtrise limitée de l'anglais.

Nous savons cependant que ce n'est pas le seul obstacle auquel les familles hispaniques sont confrontées.

Les femmes hispaniques qui travaillent à temps plein gagnent souvent seulement 58 cents pour chaque dollar gagné par les hommes.

C'est inacceptable. Et c'est pourquoi le New Jersey est à la tête de la lutte nationale pour l'égalité salariale.

Il ne fait aucun doute que l'avenir du New Jersey et l'avenir de nos communautés hispaniques sont étroitement liés, et je suis honoré de me battre à vos côtés pour que cet avenir reste radieux.

Il reste encore beaucoup de travail à faire. Et nous comptons sur vous tous pour être à nos côtés afin d'y parvenir, car nous ne levons pas le pied. Nous irons jusqu'au bout !

Alors, merci pour tout ce que vous faites afin de renforcer notre grand État et merci encore une fois, de célébrer cela avec nous ce soir !

Discours du gouverneur Murphy à l'occasion du 19 juin (Juneteenth) (2022)

Le Groupe de travail sur les disparités de richesse et les chefs religieux se réunissent à l'église Greater Mt. Zion AME Church.

20 juin 2022

Bonjour tout le monde,

C'est ici la journée que l'Éternel a faite ; Qu'elle soit pour nous un sujet d'allégresse et de joie.

À mon cher ami, le révérend Dr Charles Boyer, et à la première dame, Rosalee Boyer, je vous remercie pour l'opportunité de me joindre à vous dans cette maison historique, aujourd'hui. Je vous remercie, révérend, pour votre leadership fondé sur des principes au sein de la communauté de Trenton, ainsi que pour les précieux conseils et avis que vous m'avez donnés, à moi et à mon équipe.

Je tiens également à remercier votre formidable chorale de nous avoir accueillis avec un chant. Je n'aurais pas pu rêver d'une manière plus édifiante de franchir ces portes.

À ma partenaire de gouvernement, le lieutenant-gouverneur Sheila Y. Oliver, merci d'être avec nous aujourd'hui.



Je ne pourrais pas imaginer notre administration sans votre leadership et sans vos rappels constants que nous ne pouvons pas réussir en tant qu'État à moins que tous les habitants de cet État ne disposent des outils nécessaires pour réussir et réaliser leurs rêves.

..

C'est la deuxième fois que nous célébrons le 19 juin, non seulement comme une commémoration et une célébration, mais aussi comme une véritable fête.

La raison pour laquelle cette deuxième année est glorieuse, c'est que, eh bien, la réalité peut s'imposer et que le 19 juin est désormais permanent.

Faire quelque chose pour la première fois est la partie la plus facile. En faire une pratique durable est une tout autre histoire.

Et nous sommes maintenant dans cette période de « quelque chose de complètement différent ».

Si je peux citer les paroles de notre propre lieutenant-gouverneur, qu'elle a prononcées après avoir prêté serment il y a quatre ans et demi, en tant que première femme noire à être élue à un mandat électif dans tout l'État : « Bien que ces moments soient historiques, nous écrivons l'histoire non pas sur le moment, mais avec ce que nous en faisons ».

Il nous incombe donc désormais, alors que nous reconnaissons la permanence du 19 juin, de déterminer ce que nous voulons que soit cette journée. Non seulement ce qu'elle symbolise, mais aussi la manière dont elle recentre nos efforts sur les temps et les défis à venir.

Avant tout, c'est un jour où nous devons reconnaître l'histoire tourmentée du New Jersey en ce qui concerne la race. Et je ne parle pas des soulèvements des années 1960. Je parle plutôt de l'histoire de notre État en matière de protection de l'institution de l'esclavage.

Ce n'est pas une histoire dont nous devrions être fiers.

Comme nous le savons, le 19 juin commémore ce jour de 1865 où le général de l'Union, Gordon Granger, un homme blanc, débarqua avec des troupes à Galveston, au Texas, pour faire savoir que tous les résidents noirs réduits en esclavage étaient enfin libres.

Cela s'est produit deux mois après la reddition de l'armée confédérée. Mais, plus encore, c'était le 901^e jour *après* que le président Abraham Lincoln a signé la Proclamation d'émancipation, le jour de l'An de 1863.

Mais, comme le Dr Holloway nous le rappelle, la Proclamation d'émancipation n'a eu d'impact que sur les Afro-Américains qui se trouvaient réduits en esclavage dans les États qui, selon le texte de l'ordre du président Lincoln, « sont en rébellion contre les États-Unis ».

Elle ne s'appliquait pas au New Jersey, un État dans lequel le corps législatif, en 1804, avait agi avec tant de courage qu'elle n'avait autorisé qu'une abolition progressive de l'esclavage au fil des générations successives, le remplaçant par un système tout aussi atroce de servitude sous contrat, laissant certains sous esclavage complet simplement en raison du moment de leur naissance.

En d'autres termes, au moment où le général Granger informait les résidents noirs de Galveston qu'ils étaient libres, 16 Noirs du New Jersey continuaient à travailler comme esclaves.

Certains peuvent entendre cela et se dire : « seulement 16 ? ». Je leur répondrais que tout nombre supérieur à zéro est intolérable.

De plus, ces esclaves n'ont pas obtenu leur liberté définitive avant la proclamation de l'entrée en vigueur du 13^e amendement à la Constitution, qui abolit l'esclavage dans son intégralité, le 18 décembre 1865, soit environ six mois *après* le 19 juin.

Comme si cela ne suffisait pas, la constitution de l'État du New Jersey à l'époque n'a pas été modifiée pour abolir complètement l'esclavage avant le 1^{er} janvier 1866 et le corps législatif n'a même pas agi pour ratifier le 13^e amendement avant trois semaines plus tard, date à laquelle il était déjà en vigueur.

Le corps législatif du New Jersey a d'abord ratifié, puis tenté d'annuler sa ratification du 14^e amendement, qui renforçait le fait que les Afro-Américains devaient bénéficier de tous les privilèges de la citoyenneté.

Étonnamment, le New Jersey n'a pas confirmé sa ratification du 14^e amendement avant avril – attendez – 2003.

Et le corps législatif a rejeté le 15^e amendement qui garantissait aux Afro-Américains le droit de vote, se rétractant, une fois de plus, seulement après son entrée en vigueur.

Trois des amendements les plus importants à la Constitution... des amendements qui cherchaient à rassembler tous les Américains sous ces mots, « Nous, le peuple des États-Unis »... et ils sont entrés en vigueur dans le New Jersey uniquement en raison des actions d'autres États et malgré l'inaction ou l'indifférence de notre propre État.

Comme je l'ai dit, ce n'est pas une histoire dont nous devrions être fiers. Mais pour en être absolument certain, c'est une histoire que nous devons reconnaître et une histoire que nous devons enseigner.

Et c'est une histoire que nous devons utiliser pour orienter notre mouvement futur. Notre constitution actuelle, qui célèbre cette année son 75^e anniversaire, commence par les mots suivants...

Article 1, paragraphe 1...

« Toutes les personnes sont par nature libres et indépendantes, et ont certains droits naturels et inaliénables, parmi lesquels ceux de jouir et de défendre la vie et la liberté, d'acquérir, de posséder et de protéger la propriété, et de rechercher et d'obtenir la sécurité et le bonheur. »

« Toutes les personnes. »

Depuis 75 ans, nous cherchons à faire en sorte que cette déclaration soit vraie. Mais nous savons qu'il y en a

beaucoup pour qui ce n'est toujours pas le cas.

Nombreux sont ceux pour qui ces mots semblent au plus idéalistes, au moins inaccessibles.

Et c'est pour cette raison que les efforts déployés par notre administration au cours des quatre dernières années et demie ont été si importants : pour tracer la voie à suivre afin de rassembler tous les habitants du New Jersey sous cette bannière, et compenser les erreurs et les omissions de notre propre histoire.

C'est notre travail de faire du New Jersey un véritable État d'opportunités.

C'est la tâche de notre Groupe de travail sur les disparités de richesse d'éliminer l'énorme inégalité financière et l'insécurité qui continuent d'exister dans notre État et qui empêchent les familles noires et métisses d'accéder à un progrès économique durable, et qui sont parmi les plus importantes, si ce n'est les plus importantes de toute la nation.

Il s'agit de créer des emplois, de proposer des formations professionnelles et de faire de nos villes des lieux où ces opportunités peuvent exister.

C'est notre travail d'améliorer l'accès aux bureaux de vote, d'éliminer les obstacles au vote et de redonner le droit de vote aux personnes en liberté conditionnelle ou en probation, qui ont été autorisées à vivre dans leur communauté d'origine, mais qui n'ont pas pu avoir leur mot à dire sur la direction de cette communauté.

C'est notre travail d'investir davantage dans nos écoles publiques, de la maternelle au lycée, et de faire en sorte que l'enseignement supérieur est accessible à tous ceux qui le souhaitent. Ainsi, lorsque nous disons que nous avons le meilleur système d'éducation publique du pays, cela est le cas pour chaque élève.

C'est notre travail de recentrer notre système de justice pénale autour de ce mot si important, « justice ». C'est notre travail de rétablir une véritable confiance entre les forces de l'ordre et les communautés que servent nos agents et nos policiers d'État.

C'est notre travail de veiller à ce que le New Jersey dispose de lois sur la sécurité des armes à feu parmi les plus strictes du pays afin de garder ces armes hors de nos rues et d'investir dans des programmes d'intervention communautaires non violents qui, nous le savons, peuvent mettre fin à la violence qui reste courante dans trop de communautés, y compris ici même à Trenton.

C'est notre travail de garantir l'un des systèmes de suppression des casiers judiciaires les plus progressistes du pays pour les délits liés à la drogue de faible intensité et non violents.

C'est notre travail de construire davantage de logements abordables et d'enfin tenir la promesse longtemps retardée de l'État de s'assurer que chaque résident puisse trouver un logement abordable dans la communauté dans laquelle il souhaite vivre.

C'est notre travail de rendre les soins de santé plus abordables pour tous et universels pour chaque enfant, et de rendre la garde d'enfants plus accessible aux familles qui travaillent, en particulier aux mères qui travaillent.

C'est notre travail de créer une place de marché solide, légale et soigneusement réglementée pour la marijuana à usage réservé aux adultes, qui accueille les entrepreneurs noirs et métis, et qui nous donne les moyens de réinvestir de manière significative dans les communautés si gravement touchées par l'échec de la guerre contre la drogue.

C'est notre travail de protéger pleinement, dans la loi de l'État, le droit de chaque femme à faire son propre choix quant à savoir si et quand avoir un bébé et fonder ou agrandir une famille.

C'est notre travail de veiller à ce que nos écoles soient des lieux où notre histoire véritable et intégrale est enseignée, non pas au détriment de certains, mais au bénéfice de tous.

Il s'agit de toutes ces choses et bien plus encore, car même si nous ne pouvons pas effacer le triste héritage de notre État en ce qui concerne la race, nous pouvons travailler à le surmonter et à le compenser.

De plus, nous pouvons nous assurer que l'avenir s'appuie non seulement sur un sens plus vrai de l'égalité, mais est aussi ancré dans un plus grand sens de l'équité.

Et donc, je reviens à ces mots du lieutenant-gouverneur : « Nous écrivons l'histoire non pas sur le moment, mais avec ce que nous en faisons. »

Il est essentiel de créer un New Jersey plus juste et plus équitable, plein d'opportunités pour aujourd'hui, mais il s'agit également de façonner l'héritage que nous voulons laisser aux futures générations du New Jersey.

Nous ne pouvons pas revenir en arrière et changer notre histoire.

Nous ne pouvons pas effacer la tache de l'esclavage.

Nous ne pouvons pas effacer l'hypocrisie selon laquelle, tandis que les fils du New Jersey, y compris les soldats noirs, se battaient et mouraient pour la préservation de l'Union et la fin de l'esclavage dans les États en rébellion, il restait 16 esclaves noirs au New Jersey.

Nous ne pouvons rien changer à cela.

Mais nous pouvons et nous devons nous souvenir de cette histoire alors que nous forçons notre avenir.

Par conséquent, le 19 juin 2022, alors que nous célébrons la permanence de cette fête, restons également conscients qu'il existe bon nombre de personnes qui ne se sentent pas encore à leur place de façon permanente dans notre société.

Continuons ensemble sur cette voie pour veiller à ce que chaque foyer du New Jersey soit un lieu d'amour, de promesse et d'opportunités réelles et réalisables.

Je vous remercie tous d'être ici. Je remercie encore une fois le révérend Boyer de nous avoir permis de célébrer ce 19 juin ici à Greater Mount Zion AME.

Je remercie mes formidables partenaires à nos efforts : le lieutenant-gouverneur Oliver, la députée Watson Coleman, le président Holloway et chacun d'entre vous.

Soyons fidèles à nos paroles.

Que ce soit l'héritage que nous laissons.

Merci.



Avant-propos du lieutenant-gouverneur Tahesha Way



Du bureau du lieutenant-gouverneur et secrétaire d'État du New Jersey



Au nom de cette administration et du peuple du New Jersey, je félicite les membres du Groupe de travail sur les disparités de richesse pour leur travail diligent et réfléchi sur un sujet qui touche tous les habitants du New Jersey. L'achèvement de ce rapport représente une étape importante pour l'héritage de ma chère amie, notre regrettée lieutenant-gouverneur Sheila Y. Oliver, dont la passion pour l'équité et le désir d'aider les personnes et les communautés vulnérables ont inspiré ce groupe de travail dès le départ. Le travail que vous partagez ici examine les incidences de l'économie, du logement, de la santé, de l'éducation et de la justice pénale sur nos résidents.

Nous reconnaissons que nous ne pouvons pas tracer la voie vers un avenir meilleur et plus radieux pour tous sans examiner notre passé. Je suis fier que mon département d'État abrite la Commission historique du New Jersey qui s'efforce d'élargir notre compréhension de l'histoire de notre État et des personnes dont les histoires ont façonné les lieux que nous partageons

tous. Je suis particulièrement reconnaissante de souligner leur travail sur la route Black Heritage Trail, établie par le gouverneur Murphy en 2021 « pour promouvoir la sensibilisation et l'appréciation de l'histoire, du patrimoine et de la culture des Noirs », qui « mettra en valeur les sites du patrimoine de la population noire à travers des marqueurs historiques et un sentier qui relie les histoires de la vie et de la résilience des Noirs ».

Dans le cadre de ce programme, la Commission historique travaille en coopération avec d'autres organismes d'État, tels que le Bureau de préservation historique, la Division des voyages et du tourisme, ainsi qu'avec les gouvernements locaux, les propriétaires ou les exploitants de sites du patrimoine de la population noire et d'autres pour identifier une série de sites. Cette année, des marqueurs historiques commenceront à être placés dans les 58 emplacements sélectionnés jusqu'à présent pour la route.

Ce rapport, comme ces marqueurs, nous aidera à raconter l'histoire du New Jersey et de nos résidents. Plus important encore, il nous aidera à fournir un meilleur contexte à la situation actuelle et à guider les décisions qui créeront de meilleurs résultats et un avenir plus fort et plus juste pour tous. Encore une fois, félicitations et merci à tous ceux qui ont joué un rôle dans les activités du Groupe de travail et dans la production de ce rapport. Les informations partagées ici contribueront certainement à façonner un avenir meilleur pour les formidables habitants du New Jersey.



Lieutenant-gouverneur, Maître Tahesha Way

Lettre du coprésident



Aux habitants et amis du New Jersey :

Nous commençons cette lettre en remerciant le gouverneur Phil Murphy et les membres de l'administration Murphy, passés et présents, qui ont créé et participé au Groupe de travail sur les disparités de richesse. Le Groupe de travail a été créé « pour examiner les causes et les solutions aux disparités de richesse de longue date qui affectent la population noire et hispanique ou latino-américaine du New Jersey ». Décret 262.

Le Groupe de travail a lancé un processus concret d'apprentissage et de compréhension dans le but de commencer à remédier aux dommages causés par les lois, les politiques et les pratiques discriminatoires, dont beaucoup restent tissées dans le tissu de notre société aujourd'hui et continuent de présenter des obstacles pour de nombreuses personnes vivant dans notre État.

La tâche de ce Groupe de travail est double. Tout d'abord, il met en lumière de nombreux préjudices causés par les premiers Américains et ceux perpétrés par les dirigeants fédéraux, étatiques et locaux. Deuxièmement, il fournit à nos dirigeants du gouvernement d'État un cadre de base alors qu'ils continuent de mettre en œuvre des mesures réparatrices pour corriger et dissocier ces préjudices et leurs effets de notre système.

Ce Groupe de travail représente un tournant décisif ; il marque la fin d'une époque où les dirigeants de l'État ne reconnaissaient pas l'impact de pratiques injustes, mais légales. Pour marquer ce nouveau départ, ce rapport, autorisé par le gouverneur Murphy dans le décret 262 (« le Décret »), attire l'attention sur bon nombre de ces pratiques et propose plusieurs recommandations pour y remédier.

Avant d'approfondir le sujet, nous tenons à souligner que le contenu de cet ouvrage n'est pas exhaustif ; en fait, il n'a jamais été conçu pour l'être. Le Décret demande au Groupe de travail de soumettre ce rapport au gouverneur après avoir analysé les recherches et les données afin de présenter des recommandations fondées sur des preuves. Une fois les membres du Groupe de travail nommés en 2021, nous avons abordé la première réunion avec l'intention de déterminer la meilleure façon d'utiliser au mieux le temps imparti et ce que nous espérons transmettre aux futurs chercheurs et dirigeants de l'État. Nous avons toujours su que la tâche à accomplir nécessiterait des discussions et une collaboration avec des individus et des organisations extérieurs au Groupe de travail, car les dommages systémiques nécessitent des solutions structurelles qui à leur tour nécessitent l'implication et l'adhésion des acteurs du système.

Ainsi, alors que nous partageons le travail accompli à ce jour et le processus par lequel le Groupe de travail est arrivé à ce rapport, nous encourageons le lecteur à réfléchir de manière critique à ce qu'il voit ici (les histoires personnelles, les marqueurs historiques, les initiatives gouvernementales, le travail communautaire) et à le considérer dans son intégralité tout en se rappelant qu'il n'est pas complet. Nous reconnaissons l'ironie de la situation : à la base, ce travail a commencé en raison des préjudices implicites et explicites causés par le gouvernement et de son incapacité ou de son refus de s'attaquer de manière significative à ce problème. Et maintenant que le travail a évolué, c'est au gouvernement que nous devons faire confiance pour mener à bien ce processus de réparation.

Le Groupe de travail a été créé avec cette ironie à l'esprit et chacun de ses membres a dû accepter ses propres limites organisationnelles. Au cours de plus d'un an, chacun des cinq groupes de travail du Groupe de travail s'est

réuni plus d'une douzaine de fois. Les membres représentés du gouvernement et des organismes du secteur public se sont mis au défi de décortiquer soigneusement les origines historiques des obstacles actuels qui entravent la capacité des familles et des communautés noires et hispaniques à créer de la richesse. Chaque membre a apporté sa propre expertise à ces réunions, uni autour de l'objectif d'apprendre et de changer le statu quo pour mieux servir tous les résidents du New Jersey.

Entre les réunions, les membres ont poursuivi leurs recherches et se sont réunis en petits groupes pour discuter d'aspects spécifiques des travaux, tels que certaines nuances juridiques ou pratiques non écrites néfastes découlant de la tradition, allant des pratiques actuelles d'exclusion géographique à l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les communautés noires et hispaniques. Des universitaires, des dirigeants locaux et des membres du public ont fourni des informations et des contributions qui ont éclairé les travaux du Groupe de travail.

Au cours de l'été 2022, le Groupe de travail a organisé cinq séances d'écoute virtuelles (une pour chacun des groupes de travail) et a continué à dialoguer avec le public alors que les membres visitaient et assistaient virtuellement à des réunions communautaires dans différentes parties de l'État, tout en recevant des commentaires et des contributions via un formulaire diffusé en personne et en ligne.

En réponse à ces commentaires, les membres du Groupe de travail ont collaboré avec le bureau du gouverneur et le corps législatif pour s'assurer que les changements de politique se poursuivraient à un rythme soutenu parallèlement à leur travail. Grâce à cette collaboration, plusieurs recommandations ont été promulguées et financées lorsque le gouverneur Murphy a signé la loi de crédits pour les exercices de 2024 et 2025. Des progrès ont également été réalisés sur de nombreuses recommandations axées sur les processus pour les organismes d'État et de manière congruente, les membres ont poursuivi leurs recherches et leur engagement auprès du public pour mieux comprendre les obstacles systémiques dans le New Jersey.

Cette structure parallèle et fluide était intentionnelle, et nous espérons qu'elle constituera un précédent pour l'avenir de ce travail. Le caractère ouvert de cette structure vous permet, en tant que lecteur, d'interagir avec l'État au-delà de la publication de ce rapport. En invoquant l'esprit de ce Groupe de travail, tout lecteur peut, à tout moment, à la fois mettre au défi le gouvernement de l'État d'agir et de travailler avec les dirigeants gouvernementaux pour faire pression en faveur des changements indispensables.

Ce cadre de base est le début du changement systémique que nous nous sommes fixés pour objectif. Mais pour que cela devienne le statu quo, nous avons besoin que vous nous rejoigniez dans cet effort et que vous ameniez quelques amis avec vous.

Que le travail continue !

Coprésidents du Groupe de travail sur les disparités de richesse

Remerciements

Le Groupe de travail sur les disparités de richesse tient à remercier les personnes suivantes pour leur aide et leurs contributions à ce rapport :

Nous remercions le personnel de l'administration Murphy qui a assuré la liaison avec le Groupe de travail, y compris les conseillers politiques, les analystes, les coordinateurs, les boursiers et les stagiaires qui ont soutenu chaque groupe de travail et fourni une aide considérable en matière de recherche et de rédaction. Des remerciements spéciaux à Jayné Johnson qui a servi de liaison principale et de coordinatrice du Groupe de travail, à Kermina Hanna dont les recherches et les écrits ont fait progresser la rédaction des conclusions et des propositions, à feu Louisa Carman pour son soutien déterminant à la recherche et à la rédaction, à Madina Ouedraogo, le premier membre du personnel à soutenir le Groupe de travail, à Maggie Loesch pour avoir illustré la couverture du rapport, aux stagiaires et aux boursiers qui ont soutenu le Groupe de travail, notamment Julian Rosenblum, Isaac Velez, Jacob Irving, Christofer Robles, Elizabeth Brown, Helen Cashman et Maia Hill pour leurs contributions considérables. Un grand merci à Julie Veffer, Lara Richey pour leur travail exceptionnel de graphisme et Margaret Gryczon pour ses formidables contributions informatiques. Merci à Melissa Walker et Awn Rizvi qui ont contribué à mener à bien la rédaction du rapport, ainsi qu'à Sarah Brafman, Kari D'Ottavio, Matthew Berns, Edward Doherty et Ashlee Reynolds pour leur soutien à la rédaction et la révision.

Administration Murphy

- Dana Adelman
- Matthew Anderson
- Stephanie Ashley
- Jade Bechelli
- Gerardo Benavides
- Matthew Berns
- Christine Blumauer
- Michelle Bodden
- Sarah Brafman
- John Butler
- Veronica Calder
- Natasha Camhi
- Carolyn Cannella
- Jane Cantor
- Kenneth Clayton
- Dave Drescher
- Edward Doherty
- Kari D'Ottavio
- Athina Fassu
- Jennifer Fearon
- Derek Fischer
- Margaret Gryczon
- Kermina Hanna
- Lesley Hirsch
- Maurice Jefferson
- Jayné Johnson
- Katherine Klinger
- James Lloyd
- Dillon McNamara
- Rachel Manning
- Janine Matton
- Melina Meneguín
- Eric Miller
- Rob Matos Moran
- Medinah Muhammad
- Leigh Kelsey O'Donnell
- Jeffrey H. Oakman
- Madina Ouedraogo
- Brandon Parrish
- Awilda Pomales-Diaz
- Emy Quispe
- Ashlee Reynolds
- Lara Richey
- Awn Rizvi
- Shabnam Salih
- Jamera Sirmans
- Kerry Sorrano
- Jennifer Spiegel
- Richard Sun
- Preethy Thangaraj
- Melissa Walker
- Rebecca Wills
- Gary Williams
- Noelle Lorraine Williams
- Charyl Yarbrough
- Julie Veffer
- Dennis Zeveloff

Stagiaires et boursiers 2021-2022

- | | | |
|-------------------|-----------------------|--------------------|
| •Tiffany Amorim | •Massimiliano Gentile | •Matthew Bentley |
| •Joseph Baldofsky | •Jacob Irving | •Julien Rosenbloom |
| •Elizabeth Brown | •Angela Johnson | •Jessika Sherman |
| •Kathleen Comando | •Haley Lemieux | •Sara S. Tomson |
| •James Duffy | •Jameel Muhammad | •Isaac Velez |
| •Laura Esteban | •Torai Patel | |
| •Alisa Farley | •Alyssa Pitt | |

Stagiaires et boursiers 2023-2024

- | | | |
|-----------------|------------------|--------------------|
| •Tiffany Amorim | •Emily Evers | •Awn Rizvi |
| •Breanna Brock | •Colline de Maia | •Jameel Muhammad |
| •Helen Cashman | •Jacob Irving | •Christofer Robles |
| •Lee Crutcher | •Angela Johnson | |
| •Emma DeMaise | •Maggie Loesch | |

Participants des organismes du cabinet

- | | | |
|---|--|--|
| •Département de l'agriculture | •Département des services correctionnels | •Département du travail et du développement de la main-d'œuvre |
| •Bureau du procureur général
, Division des droits civils
, Division du droit | •Département de l'éducation | •Autorité pour l'innovation en santé maternelle et infantile du New Jersey |
| •Département des banques et des assurances | •Département de la protection environnementale | •Département des affaires militaires et des anciens combattants |
| •Département de l'enfance et de la famille | •Département de la santé | •Département d'État |
| •Commission de la fonction publique | •Bureau du secrétaire à l'enseignement supérieur | •Département du Trésor |
| •Département des affaires communautaires | •Département des services sociaux | •Département des transports |
| | •Bureau des technologies de l'information | |

Participants externes

- | | | |
|---|--------------------------------------|---|
| •Peggy Anastos | •Lost Souls Public Memorial Project | •Faculté et personnel de l'université Rutgers, remerciements particuliers à Ronald Quincy, docteur, et Erin Johnson |
| •Walter Greason, docteur | •Archives de l'État du New Jersey | |
| •Derrick Green | •Laboratoire politique du New Jersey | |
| •John J. Heldrich Center pour le développement de la main d'œuvre | | |

Résumé exécutif

Honorant un engagement clé de son discours sur l'état de l'État de 2020, le gouverneur Murphy a créé le Groupe de travail sur les disparités de richesse pour examiner les causes et les solutions aux disparités de richesse de longue date qui affectent la population noire,² latino-américaine et hispanique³ du New Jersey ([Décret 262](#)). Depuis décembre 2021, les cinq groupes de travail du Groupe de travail, affectés aux domaines de la justice pénale, de l'économie, de l'éducation, de la santé et du logement, ont effectué des recherches, des analyses et des actions de sensibilisation communautaire pour identifier les raisons et les moyens potentiels de remédier aux disparités de richesse dans l'État. Les travaux du Groupe de travail s'appuient sur des recherches, des données, des documents historiques, des histoires personnelles et des informations recueillies lors de la mobilisation du public, notamment les tables rondes communautaires et les séances d'écoute virtuelles.

Les conclusions du Groupe de travail, recueillies sur plus d'un an, sont conformes aux études existantes sur les disparités de richesse. Les facteurs à l'origine de ces disparités comprennent la pauvreté au sein du réseau de parenté, l'enchevêtrement des dettes médicales et étudiantes, les disparités dans les pratiques et les résultats en matière de soins de santé, le manque d'accès au capital et l'incapacité à générer des capitaux propres à partir de l'accession à la propriété, en grande partie en raison d'obstacles systémiques qui comprennent des pratiques discriminatoires d'évaluation immobilière, l'exclusion géographique et les prêts abusifs.

Sur la base de ces conclusions, le Groupe de travail propose un large éventail de recommandations qui permettraient de commencer à s'attaquer à ces facteurs de disparité des richesses. Le Groupe de travail a constaté que beaucoup trop de ménages du New Jersey, y compris les familles noires et hispaniques, continuent de vivre sans épargne d'urgence, ce qui les expose à une ruine financière en cas d'urgence médicale, de réparation de voiture ou de perte d'emploi. Ces ménages ne disposent pas du filet de sécurité financière que génère si souvent la valorisation des actifs.

L'examen des causes profondes des disparités de richesse nécessite un examen historique des obstacles qui ont limité la création de richesse au fil des générations. Cette analyse est essentielle pour identifier le schéma des préjudices et les mesures réparatrices nécessaires pour remédier aux dommages accumulés au fil du temps.

La richesse étant cumulative, les obstacles qui ont empêché la création de richesse au cours des générations précédentes ont un impact direct sur la capacité des familles à créer de la richesse aujourd'hui. En raison de ces barrières systémiques et de ces injustices, des cycles de déficit sont transmis plutôt que des actifs. Un certain degré de richesse donne un pouvoir financier et un filet de sécurité qui protège contre le risque de perte. La richesse génère le capital nécessaire pour acquérir des actifs valorisables qui peuvent produire davantage de richesse. Un examen de l'histoire ancienne de notre nation démontre que la richesse américaine a été générée pendant plusieurs siècles par un travail non rémunéré. Simultanément, alors que la richesse était générée à leurs dépens, les Noirs étaient systématiquement exclus des véhicules de constitution de patrimoine, subissaient des privations de richesse, notamment la perte de terres, le manque d'accès aux services bancaires et au crédit, le refus de propriété foncière et immobilière, et l'exclusion des programmes gouvernementaux qui offraient des opportunités de création de richesse.

De nombreux facteurs qui ont limité la capacité des ménages noirs et hispaniques à générer des richesses persistent aujourd'hui, même après l'interdiction de pratiques discriminatoires de longue date.

Les initiatives proposées suivantes, issues des recherches et des recommandations du Groupe de travail parallèlement à des efforts existants et en attente, peuvent commencer à s'attaquer aux facteurs de ces disparités de richesse intergénérationnelles dans le New Jersey. Les recommandations visent à 1) accroître l'accès à des actifs valorisables ; 2) alléger l'enchevêtrement de la dette générée par la conception systémique ; 3) réduire le fardeau du niveau d'instruction ; et 4) remédier aux disparités dans les pratiques et résultats des soins de santé.

Le Groupe de travail a cherché à identifier des mesures réparatrices pour commencer à remédier à bon nombre de ces préjudices de longue date. Pour générer un impact immédiat, plusieurs réparations normatives sont recommandées.

Ce rapport et ces recommandations au gouverneur et au corps législatif reconnaissent les causes des disparités de richesse stupéfiantes dans notre État, et le Groupe de travail reconnaît que ce travail ne fait que commencer. Pour véritablement mettre fin aux disparités de richesse qui perdurent depuis longtemps dans le New Jersey, le travail et la mission du Groupe de travail doivent être maintenus à l'avenir. Par conséquent, le Groupe de travail recommande

que les collaborations interinstitutionnelles générées par ses cinq groupes de travail se poursuivent sous la direction du Bureau du gouverneur afin de garantir la mise en œuvre solide et rapide de ces propositions. La mobilisation du public doit continuer pour évaluer l'impact des recommandations et examiner plus en détail les politiques et pratiques de l'État afin de remédier aux injustices structurelles et systémiques qui peuvent exacerber les disparités de richesse dans le New Jersey.

Les recommandations suivantes visent à réduire l'inégalité des chances et à accroître les possibilités de constitution d'un patrimoine :

Remédier aux disparités structurelles

1. *Créer un fonds d'amorçage d'opportunités basé sur le modèle des obligations pour bébé*
2. *Réformer le recouvrement de patrimoine de Medicaid*
3. *Adopter des réformes adaptées à l'étude sur les disparités de passation de marchés publics*
4. *Élargir la composition du Conseil d'investissement de l'État et du Conseil d'administration*
5. *Codifier un bureau exécutif pour soutenir les efforts continus visant à éliminer l'inégalité des chances*
6. *Continuer à financer des modèles de logement qui soutiennent des logements abordables et un développement axé sur les transports en commun*
7. *Mettre en œuvre des pratiques de planification équitables pour assurer la prospérité des communautés du New Jersey*
8. *Investir dans des partenariats entre les établissements de santé et les écoles pour soutenir un réseau national d'écoles communautaires*
9. *Poursuivre le travail de Nurture New Jersey*
10. *Calculer la capacité de paiement d'un individu lors de l'évaluation des amendes et des frais en matière pénale*
11. *Soutenir les efforts visant à réutiliser les centres pour jeunes de l'État*
12. *Reconnaître les droits de citoyenneté des personnes anciennement incarcérées, y compris la fonction de juré*
13. *Accélérer les réformes qui favorisent des résultats justes dans l'application de la loi*
14. *Promouvoir les efforts continus pour assurer la sécurité alimentaire*
15. *Poursuivre les réformes en matière de santé mentale*
16. *Modifier les lois sur l'exemption de recouvrement de créances*

Augmenter les possibilités de constitution d'un patrimoine

17. *Soutenir les initiatives de développement de carrière pour les élèves du collège et du lycée*
18. *Continuer à investir dans la double inscription et les cours avancés du secondaire*
19. *Investir dans des efforts qui soutiennent le redressement et l'enrichissement académiques*
20. *Continuer à soutenir les initiatives College Promise et Some College, No Degree*
21. *Supprimer certains facteurs non liés à la conduite de la souscription d'assurance automobile*
22. *Poursuivre l'initiative pilote d'actionnariat salarié*
23. *Adopter des programmes dans le cadre du Fonds d'investissement à impact social (Social Impact Investment Fund)*
24. *Continuer à soutenir les initiatives qui réduisent la fracture numérique*
25. *Envisager le recours à des commissions salariales pour promouvoir une rémunération équitable*
26. *Examiner les disparités de richesse grâce à des recherches et à la collecte de données au niveau de l'État*
27. *Poursuivre les programmes de remboursement de prêts pour réduire la dette étudiante*
28. *Tester un système de déclaration de crédit de loyer positif uniquement et prolonger le délai de grâce pour le paiement du loyer résidentiel à cinq jours ouvrables avant que le loyer ne soit considéré comme en retard*
29. *Supprimer la pratique immobilière résidentielle qui oblige un acheteur potentiel à divulguer le montant de l'acompte lors de la présentation d'une offre*
30. *Supprimer les frais de communication téléphonique entre les personnes incarcérées et les membres de leur famille*

Aperçu de la séance d'écoute

« Nous souhaitons au New Jersey une économie plus forte et plus juste pour toutes les familles, pas seulement pour les familles les plus riches, pas seulement pour les familles de la classe moyenne, mais pour les familles qui sont souvent les plus démunies d'entre nous, c'est notre engagement. » – Lieutenant-gouverneur Sheila Y. Oliver.⁴

Mobilisation du public

À partir de 2022, le Groupe de travail a reçu des commentaires du public par le biais de séances d'écoute virtuelles, de forums en personne et de témoignages écrits. Les membres du Groupe de travail ont entendu des témoignages directs de familles, de soignants, de prestataires de santé, de premiers intervenants, d'éducateurs, d'étudiants, de citoyens de retour, de jeunes, d'organismes communautaires, de défenseurs, de chefs religieux, de propriétaires d'entreprise et d'élus. Ces personnes ont partagé leurs récits personnels et leurs expériences vécues, identifiant facilement de nombreux obstacles et défis auxquels sont confrontés la population noire et hispanique du New Jersey.

Ces récits, témoignages et idées ont guidé le Groupe de travail dans ses efforts pour identifier les causes et les solutions potentielles aux disparités de richesse de longue date dans le New Jersey. Les sections suivantes présentent certains des problèmes les plus urgents et des appels à l'action.

Logement et mobilité économique

☑ En tant qu'ancien résident de Newark, lorsque j'ai déménagé à Asbury Park, j'ai réalisé que les disparités en matière de logement y étaient encore plus prononcées que dans le nord du New Jersey. Sur une période de 10 ans, la population noire a chuté de 10 %, passant d'environ 50 % à environ 40 %, en raison de la hausse des prix de l'immobilier. En créant une coalition, plusieurs membres de la communauté se sont réunis pour plaider en faveur d'un zonage inclusif afin de maintenir des logements abordables et des politiques de contrôle des loyers pour soutenir la sécurité du logement.⁵

Le logement est revenu comme un thème central à chaque séance d'écoute. Les résidents souhaitaient que des logements de qualité, abordables et sûrs soient garantis comme un droit fondamental. Ils ont également reconnu le logement comme moteur d'accès à l'éducation et l'accession à la propriété comme moyen de constituer un patrimoine.

☑ One housing policy advocate emphasized the critical role of housing in a thriving community. The advocate noted that when gains to the criminal justice or education system are made without improving access to quality, safe, and affordable housing, progress is undermined. Even when improvements are made to child care or education, the child still needs a home to return to even after leaving a safe child care facility or a high-performing school.⁶

Les soignants, les étudiants et les nouveaux voisins d'autres pays ont décrit les sacrifices et les fardeaux financiers qu'ils ont endurés dans leurs efforts pour obtenir une mobilité économique, notamment grâce au logement.⁷

☑ Il est nécessaire de mettre en place davantage de programmes, comme le Programme de préservation de la richesse communautaire qui offre aux ménages confrontés à une saisie immobilière, à leurs proches, aux locataires et aux autres futurs propriétaires-occupants la possibilité de rester dans leur logement.⁸

Les témoignages ont souligné le fardeau résultant des difficultés financières qui suivent l'incarcération, notamment les difficultés mentales et physiques, la perte d'emploi et les démêlés avec le système de justice pénale. L'impact a été ressenti à la fois par l'individu et par les membres de sa famille, car ils vivaient généralement sans filet de sécurité ni épargne d'urgence.⁹ Les participants ont indiqué que des initiatives telles qu'un fonds d'amorçage, une aide à la mise de fonds, et l'annulation des prêts étudiants et des dettes médicales pourraient contribuer à

relever les défis structurels auxquels ils sont confrontés.¹⁰ Ils ont également demandé de préserver les logements abordables existants et d'augmenter l'offre de logements abordables et de qualité dans l'État.¹¹

Des études montrent que les programmes d'achat immobilier de première génération sont un outil efficace pour atteindre les acquéreurs de logement de couleur et combler l'écart de richesse.¹²

Les commentaires du public ont souligné l'importance d'encourager la mobilité économique par le biais d'autres mesures, telles que la garantie d'un salaire décent pour tous les travailleurs, l'octroi de crédits d'impôt pour enfant et la mise en œuvre d'une déclaration de crédit de loyer positif.¹³ De nombreuses personnes ont défendu les familles qui connaissent des difficultés importantes, notamment les locataires confrontés à une expulsion, les familles confrontées à une saisie immobilière et les ménages confrontés au fardeau du recouvrement de dettes, y compris le recouvrement et les privilèges liés aux dettes médicales.¹⁴

Il faut prêter attention au fardeau que représentent les soins et aux conséquences qu'ils représentent pour la famille immédiate et élargie. Les proches portent le poids émotionnel, la pression sur la santé mentale et le fardeau financier liés au soutien d'une personne lorsque les programmes gouvernementaux ne couvrent pas les soins de longue durée ou offrent une couverture si limitée que la personne est soumise à de mauvaises conditions ou à des besoins non satisfaits.¹⁵

Enfin, les témoignages ont également souligné l'impact des injustices structurelles, notamment au sein de nos systèmes d'imposition et de prêt, et ont appelé à davantage de ressources pour se prémunir contre les pratiques de prêt discriminatoires et prédatrices.¹⁶ Les résidents ont exprimé des inquiétudes concernant les déplacements dus à la gentrification et aux crédits d'impôt qui attirent les grandes entreprises et les promoteurs dans les communautés en difficulté, alors que bon nombre de ces mêmes incitations fiscales restent inaccessibles aux petites et micro-entreprises locales.¹⁷ Les participants ont expliqué que cette évolution conduit souvent au déplacement et à l'expulsion des résidents de longue date.

Santé et bien-être

Un éducateur, tout en souhaitant continuer à travailler avec les enfants, envisage de quitter l'enseignement après avoir été soumis à une qualité d'air malsaine dans le bâtiment scolaire, déplorant que les parents aient également remarqué les conditions et indiqué qu'après leur retour de l'école, la respiration de leur enfant est différente.¹⁸

Les participants à la séance d'écoute ont discuté des mesures à prendre pour profiter d'une vie longue, saine et productive. De nombreux témoignages ont souligné la nécessité de mieux protéger et entretenir la santé physique et mentale des habitants du New Jersey à chaque étape de la vie.¹⁹ Les contributions ont abordé un large éventail de questions, notamment les préoccupations environnementales qui recoupent souvent le logement, l'éducation et les problèmes économiques tels que la mauvaise qualité de l'air et de l'eau, le manque d'accès aux espaces verts et aux cours d'eau, et la proximité de zones de friche et de décharges.²⁰ Les commentaires ont également porté sur les risques environnementaux, notamment l'atténuation des inondations, la chaleur extrême, l'exposition aux polluants et les maladies à transmission vectorielle.²¹

Beaucoup ont souligné la nécessité d'un meilleur accès à des soins de santé de qualité et abordables. Des études montrent que les problèmes systémiques impliquant les soins de santé prénatale, maternelle et reproductive coûtent des vies à la population noire et hispanique à tous les niveaux économiques.²² La situation des personnes âgées et des enfants, qui sont souvent les plus vulnérables, était particulièrement préoccupante. Les participants ont souligné la nécessité de médicaments vitaux sur ordonnance abordables, de dépistages préventifs et de traitement des causes sous-jacentes des maladies chroniques, ainsi que d'un accès aux soins de santé mentale et comportementale.²³ Les commentaires ont souligné que les déterminants sociaux de la santé doivent être pris en compte pour améliorer les résultats de santé de la population noire et hispanique du New Jersey.²⁴ Les personnes ont partagé leurs récits personnels sur la façon dont elles ont affronté la vie tout en étant accablées par les coûts (en consacrant plus de 30 % de leurs revenus au logement ou en étant fortement accablées par les coûts, en consacrant plus de 50 % de leur revenu au loyer, au prêt immobilier, aux services publics et à d'autres dépenses liées

au logement).²⁵ Les travailleurs ont partagé les nombreux facteurs de stress découlant du fait d'avoir plusieurs emplois pour joindre les deux bouts. Le travail horaire et posté a des conséquences néfastes sur le travailleur et sa famille, en particulier ceux qui ont des enfants jeunes ou d'âge scolaire, car ce type de travail offre souvent des possibilités limitées de prendre des congés et n'a souvent pas d'avantages sociaux à temps plein, de couverture d'assurance et d'options de planification de la retraite.²⁶

☑ En soutenant les enfants par le biais d'initiatives qui aident les parents, notamment en finançant entièrement les écoles dans les zones à faible revenu, nous permettons à la prochaine génération de réussir et de briser le cycle de la pauvreté. La garde d'enfants, avec une intervention précoce, soutient les parents et place les enfants sur la voie du succès. Des écoles sûres et une éducation de qualité soutiennent les parents, en particulier les parents noirs et métis, en leur donnant l'assurance qui leur permet de se concentrer sur leur travail et d'exceller dans celui-ci. Soutenir les parents contribue à briser le cycle de la pauvreté.²⁷

Éducation

Les témoignages d'étudiants et d'éducateurs ont évoqué l'effet domino du logement et de l'instabilité économique sur la santé et l'éducation, soulignant l'intersectionnalité plus large des disparités de richesse. Ces participants ont souligné à quel point les problèmes économiques auxquels les familles sont confrontées ont un impact direct sur la santé des enfants, à commencer par la santé prénatale. Les professionnels de l'éducation ont indiqué que le développement et la santé mentale des enfants influencent leur préparation à la scolarité. Pour les enfants confrontés à l'instabilité, qu'elle soit économique ou liée à la santé, les interventions précoces, la fréquentation des écoles maternelles, les soutiens parascolaires, le mentorat et les services d'accompagnement sont des moyens efficaces de répondre à ces préoccupations.

☑ Wealth disparities for students begin outside of the classroom—they enter hungry, tired, lacking warm clothes in winter, afraid, and even traumatized. The distress is often caused by trusted authority figures, what they observe and experience in their surroundings, and in their own homes.²⁸

En s'appuyant sur leurs expériences vécues, les participants ont proposé des programmes et des services ciblés qui renforcent les résultats scolaires de la maternelle à la terminale afin de mieux préparer les élèves à la vie après l'obtention de leur diplôme d'études secondaires. Les propositions comprenaient le renforcement des programmes d'alphabétisation, l'encouragement des éducateurs de couleur à entrer dans les salles de classe et l'amélioration de l'accès aux professionnels du comportement et de la santé mentale. Il a également été recommandé d'accroître les possibilités de formation professionnelle au lycée, les options de double inscription et d'améliorer l'accès aux community colleges pendant les études secondaires.

☑ Il fut un temps où les besoins de la communauté étaient pris en compte par le système scolaire, il est temps de renouer les liens entre la communauté et les écoles. Les écoles communautaires devraient être établies comme des pôles locaux.²⁹

Plusieurs étudiants ont partagé des témoignages sur les difficultés financières qu'ils ont rencontrées, notamment l'insécurité alimentaire et les problèmes de santé mentale auxquels eux et leurs pairs ont été confrontés. Les étudiants de première génération ont fait part de leurs expériences sur les difficultés liées au financement et à la vie universitaire. Certains ont partagé des récits personnels sur des pairs qui ont abandonné leurs études en raison de difficultés financières et physiques, et ont reconnu qu'ils étaient sur le point de les rejoindre.

Forces de l'ordre et système judiciaire

Les participants ont raconté leurs expériences personnelles en expliquant comment la sur-intervention policière et la surexposition au système judiciaire, que ce soit par le biais des tribunaux de la famille, des tribunaux correctionnels ou des tribunaux civils, compromettent la capacité des enfants à réaliser leur plein potentiel. Les réponses des forces de l'ordre aux problèmes de comportement et de santé mentale étaient une source de préoccupation, en particulier la criminalisation de la toxicomanie et de la consommation de substances, qui peuvent

entraver les possibilités de rétablissement.

☑ *Les personnes qui sortent de prison, de tribunaux spécialisés en matière de drogues, de programmes de désintoxication, de foyers de transition sans emploi, que vont-elles faire ? Sans abri, vivant dans des refuges, sans emploi : c'est la disparité de richesse la plus flagrante dans le système de justice pénale.³⁰*

Beaucoup trop de familles noires et hispaniques vivant dans le New Jersey ont un parent ou un ami proche qui est incarcéré, un fardeau qui est en partie supporté par les membres de la famille et leurs communautés. Au cours des séances d'écoute, de nombreuses personnes ont partagé des témoignages sur les amendes et les frais croissants ainsi que sur les coûts élevés associés à la communication avec un proche incarcéré.

☑ *Les manques générés par la pauvreté peuvent inciter les gens à gagner de l'argent ou à satisfaire leurs besoins par le biais d'activités criminelles et lorsque les individus sont libérés après avoir purgé une peine pour cette activité, ils sont encore plus démunis qu'au début, car ils sont accablés de dettes dues aux amendes et aux frais.³¹*

Ceux qui ont eux-mêmes été incarcérés ont également raconté comment les amendes et les frais continuent de les suivre après leur libération. Les participants ont souligné leurs inquiétudes concernant les sanctions monétaires et l'accumulation de dettes qui y est associée, les citant souvent comme les défis les plus dévastateurs auxquels ces personnes sont confrontées lorsqu'elles cherchent à réintégrer la communauté. Parfois, ces défis s'ajoutent à la difficulté d'obtenir un logement et de lutter contre la consommation de substances.

☑ *Grateful, at first, for not having to pay fines and fees while incarcerated, one individual took pride in saving money while incarcerated so that it could be used upon release—but only to realize near the end of their sentence that there were tickets on their record that were accruing fines and fees for decades. Instead of using the funds saved for reentry, almost all of the monies went to pay off the debt.³²*

Outre les difficultés financières, il existe de nombreux autres obstacles qui sont souvent insurmontables lorsqu'on tente de reconstruire sa vie après une incarcération. Parmi ces obstacles figurent l'insécurité du logement, les possibilités d'emploi limitées et des problèmes de réintégration dans la société.

☑ *After returning home from a period of incarceration, one individual went to the local Motor Vehicle Commission—unable to reach a representative by phone—and waited for close to 5 hours to get a driver's license restored. The burden was placed on the individual to locate records for tickets that were issued more than thirty years before. After about 7 months without an ID, the individual completed the process and the license was restored.³³*

☑ *De retour à la maison, les problèmes sont immédiats. Même pour simplement obtenir une pièce d'identité : la carte d'identité du détenu, valable 30 jours, est la seule pièce d'identité délivrée à sa libération. Et ce n'est pas le type de pièce d'identité que vous souhaitez apporter à la banque, utiliser pour obtenir une chambre ou un appartement puisqu'elle indique que vous avez été incarcéré. Obtenir une carte d'identité, trouver un logement, tout cela coûte de l'argent. Sans argent à la sortie, il est difficile d'éviter de se retrouver sans abri.³⁴*

Le cycle de privation financière et d'endettement découlant de la participation au système peut paralyser les individus, les ménages et les communautés. Les témoignages ont souligné qu'il est essentiel de mettre en œuvre des réformes globales pour répondre non seulement aux aspects juridiques du système de justice pénale, mais également aux défis liés au logement et aux finances afin de promouvoir de meilleurs résultats en matière de réinsertion.

☑ *Nous devons faire bouger les choses en faveur de ceux qui ont été laissés pour compte et ensuite égaliser les chances.³⁵*

Richesse

Qu'est-ce que la richesse ?

Le Groupe de travail a examiné la richesse en tant que mesure du total des actifs d'un ménage moins toutes ses dettes. Il est important de distinguer la richesse du revenu. Le revenu est dérivé de la fourniture d'un service ou d'un bien, tandis que la richesse est cumulative et est constituée au fil du temps.³⁶ Il s'ensuit que les revenus actuels d'un individu ne constituent pas la seule mesure de sa richesse.³⁷ La richesse est souvent constituée de biens hérités, de biens immobiliers ou de capitaux propres d'entreprise, de la réception de prestations d'assurance-vie ainsi que de l'accès à un financement d'amorçage, à des investissements générateurs d'actifs, à des fonds de retraite et à d'autres actifs.³⁸

Des études montrent qu'un écart de richesse persiste aux États-Unis en fonction de la race et de l'origine ethnique.³⁹ Comme le souligne le décret 262, l'écart de richesse du New Jersey est bien pire que la moyenne nationale. Lorsque le Groupe de travail a commencé ses activités, la valeur nette médiane des familles blanches était de 352 000 \$, contre 6 100 \$ et 7 300 \$ respectivement pour les familles noires et hispaniques, ce qui constitue un écart de plus de 300 000 \$.⁴⁰

Les recherches montrent que l'écart de richesse persiste dans un certain nombre de variables. Parmi les familles ayant des niveaux d'éducation similaires, les familles blanches ont une richesse médiane plus élevée que les familles noires et hispaniques ayant le même niveau d'éducation.⁴¹ En fait, une famille noire titulaire d'une licence a une richesse médiane inférieure à celle d'une famille blanche titulaire d'un baccalauréat.⁴² Un rapport étudiant les conséquences pour les personnes incarcérées a révélé que la richesse médiane d'une personne blanche incarcérée était plus élevée que celle d'une personne noire n'ayant jamais été incarcérée.⁴³ Étant donné que la richesse génère des opportunités, ces disparités marquées reflètent l'inégalité des chances qui persiste pour les familles noires et hispaniques.⁴⁴

Pourquoi la richesse ?

Le Groupe de travail sur les disparités de richesse a reconnu que l'accès à la richesse se traduit par un effet de levier et du pouvoir. Elle génère également un pouvoir financier qui non seulement protège contre les pertes, les urgences et les difficultés, mais offre également la capacité de bénéficier d'autres avantages, notamment les divertissements, les loisirs, les congés payés, les vacances, des soins de santé de qualité, l'accès aux réseaux commerciaux et professionnels, les projets entrepreneuriaux et une retraite confortable.⁴⁵

Ces avantages sont souvent négligés en tant qu'indicateurs de richesse. Par exemple, l'accès aux congés payés n'est souvent pas pris en compte. Des études montrent que l'accès aux congés payés peut différer en fonction de la race, de l'origine ethnique et du sexe.⁴⁶ D'autres indicateurs, comme le revenu et la disponibilité de services de garde d'enfants, peuvent influencer sur le temps nécessaire pour d'autres responsabilités, notamment les soins aux enfants ou aux personnes âgées de la famille, les tâches ménagères, les heures de travail pour couvrir les dépenses familiales et le temps consacré aux soins de santé.⁴⁷ Essentiellement, les personnes qui ont davantage de responsabilités ont souvent moins accès aux congés payés, moins de temps et moins de ressources financières pour gérer ces responsabilités, ce qui pourrait encore réduire la création de richesses et la probabilité de transferts de richesse aux proches.

Beaucoup trop de parents noirs et hispaniques n'ont pas de biens à transmettre à leurs enfants et vivent plutôt avec des revenus fixes, leurs enfants adultes assumant le fardeau de leur soutien.⁴⁸ Les enfants, tout en payant des prêts étudiants ou des dettes médicales, constituent souvent une ressource financière pour d'autres proches confrontés à une urgence, une crise ou des soins de longue durée. Souvent les premiers de leur famille à atteindre leur potentiel de revenus, les enfants sont confrontés à ces difficultés financières sans le filet de sécurité des transferts de richesse intergénérationnels sur lequel s'appuyer.⁴⁹

De plus, avec une population de plus en plus vieillissante, de plus en plus d'adultes aux États-Unis prennent soin de leurs parents et même de leurs grands-parents, tout en s'occupant simultanément de leurs propres enfants.⁵⁰ Les adultes qui assument la responsabilité des soins aux aînés de la famille se retrouvent désormais débordés par la garde des enfants et les soins prodigués à leurs parents ou à d'autres membres de la famille. Ces adultes sont appelés « la génération sandwich ».⁵¹ Pour les ménages noirs et hispaniques de la génération sandwich, ils ont moins de capacité à transmettre leurs revenus épargnés, leurs biens et autres actifs de valeur à la génération suivante de leur famille.

Au lieu de recevoir des fonds d'amorçage, des obligations ou des économies de leurs parents, beaucoup trop de familles noires et hispaniques héritent d'un cycle de privation et de pauvreté, et vont à leur tour le transmettre à la génération suivante. Environ 37 % des ménages noirs et 39 % des ménages hispaniques du New Jersey sont, comme le décrit United Way, « limités par leurs actifs et leurs revenus, mais employés » (ALICE).⁵² Ces travailleurs tentent de survivre, vivant au jour le jour, et beaucoup sont accablés par les coûts, — consacrant plus de 30 % de leur revenu au logement, ou sont très accablés par les coûts, consacrant plus de 50 % de leur revenu au loyer, au prêt immobilier, aux services publics et à d'autres dépenses liées au logement.⁵³ Sans fonds pour les mauvais jours, les ménages accablés de coûts sont souvent proches de la ruine financière, il suffit juste d'une réparation automobile, d'une urgence médicale ou de la perte d'un emploi.⁵⁴

Les travailleurs ALICE ne bénéficient souvent pas des opportunités et des avantages offerts par un filet de sécurité financière, ce qui peut également compromettre leur santé, entraînant des crises induites par le stress et d'autres difficultés qui perpétuent souvent le cycle de la privation et de la pauvreté.⁵⁵

Il est compréhensible que l'éducation et de bons résultats scolaires soient souvent recommandés pour briser ce cycle de pauvreté. En d'autres termes, on s'attend à ce que si vous devenez médecin, avocat, professeur, ingénieur ou autre professionnel nécessitant un diplôme d'études supérieures, vous créiez de la richesse. Cependant, comme indiqué précédemment, la richesse est ce qu'il reste lorsque la dette est déduite du total des actifs. S'il est vrai que les médecins, avocats et autres professionnels diplômés de niveau supérieur ont des revenus élevés, il est important de reconnaître le coût considérable de ces programmes d'études.⁵⁶ Par exemple, les internes en médecine qui ont déjà obtenu leur diplôme de médecine ont des niveaux de richesse très différents, ce qui peut être attribué au temps et au coût financier nécessaires pour terminer leurs études de médecine.⁵⁷ Des études montrent que les internes en médecine noirs sont beaucoup plus susceptibles de devoir s'endetter pour terminer leurs études (prêts étudiants et autres types de dettes) que leurs homologues blancs et asiatiques.⁵⁸ Ces internes auront moins de richesse une fois leur formation terminée que leurs collègues qui gagnent le même revenu.⁵⁹ Cela démontre comment même les personnes noires et hispaniques à revenus élevés peuvent manquer de richesse et subir l'impact des obstacles de longue date qui limitent leur capacité à créer de la richesse au fil du temps, qui peut être transmise à leurs enfants.

En examinant les causes et les solutions aux disparités de richesse auxquelles sont confrontées les personnes noires et hispaniques du New Jersey, le Groupe de travail sur les disparités de richesse cherche à réduire l'inégalité des chances et à éliminer les obstacles de longue date qui provoquent des cycles générationnels de perte et de privation.

Contexte historique

Nous, le peuple des États-Unis, afin de former une Union plus parfaite, établissons la justice, assurons la tranquillité intérieure, pourvoyons à la défense commune, promouvons le bien-être général et assurons les bienfaits de la liberté pour nous-mêmes et notre postérité – Constitution des États-Unis de 1787⁶⁰

Nous, le peuple de l'État du New Jersey, reconnaissants envers Dieu Tout-Puissant pour la liberté civile et religieuse dont Il nous a permis de jouir si longtemps, et espérant qu'Il bénisse nos efforts pour garantir et transmettre cette même liberté intacte aux générations futures, décrétons et établissons cette Constitution – Constitution du New Jersey de 1844 / 1947⁶¹

« Notre constitution de l'État actuelle, ..., commence par les mots suivants...

Article 1, paragraphe 1...

"Toutes les personnes sont par nature libres et indépendantes, et ont certains droits naturels et inaliénables, parmi lesquels ceux de jouir et de défendre la vie et la liberté, d'acquérir, de posséder et de protéger la propriété, et de rechercher et d'obtenir la sécurité et le bonheur."

"Toutes les personnes."

[Sic] [Depuis 1947,] nous avons cherché à faire en sorte que cette déclaration sonne vrai. Mais nous savons qu'il y en a beaucoup pour qui ce n'est toujours pas le cas.

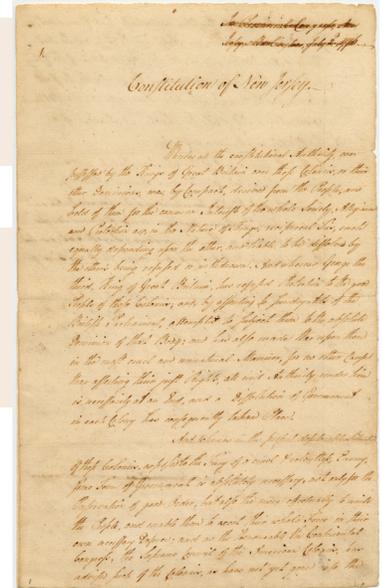
Nombreux sont ceux pour qui ces mots semblent au plus idéalistes, au moins inaccessibles.

Et c'est pour cette raison. ...que notre administration a été mobilisée. ...pour tracer la voie à suivre afin de rassembler tous les habitants du New Jersey sous cette bannière, et de compenser les erreurs et les omissions de notre propre histoire.

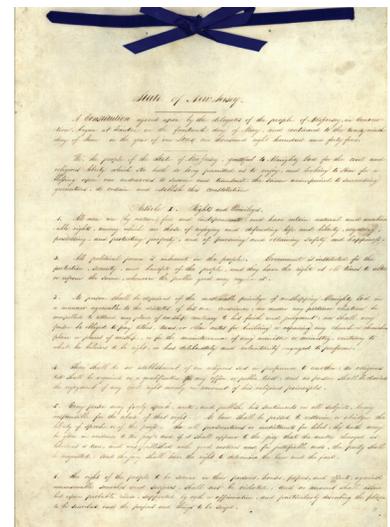
C'est notre travail de faire du New Jersey un véritable État d'opportunités. » – Gouverneur Phil Murphy, le 20 juin 2022

Afin d'examiner les préjudices de longue date qui affectent les habitants du New Jersey, ce rapport explore l'histoire de l'État, remontant à l'époque antérieure à la période coloniale. L'examen de cette histoire donne un contexte aux préjudices actuels auxquels les gens sont confrontés dans notre État et éclaire notre réponse pour construire un avenir meilleur pour tous les habitants du New Jersey.

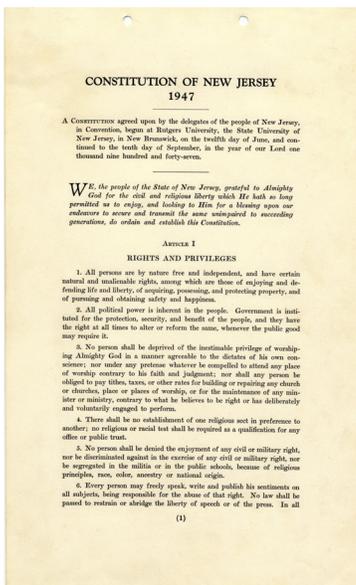
Pour cet examen, le lecteur est invité à considérer un enfant, peut-être une petite « fille du New Jersey », dont la famille est arrivée dans le New Jersey pendant la période coloniale. Sachant que le lieu de naissance, la race et l'origine ethnique de cet enfant ont déterminé son statut et sa situation dans le New Jersey colonial, explorons cette période pour comprendre comment ce contexte a un impact sur sa vie. Alors, suivons cet enfant et les générations d'enfants qui suivent jusqu'à aujourd'hui, traçant un chemin qui continue de contribuer aux expériences des



Constitution du New Jersey
Source : archives de l'État du New Jersey



Constitution du New Jersey
Source : archives de l'État du New Jersey



Constitution du New Jersey de 1947
Source : archives de l'État du New Jersey

habitants du New Jersey aujourd'hui.

Les peuples autochtones

L'histoire de notre État commence avec les peuples autochtones du New Jersey, les ancêtres de la nation Lenape, un réseau de nations autochtones individuelles.⁶² Le territoire des Lenapes couvrait autrefois une vaste zone de la côte est, y compris des parties des États actuels du New Jersey, du Delaware, de la Pennsylvanie et de New York.⁶³ Les Lenapes vivaient principalement le long des rivières et des ruisseaux de l'État où ils cultivaient des cultures, se déplaçant régulièrement pour s'assurer que le sol restait productif.⁶⁴ Les contributions des Lenapes et la cruauté de leur expulsion ont façonné la colonisation européenne.⁶⁵ La reconnaissance de la présence des peuples autochtones et de leurs contributions à la création de richesse dans la colonie reste peu étudiée, et les préjugés résultant de leur expulsion restent



Artefacts Lenape
Source : archives de l'État du New Jersey

largement ignorés.⁶⁶

La période coloniale

La colonisation hollandaise

Au cours des années 1600, des colons européens sont arrivés et ont établi de petites colonies commerciales et des fermes dans la région qui deviendra plus tard le New Jersey.⁶⁷ Les colons hollandais ont d'abord nommé la région Nouvelle-Amsterdam et ont créé une économie agricole basée sur des cultures comme les céréales, les légumes, le chanvre et le lin.⁶⁸ Certains colons écossais ont établi de grands domaines et ont tenté de pratiquer le fermage.⁶⁹

Enslaved people from Africa were brought to the area by Dutch colonists to support the growing agricultural industry.⁷⁰ Records show that, in September 1630, men and women of African descent were brought to the Pavonia plantation that is part of present-day Jersey City.⁷¹ The Dutch brought additional enslaved people to the settlement from the Caribbean.⁷² Between the years 1660 and 1664, at least 400 more enslaved people arrived at New Amsterdam, primarily by way of the Caribbean island of Curacao.⁷³

Les plantations, dans ce qui est aujourd'hui le comté de Bergen, remontent à 1664. Un document de la même année montre qu'environ un citoyen sur huit de la colonie possédait des esclaves africains.⁷⁴ Tout au long de l'ère coloniale, les esclaves ont résisté et contesté leurs conditions de vie.⁷⁵ Beaucoup de ceux qui entraient dans la colonie à cette époque gagnaient leur liberté des années plus tard et établissaient des communautés noires libres au sein de la colonie.⁷⁶

La colonisation anglaise et le traité Walking Purchase de 1737

En 1664, les Anglais prirent le contrôle de la colonie de la Nouvelle-Amsterdam aux mains des Hollandais et encouragèrent l'esclavage par le biais de la loi de 1664 sur les concessions et les contrats (Concessions and Agreements Act).⁷⁷ La loi offrait aux colons jusqu'à 75 acres pour chaque esclave de plus de quatorze ans amené dans la colonie avant 1665.⁷⁸

En 1700, l'arrivée continue de colons européens a augmenté la population européenne de la colonie à plus de 14 000 personnes.⁷⁹ L'afflux constant de colons a poussé les Lenapes à quitter les vallées du Delaware et de Lehigh qu'ils occupaient depuis des siècles.⁸⁰ Les Lenapes ont été floués de 1,2 million d'acres lors du douteux traité de Walking Purchase de 1737, une transaction foncière frauduleuse qui prétendait que les colons possédaient une



Signatures of Indian Chiefs of Gloucester and Salem Counties, New Jersey, 1671-1701, from old deeds by Frank H. Stewart, Free, Gloucester County Historical Society.

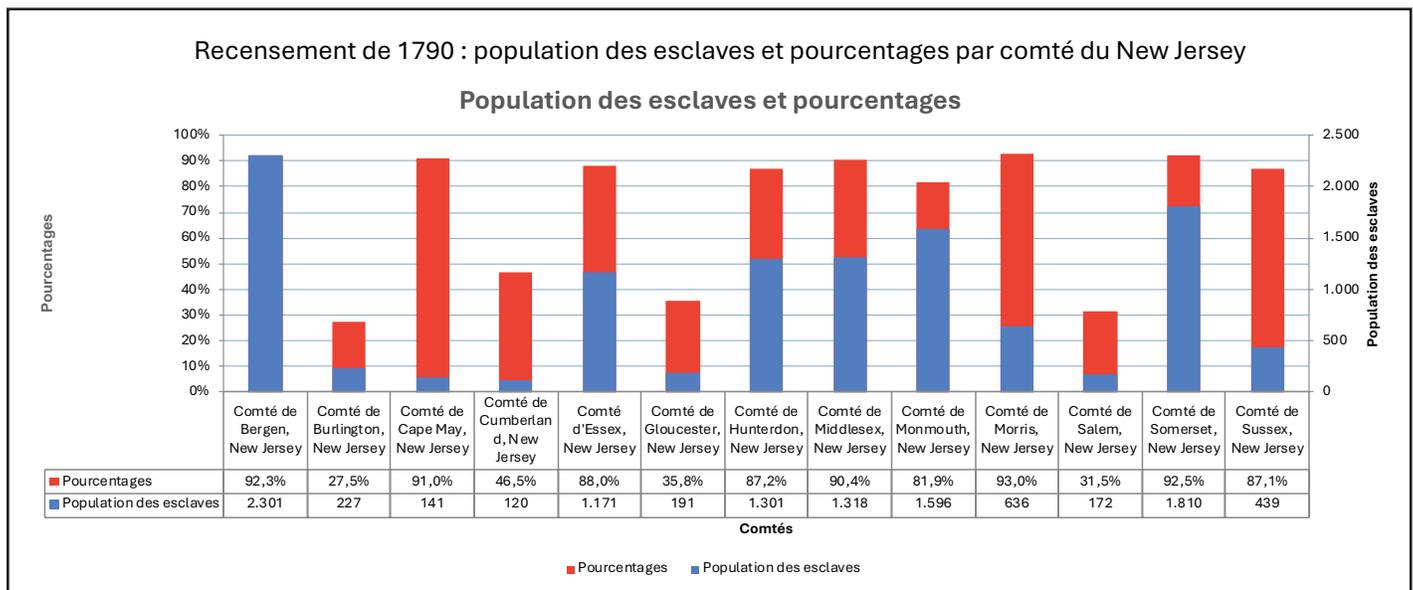
Signatures des chefs Lenape dans les comtés actuels de Gloucester et de Salem
Source : archives de l'État du New Jersey

étendue de terre entre les fleuves Delaware et Lehigh, qui s'étendait aussi loin qu'un homme pouvait marcher en un jour et demi.⁸¹

Après cette expulsion dévastatrice, les Lenapes se sont déplacés vers des zones périphériques qui ont ensuite encore été envahies par un nombre croissant de colons européens.⁸² La colonisation du New Jersey actuel, sans juste compensation pour les populations autochtones, a établi les injustices structurelles sur lesquelles New Amsterdam et les colonies voisines ont été fondées.⁸³

Un développement de l'esclavagisme

La propriété foncière a attiré les Européens qui vivaient à la Barbade à venir s'installer dans l'actuel New Jersey. En 1668, le gouverneur Carteret accorda à ces colons des terres à Hackensack et sur la rivière Passaic.⁸⁴ Lewis Morris et Thomas Berry ont reçu d'importantes concessions de terres dans l'actuel comté de Bergen, à partir desquelles Morris a créé la Tinton Iron Works.⁸⁵ À mesure que les nouvelles colonies anglaises continuaient de s'étendre, la population asservie passa de moins de 100 à des milliers dans les années 1760.⁸⁶



Source : données du recensement américain, pourcentage de la population asservie de l'État par comté (la population asservie comprend les personnes non blanches qui étaient asservies dans le comté à l'époque)

Tout au long de l'ère coloniale, les esclaves ont résisté et contesté leurs conditions de vie. De nombreux esclaves, bien que dépourvus d'éducation formelle, étaient des ouvriers qualifiés spécialisés dans les métiers de forgeron, boucher, le tannage du cuir et la conduite de calèches.⁸⁷ Les femmes étaient généralement placées dans des rôles domestiques.⁸⁸ Le recours à une main-d'œuvre qualifiée asservie était souvent plus répandu que dans les plantations du Sud.⁸⁹ À la fin du XVIIIe siècle, de nombreux esclaves travaillaient dans les usines sidérurgiques, liant le développement de Tinton Iron Works à l'histoire de l'esclavage dans le New Jersey.⁹⁰

Tinton Iron Works

Lewis Morris, un colon européen venu de la Barbade dans le New Jersey, a reçu d'importantes concessions de terres à partir desquelles il a créé la Tinton Iron Works.⁹¹ Avant de posséder la Tinton Iron Works, Morris possédait une plantation de canne à sucre à la Barbade. En augmentant son recours à l'esclavagisme dans sa plantation de canne à sucre, Morris a forcé des dizaines d'esclaves à travailler dans les usines sidérurgiques alimentées par des chutes d'eau.⁹² À la mort de Lewis Morris vers 1690, Tinton Manor comptait environ 66 esclaves dont la valeur était estimée à 844 £.⁹³

Le travail des esclaves a aidé Tinton Manor à maintenir et à développer son activité. À la fin du XVIIIe siècle, de nombreux esclaves étaient placés dans l'industrie du fer. Tinton Iron Works est un exemple durable de la richesse générée par le travail non rémunéré des esclaves.⁹⁴

L'université Rutgers

Le Queen's College, aujourd'hui Rutgers, l'université d'État du New Jersey, était l'une des neuf universités créées pendant la période coloniale.⁹⁶ Fondée sur des terres autrefois détenues par le peuple Lenape, l'université Rutgers a des liens historiques avec l'esclavage.⁹⁷ Les membres de la famille du président fondateur, Jacob Hardenbergh, ont détenu des esclaves, notamment Sojourner Truth qui a été réduite en esclavage lorsqu'elle était enfant par un membre de la famille.⁹⁸ Pendant la guerre d'indépendance, l'institution a été confrontée à des difficultés financières.⁹⁹ L'université ferma de 1795 à 1807, puis de 1816 à 1825.¹⁰⁰ Les dons de bienfaiteurs, dont beaucoup détenaient des esclaves, contribuèrent à sauver l'institution.¹⁰¹ Ces liens historiques et le rôle de la population noire sont ancrés dans l'histoire et l'héritage de l'université Rutgers.¹⁰² Le projet Scarlet in Black reconnaît et décrit l'impact de l'esclavage et les contributions de la population noire à la plus ancienne université publique du New Jersey.¹⁰³

L'université de Princeton

L'université de Princeton remonte également à la période coloniale, fondée en 1746 sous le nom de Princeton College.¹⁰⁴ Elle a servi de capitale nationale pendant quelques mois en 1783 et a accueilli le Congrès continental.¹⁰⁵ Le Nassau Hall accueillait les sessions du Congrès et était le plus grand bâtiment universitaire des colonies au moment de sa construction. Il se trouve toujours sur le campus, restauré deux fois après avoir été détruit par un incendie en 1802 et 1855.¹⁰⁶

L'institution a également des liens historiques avec l'esclavage.¹⁰⁷ Depuis sa fondation jusqu'aux années 1830, des esclaves travaillaient sur le campus.¹⁰⁸ Leur travail comprenait l'entretien des installations du campus, le travail domestique et le travail dans la ferme privée adjacente au campus.¹⁰⁹ L'histoire de Betsey Stockton, par exemple, illustre les expériences et la résilience des esclaves.¹¹⁰ Betsey Stockton est née vers 1798 et appartenait à la famille Stockton à Princeton. Elle fut alors envoyée, jeune fille, travailler pour le ministre presbytérien Ashbel Green, huitième président de Princeton et gendre des Stockton.¹¹¹ Une fois libérée en tant que jeune adulte, elle est devenue une missionnaire et une éducatrice éminente, dirigeant des écoles pour enfants noirs à Princeton et à Philadelphie.¹¹²

John Witherspoon, sixième président de Princeton, a mené l'effort pour la « première émancipation », bien qu'il avait personnellement détenu des esclaves.¹¹³ Même après l'adoption de la loi de 1804 sur l'abolition progressive de l'esclavage, le travail des esclaves a continué malgré l'appel à l'abolition progressive de l'esclavage.¹¹⁴

Liens entre l'industrie minière et les populations réduites en esclavage

L'exploitation minière était une autre industrie qui s'est développée au début de la période coloniale du New Jersey. Dès les années 1600, les colons hollandais exploitaient du cuivre le long du fleuve Delaware, dans le comté de Warren.¹¹⁵ La mine de cuivre de Schuylers, située dans ce qui est aujourd'hui North Arlington, était l'une des premières du pays et dépendait largement du travail des esclaves.¹¹⁶ Avec près de 92 % des mines de l'État récoltant du fer, les forges destinées à traiter le minerai extrait dans la région des Highlands ont commencé à fonctionner au début du XVIIIe siècle et l'extraction du minerai de fer était souvent effectuée par des esclaves.¹¹⁷ Les esclaves travaillaient dans les fourneaux et les forges dangereux des usines sidérurgiques.¹¹⁸ Leur travail a permis de fournir des fours, des outils et du matériel au camp de l'armée continentale.¹¹⁹

Croissance démographique et impact des personnes réduites en esclavage

Tout au long des XVII^e et XVIII^e siècles, les esclaves étaient essentiels à la croissance économique de la colonie, les personnes libres et esclaves travaillant dans l'agriculture, l'exploitation minière, la fabrication du fer, la construction, les carrières, le transport terrestre et maritime, le débardage et l'artisanat.¹²⁰ Le travail des esclaves était utilisé dans tout l'État, y compris dans les comtés de Bergen, Somerset, Burlington et Monmouth. Le comté de Bergen comptait la plus forte population d'esclaves et, à la fin des années 1700, on estimait que 20 % de la population du comté de Bergen était composée d'esclaves noirs, représentant environ 40 % de sa main-d'œuvre.¹²¹

Le recensement de 1680 a enregistré plus de 100 esclaves dans le New Jersey.¹²² À mesure que la population des colons augmentait, le nombre d'esclaves d'origine africaine augmentait également.¹²³ Les rapports de recensement du XVIII^e siècle ont documenté des milliers d'individus réduits en esclavage.¹²⁴ Au cours de la colonisation hollandaise, les comtés actuels de Burlington et de Gloucester comptaient d'importantes populations d'esclaves, tout comme les comtés actuels de Middlesex, Monmouth et Somerset.¹²⁵ Au cours de la colonisation anglaise, le comté actuel de Bergen a dépassé celui de Burlington en tant que région comptant la plus grande population d'esclaves.¹²⁶ À mesure que l'esclavage s'étendait à toute la colonie, de nombreux propriétaires fonciers devinrent plus punitifs pour maintenir leur contrôle sur ceux qui commençaient à rechercher la liberté.¹²⁷

Pour réprimer les esclaves, une loi de 1694 établit que les esclaves ne pouvaient pas porter d'armes.¹²⁸ De plus, la loi légitimise l'autorité de « tout » citoyen à arrêter un esclave soupçonné de s'être évadé.¹²⁹ En 1695, les législateurs coloniaux ont établi des tribunaux spéciaux pour poursuivre les esclaves, donnant à 12 personnes choisies par le juge de paix le pouvoir d'accuser une personne noire de n'importe quel crime.¹³⁰ En 1704, une « loi pour régler les esclaves noirs, indiens et métis » fut promulguée, instituant de fait des codes similaires aux « codes des esclaves » du sud.¹³¹ La mise en œuvre de ces codes a non seulement restreint les droits des personnes noires réduites en esclavage, mais les Noirs libres et les peuples autochtones furent également touchés, car les lois leur ont refusé l'accès à la propriété foncière et au vote.¹³²

La guerre d'indépendance américaine

Le New Jersey était l'une des colonies qui ont connu le plus de batailles pendant la guerre d'indépendance américaine. George Washington a mené l'armée continentale à trois victoires cruciales dans le New Jersey au cours d'une période clé de la guerre d'indépendance américaine. Washington a également campé dans le New Jersey pendant de longues périodes en 1777 et à nouveau en 1779-1780 :

■ La bataille de Trenton

Le 26 décembre 1776, après la traversée ardue du fleuve Delaware la nuit de Noël, d'une tempête du nord-est et d'un barrage de neige et de glace, Washington mena l'armée continentale dans une attaque surprise réussie contre une garnison hessoise, un contingent de forces allemandes combattant pour les Britanniques, qui campait à Trenton.¹³³ Grâce à cette victoire décisive, l'armée continentale s'est remise d'une série de défaites précédentes.

■ La deuxième bataille de Trenton (également connue sous le nom de bataille d'Assunpink Creek)

Le 2 janvier 1777, Washington repoussa avec succès une attaque des forces britanniques dirigées par Lord Cornwallis à Trenton.¹³⁴

■ La bataille de Princeton

Le lendemain, le 3 janvier 1777, l'armée continentale avança secrètement vers Princeton sous le commandement de Washington, où elle vainquit les troupes britanniques, profitant de l'élan des batailles de Trenton.¹³⁵

■ Les campements de Morristown

De janvier à mai 1777, après les batailles de Trenton et de Princeton, Washington et ses troupes campèrent à Morristown, dans le New Jersey, pendant le reste de l'hiver et jusqu'au printemps. Washington et l'armée continentale revinrent de décembre 1779 à juin 1780, l'épouse de Washington, Martha, et plusieurs membres de leur personnel de Mount Vernon le rejoignirent.¹³⁶

William Lee

George Washington était accompagné à chacune de ces batailles et de ces campements dans le New Jersey et tout au long de la guerre d'indépendance par son « aide-de-camp », William Lee, également connu sous le nom de Billy ou Will Lee.¹³⁷ Lee était un cavalier expérimenté, servant de valet et soutenant Washington dans toutes ses tâches quotidiennes, tant professionnelles que personnelles.¹³⁸ William et son frère, Frank, qui étaient probablement les enfants d'une femme noire esclave et d'un père blanc, sont arrivés à Mount Vernon en 1768 en tant qu'esclaves. Frank était serveur et majordome dans la maison.¹³⁹

Travailler pour Washington tout au long de la Révolution américaine a placé Lee à proximité du commandant à chaque étape du conflit. On pensait que Lee influençait les opinions de Washington sur l'esclavage.¹⁴⁰ William a épousé une femme noire libre, Margaret Thomas, de Philadelphie, qui fournissait des services de couture et de blanchisserie à la famille Washington. Washington a consenti à ce que Thomas vive avec Lee à Mount Vernon après la guerre, bien que les archives indiquent que sa santé s'est détériorée et qu'elle est peut-être décédée peu de temps avant ou après son arrivée. Dans son testament, Washington a reconnu son lien avec Lee qui était la seule personne asservie à avoir obtenu sa liberté immédiate lors de la signature du testament, ainsi qu'une allocation annuelle de 30 \$.¹⁴¹ Washington a déclaré : « Je lui donne ceci en témoignage de mon sentiment de son attachement à moi et pour ses fidèles services pendant la guerre d'indépendance. »¹⁴²

La révolution américaine a redéfini l'avenir de nombreux hommes noirs réduits en esclavage lorsqu'ils ont rejoint l'effort de guerre, beaucoup avec l'espoir de liberté.¹⁴³ Le nombre de résidents noirs libres a également augmenté au cours de cette période, car de nombreux esclaves se sont auto-émancipés.¹⁴⁴ Au début de la révolution américaine, les Noirs réduits en esclavage ont été enrôlés pour combattre aux côtés des colons, envoyés en remplacement ou se sont engagés seuls pour gagner leur liberté.¹⁴⁵ Des centaines d'esclaves se sont unis à plus de 3 000 hommes auto-émancipés dans toutes les colonies lors du plus grand élan pour la liberté avant la guerre de Sécession, notamment lors de la bataille de Red Bank et de la bataille de Monmouth.¹⁴⁶ Les Britanniques, par la proclamation de Dunmore de 1775, ont promis la liberté aux soldats noirs qui combattaient à leurs côtés.¹⁴⁷ Alors que des milliers de soldats noirs soutenaient et servaient même volontairement aux côtés des colons du côté des Patriotes, les promesses de liberté attiraient également des personnes noires esclaves et libres vers les forces britanniques.¹⁴⁸

L'histoire de la libération de Prime : résilience, courage et bravoure

La Bainbridge House, sur Nassau Street à Princeton, n'est pas seulement un ancien dortoir et une bibliothèque, mais aussi un vestige de l'esclavage. Des esclaves vivaient et travaillaient dans la maison appartenant au Dr Absalom et à Mary Bainbridge. Bien que la maison porte le nom de leur fils, William Bainbridge, un héros de la guerre de 1812, Absalom était un loyaliste de la couronne britannique pendant la guerre d'indépendance américaine. Alors que l'armée continentale s'emparait de terres et vainquit les Britanniques à la bataille de Princeton, la famille Bainbridge abandonna sa maison à des proches, laissant derrière elle les hommes et les femmes réduits en esclavage, dont un homme nommé Prime. Finalement, les Bainbridge vendirent Prime au père de Mary qui l'installa à Long Island. Plus tard, après s'être échappé et être retourné à Princeton, Prime a été capturé lors d'un raid sur la propriété de Bainbridge par des soldats continentaux. Conscient que l'esclavage d'une personne était contraire à la liberté pour laquelle ils se battaient, l'un des soldats continentaux proposa d'enrôler Prime dans l'armée. Prime a servi dans l'armée continentale en tant que

conducteur de chariots, conduisant les chariots à chevaux qui transportaient des fournitures et du matériel, jusqu'à la fin de la guerre. Il travaillait comme ouvrier journalier à Trenton en tant qu'homme libre lorsqu'un propriétaire foncier local a tenté de revendiquer Prime comme sa propriété. En 1784, Prime a contesté cet acte devant les tribunaux et en gagnant son procès, il est devenu l'un des trois vétérans noirs de la guerre d'indépendance du New Jersey à gagner leur liberté grâce à leur service militaire. Le corps législatif du New Jersey a cependant pris soin de ne pas abolir l'esclavage dans l'État, mais d'accorder la liberté uniquement à ces trois individus.

Source : Revolutionary New Jersey, *Prime*, <https://revolutionarynj.org/people/prime/> citant Izzy Kasden, *The Manumission of Prime, Princeton and Slavery*, <https://slavery.princeton.edu/stories/the-manumission-of-prime>.

La révolution américaine a contribué à une diminution du nombre de travailleurs blancs et à une augmentation simultanée de la demande de main-d'œuvre pour reconstruire des maisons et restaurer des fermes, rappelant ainsi l'impact du travail des esclaves.¹⁴⁹

L'abolition progressive

Après la Révolution américaine, de nombreux codes relatifs à l'esclavage ont été promulgués et appliqués dans le but de revenir aux restrictions d'avant-guerre qui limitaient la liberté de la population noire.¹⁵⁰ La Constitution de l'État de 1776 ne reconnaissait pas les droits des Noirs et accordait le droit de vote, par exemple, uniquement aux citoyens majeurs qui possédaient des terres, sans distinction de race ou de sexe, garantissant ainsi essentiellement que seuls les hommes blancs possédant des terres avaient le droit de vote.¹⁵¹ En 1786, le gouverneur William Livingston a poussé les législateurs à adopter une loi empêchant l'importation de nouveaux esclaves dans l'État en provenance de pays africains ou d'autres États américains.¹⁵² En 1788, le corps législatif de l'État du New Jersey a introduit une exigence qui obligeait un esclave à donner son consentement avant de se rendre dans un autre État et exigeait l'approbation de deux fonctionnaires locaux impartiaux.¹⁵³ Une loi de 1798, « une loi respectant les esclaves », a établi que la « maltraitance » d'une personne réduite en esclavage était un crime passible de poursuites et a augmenté l'âge auquel un esclave pouvait être libérée de 35 à 40 ans.¹⁵⁴

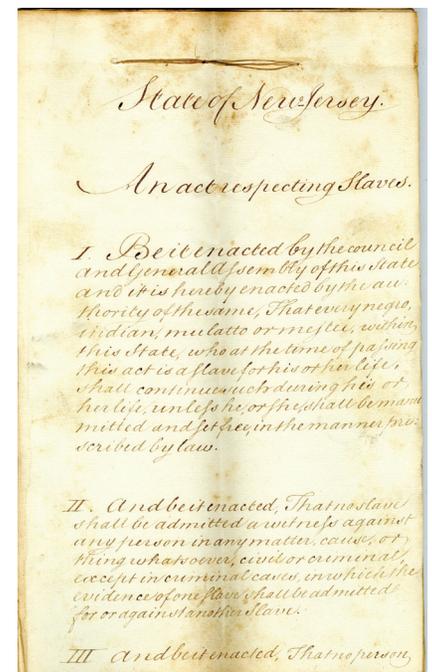
Mais malgré cet élan de la fin du XVIIIe siècle en faveur de la promotion des droits des esclaves du New Jersey, le sentiment pro-esclavagiste a persisté jusqu'au début du XIXe siècle, retardant et inversant les petits progrès réalisés des décennies auparavant.

La loi sur l'abolition progressive de l'esclavage

Le New Jersey a été le dernier État du Nord à abolir l'esclavage.¹⁵⁵ Le 15 février 1804, le corps législatif de l'État a adopté une « loi pour l'abolition progressive de l'esclavage ».¹⁵⁶ Mais contrairement à d'autres États du Nord, cette loi n'accordait pas d'émancipation immédiate.¹⁵⁷ Au lieu de cela, la loi stipulait que les enfants nés d'une femme esclave après l'adoption de la loi ne seraient libérés qu'après avoir accompli une période de servitude ou d'apprentissage non rémunérée de 21 ans pour les filles et 25 ans pour les garçons.¹⁵⁸ À une époque où l'espérance de vie moyenne était de 40 ans, la loi sur l'abolition progressive de l'esclavage de 1804 garantissait que les gens pouvaient rester esclaves pendant plus de la moitié de leur vie.¹⁵⁹

La loi protégeait les droits de propriété des propriétaires d'esclaves et contribuait à la croissance de la traite négrière interétatique.¹⁶⁰ Cela signifiait que les esclaves pouvaient continuer à travailler sans salaire et dans de mauvaises conditions dans l'agriculture, l'exploitation minière et la nouvelle industrie manufacturière en développement.¹⁶¹

Une fois libres, les Noirs n'avaient plus le droit d'emprunter de l'argent auprès de prêteurs commerciaux, ce qui limitait leur capacité à acheter des terres ou à



Loi de 1804 d'abolition progressive de l'esclavage du New Jersey

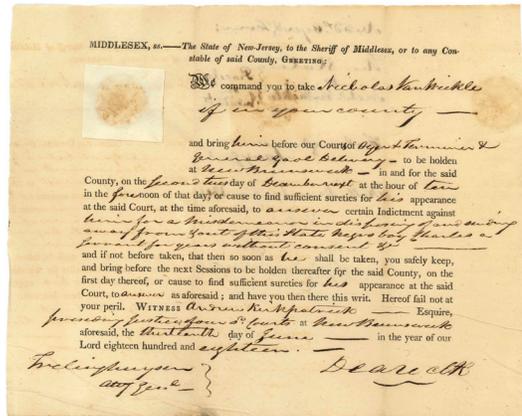
acquérir des actifs générateurs de richesse.¹⁶²

Le réseau d'esclaves de Jacob Van Wickle de 1818

Même après la loi sur l'abolition progressive de l'esclavage de 1804, l'esclavage a continué dans le New Jersey.¹⁶³ Suite à cette loi, Jacob Van Wickle, un juge du comté de Middlesex, a utilisé son expérience juridique et son autorité pour créer un réseau d'esclaves qui vendait des esclaves noirs du New Jersey à des planteurs de Louisiane à des fins lucratives.¹⁶⁴ Le réseau d'esclaves a duré de février à octobre 1818

environ, et il était dirigé par Van Wickle, son frère Nicholas et son gendre Charles Morgan.¹⁶⁵ Pour contourner la loi de 1812 qui exigeait que deux juges impartiaux examinent

les esclaves avant qu'ils ne soient vendus, Van Wickle utilisait son autorité de juge pour attester que les personnes capturées avaient volontairement accepté d'être emmenées vers le Sud.¹⁶⁶ Pour éviter que la loi sur l'abolition progressive ne permette l'émancipation des femmes de plus de 21 ans et des hommes de plus de 25 ans, Van Wickle a modifié les âges sur les documents.¹⁶⁷ Au cours de l'histoire, au moins 137 personnes réduites en esclavage ont été enlevées du New Jersey et forcées à se rendre en Louisiane.¹⁶⁸ Les archives montrent que Van Wickle utilisait sa maison pour détenir des personnes jusqu'à ce qu'elles soient transportées par son gendre.¹⁶⁹ Il y eut cinq transferts

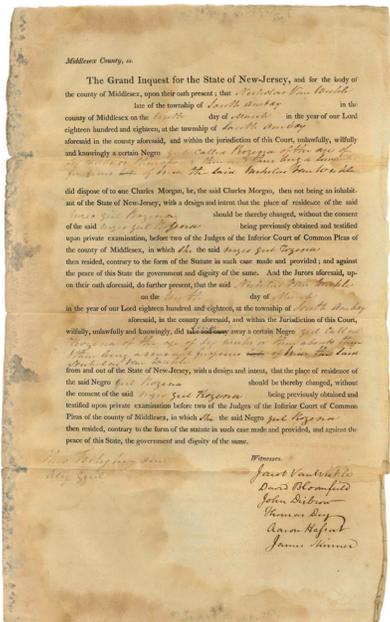


Convocation au tribunal, comté de Middlesex, réseau d'esclaves de Van Wickle, Source : archives de l'État du New Jersey

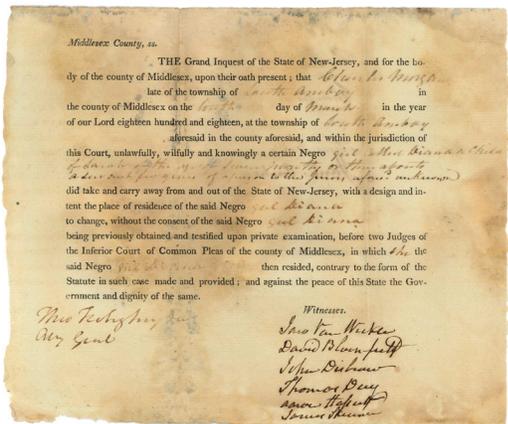
depuis Perth Amboy, où des hommes, des femmes et des enfants âgés de quelques jours à peine ont été envoyés de force en Louisiane.¹⁷⁰

À la fin de 1818, Van Wickle, son frère Nicholas et son gendre Charles Morgan furent poursuivis pour avoir dirigé le réseau.¹⁷¹ Un jury a inculpé Charles Morgan et Nicholas

Van Wickle, tandis que Jacob Van Wickle s'est appuyé sur des « déclarations sous serment » selon lesquelles les individus étaient partis vers le Sud avec « une parfaite gaieté ». ¹⁷² Les hommes n'ont pas été incarcérés pour leurs actes, mais cela a incité le New Jersey à adopter une loi stipulant qu'un individu ne pouvait pas enlever un



Document judiciaire, comté de Middlesex, réseau d'esclaves de Van Wickle, Source : archives de l'État du New Jersey



Documents juridiques, comté de Middlesex, réseau d'esclavage de Van Wickle, Source : archives de l'État du New Jersey



Journal archivé, New Brunswick General Advertiser

Daté : jeudi matin 3 septembre 1846

Tribune libre concernant le « commerce et l'enlèvement des Noirs » (reconnait que le commerce et l'enlèvement des Noirs se produisent à une « échelle alarmante et par les moyens les plus néfastes » et exprime sa déception envers les membres de la communauté qui continuent cette activité et ne suivent pas la doctrine de ne pas « faire aux autres ce que nous voudrions qu'ils nous fassent »)

Source : archives de l'État du New Jersey

esclave de l'État à moins que l'individu n'ait vécu dans l'État pendant au moins 5 ans et n'ait prévu de quitter l'État définitivement.¹⁷³ Ce réseau n'était pas un incident isolé, mais plutôt un exemple de ceux qui, dans les États du Nord, profitaient de la vente de Noirs aux planteurs du Sud profond alors que la demande économique de travail non rémunéré continuait de croître.

Les années d'avant-guerre

En 1820, près des trois quarts de la population noire de l'État vivaient dans l'est du New Jersey et près d'un tiers dans le comté de Bergen. Même dans les années 1830, plus de la moitié d'entre eux étaient toujours esclaves.¹⁷⁴ De nombreux Noirs libérés restaient à proximité pour maintenir des liens avec les membres de leur famille réduits en esclavage. De plus en plus, les personnes noires libérées de l'esclavage étaient soumises à des peines d'emprisonnement pour violation du couvre-feu, distribution d'alcool, vagabondage ou simple suspicion d'avoir une propension à commettre un crime.¹⁷⁵ Cette application était une forme de répression qui instillait la peur et restreignait la liberté.¹⁷⁶ Souvent, les Noirs libres se voyaient refuser du travail, ce qui créait un chômage généralisé qui conduisait beaucoup d'entre eux à violer involontairement les lois sur le vagabondage, au risque de retourner en esclavage.¹⁷⁷ Certains sont devenus des « cottagers » ou métayers, retournant souvent travailler pour leur ancien propriétaire foncier en échange d'un logement et de produits de première nécessité.¹⁷⁸ Sans autres alternatives pour survivre, un nombre croissant de Noirs ont été contraints de se soumettre à cet arrangement, limitant encore davantage leur indépendance.¹⁷⁹

Alors que l'économie commençait à passer de l'agriculture à l'industrie, de plus en plus de travailleurs noirs libres peinaient à trouver un emploi.¹⁸⁰ Le taux de chômage de la population noire dans le New Jersey augmentait de manière significative et un certain nombre de résidents noirs ont quitté l'État et même le pays pour travailler, s'installant dans des colonies britanniques comme Trinidad ou la Guyane.¹⁸¹ Les Noirs restés dans l'État se sont souvent installés dans des villes comme New Brunswick et Camden, dans l'espoir de trouver un emploi et la sécurité dans des communautés à prédominance noire.¹⁸²



Lawnside, New Jersey, Source : archives de l'État du New Jersey

Le chemin de fer clandestin

Les esclaves fuyant le Sud trouvaient la liberté dans le Nord-Est, voyageant souvent vers le nord grâce au chemin de fer clandestin, un réseau de personnes et de lieux qui aidaient à loger et à soutenir les esclaves fuyant vers la liberté. Pour certains, les communautés noires du New Jersey étaient leur dernière étape vers la liberté.¹⁸³ De nombreux abolitionnistes, comme Isaac Hopper, un abolitionniste quaker, ont contribué à garantir la liberté et la sécurité des esclaves noirs.¹⁸⁴ John S. Rock, médecin et avocat noir, a également joué un rôle important au sein du chemin de fer clandestin en s'occupant

des besoins de santé et juridiques des personnes auto-émancipées.¹⁸⁵ En plus du travail des abolitionnistes, la population noire du New Jersey s'est organisée pour contrecarrer les efforts visant à capturer les Noirs.¹⁸⁶ Le New Jersey était l'un des seuls États du Nord à compter un grand nombre de communautés entièrement noires qui servaient de sanctuaires au chemin de fer clandestin pour les personnes en quête de liberté,¹⁸⁷ notamment Springtown, Marshalltown, Snow Hill (Lawnside) et Timbuctoo.¹⁸⁸

L'un des arrêts importants du chemin de fer clandestin était l'église épiscopale méthodiste africaine Bethel dans le comté de Cumberland.¹⁸⁹ L'église a été construite vers 1840, alors que Springtown était une communauté florissante.¹⁹⁰ L'église a joué un rôle important dans le



Lawnside, New Jersey, Source : archives de l'État du New Jersey



Lawnside, New Jersey, Source : archives de l'État du New Jersey

chemin de fer clandestin, car c'était un lieu pour ceux en quête de liberté du Delaware et de la côte est du Maryland.¹⁹¹ Alors que de plus en plus d'esclaves s'échappaient vers le New Jersey, la population commença à établir des villes noires libres, notamment Lawnside.¹⁹²



Lawnside, New Jersey, Source : archives de l'État du New Jersey

Commençant souvent par l'église, l'éducation est devenue la clé du succès.¹⁹³ En plus de l'éducation, l'église était également un lieu où la communauté pouvait s'engager dans l'activisme politique et s'organiser contre les lois qui supprimaient la liberté et les droits des personnes en vertu de la loi fédérale.¹⁹⁴

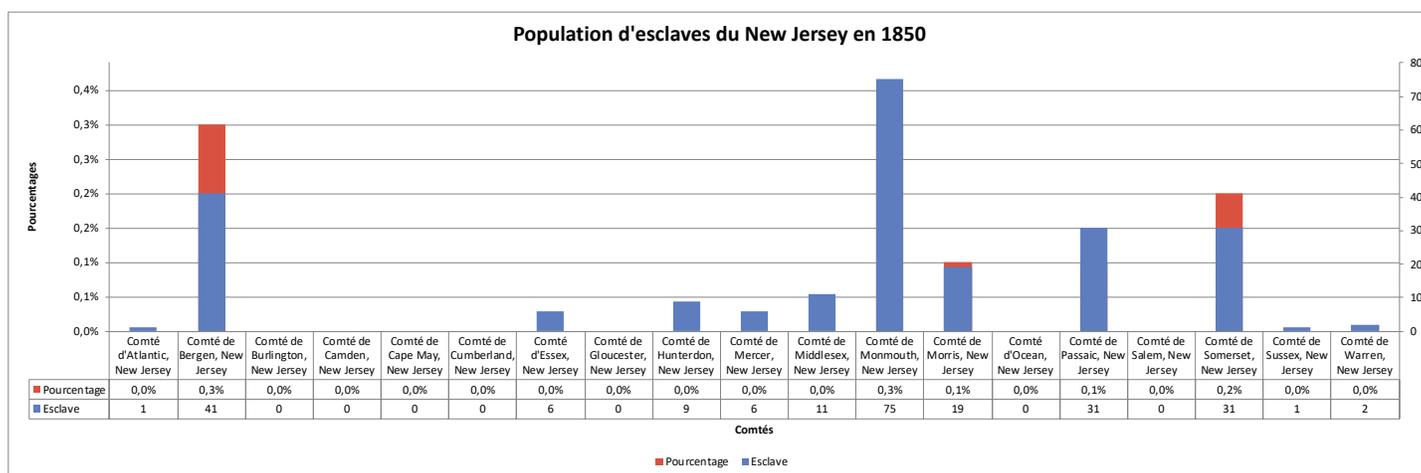
Tout au long des années 1830 et 1840, la population noire du New Jersey continua à adresser des pétitions au corps législatif pour protéger leur liberté alors qu'elle s'efforçait de bâtir des communautés prospères.¹⁹⁵ Alors que les Noirs du New Jersey cherchaient à participer au gouvernement local et à acquérir des terres, ces progrès étaient souvent perçus comme une menace menant à des tensions et même à la violence.¹⁹⁶ Les Noirs n'ont pas pu bénéficier de la pleine citoyenneté dans le New Jersey, ce qui a accru le besoin de garanties par le biais de lois fédérales et étatiques.¹⁹⁷

L'échec de l'abolition de l'esclavage

En 1830, le New Jersey abritait les deux tiers de la population esclave restante du Nord.¹⁹⁸ L'opposition à l'abolition restait forte, bien que le corps législatif de l'État ait fait des progrès en assouplissant les restrictions sur l'affranchissement (la libération d'une personne réduite en esclavage) et en protégeant les personnes libérées contre les allégations frauduleuses d'esclavage continu.¹⁹⁹

Cette tension se manifesta par l'échec de l'État à abolir l'esclavage. La clause « tous les hommes sont par nature libres et indépendants » de la constitution de 1844 s'avéra insuffisante pour mettre fin à l'esclavage dans l'État.²⁰⁰ Deux ans plus tard, en 1846, le corps législatif adopta « une loi visant à abolir l'esclavage » qui exigeait que les apprentissages comprennent le logement et la nourriture, assortis de conditions de rémunération non spécifiées.²⁰¹ En vertu de cette loi, l'État était libre de continuer la pratique de l'esclavage, mais sous un nouveau nom.²⁰²

Les conditions sociales, juridiques et économiques précaires persistaient pour la population noire de l'État.²⁰³ Ces communautés étaient confrontées à un harcèlement et à des attaques constants, et certaines étaient tellement privées d'accès au capital que des personnes libres sont retournées à la servitude pour recevoir des produits de première nécessité.²⁰⁴



Source : données du recensement américain, pourcentage de la population asservie de l'État par comté (la population asservie comprend les personnes non blanches qui étaient asservies dans le comté à l'époque)

À la fin du XVIII^e siècle, le droit de vote et les protections contre la traite des esclaves entre États disparurent, et le mouvement fédéral antiabolitionniste entrava les progrès de l'État.²⁰⁵ La loi visant à abolir l'esclavage et la loi sur les esclaves fugitifs de 1850 renforcèrent l'autorité fédérale pour renvoyer les esclaves en fuite.²⁰⁶ L'arrêt de la Cour suprême de 1857 dans *Dred Scott c. Sandford* a encore davantage restreint le droit à la liberté et à la citoyenneté de nombreuses personnes noires qui avaient échappé à l'esclavage et fui vers des États libres.²⁰⁷ La cour a jugé que le requérant, Dred Scott, qui était esclave mais avait déménagé avec son propriétaire foncier dans un État libre, n'était pas émancipé, parce que les Noirs n'étaient pas des citoyens à part entière en vertu du cinquième amendement.²⁰⁸

L'économie du New Jersey est restée dépendante du travail des esclaves en raison de la forte demande de produits du New Jersey dans le Sud, ce qui a eu un impact sur le rôle de l'État lors de l'élection présidentielle de 1860.²⁰⁹ L'État s'aligna sur les États pro-esclavagistes situés en dessous de la ligne Mason-Dixon et n'accorda que quatre de ses sept votes électoraux à Abraham Lincoln, l'un des adversaires de Lincoln, Stephen A. Douglas, remportant le vote populaire de l'État.²¹⁰ Le New Jersey était le seul « État libre » à accorder à Douglas des votes électoraux.²¹¹

Le New Jersey, comme la nation entière, était divisé sur les « droits des États », y compris le droit d'asservir, préparant le terrain pour la guerre de Sécession américaine et laissant le sort de la population noire de l'État, la plus élevée du Nord, en péril.²¹²

L'époque de la guerre de Sécession

Le New Jersey a joué un rôle crucial au sein des forces de l'Union pendant la guerre de Sécession, mais de nombreux résidents partageaient des sentiments favorables à l'esclavage et aux droits des États.²¹³ Tout comme lors de la guerre d'indépendance, de nombreux esclaves, tant au Sud qu'au Nord, profitèrent du conflit pour échapper à leur esclavage.²¹⁴ Après la guerre, le New Jersey devint un endroit où de nombreux Sudistes noirs nouvellement libérés trouvèrent un foyer. Cependant, il est aussi devenu le lieu où nombre de leurs nouvelles libertés accordées par les amendements de la Reconstruction allaient être supprimées par des lois étatiques cherchant intentionnellement à les discriminer. Malgré cela, les Noirs établirent néanmoins des communautés indépendantes et restèrent fermes sur leurs droits constitutionnels en tant que citoyens.

Après l'éclatement de la guerre de Sécession en avril 1861, le gouvernement demanda davantage de troupes pour soutenir l'Union, et le New Jersey fut le premier à remplir son obligation et fournir quatre régiments en mai 1861.²¹⁵ Les premières troupes recrutées pour aider l'Union ne comprenaient pas de Noirs, qu'ils soient libres ou esclaves. Les soldats noirs du Nord étaient initialement rejetés, même lorsqu'ils se portaient volontaires pour combattre, car leur participation potentielle leur permettrait de porter des armes et était considérée comme leur accordant un statut égal à celui des soldats blancs. Cependant, ce refus ne dura pas longtemps, car les besoins en soldats de l'Union allaient croître à mesure qu'elle faisait face à une série de défaites.²¹⁶ Les résidents noirs du New Jersey rendirent de précieux services aux forces de l'Union, notamment en assumant des rôles d'éclaireurs, d'espions, d'infirmières, de cuisiniers, de routiers, de charpentiers et d'ouvriers.²¹⁷ De plus, beaucoup d'entre eux travaillaient dans les mines, réparaient les voies ferrées, construisaient des fortifications, travaillaient dans les usines et continuaient à travailler dans la production agricole. Le New Jersey a fourni une grande quantité de ravitaillement à l'armée de l'Union, notamment des mousquets fabriqués à Trenton et des articles en cuir fabriqués à Newark.²¹⁸

La loi de propriété fermière (Homestead Act)

Pendant la guerre de Sécession, la loi fédérale Homestead Act de 1862 autorisait tout citoyen adulte ou ceux qui souhaitaient devenir citoyens à revendiquer 160 acres de terres gouvernementales arpentées en échange d'y vivre et de les cultiver.²¹⁹ Malgré la richesse générée par leur travail non rémunéré depuis le XVII^e siècle, les Noirs n'étaient pas considérés comme des citoyens et, par conséquent, se voyaient refuser la possibilité de recevoir des terres et de générer de la richesse en vertu de cette loi.

La Proclamation d'émancipation

Alors que la nation approchait de la troisième année de guerre de Sécession, la position d'Abraham Lincoln à l'égard de l'esclavage changea et, en septembre 1862, il publia la Proclamation d'émancipation par décret entré en vigueur le 1er janvier 1863.²²⁰ La Proclamation d'émancipation exigeait que les États confédérés rejoignent l'Union, faute de quoi leurs esclaves seraient déclarés libres pour toujours.²²¹ La Proclamation d'émancipation ne s'appliquait qu'aux États de la Confédération et non aux personnes réduites en esclavage dans des États comme le New Jersey.²²² De nombreux esclaves n'avaient aucun moyen de connaître l'existence de ce décret et n'étaient pas conscients de leur liberté.²²³ En fait, beaucoup n'ont eu connaissance de ce décret qu'après la guerre, lorsque d'anciens officiers de l'Union ont transmis le message aux plantations du Sud. « Juneteenth » reconnaît cette date, le 19 juin 1865, lorsque la nouvelle est parvenue aux derniers esclaves de Galveston, au Texas.²²⁴

« [L]a Proclamation d'émancipation n'a eu d'impact que sur les Afro-Américains qui se trouvaient réduits en esclavage dans les États qui, selon le texte du décret du président Lincoln, "sont en rébellion contre les États-Unis".

Elle ne s'appliquait pas au New Jersey, un État dans lequel le corps législatif, en 1804, ...[n'avait] autorisé une abolition progressive de l'esclavage au fil des générations successives, le remplaçant par un système tout aussi atroce de servitude sous contrat, laissant certains sous esclavage complet simplement en raison du moment de leur naissance. . . De plus, ces esclaves n'ont pas obtenu leur liberté définitive avant la proclamation de l'entrée en vigueur du 13^e amendement à la Constitution, qui abolit l'esclavage dans son intégralité, le 18 décembre 1865, soit environ six mois **après** le 19 juin.

Comme si cela ne suffisait pas, la constitution de l'État du New Jersey à l'époque [sic] [n'interdis pas] complètement l'esclavage avant le 1^{er} janvier 1866 et le corps législatif n'a même pas agi pour ratifier le 13^e amendement avant trois semaines plus tard, date à laquelle il était déjà en vigueur. »

– **Gouverneur Phil Murphy, le 20 juin 2022**

Amendements de la Reconstruction

L'esclavage a été officiellement aboli dans tout le pays lorsque le 13^e amendement a été ratifié en décembre 1865.²²⁵ Le New Jersey a été le dernier État du Nord à ratifier le 13^e amendement, ce qui reflète l'opposition continue de nombreux habitants du New Jersey à la fin de l'esclavage.²²⁶ En 1865, les démocrates contrôlaient le corps législatif de l'État²²⁷ et refusèrent de ratifier le 13^e amendement. En 1866, les républicains reprirent le contrôle et ratifièrent les 13^e et 14^e amendements. Le corps législatif de l'État a ensuite tenté d'annuler la ratification du 14^e amendement qui garantit la citoyenneté et les droits à un procès équitable et à une protection égale devant la loi.²²⁸ Bien que la tentative d'annulation n'ait eu aucun effet, le corps législatif de l'État, en 2003, dans une résolution commune, a révoqué l'action et a confirmé la ratification par l'État du 14^e amendement.²²⁹ En 1865, le corps législatif du New Jersey a également refusé de ratifier le 15^e amendement qui étendait le droit de vote et ne l'a fait qu'après que l'amendement ait déjà été ratifié par suffisamment d'États pour entrer en vigueur.²³⁰

Trois des amendements à la Constitution les plus importants... des amendements qui visaient à rassembler tous les Américains sous ces mots, « Nous, le peuple des États-Unis »... et ils sont entrés en vigueur dans le New Jersey uniquement en raison des actions d'autres États et malgré l'inaction ou l'indifférence de notre propre État. . .[Ce n'est pas une histoire dont nous devrions être fiers. Mais pour en être absolument certain, c'est une histoire que nous devons reconnaître et une histoire que nous devons enseigner.

Et c'est une histoire que nous devons utiliser pour orienter notre mouvement futur. » – **Gouverneur Phil Murphy, le 20 juin 2022**

Thomas Mundy Peterson (1824-1904)

Né esclave à Metuchen, Peterson a exercé divers métiers. Il fut plus tard réparateur et gardien de la première école publique de Perth Amboy où il vivait avec sa femme et ses enfants. Peterson est le premier Noir à avoir voté après la ratification du 15^e amendement, en déposant son bulletin de vote historique le 31 mars 1870 lors d'une élection locale. Peterson a raconté que juste après avoir déposé son bulletin de vote, un autre électeur l'a déchiré, estimant qu'il ne valait rien si une personne noire avait le droit de vote. Peterson continua à défier le statu quo, en étant plus tard membre d'un jury et en se présentant à des élections. Un parc à Perth Amboy porte désormais son nom. <https://www.middlesexcountynj.gov/Home/Components/News/News/286/148>

Timothée Thomas (T. Thomas) Fortune (1856-1928)

T. Thomas Fortune est né esclave en Floride et a ensuite déménagé à Washington DC pour fréquenter l'université Howard. Après avoir quitté l'université pour travailler à temps plein comme journaliste, il s'est imposé comme écrivain et leader des droits civiques. Fortune a été rédacteur en chef de la publication de Negro World et cofondateur de la National Afro-American League qui défendait l'application des droits civiques. En tant que conseiller de Booker T. Washington, Fortune a contribué à l'édition de sa première autobiographie, *The Story of My Life and Work*. En 1901, Fortune s'installa à Red Bank, dans le New Jersey, et construisit une maison au 94 West Bergen Place, qui est conservée comme site historique. <https://www.loc.gov/item/nj0986/>

Le New Jersey, tout comme New York, possédait certains des codes d'esclavage les plus sévères du Nord.²³¹ Après la fin de l'esclavage, le New Jersey, comme les États du Sud, a modifié les codes d'esclavage en supprimant les termes qui utilisaient esclave et esclavage, et en les remplaçant par des termes qui identifiaient les Noirs. Les lois et pratiques modifiées, souvent appelées codes noirs, ont été utilisées pour continuer à restreindre les droits et les libertés de la population noire.²³² Les lois sur le vagabondage interdisaient aux résidents noirs d'exercer leurs droits constitutionnels nouvellement acquis en tant que citoyens en vertu du 14^e amendement.²³³ Appliquées au moyen d'intimidation et de violence, ces lois interdisaient également à la population noire d'acheter ou de louer des terres dans de nombreux cas, de témoigner devant les tribunaux, de voter sans payer de taxes électorales ou d'autres restrictions, et de se réunir librement.²³⁴ Durant cette période, les Noirs étaient également souvent obligés de signer des contrats de travail contraignants et abusifs.²³⁵ En raison de ces pratiques, de nombreux Noirs nouvellement libérés n'étaient pas en mesure de gagner un salaire et de subvenir à leurs besoins fondamentaux.²³⁶ La violation de ces lois les soumettait à des sanctions pénales de plus en plus nombreuses.²³⁷

En vertu du 13^e amendement, une exception limitée permettant l'esclavage ou la servitude involontaire était la punition pour un crime.²³⁸ Cette exception criminelle était conforme à un précédent établi dès l'ordonnance du Nord-Ouest de 1787, qui contenait une interdiction de l'esclavage entre États, mais autorisait l'esclavage comme punition pour un crime.²³⁹ Grâce à cette exception prévue par le 13^e amendement, les États du Nord et du Sud ont soumis la population noire au travail forcé.²⁴⁰

Ni l'esclavage ni la servitude involontaire, sauf en tant que punition pour un crime dont la partie aura été dûment reconnue coupable, n'existeront aux États-Unis ou dans tout lieu soumis à leur juridiction – Constitution américaine, 13^e amendement

Avec l'application des codes noirs, des dizaines de Noirs ont été contraints à la servitude et le nombre de Noirs incarcérés a augmenté.²⁴¹ Durant cette période, la population noire étaient également confrontée à des violences horribles, souvent sous la forme de lynchages publics, de coups, de mutilations et d'autres formes de violence physique.²⁴² Les migrants noirs du Sud se sont déplacés vers le Nord pour échapper à certaines des formes les plus dures de ces représailles. Pourtant, cette violence se retrouvait également dans les États du Nord, même sous les formes les plus dures, comme en témoigne un lynchage survenu en 1886 dans le New Jersey.²⁴³

Lynchage de Mingo Jack dans le New Jersey

Samuel « Mingo Jack » Johnson est né en 1820 à Colts Neck, dans le New Jersey. Il était mari, père de cinq enfants et ancien jockey. Le 5 mars 1886, il fut accusé à tort d'avoir violé une femme blanche. Il fut brutalement battu et pendu par une foule en colère dans l'actuel parc Wampum.²⁴⁴ Ses restes ont été enterrés à l'église épiscopale méthodiste africaine d'Eatontown. Les personnes accusées de son meurtre ont été jugées et rapidement acquittées ; personne n'a purgé de peine pour sa mort. Aujourd'hui, plus d'un siècle plus tard, le lieu de son lynchage possède un marqueur historique à Eatontown.²⁴⁵ La mort de Mingo Jack est le seul lynchage connu dans l'histoire du New Jersey depuis la guerre d'indépendance.

Le New Jersey, tout comme New York, possédait certains des codes d'esclavage les plus sévères du Nord.

Après la fin de l'esclavage, le New Jersey, comme les États du Sud, continua à restreindre les droits et libertés de la population noire.

Le début du XXe siècle

Les conditions d'après-guerre

Après la guerre de Sécession, les Noirs du New Jersey connurent des progrès en créant des communautés et des coalitions. Au niveau national, l'Association pour l'avancement des personnes de couleur (National Association for the Advancement of Colored People – NAACP) fut fondée en 1909 et des sections d'État se formèrent dans tout le pays.²⁴⁶ Les Noirs du New Jersey continuèrent à créer leurs propres entreprises, églises et écoles lorsqu'ils se voyaient refuser l'accès aux lieux publics en dehors de leurs communautés.²⁴⁷

La croissance des communautés noires conduisit à la création de la presse noire, du journalisme imprimé et à la croissance des petites entreprises appartenant à des Noirs, notamment des salons de coiffure, des restaurants, des blanchisseries et des salons funéraires.²⁴⁸ La recherche continue d'opportunités éducatives entraîna une augmentation du nombre de professionnels noirs, notamment des éducateurs, des médecins et des avocats qui ont soutenu les entreprises appartenant à des Noirs.²⁴⁹ À la fin des années 1920, de nombreuses opportunités économiques commencèrent à se tarir à mesure que les effets des lois discriminatoires se faisaient sentir et que l'économie commençait à décliner.²⁵⁰ Malgré l'adoption des amendements de Reconstruction, la période de Reconstruction ne réussit pas à garantir une société plus juste et de nouvelles formes d'exclusion apparurent avec le zonage, des pratiques locales, la violence et des représailles.²⁵¹ La population noire dut à nouveau se replier sur elle-même et trouver une voie à suivre au sein de sa propre communauté.²⁵²



Fondée en 1876 par le révérend Walter A. S. Rice, ministre de l'Église épiscopale méthodiste africaine, était un ancien esclave. Similaire à une école privée d'élite, Rice a modelé l'école mixte sur le Tuskegee Institute de Booker T. Washington.

L'économie manufacturière du New Jersey

Bien que le New Jersey colonial possédait une petite industrie manufacturière produisant du verre et du papier, le New Jersey devint véritablement un État industriel à partir du début des années 1800.²⁵³ L'activité manufacturière était concentrée dans des villes comme Paterson, Trenton, Camden, Elizabeth, Jersey City et Newark.²⁵⁴ Ces villes produisaient des textiles, des wagons de chemin de fer, de la soie, des produits en argile, du fer et de l'acier.²⁵⁵ Les conditions de travail dans ces usines étaient dures.²⁵⁶ Newark en particulier devint un centre de fabrication clé, produisant des chaussures, des chapeaux, des selles, des calèches, des bijoux, des malles et des harnais.²⁵⁷ En



L'école de Bordentown, source : archives du New Jersey, surnommée la « Tuskegee du Nord », l'école de Bordentown était un pensionnat pour les enfants de la 6e à la terminale, où les élèves bénéficiaient à la fois d'un programme académique rigoureux et d'un vaste programme de formation industrielle et manuelle.

1840, 80 % de la main-d'œuvre de Newark travaillait dans le secteur manufacturier.²⁵⁸

Bien qu'une partie du succès de l'industrie manufacturière de l'État puisse être attribuée aux innovations technologiques et au renforcement des infrastructures, le New Jersey se livrait également à un commerce important avec le Sud-américain.²⁵⁹ Dès les années 1790, Newark fabriquait des chaussures et des bottes pour le commerce du Sud.²⁶⁰ Ce commerce continua de croître au point que de nombreux États du Sud concédèrent des industries manufacturières entières à l'État, permettant aux entreprises du New Jersey de réaliser des profits massifs grâce à leurs produits manufacturés.²⁶¹

L'industrialisation rapide du New Jersey conduisit à la création des premiers syndicats d'artisans de l'État dans les années 1830.²⁶² Ces syndicats prévirent des grèves et des boycotts qui entraînèrent l'établissement de règles de travail et d'échelles

salariales cohérentes.²⁶³ Toutefois, les travailleurs non qualifiés ou peu qualifiés qui étaient plus susceptibles d'être des femmes, des immigrants et des Noirs, étaient exclus de l'adhésion.²⁶⁴ En 1874, les Chevaliers du Travail (Knights of Labor), qui permettaient à tous les travailleurs d'adhérer en tant que membres, ouvrirent une branche dans le New Jersey.²⁶⁵ Ce fut l'un des premiers syndicats du New Jersey à compter des travailleurs noirs dans ses rangs, atteignant un pic d'adhésion de 40 000 travailleurs en 1886.²⁶⁶ Les syndicats de métier s'opposèrent à l'inclusion des travailleurs noirs, estimant que les travailleurs non qualifiés affaiblissaient leur pouvoir de négociation.²⁶⁷ De nombreux immigrants et travailleurs noirs restèrent exclus du mouvement syndical organisé et gagnèrent de faibles salaires pour leur travail.²⁶⁸

L'industrie manufacturière continua de dominer l'économie du New Jersey au début du 20^e siècle, Camden, Jersey City, Newark, Paterson et Trenton représentant un tiers des travailleurs de l'État.²⁶⁹ En 1900, Paterson était connue sous le nom de « Silk City », abritant 175 usines de soie différentes employant plus de 20 000 travailleurs dans des conditions souvent difficiles.²⁷⁰

Au début du XX^e siècle, de nombreuses grèves eurent lieu dans les usines du New Jersey.²⁷¹ Une animosité se développa entre les travailleurs qualifiés, dont beaucoup appartenaient à des syndicats, et les travailleurs non qualifiés, malgré l'absence de syndicat formel.²⁷²

À la recherche d'autres opportunités, de nombreux travailleurs noirs se rendirent à Cape May, Atlantic City et d'autres villes côtières pour travailler dans l'industrie du tourisme.²⁷³ Pendant la guerre de Sécession, le tourisme chuta dans cette région, car les voyageurs du Sud cessèrent de visiter Cape May.²⁷⁴ Cependant, le tourisme reprit après la guerre, et les zones côtières redevinrent une destination populaire pour les touristes noirs et blancs.²⁷⁵



L'école de Bordentown, source : archives du New Jersey, l'internat mixte noir a été obligé de se désintégrer à la suite de l'arrêt Brown c. le conseil de l'éducation en 1954 et a fermé plus tard. Autrefois un institut historiquement noir, le site abrite désormais un établissement d'État pour les jeunes incarcérés.

Dans les années 1830, l'industrie touristique du New Jersey commença à prospérer, Cape May devenant la première station balnéaire estivale du pays.²⁷⁶ La plupart des premiers visiteurs des stations balnéaires étaient des propriétaires de plantations du Sud.²⁷⁷ La région abritait également une colonie de Noirs libres qui avaient choisi de rester dans la région après l'abolition de l'esclavage dans le New Jersey et jouèrent un rôle clé dans le chemin de fer clandestin.²⁷⁸

À Atlantic City, entre 1840 et 1900, environ 95 % des travailleurs de l'industrie du tourisme étaient noirs.²⁷⁹ Ces emplois étaient souvent saisonniers et s'accompagnaient d'une sécurité d'emploi précaire, mais les salaires étaient plus élevés que ceux des emplois domestiques ou agricoles.²⁸⁰ De nombreuses entreprises appartenant à des Noirs, notamment des hôtels, des restaurants, des garages et des services de transport, virent le jour à cette époque pour soutenir cette main-d'œuvre.²⁸¹ Dans les années 1920, les résidents noirs représentaient 30 % de la population du Cape May et près de 60 % des entreprises appartenaient à des Afro-Américains.²⁸²

La plage de Chicken Bone Beach

Chicken Bone Beach, officiellement connue sous le nom de Missouri Avenue Beach, était une plage réservée aux résidents noirs et aux touristes d'Atlantic City tout au long du début du XXe siècle. Avant 1900, les résidents et les touristes noirs et blancs partageaient le même accès à la plage, mais à mesure que la ségrégation s'intensifiait, les propriétaires d'hôtels commencèrent à éloigner les baigneurs noirs des zones fréquentées par leurs clients, les dirigeant vers Mississippi Avenue pour apaiser le nombre croissant de visiteurs du Sud.

Dans les années 1940, Chicken Bone Beach est devenue une destination de villégiature dynamique pour les résidents noirs locaux et les touristes. Les showgirls du Club Harlem, des artistes d'un club de jazz local d'Atlantic City, organisèrent des spectacles en bord de mer qui attirèrent de grandes foules, notamment des célébrités telles que Sammy Davis Jr., les Mills Brothers et, plus particulièrement, Martin Luther King Jr. en 1956.

Le surnom de Chicken Bone Beach proviendrait des habitants qui auraient rapporté avoir trouvé des os de poulet jetés dans le sable lors des déjeuners des baigneurs, bien que ces affirmations soient en grande partie infondées.

En 1997, le conseil municipal d'Atlantic City a désigné Chicken Bone Beach comme monument historique. Aujourd'hui, la Chicken Bone Beach Historical Foundation préserve son héritage en organisant des concerts de jazz en été et en promouvant sa riche histoire culturelle.

Plus récemment, Chicken Bone Beach a été sélectionnée comme l'un des premiers sites à recevoir un marqueur pour le Black Heritage Trail du New Jersey. Cette route servira à « mettre en valeur les sites du patrimoine noir grâce à des marqueurs historiques et un sentier qui relie les histoires de la vie et de la résilience de la population ».

Pour plus d'informations, voir [les sites New Jersey Black Heritage Trail Fiscal Year 2024 recommandés par la Commission historique du New Jersey \(NJHC\)](#).

Les Sundown Towns et la discrimination en matière de logement

Au tournant du XXe siècle, des politiques et des pratiques de discrimination en matière de logement apparurent dans les zones de classe moyenne à travers le pays, en particulier dans le New Jersey.²⁸³ Dans les années 1910, pour empêcher les Noirs de vivre dans les zones de classe moyenne, des ordonnances de zonage furent adoptées pour restreindre la construction de logements abordables.²⁸⁴

Des villes comme Mount Laurel, Somerset et Ho-Ho-Kus promulguèrent des ordonnances de zonage exclusives pour empêcher la population noire du New Jersey d'acheter des maisons dans ces zones. D'autres villes dotées d'ordonnances de zonage exclusives comprenaient Asbury Park, Ocean Grove, Llewellyn Park, Mahwah, Radburn, Hillside, Long Branch et le township de Wall.²⁸⁵

Sundown Towns

Alors que le zonage imposait une séparation physique, les villes pratiquaient une hostilité sociale envers les Noirs par le biais de pratiques locales. Cela se manifesta dans des villes comme Clark, où les Noirs étaient avertis de ne pas se trouver dans les limites de la ville après le coucher du soleil, sous peine de voir leur sécurité menacée. On parla alors de « Sundown Towns ». D'autres pratiques consistaient à éviter de partager les trottoirs avec des Noirs, à refuser de partager les piscines publiques et autres installations récréatives, et à éviter les entreprises appartenant à des Noirs.

Les mesures d'exclusion comprenaient des clauses restrictives et une exclusion géographique. Les pratiques d'exclusion géographique introduites par la Home Owners' Loan Corporation (HOLC) à la fin des années 1930 dureront jusqu'à l'adoption de la loi sur le logement équitable (Fair Housing Act) en 1968, identifiant des zones sur des cartes qui étaient trop risquées ou dangereuses pour les prêts immobiliers avec des lignes rouges.²⁸⁶ Ces zones urbaines, comme Newark et Trenton, se virent systématiquement refuser des prêts immobiliers fédéraux en raison de cette pratique. Ces pratiques continuent d'avoir des effets durables sur les communautés noires, en particulier dans les comtés du nord du New Jersey comme Essex, Hudson, Union et Bergen.²⁸⁷ De plus, le blockbusting (exploitation des peurs raciales pour effectuer des opérations immobilières lucratives) et la construction du réseau d'autoroutes inter-États à travers des quartiers à prédominance noire diminuèrent davantage la valeur des propriétés appartenant à des Noirs.²⁸⁸ À mesure que les familles blanches quittaient les zones urbaines pour les banlieues, les districts scolaires devenaient moins diversifiés, renforçant la ségrégation.²⁸⁹

Des clauses restrictives interdisaient l'achat ou la location de biens à certains groupes, souvent en fonction de leur race, de leur origine ethnique ou de leur religion.²⁹⁰ Bien que les clauses restrictives aient été jugées inapplicables par l'arrêt de la Cour suprême des États-Unis dans l'affaire *Shelley c. Kraemer*, ce n'est qu'en 2021 que la loi de l'État a interdit l'enregistrement de clauses restrictives qui violent la loi de l'État contre la discrimination.²⁹¹

By mid-century, housing patterns began to shift in many urban areas. As industry drew workers to urban areas, Black people were restricted to certain portions of the city. Following the *Shelley v. Kraemer* decision that prohibited restrictive housing covenants, Black workers moved beyond the confined sections of urban centers.²⁹² In response, White flight—especially pronounced in cities like Newark and Camden—intensified housing segregation. As White residents moved to suburban areas, they took economic resources with them, leading to the cities' tax bases shrinking, and with more homes demolished than constructed, the market value of properties began to fall.²⁹³

Cette migration était soutenue par des politiques gouvernementales telles que le projet de loi Government Issue (GI) qui a subventionné la croissance des banlieues.²⁹⁴ La fuite des Blancs et la suburbanisation étaient également liées au développement des grandes autoroutes, telles que le corridor I-295, le New Jersey Turnpike et le Garden State Parkway. Ces autoroutes, conçues pour relier les villes et les banlieues, traversaient souvent des quartiers établis, affectant de manière disproportionnée les communautés noires et autres communautés de couleur, et entraînant trop souvent une diminution de la valeur des propriétés.²⁹⁵ Les quartiers urbains noirs connurent des difficultés économiques et, par conséquent, une érosion des réseaux sociaux et de la synergie communautaire. Les régions qui promettaient autrefois des opportunités économiques et de la stabilité aux migrants noirs devinrent un paysage de promesses non tenues et de perspectives restreintes.

Évolution des schémas de migration et d'immigration

Au début du XXe siècle, les modèles d'immigration changèrent et le New Jersey connut un afflux de nouveaux voisins venus d'Europe du Sud et de l'Est. Comme les travailleurs noirs, ils constatèrent souvent que les emplois qui leur étaient proposés étaient mal rémunérés, pénibles et exposés à des risques.²⁹⁶

En 1901, une estimation indiquait qu'une famille avait besoin d'un revenu de 800 à 900 \$ par an pour maintenir un niveau de vie décent.²⁹⁷ Cependant, la plupart des nouveaux arrivants gagnaient moins de 500 \$ par an. Les ouvriers gagnaient entre 7 et 8 dollars par semaine, les ouvriers du textile entre 8 et 9 dollars par semaine, et les dockers entre 9 et 10 dollars par semaine.²⁹⁸ Ces bas salaires rendaient difficile la création de richesse pour les nouveaux immigrants et les travailleurs noirs. Ils signifiaient également que d'autres membres de la famille, y compris les enfants, étaient souvent obligés de travailler pour compléter le revenu familial.²⁹⁹ Ceci rendait plus difficile leurs éducation et formation qui leur auraient donné accès à des emplois mieux rémunérés.

La population noire du New Jersey connut une croissance modeste au cours des XIXe et XXe siècles.³⁰⁰ Cependant, la Première Guerre mondiale interrompit la migration européenne, obligeant les employeurs à recruter des travailleurs noirs du Sud pour augmenter leur main-d'œuvre.³⁰¹ Durant cette période, le nombre de résidents noirs dans le New Jersey augmenta, passant d'environ 9 000 à 17 000 entre 1915 et 1920 à Newark, par exemple.³⁰² Beaucoup de ces nouveaux migrants trouvèrent du travail dans des emplois non qualifiés ou semi-qualifiés dans l'industrie manufacturière, mieux rémunérés que les emplois de travailleurs domestiques dans le Sud.³⁰³ De plus, entre 1920 et 1930, le nombre de professionnels noirs doubla dans l'État.³⁰⁴

La Grande Dépression et le New Deal

De nombreux progrès réalisés par les travailleurs noirs au cours de cette période furent annulés par la Grande Dépression.³⁰⁵ Bien que la Grande Dépression ait touché tous les travailleurs du New Jersey, les travailleurs noirs furent particulièrement touchés.³⁰⁶ Étant souvent exclus de l'adhésion aux syndicats, les travailleurs noirs avaient peu d'ancienneté dans leurs fonctions et étaient souvent les premiers à être licenciés ou renvoyés.³⁰⁷ Le nombre d'hommes noirs employés, par exemple à Newark, est passé d'environ 13 000 à environ 8 000 au cours de cette période, alors même que la population augmentait.³⁰⁸



New Jersey, époque de la Grande Dépression. Source : archives du New Jersey

En 1930, la population noire du New Jersey atteignait environ 200 000 personnes et l'État avait la deuxième plus forte concentration de résidents noirs, juste derrière l'Ohio.³⁰⁹ L'augmentation rapide de la population a entraîné une pression sur le logement dans les zones urbaines, ce qui a conduit à la concentration de la population noire dans les quartiers surpeuplés des centres urbains.³¹⁰ En réponse à la croissance du nombre de résidents noirs dans le New Jersey, les blancs du New Jersey recoururent souvent à l'intimidation, au zonage et à des pratiques de zonage d'exclusion pour maintenir une séparation avec les résidents noirs, pratiques qui continua après la Grande Dépression.³¹¹

En 1932, le taux de chômage des travailleurs noirs était presque le double de celui de leurs homologues

blancs et une fois que les travailleurs noirs perdaient leur emploi, ils restaient souvent au chômage plus longtemps que leurs pairs.³¹² En 1935, environ 25 % des familles ayant besoin d'aide étaient noires, bien que les familles noires ne représentent que 5 % de la population totale de l'État.³¹³ Pour joindre les deux bouts, les Noirs se sont de plus en plus tournés vers le « travail migratoire ». Ils travaillaient dans le Sud pendant une saison ou deux, puis retournaient chez eux pendant une saison.³¹⁴

Le New Deal du président Franklin Delano Roosevelt, généralement salué pour ses solutions progressistes et innovantes visant à redynamiser l'économie des États-Unis pendant la Grande Dépression, n'a pas fait grand-chose pour soutenir les Afro-Américains.³¹⁵ De nombreux Afro-Américains, par exemple, n'ont pas pu participer aux programmes de logement abordable.³¹⁶ La loi de 1935 sur la sécurité sociale excluait les travailleurs agricoles et domestiques, dont un pourcentage important était noir et ne pouvait pas bénéficier des prestations prévues par la loi.³¹⁷



New Jersey, époque de la Grande Dépression. Source : archives du New Jersey

L'agriculture continua à jouer un rôle important dans l'économie du New Jersey jusqu'au XXe siècle.³¹⁸ De nombreux agriculteurs choisissent d'embaucher des travailleurs locaux et des travailleurs migrants pour travailler de façon saisonnière, du début du printemps à la fin de l'automne.³¹⁹ Dans les années 1920, la majorité de ces travailleurs étaient italiens et noirs.³²⁰ Les salaires varient selon les travailleurs, les travailleurs migrants étant souvent moins bien lotis.³²¹ Ces travailleurs vivaient souvent dans les fermes, dans des logements de mauvaise qualité.³²²

En vertu de la loi de 1935 sur la sécurité sociale, les travailleurs agricoles et les travailleurs domestiques étaient exclus des autres programmes du New Deal, notamment la loi sur les normes du travail équitables (Fair Labor Standards Act) qui garantissait un salaire minimum et la loi sur les relations de travail nationales (National Labor Relations Act) qui garantissait aux travailleurs le droit d'adhérer à des syndicats.³²³ En 1945, la loi sur le travail migrant (Migrant Labor Act) fut adoptée pour réglementer le traitement de ces travailleurs, ce qui a progressivement conduit à une amélioration des conditions de vie.³²⁴ Beaucoup trop de travailleurs noirs qui connurent les premières dévastations de la Grande Dépression continuèrent à faire face à des difficultés même lorsque l'économie a commencé à se redresser pendant la Seconde Guerre mondiale.



New Jersey, époque de la Grande Dépression. Source : archives du New Jersey

L'époque de la Seconde Guerre mondiale

Alors que de nombreux travailleurs s'enrôlaient pour rejoindre les forces armées pendant la Seconde Guerre mondiale, il y avait une pénurie de main-d'œuvre qui permit aux femmes et aux Noirs qui n'avaient pas servi pendant la guerre d'obtenir des postes qui leur avaient été refusés auparavant.³²⁵ Des milliers de travailleurs noirs migrèrent vers le New Jersey en provenance du Sud.³²⁶ La Seconde Guerre mondiale déclencha un boom de la fabrication industrielle dans le New Jersey et dans tout le pays, alors que le ravitaillement pour l'effort de guerre était produit dans des usines américaines.³²⁷ La fin de la guerre entraîna cependant le licenciement de nombreux travailleurs, la production manufacturière ayant ralenti.³²⁸

Plus d'un million de soldats noirs combattirent pendant la Seconde Guerre mondiale, dont 6 250 femmes noires.³²⁹ Les soldats noirs contribuèrent de manière significative à l'effort de guerre américain dans des unités majoritairement ségréguées, malgré l'interdiction de la discrimination raciale dans les forces armées par le président Roosevelt.³³⁰ Après la Seconde Guerre mondiale, les vétérans de guerre obtinrent des avantages grâce au GI Bill, notamment des allocations de scolarité pour aller à l'université ou dans des écoles d'enseignement technique à coût réduit ou gratuitement, et des prêts immobiliers sans acompte.³³¹

Ces avantages permirent l'émergence d'une classe moyenne forte aux États-Unis après la guerre. Les vétérans noirs furent cependant exclus de manière disproportionnée du GI Bill et se retrouvèrent de plus en plus exclus des possibilités d'accès à la propriété et à l'enseignement supérieur.³³² Par exemple, environ 28 % des vétérans blancs de retour de la Seconde Guerre mondiale purent poursuivre des études supérieures, contre 12 % des vétérans noirs.³³³ Bien qu'au moins 25 000 soldats noirs du New Jersey aient servi pendant la Seconde Guerre mondiale, il semblerait que moins de 100 vétérans « non blancs » du nord du New Jersey et de la région de New York aient reçu des prêts immobiliers accordés dans la région par le GI Bill.³³⁴

Soldat de première classe, Gladys Eva Debnan-Blount (6 juin 1922-22 juin 2024), membre du 6888^e bataillon, la seule unité entièrement féminine et entièrement noire du pays pendant la Seconde Guerre mondiale

Gladys Debnan-Blount, originaire d'East Orange, dans le New Jersey, ainsi que 27 autres femmes

du New Jersey furent sélectionnées pour rejoindre un groupe d'élite de femmes noires au sein du Women's Army Corps (WAC) créé en 1942 pendant la Seconde Guerre mondiale.³³⁵ La Première Dame, Eleanor Roosevelt, et Mary McLeod Bethune plaidèrent pour que les femmes noires rejoignent le WAC. Finalement, 6 250 femmes noires rejoignirent le WAC et grâce au plaidoyer continu de la Première Dame Roosevelt et de Mary McLeod Bethune, une unité entièrement noire fut déployée en Europe, en 1945, au cours de la dernière année charnière de la guerre.³³⁶ Le 688e bataillon du répertoire postal central, affectueusement appelé le Six-Triple-Huit, s'est vu confier la tâche colossale de traiter en trois mois un arriéré de lettres et de correspondance de plus de six mois.³³⁷ Avec la devise « No Mail, Low Morale », il créa un système de distribution complexe avec lequel il tria plus de 17 millions d'articles de courrier en 90 jours. Leur travail permit la distribution tant attendue du courrier aux soldats au combat dans toute l'Europe et à leurs proches aux États-Unis.³³⁸

Le soldat de première classe Gladys E. Debman-Blount était membre du 688e bataillon et, avec les cinq membres restants, a reçu la médaille d'honneur du Congrès des mains du président Joseph Biden, au nom de leur bataillon, plus de 80 ans après la fin de leur mission.³³⁹ Gladys a reçu les clés de la ville d'East Orange en 2022 et une rue porte son nom. Elle est décédée en 2024 à l'âge chéri de 102 ans, entourée de sa famille et de ses proches.³⁴⁰

Sergent-chef Julio (1er octobre 1937-3 février 2024) et sous-lieutenant Sandra Ortega

Julio Wilfredo et Sandra Ortega ont pris leur retraite dans le New Jersey après avoir tous deux mené une brillante carrière dans l'armée de l'air américaine. Né à Marianao, à Cuba, Julio est arrivé aux États-Unis à l'adolescence. Il a rejoint l'armée de l'air, où il a servi avec distinction pendant 30 ans et a pris sa retraite en tant que sergent-chef, le grade le plus élevé des engagés. Peu de temps après son enrôlement, Julio a servi d'interprète et d'intermédiaire indispensables pour les États-Unis pendant la crise des missiles de Cuba de 1962, l'affrontement de 13 jours pendant la guerre froide entre l'Union soviétique et les États-Unis au sujet des missiles soviétiques placés à Cuba, à 145 km de la frontière américaine. Après la fin pacifique de la crise qui permit d'éviter une guerre nucléaire, Julio continua à servir dans l'armée de l'air à des postes dans le monde entier, notamment trois déploiements en Allemagne de l'Ouest et d'autres en Turquie, dans le New Jersey, en Alaska, en Californie et dans l'Utah.³⁴¹

Alors qu'il était en poste dans l'Utah, Julio rencontra Sandra Williams, originaire du Maryland, qui a été la première femme noire à recevoir une commission directe en tant qu'officier de l'armée de l'air américaine. Pendant ses études universitaires, Sandra participa au Corps de formation des officiers de réserve (Reserve Officers' Training Corps – ROTC). Elle fut recrutée pour le programme de formation des officiers en réponse à l'engagement du président Eisenhower d'autoriser une femme noire qualifiée à rejoindre le corps des officiers. Après avoir obtenu son diplôme universitaire en 1957 et suivi une formation complémentaire, Sandra fut nommée sous-lieutenant en 1958.

Sandra se souvient du jour où un collègue du même rang l'avait exclue d'une fête privée. Tous les camarades de classe de Sandra ont été invités chez leur collègue. Ils sont montés dans un bus, quittant la base pour assister à la fête, laissant Sandra seule. Elle se souvient que « c'était l'une des meilleures leçons que j'ai apprises sur la cruauté et l'importance de l'omission ». Bien que qualifiée pour rejoindre les rangs des officiers, l'exclusion signifiait que les camarades de classe de Sandra n'étaient pas obligés de l'accepter et de la traiter comme l'une des leurs. Sandra décrit comment son camarade de classe « est devenu maître et je suis devenue esclave ». À ce moment-là, « elle était supérieure et j'étais inférieur. Et c'est ce que l'on peut être amené à ressentir. De telle chose me dérange encore aujourd'hui. . . Grâce à l'armée, je suis maître de moi-même. », a déclaré Sandra. « Cela m'a permis de me donner les moyens d'être, je l'espère, une meilleure personne. Personne ne me possède. Je ne le permettrai pas. »³⁴² Sandra perpétue l'héritage familial de force et de persévérance après le décès de son mari bien-aimé en février 2024.

Le mouvement des droits civiques

« Il y a deux Amériques. Une Amérique a une belle situation. Dans cette Amérique, des millions de personnes ont le lait de la prospérité et le miel de l'égalité qui coulent devant elles. Cette Amérique est l'habitat de millions de personnes qui ont de la nourriture et les nécessités matérielles pour leur corps, de la culture et de l'éducation pour leur esprit, de la liberté et de la dignité humaine pour leur âme. Dans cette Amérique, les enfants grandissent sous le soleil des opportunités. Mais il existe une autre Amérique. Cette autre Amérique est une laideur quotidienne qui transforme le dynamisme de l'espoir en lassitude du désespoir. » – Dr. Martin Luther King Jr., le 14 mars 1968

Les années 1950 et 1960 allaient apporter de grands changements au New Jersey, de l'augmentation de la migration hispanique aux rébellions pour résister à la discrimination et aux traitements injustes.³⁴³ Le mouvement des droits civiques était un mouvement social et politique visant à garantir que tous les citoyens bénéficient de tous les droits de citoyenneté prévus par la Constitution.³⁴⁴ Parmi les catalyseurs du mouvement des droits civiques figuraient l'arrêt *Brown c. le conseil d'éducation*, le meurtre d'Emmett Till et l'arrestation de Rosa Parks.³⁴⁵

Au début des années 1950, le New Jersey était le premier État du pays en matière de législation sur les droits civiques. La loi Freeman de 1949 (Freeman Act), également connue sous le nom de loi sur les droits civiques du New Jersey, a établi une division d'État contre la discrimination qui a permis aux victimes de discrimination raciale ou ethnique de déposer des plaintes.³⁴⁶ Cette loi a contribué à jeter les bases de la lutte contre la discrimination en matière de logement social.

Les objectifs du mouvement des droits civiques étaient axés sur l'application des droits constitutionnels en vertu des 14^e et 15^e amendements et sur l'élimination de la discrimination, en particulier dans l'emploi, les lieux publics, l'éducation et le logement. Les lois marquantes qui couronnent le succès du mouvement comprennent l'adoption de la loi de 1964 sur les droits civiques (Civil Rights Act), de la loi de 1965 sur le vote (Voting Rights Act) et de la loi de 1968 sur le logement équitable (Fair Housing Act).

La législation sur le logement équitable

Le New Jersey a promulgué plusieurs lois sur le logement équitable pour lutter contre les politiques et pratiques discriminatoires.³⁴⁷ En 1950, l'État a adopté une loi interdisant la discrimination fondée sur la race, la religion, la couleur, l'origine nationale ou l'ascendance dans les logements financés ou subventionnés par des fonds publics.³⁴⁸ En 1957, la loi du New Jersey contre la discrimination fut élargie pour inclure la discrimination dans le processus de demande de prêt immobilier et la loi sur l'épargne et les prêts a été modifiée pour interdire la discrimination en matière de prêt fondée sur « la race, la croyance, la couleur, l'origine nationale ou l'ascendance ». ³⁴⁹ La loi du New Jersey contre la discrimination fut à nouveau modifiée dans les années 1960 pour empêcher la discrimination de la part des banques et des institutions financières, garantissant ainsi l'accès à la propriété immobilière pour tous, quelle que soit leur origine.³⁵⁰ Suite aux arrêts historiques de Mount Laurel I et II en 1975 et 1983, la loi sur le logement équitable a été promulguée en 1985 pour augmenter le nombre de logements abordables dans le New Jersey. Elle a été modifiée en 2008 pour exiger que 20 % des nouvelles constructions soient réservées aux familles à revenus faibles ou moyens.³⁵¹ En 2002, l'État a interdit la discrimination fondée sur les sources de revenu légitime ou les subventions au loyer.³⁵² Enfin, en 2022, la loi sur l'égalité des chances en matière de logement (Fair Chance in Housing Act) a été adoptée, interdisant aux fournisseurs de logements de se renseigner sur les antécédents criminels dans la plupart des demandes de logement.³⁵³

La doctrine de Mount Laurel

La doctrine de Mount Laurel est une doctrine juridique qui interdit le zonage d'exclusion et exige que toutes les municipalités du New Jersey fournissent leur « juste part » de logements abordables dans la région.³⁵⁴ La doctrine de Mount Laurel est une étape importante dans la lutte contre la ségrégation résidentielle, avec quatre itérations importantes établies au fil du temps.³⁵⁵

Avant l'instauration de la doctrine de Mount Laurel, les résidents noirs du township de Mount Laurel étaient expulsés

de leurs maisons en raison des prix élevés, ce qui les laissait avec peu d'options abordables et les obligeait à abandonner leurs maisons depuis plusieurs générations et leurs réseaux sociaux. En réponse, le Comité d'action communautaire de Springville a été formé pour plaider en faveur de la construction de 36 unités de logement abordables dans le township de Mount Laurel.³⁵⁶ Cependant, leurs efforts ont été bloqués par le conseil de zonage du township. Sans se laisser décourager, Ethel Lawrence, une enseignante locale, mère et militante des droits civiques, s'est associée à la NAACP du comté de Southern Burlington, à la NAACP du comté de Camden et aux résidents noirs et hispaniques du township de Mount Laurel et de Camden pour tenter une action collective à l'encontre du township. Ils ont fait valoir que Mount Laurel avait délibérément utilisé des pratiques de zonage pour exclure les personnes noires et hispaniques de la communauté et les empêcher d'accéder à des logements abordables. En 1975, la Cour suprême du New Jersey a rendu une décision, appelée « Mount Laurel I », en faveur des plaignants, concluant que la Constitution du New Jersey exige que les municipalités fournissent leur « juste part » de logements pour des revenus faibles et moyens.³⁵⁷ Cette victoire a non seulement garanti le droit de construire 255 logements abordables, mais a également créé un précédent interdisant aux municipalités d'utiliser des pratiques de zonage d'exclusion pour bloquer la construction de logements abordables.³⁵⁸ En conséquence, l'arrêt Mount Laurel a modifié sa loi de zonage pour y intégrer de nouveaux logements sociaux (la qualité et les conditions du terrain choisi pour le site ont été ultérieurement contestées, ce qui a entraîné un retour devant les tribunaux).³⁵⁹

L'arrêt Mount Laurel II, rendu par la Cour suprême du New Jersey en 1983, a renforcé la décision de la cour de 1975 dans l'affaire Mount Laurel I.³⁶⁰ En plus d'établir des directives plus rigoureuses concernant les obligations municipales en matière de logement abordable, la cour a jugé que chaque municipalité doit fournir une part numérique équitable de ses besoins régionaux en matière de logement abordable.³⁶¹ La doctrine de Mount Laurel, établie dans les arrêts Mount Laurel I et II, a jeté les bases de la loi sur le logement équitable de 1986, qui a transféré l'application de la loi du pouvoir judiciaire au nouveau Conseil sur le logement abordable (Council on Affordable Housing – COAH).³⁶² Finalement, le COAH n'a pas réussi à mettre en œuvre son mandat et a cessé de fonctionner, ce qui a conduit le pouvoir judiciaire à reprendre la responsabilité principale de veiller au respect par les municipalités de leurs obligations constitutionnelles.³⁶³

Les progrès réalisés grâce aux initiatives en matière de logement équitable ont régressé pendant la crise du marché des années 2000, ramenant l'écart aux niveaux d'avant la loi sur les droits civiques.³⁶⁴ La crise a anéanti des années de progrès en matière de logement équitable, déplaçant non seulement les propriétaires noirs et hispaniques, mais perturbant également la croissance économique. En 2024, l'administration Murphy a pris des mesures importantes pour soutenir le logement abordable, en promulguant une loi qui impose aux villes du New Jersey de respecter la doctrine de Mount Laurel et la loi sur le logement équitable de l'État à compter de 2025.³⁶⁵

Ethel Lawrence

Parmi les défenseurs notables de la doctrine figure Ethel Lawrence, souvent saluée comme la « Rosa Parks du logement abordable ». Aux côtés de son mari, elle a élevé neuf enfants dans un quartier ouvrier du township de Mount Laurel. Ses études supérieures et sa carrière d'institutrice en maternelle ont complété les revenus de la famille.

L'engagement de Lawrence dans le militantisme pour les droits civiques, en particulier son plaidoyer en faveur d'un logement abordable à Mount Laurel, comportait des risques. Elle et sa famille ont subi l'ostracisme social, les agressions et les insultes raciales. Malgré cela, Lawrence est restée déterminée dans ses efforts. Son dévouement a contribué à l'intégration réussie de logements abordables dans le township et dans tout l'État. En reconnaissance de ses contributions, le Fair Share Housing Center a inauguré les Ethel R. Lawrence Homes en 2000, un ensemble de logements abordables de style maison de ville nommés en son honneur. Des unités supplémentaires ont été construites en 2004 et 2018, notamment les lotissements Mary Robinson nommés en l'honneur de la mère de Lawrence. L'héritage d'Ethel Lawrence perdure.³⁶⁶

Logement et éducation

Il est essentiel de comprendre comment les injustices passées, telles que l'exclusion géographique et le blockbusting, ont façonné le paysage éducatif du New Jersey. Ces politiques discriminatoires ont affecté de manière disproportionnée les quartiers noirs et hispaniques, entraînant une baisse de la valeur des propriétés, renforçant la ségrégation et créant des districts scolaires inéquitables.³⁶⁷

Les pratiques d'exclusion géographique introduites par la Home Owners' Loan Corporation (HOLC) à la fin des années 1930 continuent d'avoir des effets durables sur les communautés noires, en particulier dans les comtés du nord du New Jersey comme Essex, Hudson, Union et Bergen.³⁶⁸ De plus, le blockbusting et la construction du réseau d'autoroutes inter-États à travers des quartiers à prédominance noire ont encore diminué la valeur des propriétés appartenant à des Noirs.³⁶⁹ À mesure que les familles blanches quittaient les zones urbaines pour les banlieues, les districts scolaires devenaient moins diversifiés, renforçant la ségrégation.³⁷⁰

Étant donné que les écoles dépendent principalement des impôts fonciers pour leur financement, ces pratiques historiques ont entraîné des disparités importantes dans le financement des écoles entre les quartiers à prédominance blanche et les quartiers à prédominance noire ou hispanique.³⁷¹ La situation a été aggravée par le grand nombre de districts scolaires dans l'État. En 2017, le New Jersey comptait près de 600 districts scolaires distincts, dont 144 n'avaient qu'une seule école.³⁷² En comparaison, la Virginie, qui a une population étudiante de taille similaire, compte 25 districts scolaires à l'échelle des comtés ou des villes.³⁷³

Les arrêts Abbott

La répartition inégale du financement entre les districts scolaires a conduit à l'arrêt historique *Robinson c. Cahill*.³⁷⁴ La Cour suprême du New Jersey a statué que le recours exclusif aux impôts fonciers pour financer les écoles affectait de manière disproportionnée les élèves des zones économiquement défavorisées.³⁷⁵ En conséquence, le New Jersey a introduit un impôt d'État sur le revenu en 1976 pour renforcer le financement de l'éducation, six ans après le dépôt de l'affaire Robinson.³⁷⁶ Les disparités ont cependant persisté, ce qui a donné lieu à des batailles juridiques qui perdurent et à une série d'arrêts connus collectivement sous le nom d'arrêts *Abbott*, qui continuent de façonner la manière dont l'État alloue le financement aux écoles.³⁷⁷

La décision initiale d'Abbott résultait d'une action collective déposée au nom de 20 familles de Camden, East Orange, Irvington et Jersey City.³⁷⁸ Le tribunal a statué en leur faveur, reconnaissant que les enfants de ces zones urbaines recevaient un financement éducatif insuffisant.³⁸² Le tribunal a exigé que ces élèves reçoivent une éducation de qualité égale à celle de leurs homologues des districts plus riches.

En 1990, dans l'affaire connue sous le nom d'Abbott II, le tribunal a jugé que la disparité de financement entre les districts riches et pauvres violait la garantie constitutionnelle d'un système éducatif « complet et efficace ». ³⁷⁹ En conséquence, le tribunal a demandé à l'État de remédier aux disparités de financement entre les districts les plus riches et les plus pauvres.³⁸⁰ Ces décisions ont conduit à un financement supplémentaire pour les districts les plus pauvres qui étaient majoritairement noirs et hispaniques.

En 2008, l'État a signé une nouvelle loi sur le financement des écoles qui a alloué des ressources supplémentaires aux districts comptant des élèves défavorisés.³⁸¹ L'État s'est alors écarté de la formule de financement établie par les tribunaux. En 2010, l'annonce par l'État de réduire le financement des écoles a donné lieu à une contestation judiciaire.³⁸² Les opposants ont fait valoir que ces réductions violaient l'obligation de l'État de financer adéquatement la formule d'aide publique à l'éducation.³⁸³ En conséquence, l'État a été chargé d'augmenter le financement de ses districts les plus pauvres en 2011.³⁸⁴

Le système éducatif du New Jersey a également connu une augmentation constante du nombre d'élèves apprenant l'anglais, ce qui nécessite des ressources spécifiques et un enseignement spécialisé.³⁸⁵ Beaucoup fréquentent

des écoles avec une forte concentration d'autres élèves qui apprennent l'anglais.³⁸⁶ En règle générale, un élève qui apprend l'anglais se trouve dans une école où environ un cinquième de la population étudiante est composée d'autres élèves qui apprennent l'anglais et ce pourcentage est en augmentation.³⁸⁷ Environ un cinquième des élèves qui apprennent l'anglais au niveau élémentaire fréquentent des écoles où moins de 10 % des élèves inscrits sont blancs.³⁸⁸

Les élèves qui apprennent l'anglais fréquentent souvent des écoles où la majorité de leurs camarades de classe viennent de familles à faible revenu où près des deux tiers des élèves sont confrontés à des difficultés économiques.³⁸⁹ Cette tendance est encore plus prononcée chez les élèves plus jeunes.³⁹⁰

La fin du XXe siècle

Nouveaux voisins

La doctrine de Mount Laurel serait également un facteur important dans l'élargissement des possibilités de logement pour les familles noires du New Jersey, car elle interdit le zonage d'exclusion en exigeant que toutes les municipalités du New Jersey fournissent leur « juste part » de logements abordables de leur région.³⁹¹ En 1960, lorsqu'un promoteur a refusé de vendre à une famille noire, un tribunal a jugé que le projet dépendait tellement des fonds de l'autorité fédérale du logement qu'il s'agissait d'un « logement subventionné par des fonds publics » et que le promoteur ne pouvait donc pas refuser de vendre à la famille en vertu de la loi du New Jersey.³⁹² L'affaire n'a eu aucune conséquence nationale, car l'ordre de vente à des personnes noires était basé sur la loi de l'État du New Jersey, plutôt que sur la loi fédérale.³⁹³ Ces défis à la politique du logement ont été primordiaux pour la déségrégation des banlieues. Dans l'affaire de 1962, *Jones c. Haridor Realty*, Ermon Jones, un homme noir qui travaillait au commandement central des communications de Fort Monmouth et qui a obtenu sa maîtrise à l'université de Columbia, a déposé une plainte auprès de la Cour suprême du New Jersey lorsqu'un promoteur a refusé de lui vendre une maison.³⁹⁴ La cour a estimé que le recours du promoteur à l'assurance hypothécaire de la FHA l'obligeait à se conformer aux lois étatiques et fédérales antidiscriminatoires.³⁹⁵

Les familles noires ont quitté les communautés rurales du sud du New Jersey pour s'installer dans des villes en plein essor comme Newark, Camden et Jersey City, et finalement dans des villes post-industrielles comme New Brunswick et Paterson.³⁹⁶ En outre, la population noire du New Jersey est passée d'environ 230 000 personnes en 1940 à environ 320 000 en 1950, à mesure que des personnes migraient du Sud et d'autres régions du pays pour travailler dans ces centres industriels en pleine croissance.³⁹⁷ À la fin de l'ère des droits civiques jusqu'aux années 1970, avec un accès accru au logement, les familles noires du New Jersey ont commencé leur propre exode lent vers les banlieues.³⁹⁸

Les victoires pour la justice raciale et l'intégration au sein de l'État ont encouragé l'activisme, mais surtout l'activisme noir qui est passé des églises rurales à la rue.³⁹⁹ Les résidents noirs du New Jersey ont résisté et combattu la discrimination raciale dont ils étaient victimes : les premières rébellions ont eu lieu à Newark et Plainfield en 1967, puis à Asbury Park en 1970.⁴⁰⁰

Dans les années 1960, pendant les mouvements nationaux pour les droits civiques et les bouleversements sociaux, Newark a connu une transformation politique et sociale importante avec des effets durables sur son tissu social.⁴⁰¹ Durant cette période, trois communautés distinctes, italienne, noire et portoricaine, se sont engagées dans des efforts continus pour obtenir une visibilité politique et lutter contre la marginalisation raciale au sein de la ville.⁴⁰² Les Portoricains sont devenus l'un des premiers groupes hispaniques à migrer au New Jersey.⁴⁰³ La population hispanique du New Jersey est désormais très diversifiée et comprend des personnes originaires d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud, du Mexique et des Caraïbes.⁴⁰⁴ Les complexités de l'identité, de l'immigration et des facteurs socio-économiques soulignent le caractère multidimensionnel de la population hispanique et latino-américaine du New Jersey.⁴⁰⁵

La loi Jones-Shafroth (Jones-Shafroth Act) de 1917 a permis aux Portoricains de devenir citoyens américains sans perdre leur citoyenneté portoricaine, leur permettant ainsi de voyager sans restriction aux États-Unis.⁴⁰⁶ Bien qu'ils ne soient pas des immigrants, leur migration importante, en particulier après la Seconde Guerre mondiale, était motivée par des opportunités d'emploi.⁴⁰⁷ Les voyages aériens abordables ont facilité ces déplacements avec l'attrait d'une vie meilleure.⁴⁰⁸ Cependant, contrairement à de nombreux immigrants européens, les migrants portoricains préféraient revenir sur l'île de façon saisonnière.⁴⁰⁹ La mobilité des Portoricains a créé une incertitude pour les dirigeants de l'Église sur l'île, ce qui a conduit à la création de certaines paroisses nationales.⁴¹⁰

La main-d'œuvre agricole

À partir de la fin des années 1940 et du début des années 1950, les immigrants hispaniques, principalement originaires du Mexique et de Porto Rico, sont devenus une part plus importante de la main-d'œuvre agricole.⁴¹¹ Pour encourager la migration, les travailleurs portoricains se sont vu offrir jusqu'à 160 heures de travail par mois à environ 0,65 \$ l'heure.⁴¹² Le logement était souvent fourni gratuitement, mais pas les frais de transport, et l'assurance maladie était remboursée par des retenues sur salaire.⁴¹³ En 1953, le ministère du Travail des États-Unis a indiqué que le revenu quotidien moyen des travailleurs agricoles portoricains était d'environ 6,60 \$, soit moins de la moitié du revenu quotidien moyen des travailleurs blancs de sexe masculin dans le nord-est de l'époque.⁴¹⁴ L'augmentation des salaires agricoles nationaux était souvent évitée grâce au recours à la main-d'œuvre migrante.⁴¹⁵

Actuellement, environ 30 % des personnes travaillant dans l'agriculture dans le New Jersey s'identifient comme hispaniques et 60 % comme blanches.⁴¹⁶ Cependant, seulement 2 % des producteurs s'identifient comme hispaniques.⁴¹⁷ En 2025, le salaire minimum des ouvriers agricoles est de 13,40 \$ l'heure.⁴¹⁸ Des lois distinctes sur le salaire minimum ont fait que les travailleurs agricoles ont progressé plus lentement vers un salaire minimum de 15 \$.⁴¹⁹

Les communautés urbaines

Au début des années 1950, les migrants portoricains ont commencé à s'installer dans le centre de Newark, attirés par des logements abordables et des opportunités de travail non qualifié.⁴²⁰ Les entreprises ont joué un rôle important dans leur emploi, les Portoricains de Hoboken et de Newark trouvant du travail dans des entreprises familiales comme Lipton Tea, Hostess Cake et Wonder Bread.⁴²¹ De plus, de nombreux migrants portoricains ont trouvé du travail dans l'industrie agricole du New Jersey, s'installant dans des villes comme Perth Amboy, Vineland et Camden.⁴²² Ces migrants portoricains constituaient la moitié de la main-d'œuvre agricole sous contrat du Garden State dans les années 1950 et 1960, remplissant environ 93 000 contrats de 1952 à 1967.⁴²³

Les modifications apportées aux lois sur l'immigration en 1965 ont favorisé le regroupement familial et augmenté les quotas d'immigration en provenance de pays non européens, qui étaient auparavant exclus. Semblable au développement d'une communauté cubaine à Union City dans les années 1950, les villes du centre du New Jersey, telles que New Brunswick, Hightstown et Bound Brook, sont devenues des destinations privilégiées pour les personnes venant du Mexique et du Guatemala. Le New Jersey est l'une des cinq principales destinations des immigrants guatémaltèques.⁴²⁴

Après 1968, un nombre croissant de personnes ont commencé à immigrer du Pérou en raison des difficultés économiques croissantes dans le pays.⁴²⁵ Un coup d'État militaire mené par le général Juan Velasco Alvarado à Lima, associé à une détérioration de la situation économique, a incité ceux qui en avaient les moyens à essayer d'émigrer à l'étranger.⁴²⁶ Durant cette période, Paterson a connu une augmentation de l'arrivée d'immigrants péruviens qui, guidés par les conseils de connaissances et de la famille, cherchaient des opportunités d'emploi et des logements abordables dans la ville. Cependant, l'arrivée de ces groupes péruviens n'était pas la première dans l'histoire de Paterson. En fait, les itinéraires de voyage utilisés par ces groupes ont été établis par l'expansion du capitalisme américain au Pérou, qui a développé des routes commerciales et des services de navigation à vapeur entre New York et les ports péruviens.⁴²⁷ L'ouverture du canal de Panama en 1914, par exemple, a également donné lieu à la création de la Grace Line, une voie de transport majeure utilisée pour les produits et par les personnes tout au long des années 1920 et au-delà.⁴²⁸ De nombreux Péruviens ont utilisé ces routes pour migrer vers le New Jersey au début du XXe siècle afin de trouver un emploi en tant que travailleurs qualifiés ou semi-

qualifiés.⁴²⁹ L'anthropologue péruvien, Teófilo Altamirano, a découvert comment les églises catholiques de Paterson, particulièrement cruciales pour les immigrants péruviens sans papiers, ont joué un rôle essentiel pour faire face à leurs défis sociaux, économiques et juridiques.⁴³⁰

Dans les années 1980, l'Église catholique s'est activement engagée dans des efforts juridiques, plaidant en faveur d'une législation en faveur des immigrants et aidant les Hispaniques sans papiers à obtenir une résidence légale et éventuellement, la citoyenneté.⁴³¹ Fondée en 1972 par des militants locaux déterminés à répondre aux besoins éducatifs et caritatifs de la communauté portoricaine de Newark, La Casa de Don Pedro, Inc. (LCDP) est devenue la plus grande organisation dirigée par des Hispaniques du New Jersey.⁴³² En 1974, la communauté portoricaine a atteint un point de basculement dans son mécontentement face aux injustices sociales à Newark.⁴³³

Dans les années 1980, Union City a connu une croissance substantielle et rapide de sa population hispanique en raison de l'immigration massive en provenance d'Amérique centrale, des Caraïbes et d'Amérique du Sud. Les immigrants cubains récents s'intègrent dans une communauté très diversifiée à Union City, comprenant des personnes de divers pays, notamment la République dominicaine, Porto Rico, la Colombie, le Salvador, l'Équateur, le Pérou et le Mexique. Cet afflux a conduit Union City à être composée à plus de 90 % d'hispaniques.⁴³⁴ Bien qu'Union City abrite de nombreuses communautés, elle est symboliquement considérée par certains comme « la province cubaine la plus septentrionale ».⁴³⁵

La ville de Perth Amboy a connu des émeutes communautaires en 1988 à la suite d'une fusillade impliquant un policier qui a tué un immigrant mexicain. Les rapports suggèrent que les différences ethniques posaient des défis minimes à cette époque. Les habitants ont été choqués par la violence qui a suivi la fusillade de deux frères mexicains par un policier hors service.⁴³⁶ Ces soulèvements illustrent l'impact potentiel des fusillades impliquant la police sur les communautés. Au cours de cette période, le quartier a connu un changement démographique, passant d'immigrants principalement européens, notamment des Polonais et des Hongrois, à des immigrants provenant de pays ou de territoires hispanophones, notamment des Portoricains, des Équatoriens, des Péruviens, des Mexicains et des Dominicains. Des rapports indiquent que des facteurs tels que la division croissante des classes sociales, l'expansion des quartiers et l'augmentation de la consommation de drogue ont joué un rôle important dans le remodelage des quartiers de Perth Amboy à la fin des années 1980 et au début des années 1990.⁴³⁷

Aperçu des rébellions du New Jersey en 1967 et 1970

Tout au long de l'histoire du New Jersey, les communautés en détresse se sont livrées à des actes de résistance aux pratiques discriminatoires. En raison du catalyseur, on les appelle souvent des rébellions au sein de la communauté.⁴³⁸ Au cours du long et chaud été de 1967, parfois appelé l'été des troubles civils, plus de 150 rébellions ont eu lieu à travers le pays.⁴³⁹ Le New Jersey a connu deux soulèvements cette année-là et un autre en 1970. Comme dans d'autres régions du pays, ces rébellions ont été alimentées par des disparités structurelles.⁴⁴⁰ Ces politiques et pratiques comprennent des politiques discriminatoires en matière de logement et d'emploi, le profilage et des tensions croissantes avec les autorités locales et les forces de l'ordre.⁴⁴¹

Newark (12 juillet-17 juillet 1967)

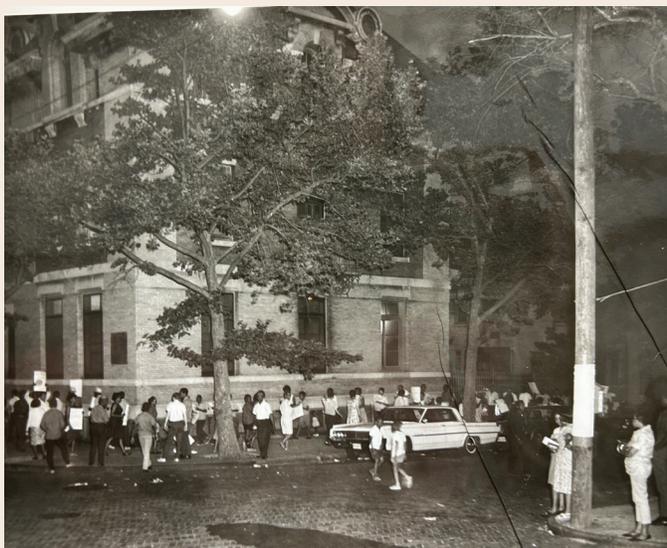
La rébellion de Newark est l'un des soulèvements les plus notables, qui a duré six longs jours.⁴⁴² Les troubles civils s'intensifiaient alors que les dirigeants de la ville ne reflétaient pas l'évolution démographique de la ville.⁴⁴³ Bien qu'ils contribuent à tous les secteurs (industrie manufacturière, main-d'œuvre, monde des affaires, art et culture, divertissement, communauté religieuse et réseau de professionnels), la population noire de Newark, comme beaucoup d'autres à travers le pays, était confrontée à un zonage d'exclusion, à une surveillance policière excessive et à l'étouffement de la mobilité économique, de l'emploi et du logement.⁴⁴⁴ Ces tensions ont éclaté le



Rébellion de Newark de 1967, Source : archives de l'État du New Jersey

12 juillet lorsqu'un chauffeur de taxi noir, John Smith, a été battu et arrêté.⁴⁴⁵ À mesure que la nouvelle de l'incident se répandait, la communauté pensait, sur la base de rencontres précédentes, que John avait été tué pendant sa garde à vue.⁴⁴⁶ Il a survécu à l'arrestation, mais les gens se rassemblaient déjà dans les rues.⁴⁴⁷

Le soulèvement a été enflammé par l'appel de la Garde nationale et de la police d'État, et s'est poursuivi le 17 juillet et⁴⁴⁸ 26 personnes sont mortes avant que la rébellion ne prenne fin avec la perte d'entreprises et de monuments communautaires et des millions de dollars de dégâts matériels et de frais de nettoyage.⁴⁴⁹ Les conséquences de la rébellion furent dramatiques, car les dommages causés à l'âme de la ville furent incalculables.⁴⁵⁰



Rébellion de Newark de 1967, Source : archives de l'État du New Jersey

Plainfield (14-17 juillet 1967)⁴⁵¹

Plainfield était l'une des douze villes et villages du New Jersey qui ont également atteint un point de rupture au cours de l'été 1967.⁴⁵² La rébellion de Plainfield a commencé pendant la rébellion de Newark le 14 juillet 1967, alors que les tensions concernant les pratiques locales montaient.⁴⁵³ Au moment des émeutes, Plainfield comptait une communauté noire dynamique composée de familles ouvrières et de la classe moyenne.⁴⁵⁴ En migrant au New Jersey depuis le Sud, la communauté noire était concentrée dans la partie à l'extrémité ouest de la ville.⁴⁵⁵ L'événement qui a déclenché la rébellion s'est produit au White Star Diner lorsqu'un adolescent a été agressé par un autre client et a eu besoin de services médicaux d'urgence.⁴⁵⁶ Lorsque les forces de l'ordre locales ont refusé d'intervenir ou d'appeler une ambulance, les amis du jeune homme sont descendus dans la rue, ce qui a donné lieu à une manifestation impromptue dans le centre-ville de Plainfield.⁴⁵⁷ Les membres de la communauté ont présenté des revendications aux responsables locaux dans le cadre de discussions visant à mettre fin aux troubles.⁴⁵⁸ Les jeunes souhaitaient que la ville mette en place davantage d'installations récréatives et mette fin aux restrictions d'accès aux logements locaux.⁴⁵⁹ Face aux revendications non satisfaites, les manifestations se sont poursuivies et ont pris une tournure violente lorsque l'officier John Gleason a été tué.⁴⁶⁰ Des blessures et des centaines de milliers de dollars de dégâts matériels ont également été causés avant la fin de la rébellion, le 17 juillet, le même jour que la rébellion de Newark.⁴⁶¹

Asbury Park (4-10 juillet 1970)⁴⁶²

Asbury Park, partie intégrante du Jersey Shore Sound, était une ville divisée en 1970, les voies ferrées de Long Branch au sud d'Asbury Avenue servant de frontière entre la richesse et la pauvreté.⁴⁶³ Avec un nombre croissant de migrants de Porto Rico attirés par la communauté, la classe ouvrière s'est développée.⁴⁶⁴ Les habitants du West Side, moins aisés, en particulier les jeunes, se voyaient refuser des emplois saisonniers et devaient souvent chercher du travail dans les villes environnantes.⁴⁶⁵ Trois ans après l'été de 1967, le 4 juillet, les tensions ont éclaté lorsque des jeunes du West Side, provoquant les automobilistes, ont été confrontés aux forces de l'ordre locales.⁴⁶⁶ Des troubles civils s'ensuivirent pendant plusieurs jours, des revendications en matière d'emploi et de logement ayant été formulées.⁴⁶⁷ Ce n'est que le 10 juillet, après des centaines de milliers de dollars de dégâts matériels, que la rébellion prit fin sans perte de vie.⁴⁶⁸

Après la rébellion, la ville a connu un ralentissement économique qui a persisté pendant des décennies.⁴⁶⁹

Fonds d'opportunités éducatives – Nouvelle politique au lendemain des rébellions de 1967

À la suite de la rébellion de Newark de 1967, l'État a formé le Comité restreint sur les troubles civils (Select Commission on Civil Disorders) (mieux connu sous le nom de Lilley Commission, du nom de son président, Robert D. Lilley), chargé d'analyser les facteurs ayant conduit à la désobéissance civile de masse qui s'est produite à Newark et dans d'autres villes de l'État, et de proposer des recommandations politiques pour y remédier. En outre, l'État a proposé un programme visant à créer une voie d'accès à l'enseignement supérieur pour les élèves issus de milieux défavorisés sur le plan éducatif et économique. Cette proposition, en conjonction avec les recommandations de la Lilley Commission, a finalement conduit à une législation créant le Fonds d'opportunités éducatives (Educational Opportunity Fund – EOF).⁴⁷⁰ Le 12 juillet 1968, premier anniversaire du début de la rébellion de Newark, l'État a mis en place le Fonds d'opportunités éducatives pour fournir une aide financière et des services de soutien, tels que des conseils, du tutorat et des cours de développement, aux étudiants issus de milieux défavorisés ou de communautés en difficulté. L'EOF est un programme sur campus et les 42 établissements d'enseignement supérieur participants sont responsables des critères d'admission et de la participation au programme sur leur site. Depuis 1968, l'EOF offre aux étudiants issus de familles accablées par les coûts, dont beaucoup sont des étudiants de première génération, la possibilité de fréquenter l'université et d'avoir une carrière.

Déclin des emplois dans le secteur manufacturier

La demande de biens importés a augmenté, supplantant les produits fabriqués aux États-Unis. Conjugée à l'expansion de l'automatisation et de la technologie, les emplois dans le secteur manufacturier ont fortement diminué. En fait, entre 1979 et 1986 seulement, le New Jersey a perdu plus de 100 000 emplois industriels.⁴⁷¹

L'impact de cette perte s'est surtout fait sentir dans les centres urbains, comme Camden, Newark, Paterson, Jersey City, Elizabeth et Trenton.⁴⁷² Même lorsque les usines restaient ouvertes, les travailleurs noirs et hispaniques étaient plus susceptibles d'occuper les postes les plus durement touchés par l'automatisation.⁴⁷³ Même dans les années 1980, le taux de chômage des travailleurs non blancs du New Jersey était deux fois plus élevé que celui des travailleurs blancs.⁴⁷⁴ Le déclin de l'industrie manufacturière du New Jersey au cours de la seconde moitié du XXe siècle a eu un impact significatif sur la capacité des travailleurs noirs et hispaniques à créer de la richesse.

Le code pénal du New Jersey

L'examen du cours de la justice pénale met en lumière d'autres obstacles structurels qui persistent. Par exemple, en 1979, le corps législatif du New Jersey a adopté le code pénal du New Jersey.⁴⁷⁵ Auparavant, la détermination des peines était axée sur le délinquant et non structurée, ce qui permettait aux juges d'exercer leur pouvoir discrétionnaire. Le manque d'uniformité a entraîné des disparités dans les peines. En 1963, la Commission de révision de la loi du New Jersey (New Jersey Law Revision Commission) a été chargée de mettre à jour le système de détermination des peines. Leur rapport de 1971 a fourni un cadre plus structuré qui comprenait une « présomption de non-emprisonnement, sous réserve d'exceptions limitées et surmontables en démontrant que l'emprisonnement est nécessaire à la protection du public ». Toutefois, entre la publication du rapport de la Commission et 1978, on a assisté à un changement d'attitude à l'échelle nationale à l'égard du système de justice pénale en raison de la hausse des taux de criminalité et du caractère arbitraire des peines. Ces sentiments ont façonné le code pénal du New Jersey de 1979, qui s'est éloigné du « modèle de condamnation pour la réadaptation qui avait été approuvé par la Commission ».

Après l'adoption du code législatif du New Jersey, une législation fédérale importante a renforcé le caractère punitif de la justice pénale :

- La loi Graves de 1981 (Graves Act) impose des peines minimales obligatoires et l'inadmissibilité à la libération conditionnelle pour des crimes spécifiques impliquant des armes à feu. Les tribunaux doivent condamner les contrevenants à la loi Graves à purger un tiers à la moitié de leur peine avant de pouvoir prétendre à une libération conditionnelle ou 42 mois, selon la durée la plus longue.
- La loi de 1997 sur la non-libération anticipée (No Early Release Act) impose des peines minimales obligatoires

et l'inadmissibilité à la libération conditionnelle pour certaines infractions violentes du premier et du deuxième degré, interdisant aux commissions de libérations conditionnelles de libérer les personnes reconnues coupables d'un crime violent avant qu'elles n'aient purgé au moins 85 % de leur peine. Cela comprend des types de cambriolage, les agressions graves et la responsabilité en cas de décès causés par la drogue.

- La loi de 1987 sur la réforme globale des drogues (Comprehensive Drug Reform Act) a imposé des peines minimales obligatoires, l'inadmissibilité à la libération conditionnelle, des sanctions financières et des peines prolongées pour les infractions non violentes liées aux drogues. Les nouvelles peines obligatoires vont d'un an d'incarcération à « la prison perpétuelle avec une période d'inadmissibilité à la libération conditionnelle de vingt-cinq ans ».

Ces lois visaient à équilibrer la sécurité publique et la réhabilitation, en maintenant les délinquants condamnés hors de la société. Malheureusement, les peines minimales obligatoires abolissent principalement le pouvoir discrétionnaire des procureurs et des juges lorsqu'il s'agit de prononcer des peines ou de modifier les conséquences les plus sévères.⁴⁷⁶ De plus, les conditions d'inéligibilité à la libération conditionnelle privent les commissions de libérations conditionnelles de tout pouvoir discrétionnaire.⁴⁷⁷ Lorsque les peines minimales obligatoires sont associées à des commissions de libérations conditionnelles qui ne peuvent pas accorder de libération anticipée pour bonne conduite, les centres de détention criminelle peuvent devenir surpeuplés, et les cas d'infractions internes et de violence peuvent augmenter.

Les peines minimales obligatoires et l'inéligibilité à la libération conditionnelle, en particulier lorsqu'elles sont appliquées à des crimes non violents, n'ont pas eu l'effet escompté par le corps législatif de l'État : plus de personnes que nécessaires ont été entraînées dans le système.

La fin du XXe siècle présentait des réformes prometteuses avec la mise en œuvre des lois fédérales sur les droits civiques aux niveaux étatique et local.⁴⁷⁸ Comme de nombreux progrès ont été réalisés dans le New Jersey et dans toute l'Amérique, un examen des événements historiques peut nous renseigner sur les disparités qui existent encore aujourd'hui.

Le XXIe siècle

Le Grande Récession de 2008

Historiquement, les ménages accablés par les coûts ont ressenti les effets de la volatilité économique nationale à une échelle exacerbée. Pour les familles qui vivent déjà au jour le jour, une récession économique peut faire la différence entre devenir propriétaire ou sans-abri.

Ceci a été illustré par de nombreuses familles noires et hispaniques pendant la Grande Récession de 2008, où elles ont été confrontées à des taux de saisie disproportionnés, avec près de 8 % des familles noires et hispaniques qui ont perdu leur maison à cause d'une saisie contre 4,5 % des familles blanches avec des niveaux de revenus similaires.⁴⁷⁹ Les prêts à risque ou abusifs ont ciblé de manière disproportionnée les familles noires et hispaniques, et ont contribué à la crise du logement. L'éclatement de la bulle immobilière, la fraude hypothécaire, les prêts à risque ou abusifs ciblant de manière disproportionnée les Afro-Américains et les Latino-Américains, les limites élevées de dette privée et les souscriptions de prêts immobiliers risquées sont autant de facteurs qui ont contribué à cette perte massive de propriété immobilière.⁴⁸⁰ Alors que plus de 18 % des travailleurs noirs ont perdu leur emploi, de nombreux ménages se sont retrouvés à devoir choisir entre payer leurs courses, garder leurs lumières allumées ou payer leur loyer ou leur prêt immobilier pour le mois. Malheureusement, cela a eu pour conséquence que près de 7 % des ménages noirs ont vu leurs services publics coupés, plus de 30 % ont déclaré avoir dû réduire leurs dépenses essentielles comme les produits alimentaires et les médicaments, et près de 8 % ont été confrontés à des saisies et ont fait faillite, contre seulement 2 % de la population générale.⁴⁸¹ La Grande Récession de 2008 a été dévastatrice pour la création de richesse et l'accession à la propriété de la population noire et hispanique du New Jersey, qui était déjà soumise à un marché du logement discriminatoire, exacerbant les problèmes d'un système qui profitait de leur marginalisation.

La pandémie de COVID-19

Cette volatilité économique comprend également des perturbations économiques graves et sans précédent, telles que la pandémie de COVID-19.⁴⁸² Les mesures de distanciation sociale et les fermetures d'entreprises ont eu de graves conséquences sur le logement et la situation économique des familles noires et hispaniques dans tout le New Jersey. Parmi les locataires, 39 % s'identifiant comme noirs et 29 % s'identifiant comme hispaniques ont déclaré avoir été en retard sur leur loyer pendant la pandémie. Ces chiffres concernent principalement les ménages avec enfants, les locataires vivant avec des enfants étant deux fois plus susceptibles d'être en retard sur leur loyer.⁴⁸³ Le logement et les coûts ne sont pas les seuls éléments à prendre en compte lorsqu'on observe les effets d'un événement comme la pandémie de COVID-19 sur les communautés accablées par les coûts. Les conséquences négatives sont pluridimensionnelles et affectent même la subsistance et la nutrition des enfants. Les élèves qui dépendent des plans de repas gratuits basés sur les revenus de leur district scolaire ne fréquentaient plus l'école quotidiennement. Les familles qui cherchaient à obtenir le droit d'inscrire leurs enfants à ces plans de repas devaient désormais tenir compte de la perte du petit-déjeuner et/ou du déjeuner gratuit pour leur enfant chaque jour de la semaine. Par conséquent, plus de 40 % des locataires n'avaient pas assez de nourriture pour leurs enfants ou ne parvenaient pas à payer leur loyer.⁴⁸⁴ La fracture scolaire et numérique s'est également exacerbée pendant la pandémie, montrant à quel point une connexion Internet efficace est essentielle dans l'environnement d'apprentissage d'aujourd'hui. Alors que les écoles se tournent vers l'apprentissage numérique à distance, de nombreux élèves accablés par les coûts, principalement des élèves noirs et hispaniques inscrits dans des écoles urbaines, ont pris du retard en raison d'un manque de ressources et d'une connexion Internet inefficace. Les données indiquent que les ménages noirs et hispaniques sont beaucoup plus susceptibles d'avoir un accès limité aux ressources technologiques que les ménages blancs, les étudiants hispaniques, noirs et blancs déclarant un accès limité à un ordinateur ou à Internet à 37 %, 36 % et 28 % respectivement.⁴⁸⁵ Les effets débilissants de la fracture numérique ont été fortement ressentis, en particulier parmi les élèves qui apprennent l'anglais, qui sont en grande partie des élèves de couleur, principalement des élèves latino-américains qui représentent plus de 75 % des élèves qui apprennent l'anglais. En observant l'impact de la COVID-19, il est clair que de tels événements exacerbent et entravent davantage la possibilité de créer de la richesse générationnelle, perpétuant ainsi les déficits générationnels dans les communautés noires et hispaniques.

Conclusion

L'histoire du New Jersey montre que les obstacles structurels actuels sont enracinés dans une histoire de colonialisme, d'inégalités de classe, d'esclavage et d'oppression. Cette histoire est fondée sur la division, la séparation et le refus d'accès aux communautés noires et métisses. L'histoire du New Jersey continue d'influencer les obstacles à la création de richesse qui existent actuellement pour la population noire et hispanique. Ces écarts existent dans l'éducation, les opportunités d'emploi, l'accès aux soins de santé, l'accession à la propriété et la répartition des richesses. Nier l'influence du passé sur le présent dans le New Jersey ne fait qu'augmenter les disparités de longue date, car cela permet aux législateurs et aux parties prenantes d'éviter de réparer les dommages passés.

L'acquisition d'une propriété a été l'un des premiers moyens utilisés par les Américains pour créer et maintenir leur richesse. À ce jour, la valeur nette acquise grâce à l'accession à la propriété demeure le principal actif permettant de créer de la richesse. Pour beaucoup trop de Noirs et d'Hispaniques du New Jersey, ce véhicule de création de richesse reste hors de portée. Les obstacles structurels qui sont enracinés dans les pratiques discriminatoires en matière de logement (clauses restrictives, exclusion géographique, zonage d'exclusion et manque d'accès au capital et au financement) demeurent. Comprendre l'histoire des personnes victimes de discrimination dans le New Jersey, c'est comprendre l'histoire de l'État. Les perspectives pour les enfants du New Jersey, s'ils vivront dans des communautés prospères en mesure de profiter du soleil des opportunités, seront déterminées par la manière dont nous lutterons contre les obstacles structurels auxquels ont été confrontés leurs ancêtres, leurs grands-parents et leurs parents. C'est le travail que nous devons mener.

Conclusions et recommandations du groupe de travail sur la justice pénale

*Des témoignages directs ont fait part des défis du retour au domicile après avoir été incarcéré pendant des décennies et l'objectif est d'aider à changer le récit des citoyens de retour en créant des espaces sûrs qui favorisent la réussite d'une nouvelle page.*⁴⁸⁶

À propos du groupe de travail sur la justice pénale

Le groupe de travail sur la justice pénale, dirigé par le Bureau du procureur général, a effectué des recherches, des analyses et des actions de sensibilisation communautaire pour examiner les causes et les solutions aux disparités de richesse qui affectent les personnes incarcérées et leurs familles. Les membres du groupe de travail ont tenu des séances d'écoute virtuelles ainsi que des réunions en personne avec des personnes anciennement incarcérées et leurs proches. Les conclusions, recueillies sur plus d'un an, correspondent aux études dominantes qui identifient la pauvreté au sein du réseau de parenté comme un moteur et un résultat.⁴⁸⁷ Les dettes auxquelles sont confrontés les proches sont considérables et vont des amendes et des frais au coût des communications téléphoniques.⁴⁸⁸ Alors que les Noirs du New Jersey sont incarcérés à un taux 11,9 fois plus élevé que leurs pairs, ces fardeaux ont un impact disproportionné sur les familles noires.⁴⁸⁹ De nombreux proches qui ont parlé au Groupe de travail sur les disparités de richesse indiquent que le coût des communications leur incombe et représente un fardeau excessif pour les membres de la famille.⁴⁹⁰ Beaucoup trop de ces proches sont accablés par les coûts et se heurtent à des obstacles importants pour maintenir leur niveau de vie pendant que leur proche est incarcéré.

Le groupe de travail sur la justice pénale a concentré son attention sur deux de ces facteurs : la pauvreté au sein du réseau de parenté et le fardeau de la dette résultant de l'implication dans le système de justice pénale. Les recommandations proposées dans cette section visent à la fois à s'appuyer sur les progrès réalisés par l'administration Murphy et à établir de nouvelles mesures qui aideront à s'attaquer aux causes des disparités de richesse de longue date générées et exacerbées par le système de justice pénale de notre État.

En s'appuyant sur les témoignages recueillis lors des séances d'écoute, ces propositions visent à s'attaquer aux obstacles systémiques qui privent les personnes qui reviennent de prison et leurs proches de leur sécurité et pouvoir financiers.

One powerful reminder that was reinforced by each listening session was that the physical loss of a loved one who is incarcerated is often compounded by the financial strain resulting from their lost income and the debt burden of their legal fees and expenses. Unable to pay this debt, the loved one who is incarcerated often passes this burden on to family members or others within their network.⁴⁹¹ The impact of passing on debt can be widespread.⁴⁹²

Dans *All Our Kin: Strategies for Survival in a Black Community*, l'anthropologue Carol B. Stack définit les liens entre les êtres chers comme un *réseau de parenté*. Les personnes au sein de ces groupes s'étendent généralement sur plusieurs générations et sont biologiquement liées ou connectées par l'adoption, le partenariat ou des liens sociaux étroits.⁴⁹³ Dans les communautés noires, l'importance des réseaux de parenté remonte aux racines ancestrales où les liens communautaires et les coutumes partagées reliaient les individus au-delà des liens familiaux conventionnels de sang ou de mariage.⁴⁹⁴ Ces réseaux de parenté multigénérationnels étaient particulièrement essentiels pour les premières communautés noires d'Amérique, construisant de nouveaux systèmes de soutien et de survie après leur enlèvement violent de leur pays et la sauvagerie de l'esclavage qui s'ensuivit.⁴⁹⁵ De même, les ménages hispaniques, en tant que membres de communautés d'immigrants plus larges, résident souvent avec plusieurs générations pour apporter soutien et stabilité là où le *familismo* ou *familisme* est chéri.⁴⁹⁶

Le système de justice pénale perçoit et punit souvent les individus impliqués avec la justice comme tels : des

individus isolés et détachés de structures de soutien essentielles.⁴⁹⁷ S'il est vrai que bon nombre de ces personnes, pour un large éventail de circonstances, peuvent ne plus être étroitement liées à leurs réseaux de parenté, cette perspective ne reconnaît pas que ces réseaux existent néanmoins et que, dans la plupart des cas, ils finissent par assumer les fardeaux financiers et émotionnels liés à l'implication d'un proche dans le système judiciaire.⁴⁹⁸

Ce soutien peut être nécessaire de l'arrestation à la libération, y compris des obligations telles qu'une assistance financière directe pour la représentation juridique, des fonds pour les articles de cantine, des appels téléphoniques, le paiement des amendes et des frais, et une aide à la réinsertion pour le logement, le transport, la garde d'enfants, les soins de santé et le paiement des dettes.⁴⁹⁹

For most families who cannot afford these costs, having a loved one who is incarcerated requires struggling to meet basic household needs, like food and housing, taking on debt, or desperately seeking risky sources of capital.⁵⁰⁰ Relying on those within the kinship network who may have available assets and/or disposable income can undermine their ability to hold on to, further accumulate, and pass on those funds.⁵⁰¹ This financial support can be destabilizing and perpetuate poverty throughout the network.⁵⁰²

Au-delà de la pression financière, le réseau peut être confronté à une détresse sociale et émotionnelle intense simplement en suivant le processus juridique : suivre et comparaître aux dates d'audience, interagir avec le personnel juridique, les forces de l'ordre et éventuellement les travailleurs sociaux ou de la santé. Ces expériences mettent à rude épreuve les cellules familiales et peuvent contribuer à une mauvaise santé, générant une instabilité générale pour les enfants, les individus les plus vulnérables du réseau de parenté.⁵⁰³

Les parents incarcérés comptent principalement sur leurs réseaux de parenté pour prendre soin de leurs enfants pendant qu'ils purgent leur peine. Les mères incarcérées dépendent de leurs grands-parents dans environ la moitié des cas, les pères fournissant des soins dans environ un tiers des cas et d'autres membres du réseau pour la plupart des autres.⁵⁰⁴ En revanche, les pères incarcérés dépendent en grande partie de la mère de l'enfant pour assurer les soins primaires.⁵⁰⁵ Les hommes constituant une majorité significative des personnes incarcérées, les femmes, en majorité noires et hispaniques, assument la responsabilité émotionnelle et financière du foyer.⁵⁰⁶

Ces disparités pénalisent les réseaux de parenté qui soutiennent et maintiennent des relations avec leurs proches pendant leur incarcération, et leurs enfants sont souvent les plus touchés pendant les étapes critiques de leur développement. Les ménages de personnes récemment incarcérées sont confrontés à un risque accru de se retrouver sans abri, même si la personne n'est incarcérée que pour quelques jours.⁵⁰⁷ Les aidants familiaux peuvent reporter le paiement des nécessités pour soutenir les personnes touchées par la justice et leurs enfants, en reportant les dépenses du ménage, même le loyer et les services publics, ainsi que les frais médicaux.⁵⁰⁸ Certains ont même recours à des prêts sur salaire abusifs pour couvrir la perte de revenus et leurs nouveaux fardeaux financiers.⁵⁰⁹ Les aidants familiaux sont confrontés à une série de difficultés distinctes, notamment la fourniture des articles de soins nécessaires, la gestion de la relation entre l'enfant et le parent incarcéré, l'offre d'un soutien émotionnel à l'enfant et la gestion de la stigmatisation liée à l'incarcération.⁵¹⁰

Le Groupe de travail sur les disparités de richesse a entendu ces dures réalités sur l'impact généralisé de l'implication du système directement du public lors de ses séances d'écoute, et cet engagement a contribué à éclairer et à façonner les recommandations qui suivent.

Progrès réalisés sous l'administration Murphy

Au cours des dernières années, l'administration Murphy a mis en œuvre plusieurs réformes significatives pour atténuer certains des dommages disparates à long terme générés par le système de justice pénale. L'année dernière, à Paterson, les meurtres ont diminué de 39 % et il y a eu 25 % de victimes de fusillade en moins que l'année précédente.⁵¹¹ Cela démontre l'importance et le pouvoir de rétablir la confiance entre les forces de l'ordre et les communautés qui sont souvent en détresse et qui ont été touchées de manière disparate et injuste par les fautes professionnelles et l'apathie de la police.

Ces progrès ne se limitent pas à Paterson. La criminalité a généralement diminué dans tout l'État. L'année 2024 a enregistré le plus faible nombre de décès dus à la violence armée en une seule année depuis le début de la collecte de données complètes en 2009, y compris dans certaines des plus grandes villes de l'État (par exemple Atlantic City, Trenton, Newark et Paterson).⁵¹² En outre, au cours de cette administration, l'État a réussi à réduire sa population carcérale d'environ 20 000 personnes en 2017 à environ 14 000 aujourd'hui.⁵¹³ Il est important de noter que cette diminution a été obtenue sans augmentation significative de la criminalité.

Clémence accélérée

Le 19 juin 2024, le gouverneur Murphy a publié le **décret n° 362**, lançant une initiative globale de clémence qui établit en partie des critères pour un examen accéléré des demandes de clémence.⁵¹⁴ En outre, le gouverneur Murphy a créé le **Conseil consultatif de clémence (Clemency Advisory Board)** pour évaluer les demandes et fournir des recommandations sur leur aptitude à bénéficier d'une clémence.⁵¹⁵ Cette initiative donne la priorité aux cas tels que les condamnations non violentes où les individus sont restés en dehors du système judiciaire pendant un certain temps, ceux qui font face à des peines excessives après avoir exercé leur droit d'aller en procès par rapport à leurs offres de négociation et les victimes de violences domestiques ou sexuelles qui ont commis des crimes contre ou sous la contrainte de leurs auteurs.⁵¹⁶ Cette initiative est un modèle national qui reflète l'engagement du New Jersey en faveur des secondes chances et de résultats justes qui s'alignent sur des efforts plus vastes visant à réformer l'approche de l'État en matière de justice pénale.

Suppression des casiers judiciaires

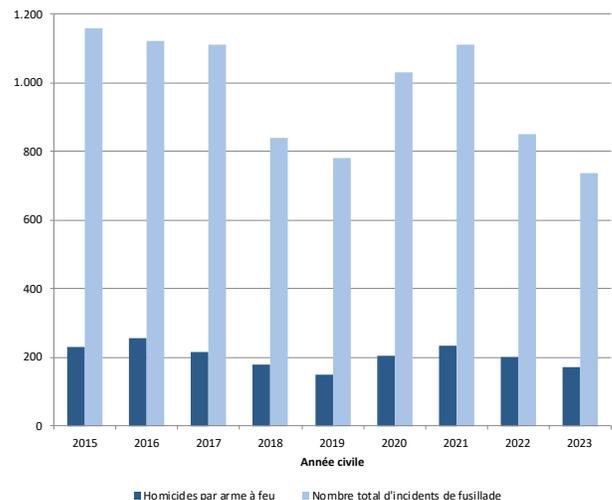
« Notre administration est profondément engagée dans la transformation de notre système de justice pénale et nous franchissons aujourd'hui une étape historique pour donner une seconde chance aux résidents touchés par le système. »
– Gouverneur Murphy, le 18 décembre 2019

Dans le cadre de son programme de seconde chance, le gouverneur Murphy a travaillé avec le corps législatif pour promulguer deux des réformes de suppression des casiers judiciaires les plus progressistes du pays.

La réforme « Clean Slate »

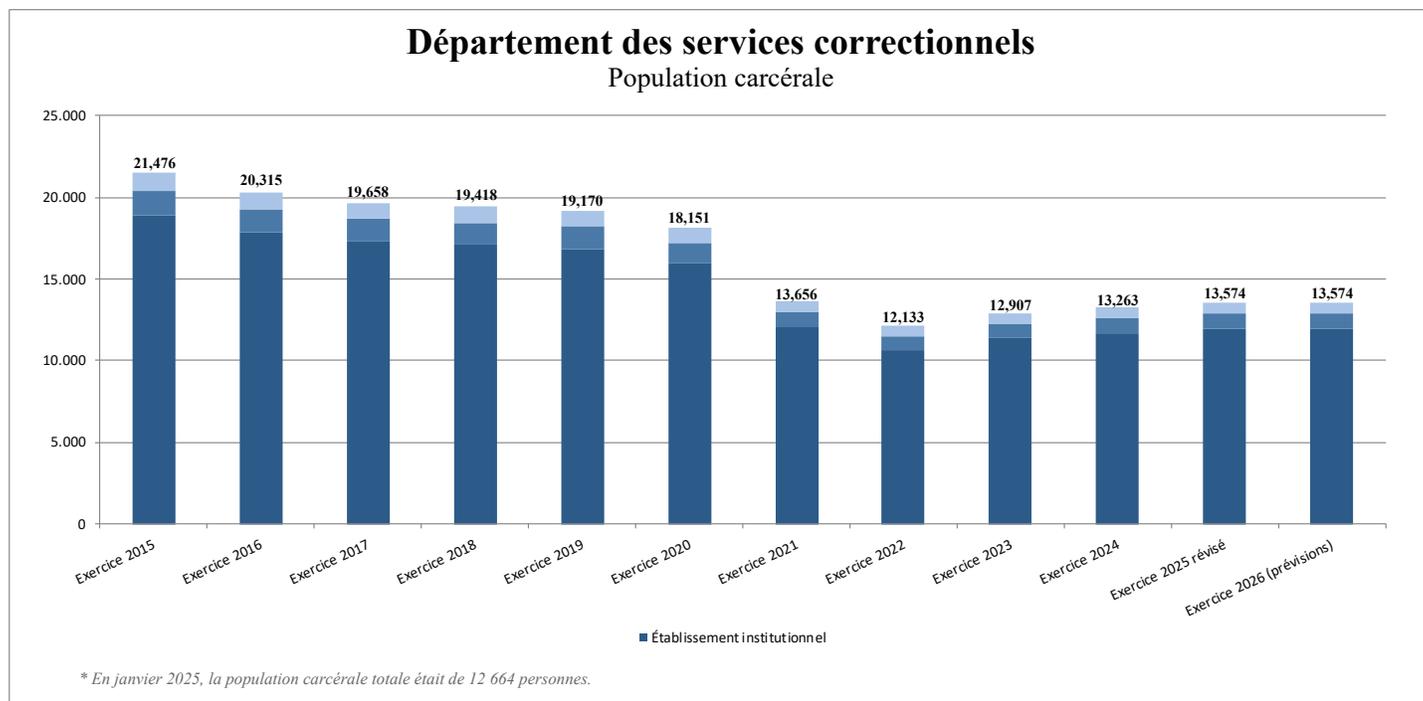
La réforme « Clean Slate » (casier judiciaire vierge) de 2019 a créé une procédure de demande pour la suppression des casiers judiciaires « clean slate » des résidents qui n'ont pas commis de crime depuis dix ans et n'ont pas été condamnés pour certaines infractions graves.⁵¹⁷ Bien qu'il reste encore du travail à faire, cette initiative est

Baisse de la violence par arme à feu



Violence armée signalée dans tout l'État de 2015 à 2023

potentiellement transformatrice pour ceux qui ont un casier judiciaire pour des infractions ou des comportements non violents durant leur jeunesse, car la suppression d'un casier judiciaire supprime un obstacle majeur à l'obtention d'un emploi et d'un logement stables, conduisant à de meilleures opportunités économiques et à une plus grande sécurité.



Nombre de personnes incarcérées dans le New Jersey, de l'exercice financier 2014 à l'exercice financier 2026,
Source : Département des services correctionnels du New Jersey 2025

Suppression de certaines condamnations liées à la marijuana

Dans le cadre de la légalisation du cannabis récréatif en 2021, le programme de seconde chance permet également suppression de certaines condamnations liées à la marijuana. Au cours des dernières années, ce changement a conduit à la suppression de plus de 360 000 casiers judiciaires liés au cannabis.⁵¹⁸

Programmes de réponse aux crises et de déjudiciarisation

Loi de Seabrooks-Washington sur la réponse communautaire aux crises (Seabrooks-Washington Community-Led Crisis Response Act)

Des études menées à l'échelle de l'État montrent que deux recours sur trois par les forces de l'ordre impliquent une personne souffrant de maladie mentale ou sous l'influence de l'alcool ou de substances.⁵¹⁹ Plus de la moitié des décès résultant de confrontations avec la police sont dus à des circonstances similaires.⁵²⁰ En réponse à ces données et aux contributions des professionnels de la santé mentale et de la communauté de défense des droits, le corps législatif a adopté la loi Seabrooks-Washington sur la réponse communautaire aux crises, qui a été promulguée en janvier 2024.⁵²¹ Nommée d'après Najee Seabrooks de Paterson et Andrew Washington de Jersey City, tous deux en proie à des crises de santé mentale lors de leur rencontre fatale avec la police, cette loi contribue à garantir que des professionnels de la santé mentale formés sont disponibles et appelés pour apporter

leur aide dans les moments de crise, sauvant des vies grâce à une réponse tenant compte des traumatismes et à l'utilisation de tactiques de désescalade. En vertu de cette loi, les organisations communautaires mettront en place des équipes d'intervention en cas de crise dans le cadre d'un programme pilote dans les comtés de Camden, Essex, Hudson, Mercer, Middlesex et Passaic. Un conseil consultatif composé de 13 membres soutiendra le programme pilote en proposant des meilleures pratiques et des recommandations pour le développement d'une réponse aux crises menée par la communauté.⁵²² Ce programme s'appuie sur les investissements historiques réalisés par l'administration Murphy dans une réforme de l'application de la loi fondée sur les données et tenant compte des traumatismes.⁵²³

Programme ARRIVE Together

En s'appuyant sur les efforts des organisateurs communautaires sur le terrain, le Bureau du procureur général a lancé en 2021 le programme pilote de réponses alternatives pour réduire les cas de violence et d'escalade (Alternative Responses to Reduce Instances of Violence and Escalation – ARRIVE) Together pour améliorer la manière dont les agents des forces de l'ordre du New Jersey interagissent avec leurs voisins qui souffrent d'urgences de santé mentale et comportementale.⁵²⁴ Dans le cadre du programme pilote ARRIVE, un agent des forces de l'ordre formé aux techniques d'intervention en cas de crise et de désescalade est associé à un spécialiste certifié en santé mentale et crise lorsqu'il répond à des appels d'urgence impliquant une crise de santé comportementale. Le programme a été testé dans le comté de Cumberland en partenariat avec le Département des services sociaux du New Jersey. Il a ensuite été étendu en 2022 au comté d'Union.⁵²⁵ ARRIVE Together opère désormais dans les 21 comtés de l'État et sert de modèle national pour améliorer la confiance entre les forces de l'ordre et les communautés qu'elles servent.⁵²⁶ Il n'y a eu aucune arrestation liée à une interaction ARRIVE, aucune blessure grave et aucun recours à la force, sauf lors d'interactions impliquant un transport forcé sur ordre d'un examinateur de santé mentale, dans les près de 5 000 interactions ARRIVE enregistrées à ce jour.

Ligne d'assistance téléphonique 988 pour les crises de santé mentale et le suicide

L'administration a réalisé des investissements importants pour passer de la ligne nationale de prévention des suicides à 10 chiffres à la ligne de sauvetage 988 à trois chiffres afin de mettre en relation les personnes ayant des pensées suicidaires ou une crise de santé mentale avec un conseiller qualifié.⁵²⁷ Grâce à la ligne de crise 988, les personnes ayant besoin de soutien ou celles qui s'inquiètent pour un proche peuvent obtenir un soutien compatissant et accessible par téléphone, SMS ou chat en ligne.⁵²⁸

Programmes de déjudiciarisation des personnes souffrant de troubles mentaux

Une étude fédérale montre qu'environ 43 % des personnes incarcérées dans des établissements d'État et 23 % de celles incarcérées dans des établissements fédéraux avaient des antécédents de crises de santé mentale.⁵²⁹ Pour faire face à cette crise dans le New Jersey, le gouverneur Murphy a signé en 2023 une loi visant à lancer le programme de déjudiciarisation des personnes souffrant de troubles mentaux à l'échelle de l'État, en s'appuyant sur un modèle de travail dans le comté d'Union et sur des programmes pilotes dans les comtés d'Essex et de Morris.⁵³⁰ Semblable au programme du comté d'Union et aux programmes pilotes, le programme à l'échelle de l'État soutient une collaboration de professionnels du droit et de la santé mentale qui comprend des procureurs, des avocats de la défense pénale, des juges et des cliniciens en santé mentale.⁵³¹ Le programme du comté d'Union a démontré son succès selon une étude de Rutgers qui rapporte que les participants qui ont terminé le programme ont eu des périodes d'incarcération réduites, des taux de récidive plus faibles, une évaluation du fonctionnement global améliorée (qui mesure l'impact des symptômes de santé comportementale sur la vie quotidienne) et des résultats globaux meilleurs que leurs pairs.⁵³²

Investissement dans l'intervention contre la violence et l'aide aux victimes

En tant que gouverneur par intérim, le lieutenant-gouverneur Tahesha Way a signé une loi codifiant la Division d'intervention contre la violence et d'assistance aux victimes (Division of Violence Intervention and Victim Assistance – VIVA) au sein du Département de la justice et de la sécurité publique.⁵³³ VIVA se concentre sur les survivants de violences domestiques et sexuelles, en fournissant des services aux victimes pour traiter les traumatismes et prévenir les représailles ou la revictimisation.⁵³⁴ En outre, l'administration Murphy a investi plus de 100 millions de dollars dans des programmes d'intervention contre la violence, notamment le programme d'intervention en milieu hospitalier (Hospital-Based Intervention Program – HIVIP), l'intervention contre la violence dans la communauté (Community-Based Violence Intervention – CBVI) et le programme du Centre de rétablissement des traumatismes (Trauma Recovery Center – TRC).⁵³⁵ Ces initiatives font progresser une stratégie unifiée de sécurité publique, intégrant une attention particulière à la santé publique.

Rétablissement du droit de vote et fin du découpage électoral des prisons

Grâce à une autre mesure transformatrice du programme de seconde chance, le New Jersey a rétabli le droit de vote aux personnes en probation ou en liberté conditionnelle, ce qui représente plus de 65 000 personnes.⁵³⁶ La loi de 2019 a aboli une disposition séculaire de l'État qui refusait le droit de vote aux personnes ayant un casier judiciaire. Avec cette réforme, le New Jersey a rejoint au moins 17 autres États pour veiller à ce que tous les résidents non incarcérés puissent participer à notre démocratie.⁵³⁷

En 2018, l'État a également mis fin au découpage électoral basé sur les prisons, une pratique dans laquelle les personnes incarcérées sont comptabilisées en fonction du lieu où elles purgent leur peine aux fins de la délimitation des circonscriptions législatives nationales et locales. Cette pratique gonfle les chiffres de population dans les zones où se trouvent les installations de l'État, détournant ainsi les fonds et les ressources. Grâce à cette réforme, les personnes incarcérées sont désormais comptabilisées comme résidentes à leur dernière adresse connue, ce qui permet à leurs communautés d'origine de disposer de totaux de population exacts et de recevoir les ressources dont elles ont besoin et qu'elles méritent, corrigeant ainsi un obstacle systémique au partage équitable des ressources.⁵³⁸

Réforme de la défense publique

« Le droit à un avocat devrait être un droit universel pour ceux qui se retrouvent dans notre système de justice pénale. » – Gouverneur Murphy, le 30 juin 2023

En juin 2023, le gouverneur Murphy a signé une loi supprimant les frais de défense publique, garantissant que tous les résidents du New Jersey puissent exercer leur droit constitutionnel à un avocat lorsqu'ils évoluent dans le système de justice pénale. La loi, qui s'applique rétroactivement, annule « tous les frais impayés précédemment évalués ou imposés à un défendeur, ainsi que tous les jugements civils non exécutés, les privilèges sur les biens et les mandats émis sur la base des soldes impayés pour les services rendus par le Bureau du défenseur public. »⁵³⁹ Parallèlement à cette législation, des fonds ont été alloués à l'Unité de défense contre la révocation de la libération conditionnelle afin d'augmenter les tarifs des avocats assistant le Bureau du défenseur public, contribuant ainsi à garantir que toutes les personnes, même celles disposant de ressources financières limitées, puissent accéder à une défense juridique efficace.

Réponse aux peines minimales obligatoires pour les infractions non violentes liées aux drogues

La Commission de détermination des peines et des décisions pénales (Criminal Sentencing and Disposition Commission – CSDC), créée en 2009, mais qui ne s'est réunie qu'en 2018 sous l'administration Murphy, est un organisme composé de 13 membres, dont le procureur général, le défenseur public, le juge en chef de la Cour suprême du New Jersey, le commissaire du département des services correctionnels, le président de la Commission des libérations conditionnelles de l'État, le président de l'Association des procureurs du comté du New Jersey et le président du barreau de l'État du New Jersey.⁵⁴⁰ En promouvant une réforme majeure proposée par la Commission, l'administration Murphy a soutenu en 2021 la directive du procureur général de l'époque, Grewal, ordonnant aux procureurs de renoncer aux « interdictions de libération conditionnelle obligatoire pour les délits liés à la drogue non violents pendant les négociations de plaidoyer, à la suite d'une violation de probation et après une condamnation au procès ». La directive exigeait en outre que lorsque le défendeur faisait cette demande, les procureurs soient également tenus de « déposer une demande conjointe visant à modifier les peines des détenus actuellement incarcérés [dans la même situation] ». Cela a permis une réponse rétroactive qui a soulagé de nombreuses personnes qui étaient incarcérées et purgeaient déjà une peine pour une infraction liée à la drogue non violente, ainsi que de prévoir des peines plus courtes et plus proportionnées pour les personnes reconnues coupables d'infractions liées à la drogue non violentes à l'avenir. En cherchant à remédier à l'impact disproportionné des peines minimales obligatoires, cette réforme transformatrice a contribué à remédier aux préjudices de longue date qui ont fait dérailler la vie de nombreux habitants du New Jersey.⁵⁴¹

Revitalisation des services de police et des établissements publics

Limitation du recours à l'isolement cellulaire dans les prisons du New Jersey

En 2019, le gouverneur Murphy a promulgué la *loi sur la restriction de l'isolement cellulaire*, interdisant le recours à l'isolement cellulaire pour les populations vulnérables, notamment les personnes de moins de 21 ans et de plus de 65 ans, et fixant des limites strictes et des attentes concernant le recours à l'isolement cellulaire pour le reste de la population.⁵⁴² Cette loi historique invalide une pratique de longue date de châtiment cruel et inhabituel connu sous le nom d'isolement cellulaire.

Réforme de la justice pour les jeunes

En 2021, la regrettée lieutenant-gouverneur Sheila Oliver, en tant que gouverneure par intérim, a signé une loi établissant le *Programme pilote de justice réparatrice et transformatrice pour les jeunes et les communautés* afin de poursuivre la réforme réparatrice pour les jeunes ayant des démêlés avec la justice.⁵⁴³ Plus tard, en 2022, suite à la publication du rapport du groupe de travail sur la justice pour les jeunes, le gouverneur Murphy a signé une loi éliminant plusieurs amendes, frais et autres coûts administratifs des tribunaux pour enfants. Pour les jeunes issus de familles accablées par les coûts, ces frais et amendes peuvent être écrasants, exacerbant les cycles existants de pauvreté et d'insécurité économique. Pour donner aux jeunes quittant le système pour mineurs un casier judiciaire vierge, la législation a également annulé les dettes impayées liées à ces amendes et frais ainsi qu'aux mandats connexes, supprimant ainsi un fardeau important qui aurait été aggravé pour les jeunes, qui sont en majorité noirs et hispaniques, au-delà des peines imposées au cours de leurs jeunes années.⁵⁴⁴

En 2024, le tout premier du centre du programme pilote de justice réparatrice et transformatrice a été ouvert dans le comté d'Essex.⁵⁴⁵ Le centre devrait aider les jeunes ayant des démêlés avec la justice en utilisant des soins tenant compte des traumatismes pour fournir aux jeunes des ressources et des outils afin de les équiper pour des résultats productifs. Ce centre est conçu comme un espace où les jeunes peuvent guérir et mettre fin aux cycles de violence, de criminalité et de toxicomanie.

Mise à jour de la politique sur le recours à la force

En 2020, l'administration Murphy a établi des directives complètes sur le recours à la force pour les forces de l'ordre, mettant l'accent sur la désescalade et la protection des résidents lors des rencontres.⁵⁴⁶ Cette politique, élaborée par le Bureau du procureur général, était la première révision de ce type depuis plus de deux décennies. La politique de recours à la force révisé les responsabilités des agents lorsqu'ils interagissent avec les résidents. Elle a également créé un devoir positif d'intervenir et de fournir une assistance médicale aux civils.⁵⁴⁷ La politique

de recours à la force exige que les agents des forces de l'ordre signalent tout recours à la force contre un civil dans les 24 heures et fournissent un rapport détaillé de l'incident. En vertu de cette politique, les plus de 500 organismes chargés de l'application de la loi dans l'État doivent soumettre électroniquement des rapports sur le portail de recours à la force.

Fermeture et remplacement de l'établissement correctionnel Edna Mahan

L'administration Murphy a alloué des fonds en 2021 pour fermer et remplacer l'établissement correctionnel Edna Mahan en raison de préoccupations croissantes concernant l'installation physique et la conduite du personnel.⁵⁴⁸ L'État a achevé la première phase de la fermeture en transférant tous les résidents à sécurité minimale dans l'ancien établissement correctionnel pour jeunes William H. Fauver dans le comté de Hunterdon. Ce campus satellite dispose d'un chauffage et d'une climatisation fiables, et de plus de 120 caméras vidéo au sein de l'installation pour remédier aux zones sans visibilité.⁵⁴⁹ En 2024, l'administration a alloué 90 millions de dollars du Fonds de désendettement et de prévention pour développer le nouveau centre pour femmes. Le Département des services correctionnels du New Jersey (New Jersey Department of Corrections – NJDOC) a annoncé la prochaine phase de construction de l'établissement en juin 2024.⁵⁵⁰ La nouvelle installation sera située sur une propriété existante du NJDOC dans le comté de Burlington.⁵⁵¹ Cet établissement sera plus propice à la réinsertion, aura accès aux principaux axes routiers et hébergera les personnes incarcérées dans un endroit central. Le NJDOC prévoit d'utiliser une approche tenant compte des traumatismes pour offrir aux résidents un environnement sûr et sécurisé.⁵⁵²

La loi sur les permis d'exercice de la police (Police Licensure Act)

En juillet 2022, la **loi sur les permis d'exercice de la police** a été signée et est entrée en vigueur le 1er janvier 2024. La loi exige que tous les agents des forces de l'ordre du New Jersey soient titulaires d'un permis valide et active délivré par la Commission de formation de la police. Elle est conçue pour garantir que les titulaires de permis de police sont en règle, répondent à des normes professionnelles uniformes et reçoivent une formation continue sur les meilleures pratiques. Les agents qui ne respectent pas ces normes peuvent être confrontés à une suspension ou à une révocation de leur permis, ce qui rend plus difficile pour ceux qui ont des antécédents de problèmes disciplinaires d'échapper à leurs responsabilités. Ce programme a créé des normes à l'échelle de l'État pour l'embauche et le licenciement de la police, qui exigent que les agents passent un examen psychologique, interdisent l'adhésion active à un groupe qui prône le renversement violent d'un gouvernement ou la discrimination contre une classe protégée et plus encore.⁵⁵³ Les permis seront administrés avec des dates d'expiration échelonnées. Après le premier renouvellement, tous les permis seront valables pendant trois ans et les agents devront présenter une nouvelle demande 90 jours avant l'expiration de leur permis.⁵⁵⁴

Recommandations du groupe de travail

Le groupe de travail sur la justice pénale, comme chacun des groupes de travail, a examiné les causes profondes et les facteurs des disparités de richesse dans le New Jersey. Le groupe de travail a constaté que le lien entre l'esclavage et le système de justice pénale remonte aux débuts de l'histoire de l'État. Le groupe de travail a constaté qu'après le remplacement des codes d'esclavage par les codes noirs, un modèle de pratiques discriminatoires s'est formé par le biais des politiques locales, y compris les pratiques de sundown et la police de proximité. Ces politiques ont fini par engendrer des préjudices croissants qui se traduisent par des pratiques telles que le profilage et une surveillance policière excessive. En raison des interconnexions et de la nature interdisciplinaire de ces résultats, les conclusions du groupe de travail ont été prises en compte dans le cadre des recommandations complètes du Groupe de travail (voir la liste complète des recommandations du Groupe de travail). Le groupe de travail encourage les travaux en cours qui identifient et s'attaquent aux facteurs de disparités au sein du droit pénal, de la politique pénale et du système judiciaire. Pour faire avancer ces travaux, le groupe de travail recommande que les propositions incluent des initiatives visant à :

- ☑ Supprimer les frais de communication téléphonique entre les personnes incarcérées et les membres de leur famille

Conformément aux meilleures pratiques nationales, le Groupe de travail sur les disparités de richesse recommande à l'État d'éliminer les frais de communication téléphonique dans les établissements publics. Ces frais peuvent représenter un fardeau pour les membres de la famille des personnes incarcérées et créer une pression financière sur les proches et les autres personnes qui cherchent à maintenir des liens familiaux et communautaires, en particulier lorsque de jeunes enfants sont impliqués.⁵⁵⁵

☑ Reconnaître les droits de citoyenneté des personnes anciennement incarcérées, y compris la fonction de juré

Pour faire avancer le travail de l'administration Murphy visant à renforcer notre démocratie, le groupe de travail sur les disparités de richesse recommande de supprimer les obstacles qui empêchent les personnes ayant déjà été condamnées de faire partie d'un jury. Cette interdiction a un impact disproportionné sur les communautés de notre État, où beaucoup trop de jurys ne reflètent pas avec précision la composition démographique de la communauté locale. Le New Jersey est actuellement l'un des cinq États, avec le Texas et la Caroline du Sud, à avoir l'interdiction la plus restrictive en matière de fonction de juré.⁵⁵⁶

L'administration Murphy soutient la législation en cours qui élimine la condamnation pour une infraction passible de poursuites judiciaires comme facteur de disqualification automatique pour la fonction de juré et le Groupe de travail sur les disparités de richesse recommande que l'État adopte cette législation.⁵⁵⁷

☑ Calculer la capacité de paiement d'un individu lors de l'évaluation des amendes et des frais en matière pénale

Sur la base des recommandations du rapport de 2024 de la Commission sur la détermination des peines et des décisions pénales (CSDC), le Groupe de travail sur les disparités de richesse recommande de prendre en compte la capacité de paiement d'un individu avant de fixer des sanctions pécuniaires et d'imposer des amendes et des frais dans les affaires pénales. Les considérations recommandées comprennent, sans toutefois s'y limiter : (1) le revenu par rapport à un pourcentage identifié des directives fédérales sur la pauvreté ; (2) si la personne doit être placée en probation ou sera incarcérée ; (3) le niveau d'éducation ; (4) la capacité à travailler et la situation professionnelle ; (5) si la personne dispose d'une aide publique basée sur le revenu, de ressources financières et d'actifs, d'obligations financières et de personnes à charge ; (6) le coût de la vie ; et (7) les autres amendes et frais dus aux tribunaux.⁵⁵⁸ L'adoption de ces recommandations contribuera à favoriser la réussite de la réinsertion.

☑ Faire progresser les efforts du procureur général en vue de la fermeture et de la réaffectation de l'école de formation et centre de soins et d'accueil sécurisé pour femmes du New Jersey

Sur la base des travaux du Bureau du procureur général du New Jersey et du groupe de travail qui a été formé, le Groupe de travail sur les disparités de richesse recommande de soutenir les efforts en cours concernant l'école de formation et centre de soins et d'accueil sécurisé pour femmes du New Jersey.

☑ Accélérer les réformes qui soutiennent des résultats centrés sur la communauté dans l'application de la loi

Sur la base de constatations récurrentes de comportements troublants au sein de la police de l'État du New Jersey et des unités locales de répression dans tout l'État, le Groupe de travail sur les disparités de richesse recommande l'adoption des réformes que le Bureau du procureur général a décrites pour promouvoir des résultats justes au sein de la base de la police de l'État du New Jersey.

Conclusions et recommandations du groupe de travail sur l'économie

*Pour donner aux générations futures la possibilité de générer de la richesse pour leur famille et leurs communautés pendant des générations, l'État doit investir dans les jeunes qui devraient être le trésor le plus précieux de l'État.*⁵⁵⁹

À propos du groupe de travail sur l'économie

Le groupe de travail sur l'économie, dirigé par Brandon McKoy, président du Fonds pour le New Jersey, a effectué des recherches, des analyses et des actions de sensibilisation communautaire pour examiner les causes et les solutions aux disparités de richesse affectant la population noire et hispanique du New Jersey. Cette section décrit une réalité historique et actuelle pour ces groupes : l'absence de transferts de richesse générationnels et la présence d'obstacles persistants à l'acquisition et au maintien d'actifs ont entravé leur potentiel économique et leur prospérité.

L'écart de richesse du New Jersey se manifeste par des disparités raciales dans les niveaux de revenus, les taux de chômage, la propriété d'entreprise et l'accès à des services bancaires, financiers et de crédit de qualité. Les conclusions du groupe de travail recueillies sur plus d'un an soulignent que des initiatives individuelles et communautaires sont nécessaires pour remédier à ces disparités de richesse.

Le groupe de travail a constaté que depuis la période coloniale, ces populations ont longtemps été exclues des opportunités économiques génératrices de richesse. Dès le XVII^e siècle, les esclaves étaient considérés comme des marchandises. Dans certains cas, une personne asservie pouvait servir de garantie pour le financement et les propriétaires fonciers pouvaient souscrire des polices d'assurance pour le décès d'un esclave.⁵⁶⁰ Après l'esclavage, des obstacles systémiques, comme les codes noirs, ont continué à les priver de la pleine citoyenneté et des droits de propriété.⁵⁶¹ Nombre d'entre eux persistent aujourd'hui, comme en témoignent les pratiques d'exclusion géographique, d'orientation, d'évaluation immobilière discriminatoire et de prêts abusifs.⁵⁶²

Une série d'autres problèmes continuent d'avoir un impact disproportionné sur les personnes qui sont accablées par les coûts et qui sont également plus susceptibles d'être non bancarisées, sous-bancarisées ou sans notation crédit que leurs homologues.⁵⁶³ En conséquence, ils ont souvent recours à des solutions alternatives, comme les encaisseurs de chèques et les prêteurs sur salaire, ainsi qu'aux cartes de crédit prépayées qui sont associées à des frais élevés, à des intérêts exorbitants et à d'autres inconvénients paralysants.⁵⁶⁴ Les propriétaires de petites entreprises qui cherchent à accéder au capital sont confrontés à des défis similaires.⁵⁶⁵

Étude sur les disparités dans les marchés publics

En janvier 2024, le gouverneur Phil Murphy et la trésorière Elizabeth Maher Muoio ont annoncé la publication d'une étude complète sur les disparités à l'échelle de l'État examinant les opportunités de marchés publics pour les entreprises appartenant à des minorités et à des femmes (Minority and Women-Owned – MWBE) dans le New Jersey. L'étude, menée par Mason Tillman and Associates, LLC (MTA) et supervisée par le Bureau de la diversité et de l'inclusion (Office of Diversity and Inclusion – ODI) au sein du Département du Trésor, a examiné plus de 1,2 million de dossiers et 240 000 contrats attribués entre le 1^{er} juillet 2015 et le 30 juin 2020 auprès de plus de soixante organismes contractants, autorités, commissions et universités d'État concernant des biens et services, des services professionnels et la construction.

Commandée par l'administration Murphy, l'étude sur les disparités a été conçue pour évaluer la participation des MWBE dans l'univers contractuel de plusieurs milliards de dollars de l'État et déterminer si des programmes supplémentaires sont justifiés pour créer un environnement commercial plus équitable dans le New Jersey. Sur la

base des données reçues par la MTA, les principales conclusions de l'étude sont les suivantes :

Des disparités statistiquement significatives ont été constatées dans les contrats passés avec des entreprises appartenant à des minorités, notamment les contrats passés avec des entreprises appartenant à des Afro-Américains, des Américains d'origine asiatique, des Américains d'origine hispanique et des femmes, pour les contrats principaux formels dans les secteurs de la construction, des services professionnels et des biens et services, ainsi que pour les contrats principaux informels dans tous les secteurs étudiés. Par exemple :

- Les Afro-Américains représentent 9,19 % des entreprises de construction disponibles et ont reçu 0,14 % des dollars sur les contrats de construction d'une valeur supérieure à 65 000 \$ et allant jusqu'à 5 710 000 \$.
- Les Américains d'origine asiatique représentent 6,43 % des entreprises de construction disponibles et ont reçu 2,03 % des dollars sur les contrats de construction d'une valeur supérieure à 65 000 \$ et allant jusqu'à 5 710 000 \$.
- Les Américains d'origine hispanique représentent 11,65 % des entreprises de construction disponibles et ont reçu 1,51 % des dollars sur les contrats de construction d'une valeur supérieure à 65 000 \$ et allant jusqu'à 5 710 000 \$.
- L'étude a trouvé des preuves statistiquement significatives que l'État sous-utilise les entreprises féminines pour les contrats principaux formels dans le secteur de la construction, des services professionnels et des biens et services, ainsi que pour les contrats principaux informels dans tous les secteurs étudiés. Par exemple :
 - Les entreprises détenues par des femmes représentent 24,48 % des entreprises de construction disponibles et ont reçu 8,73 % des dollars sur les contrats de construction d'une valeur supérieure à 65 000 \$ et allant jusqu'à 5 710 000 \$. Cette sous-utilisation est statistiquement significative.
 - Les entreprises détenues par des femmes représentent 37,75 % des entreprises de services professionnels disponibles, mais n'ont reçu que 9,91 % des dollars sur les principaux contrats de services professionnels d'une valeur de 40 000 \$ à 800 000 \$.
- L'étude a révélé des disparités statistiquement significatives dans les sous-contrats attribués par les organismes contractants de l'État à des entreprises appartenant à des minorités dans le secteur de la construction, en particulier à des entreprises appartenant à des Afro-Américains et à des Américains d'origine asiatique.
- L'étude a également révélé des disparités statistiquement significatives dans les sous-contrats attribués par les organismes contractants de l'État pour des services professionnels à des entreprises appartenant à des Afro-Américains et à des Américains d'origine hispanique, et à des entreprises appartenant à des femmes, y compris des entreprises appartenant à des femmes caucasiennes. En revanche, l'étude a révélé une surutilisation statistiquement significative des entreprises appartenant à des hommes non issus de minorités dans tous les domaines étudiés.

La jurisprudence fédérale exige que les programmes gouvernementaux conçus pour remédier aux disparités de participation dans les marchés publics soient soutenus par une étude qui documente les disparités statistiquement significatives dans la disponibilité et l'utilisation d'entrepreneurs issus des minorités. La commande du rapport était un appel à l'action pour accroître la concurrence et les opportunités. Des réformes législatives fortes, adaptées aux conclusions de l'étude, commenceront à remédier à ces disparités stupéfiantes.

Alors que l'État continue de renforcer son économie, le Groupe de travail sur les disparités de richesse recommande que l'État prenne des initiatives pour remédier aux conclusions de l'étude sur les disparités et aux problèmes mis en évidence par le groupe de travail.

Remplacement par les gouvernements des comtés du titre de « Chosen Freeholder » par celui de « County Commissioner »

Jusqu'en 2020, le terme « chosen freeholder (propriétaire foncier élu) » était le titre des représentants du comté qui siégeaient aux conseils qui adoptaient le budget du comté et géraient les finances, les biens et les affaires du comté.⁵⁶⁶ Le gouverneur Murphy a signé une loi en 2020 qui a changé le titre pour « county commissioner (commissaire de comté) » et tous les « boards of chosen freeholders (conseils de propriétaires fonciers élus) » seront désormais connus sous le nom de « boards of county commissioners (conseils de commissaires de comté) ». La législation a supprimé le terme qui remonte aux dispositions du XVI^e siècle qui autorisaient uniquement les hommes blancs possédant des terres sans dettes à occuper des fonctions publiques.⁵⁶⁷

Progrès réalisés sous l'administration Murphy

Au cours des dernières années, l'administration a fait des progrès dans la mise en œuvre de plusieurs réformes significatives visant à atténuer les disparités économiques. Ces efforts ont permis à toutes les familles, en particulier aux familles noires et hispaniques, de vivre et de travailler plus facilement dans le New Jersey.

Investissement dans la main-d'œuvre du New Jersey

En 2024, un rapport indiquait que le New Jersey avait le cinquième coût de la vie le plus élevé des États-Unis.⁵⁶⁸ L'administration a pris de nombreuses mesures pour remédier à ce problème, dans le but d'aider les habitants du New Jersey à prospérer. Cette année, le salaire minimum dans le New Jersey est passé à 15,49 \$ pour la plupart des employeurs⁵⁶⁹, dont plus d'un million de travailleurs ont pu bénéficier. De plus, le gouverneur Murphy a promulgué la **loi sur les droits des travailleurs domestiques du New Jersey (New Jersey Domestic Workers' Bill of Rights)**, accordant à environ 50 000 travailleurs des droits et des protections, quel que soit leur statut d'immigration.⁵⁷⁰ Ce projet de loi garantit que les travailleurs domestiques sont protégés contre la discrimination, le harcèlement et le vol de salaire. Il garantit également la protection de la santé et de la sécurité, et défend le droit à la vie privée des travailleurs domestiques.⁵⁷¹ Avant l'adoption de cette loi, la **loi Diane B. Allen sur l'égalité salariale** a été promulguée pour renforcer les protections salariales, interdire aux employeurs de payer un employé moins qu'un autre n'appartenant pas à la catégorie protégée de cet employé pour un « travail sensiblement similaire » et interdire les représailles des employeurs contre les employés qui discutent des détails du poste, tels que la rémunération.

Soutien aux familles accablées par les coûts

Afin de rendre le New Jersey plus abordable aux familles, le **programme de crédit d'impôt pour enfant** a été créé, offrant un crédit d'impôt remboursable pouvant aller jusqu'à 500 \$ pour chaque enfant.⁵⁷² Plus d'une douzaine d'allègements fiscaux supplémentaires ont été adoptés pour aider les familles qui travaillent. Ils comprennent notamment d'un **crédit d'impôt sur le revenu gagné**⁵⁷³ élargi, qui avantage les personnes et familles à revenus faibles ou modérés, et un **crédit d'impôt pour la garde d'enfants et de personnes à charge**,⁵⁷⁴ qui compense les frais de garde d'enfants et de personnes à charge. Les avantages sociaux des travailleurs ont également été augmentés, avec notamment des programmes renforcés d'assurance congé familial (Family Leave Insurance – FLI) et d'assurance invalidité temporaire (Temporary Disability Insurance – TDI). À partir de 2020, le nombre de semaines pendant lesquelles un employé pouvait bénéficier des prestations FLI a doublé, passant de 6 à 12, et le montant maximal des prestations hebdomadaires est passé de 66 % à 85 % du salaire hebdomadaire moyen d'un employé, jusqu'à un plafond, tant pour la FLI que pour la TDI. L'éligibilité en vertu de la loi sur le congé familial du New Jersey (New Jersey Family Leave Act – NJFLA) a également été élargie aux employeurs qui ont 50 employés ou plus pour inclure les employeurs qui ont 30 employés ou plus. La NJFLA garantit que les emplois des employés sont protégés lorsqu'ils prennent un congé. Les employés des écoles peuvent désormais utiliser des congés de maladie en dehors d'un cas d'invalidité personnelle due à une maladie ou à une blessure.⁵⁷⁵

Soutien aux petites entreprises

L'administration a également maintenu son engagement à soutenir les petites entreprises. Pendant la pandémie de Covid-19, l'administration a consacré des centaines de millions de dollars d'aide fédérale pour les subventions aux petites entreprises,⁵⁷⁶ l'assistance à la garde d'enfants⁵⁷⁷ et l'aide alimentaire, favorisant ainsi une reprise économique inclusive en garantissant la sécurité de l'emploi et un soutien à de nombreuses petites entreprises et à leurs employés. Le **programme Main Street** et l'**initiative de crédit aux petites entreprises de l'État** de l'Autorité du développement économique du New Jersey (New Jersey Economic Development Authority – NJEDA) proposent tous deux des séries de programmes pour aider les petites entreprises à se rétablir et à prospérer dans l'économie postpandémique. Au cours de l'exercice 2024, l'administration s'est concentrée sur l'augmentation de la diversité de la chaîne d'approvisionnement et de l'actionariat salarié avec un investissement de 6 millions de dollars et a soutenu la revitalisation économique et communautaire urbaine avec plus de 85 millions de dollars.⁵⁷⁸ En outre, la **loi sur l'épargne-retraite sécurisée (Secure Choice Savings Act) du New Jersey** a établi un programme d'épargne-retraite spécialement conçu pour les employés des petites entreprises, ouvrant ainsi de nouvelles voies d'épargne pour cette main-d'œuvre essentielle.⁵⁷⁹

Promotion de la croissance de l'emploi dans le New Jersey

Comme indiqué dans le plan économique de 2018 du gouverneur, l'administration a soutenu les entreprises du New Jersey, en particulier celles des secteurs de croissance et de l'économie de l'innovation, et a travaillé dur pour promouvoir, soutenir et créer des opportunités d'emploi dans tout l'État.

Pendant et après la pandémie de COVID-19, l'administration a investi dans les entreprises en élaborant un plan de relance économique et de création d'emplois de plusieurs milliards de dollars : **la loi de 2020 sur la relance économique du New Jersey (New Jersey Economic Recovery Act)**. La loi a été conçue pour apporter un soutien aux micro et petites entreprises, stimuler la croissance économique et intégrer une responsabilité et des protections du travail aux programmes d'incitation du New Jersey.⁵⁸⁰ Le New Jersey s'efforce également de devenir le leader du marché des talents du XXI^e siècle et a publié en 2020 son plan stratégique de développement de la main-d'œuvre **Jobs NJ**, qui décrit l'expansion et la coordination des programmes de développement de la main-d'œuvre de l'État.⁵⁸¹ Le plan comprend le **réseau d'apprentissage du New Jersey (New Jersey Apprenticeship Network)**,⁵⁸² fournissant des ressources techniques aux employeurs, aux établissements d'enseignement, aux associations professionnelles et aux apprentis actuels et futurs. Le **NJ Build**, par l'intermédiaire du Département du travail et du développement de la main-d'œuvre, propose par exemple des formations de sensibilisation, de préapprentissage et d'apprentissage dans les métiers de la construction pour les femmes et d'autres groupes qui ont été confrontés à la discrimination dans ce secteur.⁵⁸³ Sous l'administration Murphy, le programme a accordé plus d'opportunités qu'à tout autre moment au cours de ses quinze ans d'histoire.⁵⁸⁴ De plus, le **programme Pay It Forward**⁵⁸⁵ est devenu un programme modèle national pour soutenir les résidents du New Jersey avec des formations professionnelles en demande et des soutiens à la formation complets.⁵⁸⁶

Afin d'encourager la croissance continue de l'économie de l'innovation du New Jersey, le **programme de crédit d'impôt pour le cinéma et les médias numériques du New Jersey** a été créé pour inciter les sociétés de production à filmer dans l'État.⁵⁸⁷ D'autres programmes, tels que le **Fonds d'innovation Evergreen** et le **crédit d'impôt pour investisseurs providentiels**, stimulent davantage les investissements dans les entreprises émergentes. Ces initiatives permettent aux nouvelles entreprises d'accéder à des financements de capital-risque et offrent aux investisseurs des crédits d'impôt.⁵⁸⁸ En outre, l'administration a activement élargi le paysage économique de l'État en créant de nouveaux secteurs d'activité et d'emploi, notamment l'éolien offshore,⁵⁸⁹ le cannabis à usage réservé aux adultes⁵⁹⁰ et les paris sportifs.⁵⁹¹

Renforcement des infrastructures du New Jersey et réponse aux préoccupations environnementales

Le **programme Safe Streets to Transit** fournit un financement pour améliorer l'accès aux installations de transport en commun pour les piétons et les cyclistes.⁵⁹² De plus, 600 millions de dollars ont été alloués au remplacement du

pont du fleuve Raritan, vieux de 112 ans, qui a été endommagé par la super tempête Sandy.⁵⁹³ En outre, un investissement de plus d'un milliard de dollars a été réalisé pour remplacer le vieux pont Portal Bridge et faire progresser le programme Gateway en collaboration avec les partenaires des agences fédérales, Amtrak, New York et l'autorité portuaire de New York et du New Jersey.

Ces investissements visent à éliminer les problèmes critiques causés par les défis de maintenance et d'infrastructure.⁵⁹⁴ En outre, l'engagement de l'administration envers NJ Transit a conduit à des développements importants, notamment l'embauche de plus de 1 000 conducteurs de bus et de 127 mécaniciens de locomotive, l'achat de 174 nouveaux wagons à plusieurs niveaux, l'achat de bus électriques avec une feuille de route pour une flotte entièrement électrique d'ici 2040 et des projets pour ajouter des améliorations technologiques destinées aux clients, telles que le Wi-Fi dans les bus de NJ Transit.⁵⁹⁵

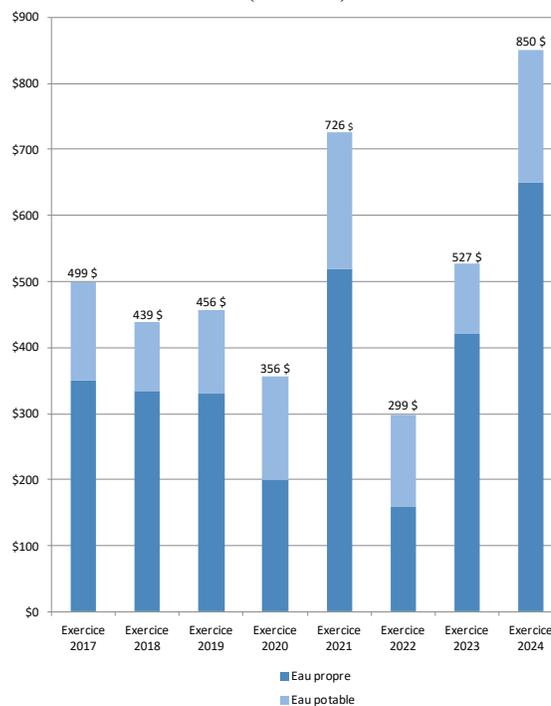
Depuis 2018, l'administration a investi près de 3 milliards de dollars dans des projets de **Water Bank** (banque d'eau) visant à améliorer la qualité de l'eau dans tout le New Jersey et élabore un plan pour dépenser 1 milliard de dollars supplémentaire par le biais d'investissements dans les infrastructures fédérales et dans le plan de sauvetage américain.⁵⁹⁶

L'administration a également fait progresser les efforts de réforme réglementaire par le biais de l'initiative de **Protection contre les menaces climatiques (Protecting Against Climate Threats – PACT)** en adoptant la **Règle de protection contre les inondations intérieures (Inland Flood Protection Rule)** pour protéger les propriétaires, les entreprises et les infrastructures contre l'augmentation des inondations.⁵⁹⁷

En se basant sur son engagement en faveur de la protection environnementale et de l'expansion économique, l'administration a mis en place le **Programme d'énergie solaire communautaire**, pour permettre à ceux qui n'ont pas la possibilité d'installer des panneaux solaires sur leurs toits d'accéder aux avantages de l'énergie solaire, suite au succès du programme temporaire de certificat d'énergie solaire renouvelable.⁵⁹⁸ Pour rendre l'énergie solaire plus accessible, l'administration finance le programme **Solar for All** avec une subvention de l'Agence américaine de protection de l'environnement.⁵⁹⁹ Ce programme de 2024 vise à étendre l'accès à l'énergie solaire aux communautés à faible revenu, en fournissant aux foyers une énergie propre et abordable.⁶⁰⁰ L'administration a également ajouté des incitations pour les véhicules électriques (VE) avec **Charge Up New Jersey**, lancé en 2020.⁶⁰¹ Ce programme a fourni aux acheteurs et locataires de VE admissibles des incitations financières allant jusqu'à 4 000 \$, dans le but de réduire la pollution et les émissions de gaz à effet de serre, et d'encourager les habitants du New Jersey à faible revenu à acheter des VE.⁶⁰² De plus, pour diversifier les options d'énergie renouvelable, l'administration a lancé le **New Jersey Wind Port et le WIND Institute**⁶⁰³, positionnant le New Jersey comme un leader de l'industrie et atteignant son objectif d'énergie éolienne offshore de développer 11 000 mégawatts (MW) d'ici 2040.⁶⁰⁴

Déterminés à protéger de nombreuses zones densément peuplées du New Jersey, l'administration et le département de la protection de l'environnement du New Jersey (New Jersey Department of Environmental Protection – NJDEP) ont lancé l'initiative audacieuse et complète **Building a Climate Ready NJ** en 2024.⁶⁰⁵ Cette initiative de 72 millions de dollars est financée par l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (National Oceanic and Atmospheric Administration – NOAA) dans le cadre du concours Climate Resilience Regional Challenge.⁶⁰⁶ Le plan quinquennal global fournira des ressources aux communautés accablées et vulnérables pour réduire l'impact des changements climatiques futurs et s'y préparer, en mettant l'accent sur la mise en œuvre de multiples projets de résilience communautaire et écologique.

Dépenses en infrastructures hydrauliques (en millions)



Les exercices 2017 à 2023 représentent le montant qui a été dépensé tandis que l'exercice 2024 représente le montant qui a été budgétisé.

Investissements pour garantir une eau propre pour tous

En 2024, afin de protéger la santé et le bien-être des habitants du New Jersey contre les effets de la chaleur extrême, l'administration Murphy a publié le **Plan d'action pour la résilience à la chaleur extrême**.⁶⁰⁷ Ce plan donne la priorité à la construction de communautés saines en augmentant l'accès à la climatisation, en modernisant les infrastructures et l'aménagement paysager pour réduire la production et la rétention de chaleur, et en offrant aux travailleurs une protection contre la chaleur.⁶⁰⁸ Il s'intéresse au bien-être des espaces naturels, promeut l'action des agences d'État, renforce l'éducation environnementale et encourage les pratiques financières tenant compte du climat.⁶⁰⁹ La publication de ce plan comprenait également une mise à jour de **Heat Hub NJ**, qui informe le public sur les effets de la chaleur extrême.⁶¹⁰

En identifiant la nécessité de renforcer l'économie verte et de préparer les habitants du New Jersey aux carrières vertes, l'administration a créé la **subvention pour la formation de la main-d'œuvre verte (Green Workforce Training Grant)** en 2024.⁶¹¹ Cette subvention compétitive demande aux candidats de fournir des plans pour développer et mettre en œuvre des soutiens à la main-d'œuvre afin de renforcer l'économie verte, avec un accent particulier sur les communautés accablées.⁶¹² L'initiative vise à créer des opportunités d'emploi durables et à s'assurer que toutes les communautés bénéficient de la transition vers une économie plus verte.

Recommandations du groupe de travail

Le groupe de travail sur l'économie, comme chacun des groupes de travail, a examiné les causes profondes et les facteurs de disparités de richesse raciales et ethniques dans le New Jersey. Le groupe de travail a constaté que, depuis le début de la colonisation de la région, tout au long de la période coloniale et jusqu'à la fondation de l'État, il existait un modèle d'enrichissement injuste qui a privé un trop grand nombre des gains auxquels ils avaient droit. Alors que certaines familles du New Jersey peuvent retracer l'origine de leur entreprise, de leurs terres ou de leurs biens jusqu'à la période coloniale, les familles d'esclaves qui vivaient dans l'État à la même époque ne peuvent retracer qu'un cycle de privation. La richesse étant cumulative, les obstacles et les exclusions qui ont empêché la création de richesses au cours des générations précédentes ont un impact direct sur la capacité des familles à créer de la richesse aujourd'hui. En raison des injustices structurelles constatées au fil des siècles dans l'ensemble du système économique, y compris les services bancaires et de crédit, les héritages et les transferts de patrimoine, la fiscalité, le développement de la main-d'œuvre, les structures d'entreprise, les options de retraite et bien plus, le groupe de travail a constaté que les personnes noires et hispaniques étaient exclues d'un large éventail d'opportunités de constitution d'actifs.

En raison des interconnexions et du caractère interdisciplinaire de ces retombées, les conclusions du groupe de travail ont été prises en compte dans le cadre des recommandations complètes du Groupe de travail (voir les recommandations du Groupe de travail). Le groupe de travail encourage les travaux en cours visant à identifier et à s'attaquer aux facteurs de disparités au sein du système économique. Pour faire avancer ces travaux, le groupe de travail recommande que les propositions incluent des initiatives visant à :

🔗 Créer un fonds d'amorçage d'opportunités basé sur le modèle des obligations pour bébé

Le Groupe de travail sur les disparités de richesse a constaté que les disparités de richesse stupéfiantes dans le New Jersey sont enracinées dans des obstacles systémiques qui laissent beaucoup trop de familles vivre sans épargne d'urgence et mal préparées pour soutenir l'avenir financier de leurs enfants. Au lieu de cela, ces familles luttent pour survivre, pour avoir un toit au-dessus de leur tête, de la nourriture sur la table et pour assurer leur sécurité. Ils ne sont pas en mesure de fournir un soutien à domicile pour prendre soin des plus vulnérables (les jeunes enfants ou personnes âgées) et n'ont pas suffisamment de ressources pour mettre de côté des fonds ou des économies comme leurs voisins, qui sont dans une situation similaire, mais qui ont accès à la richesse par le biais des membres de leur famille, de la propriété immobilière, de l'épargne, des fiducies et d'autres ressources.

Le Groupe de travail recommande l'adoption d'un fonds d'amorçage similaire au programme fédéral d'obligations pour bébé proposé par le sénateur américain du New Jersey, Cory Booker, et à l'effort proposé par le gouverneur Murphy en septembre 2020 pour aider à briser ce cycle. Pour atténuer les difficultés auxquelles sont confrontés les enfants de ces ménages, le Groupe de travail sur les disparités de richesse propose la création d'un fonds d'amorçage (Have Opportunity Promised Early ou HOPE Fund) qui peut commencer à les sortir de ce cycle générationnel de privation.

Semblable à l'approche adoptée dans le Connecticut, le New Jersey peut créer un programme de fonds d'amorçage, où tous les bébés dont la naissance a été couverte par NJ FamilyCare ont droit à une obligation qu'ils peuvent retirer entre 18 et 35 ans.⁶¹³ Sur la base des enfants nés et inscrits à Medicaid au cours de la dernière décennie, comme indiqué dans les données d'évaluation de la santé de l'État du New Jersey (New Jersey State Health Assessment Data – NJ SHAD), cela représenterait un investissement dans en moyenne environ 30 000 enfants chaque année.

☑ Réformer le recouvrement des successions Medicaid pour préserver la richesse intergénérationnelle

En vertu du mandat fédéral de recouvrement des successions par Medicaid, les États doivent tenter de récupérer les coûts de certaines prestations Medicaid auprès des successions des bénéficiaires décédés qui avaient 55 ans ou plus lorsqu'ils ont reçu les fonds. Les États sont tenus de recouvrer les coûts des services en maison de retraite ou d'autres services institutionnels à long terme, des services à domicile et communautaires, ainsi que des services hospitaliers et de médicaments sur ordonnance fournis pendant que le bénéficiaire recevait des soins en maison de retraite ou des services à domicile et communautaires. Les États sont autorisés à recouvrer au-delà de ces minimums fédéraux.

En raison des programmes de recouvrement des successions Medicaid (Medicaid Estate Recovery Program – MERP) imposés par le gouvernement fédéral, les familles accablées par les coûts sont lésées de manière disproportionnée. Le New Jersey va au-delà de la loi fédérale et l'État devrait envisager de limiter les actifs sujets à recouvrement, en excluant les actifs non successoraux comme les assurances-vie, les comptes joints et les fiducies entre vifs, et en autorisant les dérogations pour difficultés (y compris potentiellement pour les maisons de valeur modeste) afin de soutenir les transferts de richesse intergénérationnels.

☑ Adopter des réformes adaptées à l'étude sur les disparités de passation de marchés publics

En réponse aux disparités flagrantes constatées dans l'étude de 2024 sur les disparités dans les marchés publics, l'administration Murphy a rencontré des partenaires législatifs et des parties prenantes, notamment des propriétaires d'entreprise, des fournisseurs et des chambres de commerce, pour identifier les réformes qui commenceront à s'attaquer aux obstacles structurels qui empêchaient les entreprises appartenant à la population noire et hispanique d'être utilisées pour les marchés publics. Une législation adaptée aux conclusions de l'étude a été introduite pour remédier à ces disparités. Les projets de loi visent à aligner l'utilisation des entreprises appartenant à des minorités et à des femmes (M/WBE) sur les entreprises disponibles, à créer des marchés protégés pour les M/WBE, à élargir le bureau du Trésor pour mieux soutenir le développement des fournisseurs et les opportunités commerciales, et à réaliser des changements de procédure qui réduisent les obstacles à l'attribution de marchés publics. Le Groupe de travail sur les disparités de richesse recommande à l'État de mettre en œuvre ces réformes législatives sans délai.

☑ Modifier les lois sur l'exemption de recouvrement de créances

Le New Jersey est classé parmi les pires États en matière de protection des débiteurs, avec une note « F » dans un [Le rapport de 2023 du Centre national du droit de la consommation](#), en raison de sa « protection extrêmement faible » des ménages contre les pratiques de recouvrement de créances.⁶¹⁴ Les dispositions actuelles régissant les recouvrements remontent au début des années 1970. Avec la Géorgie, le Kentucky, le Michigan et l'Utah, le New Jersey ne protège que 1 000 \$ de biens personnels, 1 000 \$ d'articles ménagers et de meubles, et environ 90 % des salaires hebdomadaires contre le recouvrement de créances. Le Groupe de travail sur les disparités de richesse recommande de réformer les lois d'exemption de l'État pour, entre autres protections, augmenter les plafonds des actifs protégés, protéger les maisons et alléger davantage le fardeau de la dette associé aux soins de santé et à l'hospitalisation.

☑ Poursuivre le soutien à l'initiative pilote d'actionnariat salarié

Des études montrent que les modèles d'actionnariat salarié favorisent la création de richesse et les opportunités de retraite pour les travailleurs tout en offrant un mécanisme puissant pour créer un plan de transition stable pour les entreprises.⁶¹⁵ Le Groupe de travail sur les disparités de richesse a constaté que les modèles d'actionnariat salarié peuvent remédier efficacement aux disparités de richesse de longue date qui affectent de manière disproportionnée

les travailleurs noirs et hispaniques.⁶¹⁶ Dans le cadre d'un programme d'actionnariat salarié (ESOP), les employés conservent leurs intérêts dans les actions d'une entreprise en détenant des actions de la société dans une fiducie qui fournit un plan de succession aux propriétaires d'entreprise tout en créant de la richesse pour les travailleurs. Les actifs des ESOP peuvent être ajoutés à l'épargne, aux plans 401k et à d'autres actifs. Actuellement, le New Jersey abrite environ 90 ESOP, détenant environ 65 milliards de dollars d'actifs de régime couvrant environ 420 000 employés et retraités actuels, avec un compte d'actions moyen pour les employés actuels admissibles d'environ 190 000 dollars.⁶¹⁷ Les modèles d'actionnariat salarié comprennent les coopératives appartenant aux travailleurs, les fiducies d'actionnariat salarié et les plans d'actionnariat salarié. Les stratégies d'actionnariat salarié peuvent soutenir les économies locales en aidant à préserver les entreprises pendant les périodes de transition.⁶¹⁸

Les meilleures pratiques émergentes démontrent que l'actionnariat salarié augmente considérablement la richesse des travailleurs, où un employé-actionnaire noir ou hispanique dispose en moyenne de 100 000 \$ de plus d'épargne-retraite que ses pairs non-employés-actionnaires. Alors que les baby-boomers atteignent l'âge de la retraite, beaucoup, en particulier dans les communautés de couleur, envisagent d'arrêter leur activité. Si cela se produit, l'économie locale est non seulement privée à jamais de leurs produits ou services de marque, mais également de la présence et de l'impact à long terme d'un partenaire communautaire.

Avec l'augmentation du nombre de propriétaires d'entreprises de la génération du baby-boom approchant de l'âge de la retraite, les modèles d'actionnariat salarié peuvent contribuer à maintenir les bastions commerciaux locaux.⁶¹⁹

Afin d'élargir les possibilités d'actionnariat salarié dans le New Jersey, le Groupe de travail sur les disparités de richesse recommande à l'Autorité du développement économique de poursuivre l'initiative pilote d'actionnariat salarié.

🔗 Élargir la composition du Conseil d'investissement de l'État et du Conseil d'administration

Par le biais de nominations au Conseil d'investissement de l'État et au Conseil d'administration, le Groupe de travail sur les disparités de richesse recommande que l'État agisse comme modèle pour la création de conseils d'administration qui reflètent le large éventail de points de vue et d'horizons que l'on retrouve chez les habitants du Garden State. Le Groupe de travail sur les disparités de richesse recommande également de renforcer les aspirations dans les orientations et la politique d'investissement afin de s'assurer que les gestionnaires de chaque classe d'actifs reflètent la main-d'œuvre qui contribue au fonds.

🔗 Adopter des programmes dans le cadre du Fonds d'investissement à impact social (Social Impact Investment Fund)

Pour accroître l'accès au capital dans les communautés en difficulté, le Groupe de travail sur les disparités de richesse recommande de poursuivre le financement du Fonds d'investissement à impact social (SIIF) de référence, créé par l'administration Murphy pour déployer des investissements essentiels qui soutiennent le logement, les infrastructures et les projets d'apprentissage de la petite enfance.⁶²⁰ Créé par le Conseil de mise en œuvre des banques publiques (Public Bank Implementation Board), le fonds mobilise des fonds provenant des secteurs privé et philanthropique pour élargir les flux d'investissement dans les communautés en difficulté. Grâce à des garanties, des prêts à taux inférieurs à ceux du marché et d'autres outils financiers, le fonds vise à combler les lacunes des programmes de financement de l'État et à accroître les possibilités de financement de projets dans ces communautés. Le fonds s'associera à des entités étatiques comme l'organisme de financement des prêts immobiliers du New Jersey (New Jersey Housing Mortgage Finance Agency) dans des projets qui soutiennent les nouveaux promoteurs de logements abordables, les centres d'éducation de la petite enfance ou les initiatives visant à moderniser les systèmes locaux d'eau potable. Grâce à ce fonds, des capitaux essentiels seront générés dans les communautés en difficulté, jetant ainsi les bases d'un modèle bancaire public dans le New Jersey. Le SIIF a déjà été financé par les budgets précédents de l'État et le Groupe de travail sur les disparités de richesse recommande des ressources solides pour soutenir le travail du gestionnaire du SIIF, afin d'accroître la participation communautaire et d'identifier les projets qui peuvent soutenir la mobilité économique des familles accablées par les coûts tout en renforçant les économies locales.

☑ Supprimer certains facteurs non liés à la conduite de la souscription d'assurance automobile

Une législation est nécessaire pour éliminer l'utilisation de certains facteurs non liés à la conduite, tels que le niveau d'instruction, le métier, l'emploi ou la profession lors de la souscription d'assurance automobile. L'utilisation de ces critères de souscription peut pénaliser les conducteurs sans diplôme universitaire ou les travailleurs occupant des postes ou dans des secteurs à bas salaires. Le Groupe de travail sur les disparités de richesse recommande que le New Jersey rejoigne plusieurs autres États qui interdisent la prise en compte du niveau d'éducation, de l'emploi ou de la profession lors de l'évaluation des risques d'un conducteur.

☑ Continuer à soutenir les initiatives qui réduisent la fracture numérique

Beaucoup trop de familles du New Jersey, accablées par les coûts, n'ont pas accès au haut débit, ce qui les oblige à recourir à des espaces commerciaux ou publics pour effectuer des tâches de base et s'occuper d'affaires personnelles, comme participer à des entretiens ou des réunions virtuels, remplir des formulaires en ligne ou faire leurs devoirs. Bien que l'accès soit répandu dans tout l'État au niveau des secteurs de recensement, il existe d'importantes « zones blanches », en particulier dans des zones urbaines et rurales du New Jersey. Alors que l'État continue de jouer un rôle de leader en matière d'innovation et de se lancer dans un projet ambitieux d'IA, le Groupe de travail sur les disparités de richesse recommande de continuer à explorer les possibilités d'améliorer la culture et l'inclusion numérique.

En outre, même si l'accès au haut débit à domicile est un besoin fondamental, il est important que les communautés urbaines et rurales aient la possibilité d'utiliser des outils d'innovation à chaque étape de leur développement et de leur utilisation. Les collaborations entre l'industrie et les entreprises dirigées par des entrepreneurs locaux doivent également être soutenues pour encourager l'activité économique et élargir l'écosystème commercial de l'État. Le groupe de travail sur les disparités de richesse recommande également des initiatives de projets avec les établissements d'enseignement supérieur et l'industrie pour exposer et impliquer les étudiants et les entrepreneurs de ménages accablés par les coûts dans les technologies émergentes.

☑ Envisager le recours à des commissions salariales pour promouvoir une rémunération équitable

Pour aider à combler les écarts salariaux au sein de la population active, le Groupe de travail sur les disparités de richesse recommande que des mesures administratives soient envisagées pour convoquer une commission salariale qui détermine le salaire minimum équitable pour les travailleurs d'une profession spécifique lorsque les salaires sont oppressifs ou déraisonnables. En vertu de la loi, la commission déterminerait un salaire proportionnel à la valeur du service rendu et au coût minimum de la vie nécessaire à la santé.

☑ Codifier une fonction exécutive pour continuer à réduire l'inégalité des chances

Pour s'appuyer sur le travail de l'administration Murphy visant à augmenter l'accès et les opportunités, le Groupe de travail sur les disparités de richesse recommande de codifier une fonction exécutive chargée de réduire l'inégalité des chances et d'évaluer l'impact communautaire des résultats politiques. En vertu de cette loi, le gouverneur doit nommer et charger une personne de le conseiller sur l'impact social des initiatives politiques et en matière de main-d'œuvre, et de donner une orientation stratégique qui soutient des résultats politiques justes. Soutenu par des conseillers, la fonction doit être occupée par un haut fonctionnaire du gouverneur au service de celui-ci pour guider les politiques qui s'attaquent aux obstacles structurels entraînant une inégalité des chances.

☑ Examiner les disparités de richesse grâce à des recherches et à la collecte de données au niveau de l'État

Afin de continuer à examiner les questions nuancées liées aux disparités de richesse dans l'État, le Groupe de travail sur les disparités de richesse recommande une collaboration interinstitutionnelle menée conjointement par le Département du travail et du développement de la main-d'œuvre et le Bureau de l'innovation pour exploiter les sources de données, impliquer les parties prenantes et les experts, et élaborer des propositions fondées sur des preuves pour lutter contre les disparités de richesse dans l'État.

Constatations et recommandations en matière d'éducation

Les parents et les tuteurs ne parviennent pas à s'épanouir s'ils s'inquiètent pour leurs enfants. Pour briser le cycle de la pauvreté, les parents doivent avoir accès à des services de garde d'enfants de qualité pour leurs nourrissons et leurs enfants d'âge préscolaire, ainsi qu'à des écoles sûres et de qualité où envoyer leurs enfants d'âge scolaire.⁶²¹

À propos du groupe de travail sur l'éducation

Le groupe de travail sur l'éducation, dirigé par Jeannine Frisby LaRue, a effectué des recherches, des analyses et des actions de sensibilisation communautaire pour examiner les causes des disparités de richesse à l'intérieur et à l'extérieur de la salle de classe. Les membres du groupe de travail ont tenu des séances d'écoute virtuelles ainsi que des réunions en personne avec un large éventail de parties prenantes, notamment des éducateurs, des étudiants, des parents et des défenseurs. Les résultats recueillis sur plus d'un an correspondent aux meilleures pratiques et aux études universitaires émergentes.

Le Groupe de travail sur l'éducation a examiné les facteurs qui pourraient améliorer les résultats scolaires dans l'enseignement primaire et secondaire ainsi que dans l'enseignement supérieur. Les recommandations proposées visent à aider les étudiants, les éducateurs, les écoles et les institutions à réduire l'inégalité des chances.

Exemples d'éducation au XIXe siècle

Des rapports récents montrent que bien que les élèves du New Jersey surpassent les élèves de tout le pays dans les évaluations des classes de CM1 et de 4e, les élèves de tout l'État ne se sont pas remis de la chute de la COVID-19 et ne parviennent pas à atteindre les niveaux de performance d'avant la pandémie. Les résultats restant inférieurs à ceux de 2019, la perte d'apprentissage est la plus grave dans les communautés les plus vulnérables de l'État.

⁶²² Pour les élèves noirs et hispaniques dont les familles ont subi l'impact disproportionné des pertes pendant la pandémie de COVID-19 (perte de vies humaines, de salaires, d'emplois et de logements), le rapport démontre que les problèmes de longue date exacerbés par la pandémie se font toujours sentir.⁶²³

La disparité flagrante entre les élèves issus des familles les plus vulnérables et leurs pairs était tout aussi stupéfiante dans l'étude récente qu'elle ne l'était il y a 20 ans.⁶²⁴ Par exemple, les élèves de quatrième en mathématiques issus des foyers les plus vulnérables ont obtenu 36 points de moins que leurs camarades de classe. De même, les élèves noirs et hispaniques ont obtenu respectivement des scores moyens de 37 et 32 points inférieurs à ceux de leurs camarades blancs.⁶²⁵ Alors que l'absentéisme croissant pose des difficultés supplémentaires aux enseignants, neuf zones à forte concentration d'élèves issus de communautés vulnérables, dont Hillside et Englewood, servent d'exemples sur la façon d'améliorer les résultats alors que les scores des élèves sont revenus aux niveaux d'avant la pandémie. Chacun des neuf districts démontre comment le renforcement du programme d'alphabétisation et l'amélioration de l'accès au tutorat à fort impact peuvent contribuer à combler les lacunes en matière de perte d'apprentissage.⁶²⁶ Associé à une législation récemment promulguée pour soutenir ces types d'efforts à l'échelle de l'État, par le biais du travail d'alphabétisation du Département de l'éducation du New Jersey, l'enrichissement pendant les vacances d'été et d'autres mesures visant à accroître les possibilités de double inscription et l'accès à la formation pour les lycéens, les résultats scolaires peuvent s'améliorer.

En s'appuyant sur l'approche interdisciplinaire des efforts du Groupe de travail, les recommandations des groupes de travail étudiant la justice pénale, la santé, le logement et l'économie ont également répondu aux résultats scolaires. Cette approche holistique souligne les réformes structurelles nécessaires dans chaque domaine du développement de l'enfant pour améliorer les résultats scolaires.

Progrès réalisés sous l'administration Murphy

Au cours des dernières années, l'administration Murphy a pris des mesures pour atténuer les dommages disparates à long terme causés par les disparités en matière d'éducation. Les réformes décrites ci-dessous démontrent l'engagement de l'administration à s'attaquer à ces conséquences néfastes et à y remédier.

Financement intégral de la formule de financement des écoles

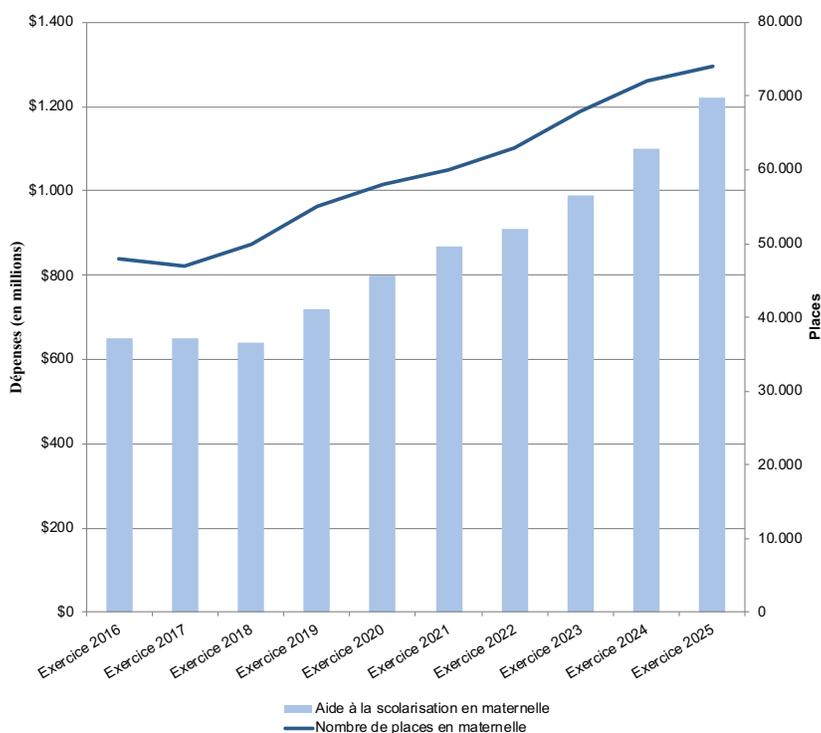
L'administration Murphy a consacré ces dernières années à lutter contre les inégalités dans les écoles du New Jersey en créant et en finançant des programmes ciblés visant à réduire les disparités dans les opportunités éducatives. En 2018, le gouverneur Murphy a signé une loi qui a modernisé la répartition du financement scolaire du New Jersey afin de promouvoir des résultats justes.⁶²⁷ Cette législation a ouvert la voie au financement intégral de la formule pour la première fois depuis plus d'une décennie. Depuis le début de l'administration, l'aide aux écoles a augmenté de 43 %, pour atteindre près de 12 milliards de dollars de financement total.

Reconnaissant le rôle vital que jouent les bibliothèques en tant que centres d'alphabétisation, de ressources académiques et d'espaces de rassemblement communautaire, en vertu de la loi sur les obligations de bibliothèques (Library Bond Act), l'administration a supervisé l'allocation de 37 millions de dollars pour 36 projets de bibliothèques dans 13 comtés du New Jersey et a autorisé 125 millions de dollars d'obligations d'État pour des projets de bibliothèques à l'échelle de l'État.⁶²⁸

Vers une maternelle universelle

L'administration Murphy s'engage à améliorer l'accès à l'éducation pour tous les habitants du New Jersey. Depuis 2018, l'administration a augmenté le financement préscolaire de plus de 550 millions de dollars, augmentant ainsi l'accès à près de 15 000 enfants supplémentaires dans plus de 200 districts supplémentaires. Conformément à cet engagement, le gouverneur a récemment annoncé une subvention fédérale de 51,9 millions de dollars accordée à 23 districts scolaires. Ce financement soutiendra 30 projets visant à créer, agrandir et rénover des maternelles dans tout l'État, l'accès universel à une maternelle de haute qualité dans le New Jersey devenant ainsi plus proche de la réalité.⁶²⁹ Comme indiqué dans l'ouverture du plan stratégique de 2022 du New Jersey pour l'expansion des maternelles, « [l]es recherches sont claires : une éducation préscolaire de haute qualité peut changer les trajectoires éducatives des jeunes enfants et influencer leur réussite et leur bien-être tout au long de leur vie. »⁶³⁰

Historique de l'aide à la scolarisation en maternelle



L'aide à la scolarisation en maternelle (Preschool Education Aid) pour l'exercice 2020 comprenait 5 millions de dollars pour la prise en charge intégrée en maternelle. Ce programme a été basculé vers des crédits budgétaires indépendants à partir de l'exercice 2021.

Les exercices 2016 à 2023 représentent le montant qui a été dépensé.

Investissements annuels de l'État dans l'éducation préscolaire

Comblent les lacunes en matière d'apprentissage

Fidèle à son engagement de diriger le pays en matière d'éducation publique, le New Jersey est devenu le premier État du pays à intégrer l'éducation au changement climatique dans ses normes académiques de la maternelle à la terminale.⁶³¹ L'un des points forts de ces normes est l'accent mis sur la manière dont le changement climatique impacte les communautés et les quartiers des élèves ainsi que la société au sens large, la résilience et l'action étant au cœur de la discussion.⁶³² L'intégration de l'éducation climatique dans les normes du New Jersey peut inspirer et préparer nos élèves à devenir des défenseurs éclairés pour leurs communautés. De plus, le New Jersey continue de montrer la voie en élaborant des normes d'alphabétisation informationnelle pour les élèves de la maternelle à la terminale.⁶³³ Cette politique importante, la première du pays, garantit que les élèves du New Jersey sont équipés pour un apprentissage tout au long de la vie avec les compétences nécessaires pour évaluer avec précision les informations dans leur vie académique, professionnelle ou personnelle. L'administration a également élargi l'accès à l'éducation STIM, en incitant les enseignants STIM des écoles publiques à s'engager dans des programmes STIM et en veillant à ce que les élèves des écoles non publiques aient accès à l'éducation STIM.⁶³⁴

Enfin, considérant que l'informatique et la technologie sont des compétences fondamentales pour chaque élève, l'administration s'est engagée à fournir un large accès à une éducation informatique de haute qualité. Depuis 2018, l'administration Murphy a investi près de 9 millions de dollars dans l'enseignement de l'informatique pour aider les écoles à mettre en œuvre les normes d'apprentissage des élèves du New Jersey en informatique.

Comblent la fracture numérique

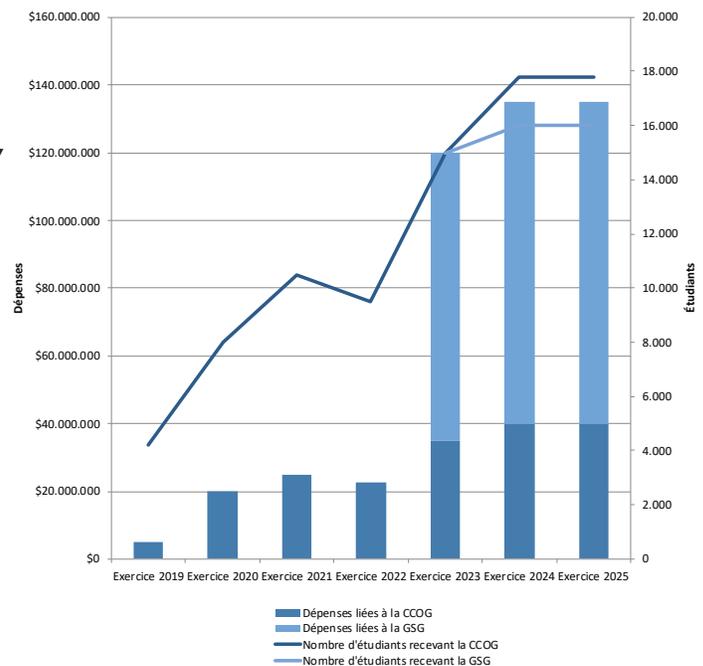
L'administration a alloué des centaines de millions de dollars de fonds de relance fédéraux aux districts scolaires et aux établissements d'enseignement supérieur, veillant ainsi à ce que les besoins technologiques des élèves soient satisfaits dans toutes les écoles du New Jersey.⁶³⁵

Soutenir un enseignement supérieur abordable

Cette administration a rendu l'université plus abordable et plus accessible aux étudiants du New Jersey grâce au New Jersey College Promise qui comprend deux programmes d'aide financière.⁶³⁶ Plus de 39 000 étudiants du New Jersey ont droit d'aller à l'université communautaire sans frais de scolarité gratuits grâce à la **subvention d'opportunité pour les universités communautaires (Community College Opportunity Grant)** et la **Garden State Guarantee** offre une aide financière aux étudiants du New Jersey dans leurs troisième et quatrième années de licence.⁶³⁷ Ensemble, ces programmes contribuent à s'assurer que des milliers d'étudiants du New Jersey, accablés par les coûts, puissent obtenir un diplôme universitaire à peu de frais, voire gratuitement. De plus, le gouverneur Murphy a signé un projet de loi prévoyant des **subventions d'aide aux frais de scolarité** pour les cours d'été afin de favoriser un chemin plus rapide vers l'obtention du diplôme.⁶³⁸ Le New Jersey a rejoint des États comme la Californie, l'Oregon, Washington, le Texas, l'Oklahoma, le Minnesota, le Nouveau-Mexique et Hawaï en offrant une aide financière aux étudiants, quel que soit leur statut d'immigration ou celui de leurs parents.⁶³⁹

L'administration, avec le soutien de ses partenaires législatifs, a souligné l'importance de programmes et d'établissements d'enseignement supérieur de haute

Promesse d'accès à l'université : la CCOG et la GSG par année universitaire



Les exercices 2019 à 2023 représentent les nombres d'étudiants et les chiffres de dépenses réels, tandis que les exercices 2024 et 2025 reflètent des valeurs estimées.

Initiatives de College Promise soutenant l'enseignement supérieur : subvention d'opportunité pour les collèges communautaires (Community College Opportunity Grant – CCOG) et garantie du Garden State (Garden State Guarantee – GSG)

qualité en promulguant la *loi sur les obligations visant à assurer l'avenir de nos enfants (Securing Our Children's Future Bond Act)* en 2018. Cette loi vise à étendre les programmes d'enseignement professionnel et technique (Career and Technical Education – CTE) dans les universités et écoles professionnelles du comté, à renforcer la sécurité des établissements d'enseignement primaire et secondaire, et à financer l'amélioration des infrastructures hydrauliques dans les établissements d'enseignement du New Jersey.⁶⁴⁰ Elle a également facilité le financement de millions de dollars pour l'enseignement professionnel et technique, en investissant dans les écoles de métiers et en modernisant les infrastructures de l'enseignement supérieur.⁶⁴¹

L'administration a également été le fer de lance du retour de la pleine autorité décisionnelle aux conseils scolaires locaux de Newark, Paterson et Jersey City, mettant fin à des années de surveillance et d'intervention de l'État.⁶⁴²

Recommandations du groupe de travail

Le groupe de travail sur l'éducation, comme chacun des groupes de travail, a examiné les causes profondes et les facteurs des disparités de richesse dans le New Jersey. Le groupe de travail a constaté que, tout comme la richesse elle-même, les problèmes auxquels sont confrontées les familles accablées par les coûts sont cumulatifs et complexes. Les difficultés qui ont un impact sur les résultats scolaires sont l'instabilité, qu'elle soit économique ou liée à la santé, la santé maternelle et prénatale, l'accès à un logement sûr et abordable, la qualité de l'air et de l'eau, l'impact des soins et de l'emploi de leurs parents. Beaucoup trop d'étudiants accablés par les coûts sont confrontés à des revenus inférieurs après leurs études et à des niveaux d'endettement élevés qui réduisent les possibilités de créer de la richesse par l'accession à la propriété ou la création d'entreprises.⁴⁸⁸

En raison des interconnexions et du caractère interdisciplinaire de ces retombées, les conclusions du groupe de travail ont été prises en compte dans le cadre des recommandations complètes du Groupe de travail (voir les recommandations du Groupe de travail). Le groupe de travail encourage les travaux en cours qui identifient et s'attaquent aux facteurs de disparités au sein du système éducatif. Pour faire avancer ces travaux, le groupe de travail recommande que les propositions incluent des initiatives visant à :

☑ Poursuivre les programmes de remboursement de prêts pour réduire la dette étudiante

Le Groupe de travail sur les disparités de richesse recommande de modifier le programme de remboursement des prêts STIM afin de mieux refléter les opportunités offertes aux professionnels de la santé. Dans le cadre du programme de remboursement des prêts pour soins de santé, les professionnels de la santé, y compris les prestataires de soins primaires, les médecins, les dentistes, les assistants médicaux, les infirmières diplômées d'État, les sage-femmes diplômées d'État et les prestataires de soins de santé mentale et comportementale, qui travaillent dans les déserts médicaux peuvent demander jusqu'à 200 000 \$ de remboursement de prêts étudiants. Les praticiens qui travaillent avec des enfants et des adolescents dans certains domaines, notamment la santé comportementale, peuvent recevoir des subventions supplémentaires allant jusqu'à 50 000 \$.⁶⁴³

Le Groupe de travail sur les disparités de richesse recommande de modifier les conditions d'éligibilité au programme de prêts STIM afin de mieux refléter les opportunités offertes aux professionnels de la santé. Les modifications doivent également inclure des mesures incitatives pour les étudiants qui travaillent dans des zones urbaines et rurales afin d'encourager, sans toutefois exiger, une contrepartie de l'employeur pour ceux qui entrent dans le domaine de l'intelligence artificielle, des sciences, de la technologie, de l'ingénierie ou des mathématiques.

☑ Soutenir les initiatives de développement de carrière pour les élèves du collège et du lycée

Pour veiller à ce que les étudiants soient exposés à des opportunités de carrière qui impliquent à la fois des parcours professionnels et vocationnels, le Groupe de travail sur les disparités de richesse recommande de mettre en œuvre des stratégies visant à offrir une exposition précoce aux carrières aux élèves du collège et du lycée, qui élargissent le modèle du programme d'orientation professionnelle de préapprentissage de l'État. L'État doit continuer à soutenir les collaborations entre l'industrie, les métiers professionnels et les partenaires

communautaires de confiance. Ces partenariats peuvent soutenir des initiatives de développement vers des professions à forte croissance, notamment celles d'opticien, d'ambulancier, de technicien en radiologie ou de cybersécurité. Ces collaborations doivent soutenir le développement de programmes d'études, de formation et de mentorat qui présentent aux étudiants divers domaines et les aident à explorer leurs intérêts. En intégrant des compétences pratiques et des applications concrètes, les étudiants acquièrent des connaissances précieuses sur différentes carrières. Le Groupe de travail sur les disparités de richesse recommande que, dès le collège, les programmes d'enseignement professionnel et technique présentent aux élèves des professions à forte croissance, créent des collaborations avec des associations professionnelles et exposent les étudiants à des carrières dans des domaines tels que la médecine, le droit, l'ingénierie et la finance.

☑ Continuer à investir dans la double inscription et les cours avancés du secondaire

Le Groupe de travail sur les disparités de richesse recommande de poursuivre le soutien qui élargit l'accès à des opportunités académiques plus rigoureuses pour les étudiants issus de ménages accablés par les coûts, y compris les cours AP/IB et la double inscription. Beaucoup trop d'étudiants accablés par les coûts sont confrontés à des défis systémiques qui les empêchent d'accéder à des programmes universitaires rigoureux. La réussite des cours AP/IB est généralement considérée favorablement dans le processus d'admission à l'université et peut aider les étudiants à obtenir des crédits universitaires ou à les positionner à des niveaux avancés une fois à l'université. Bien qu'il soit possible pour les lycéens de passer les examens AP en l'absence de cours AP/IB, l'augmentation des options pour les cours AP/IB et les cours à double inscription permet aux lycéens d'être davantage exposés à des études rigoureuses avec la possibilité d'obtenir des crédits universitaires. L'État doit continuer à offrir des possibilités de double inscription qui permettent aux étudiants d'obtenir des crédits universitaires pendant leurs études secondaires et aider les districts à former ou à embaucher des enseignants supplémentaires pour les cours de niveau AP et universitaire. En outre, l'État, par le biais du travail de l'Autorité d'aide aux étudiants de l'enseignement supérieur du New Jersey (New Jersey Higher Education Student Assistance Authority) doit veiller à ce que les élèves de la troisième à la terminale soient orientés tout au long du processus de sélection et d'admission à l'université, et soient initiés aux outils qui peuvent les aider à naviguer dans le processus, y compris ceux disponibles via le tableau de bord fédéral.

☑ Investir dans les efforts qui soutiennent la récupération et l'enrichissement académiques

Pour poursuivre les efforts visant à combler les écarts de réussite, le Groupe de travail sur les disparités de richesse recommande de poursuivre le financement des travaux d'alphabétisation par l'intermédiaire du Département de l'éducation du New Jersey et de poursuivre le soutien aux programmes d'enrichissement pour les élèves de la maternelle à la terminale, par le biais d'initiatives telles que les Children's Defense Fund Freedom Schools (Freedom Schools) basés dans le New Jersey.⁶⁴⁴ Dans le cadre de l'expansion actuelle des Freedom Schools, neuf sites étendent les programmes d'enrichissement pendant les vacances d'été proposés pour soutenir le développement des compétences verbales, mathématiques et logiques, en particulier aux étapes éducatives critiques.

Dérivées des Freedom Schools formées grâce à une collaboration entre le Congrès pour l'égalité raciale (Congress of Racial Equality – CORE) et le Comité de coordination non violente des étudiants (Student Nonviolent Coordinating Committee – SNCC) pendant l'été de la liberté du Mississippi de 1964, les Children's Defense Fund Freedom Schools cherchent à garantir que les enfants profitent de la lumière que cette opportunité offre, comme l'avait imaginé le Dr Martin L. King, Jr. En 1964, des bénévoles, principalement des étudiants du nord du pays, se sont rendus au Mississippi pour enseigner et responsabiliser les métayers noirs et blancs et leurs familles, avec des participants

allant de jeunes enfants à des personnes âgées. Plus tard en 1973, Marian Wright Edelman, la première femme noire admise au barreau du Mississippi, a fondé le Fonds de défense des enfants (Children's Defense Fund) pour veiller à ce que tous les enfants soient en mesure de réussir. Plus de 50 ans plus tard, les Freedom Schools à travers le pays continuent d'offrir un programme d'enrichissement de six semaines pendant l'été, qui renforce les compétences de base et empêche la perte d'apprentissage estivale tout en offrant un engagement civique, une résolution des conflits et un développement des compétences en action sociale. Le Groupe de travail sur les disparités de richesse recommande de poursuivre le financement des programmes d'alphabétisation et d'enrichissement afin de fournir un soutien aux élèves de la maternelle à la terminale.

☞ Continuer à soutenir les initiatives College Promise et Some College, No Degree

Environ 43 % des habitants du New Jersey âgés de 25 ans ou plus sont titulaires d'une licence ou d'un diplôme supérieur.⁶⁴⁵ Pourtant, selon les estimations du National Student Clearinghouse, plus de 790 000 personnes dans le New Jersey ont quitté l'université avant d'obtenir leur diplôme.⁶⁴⁶ Le Groupe de travail sur les disparités de richesse recommande que l'État continue d'investir dans les initiatives Some College, No Degree et College Promise qui profitent à de nombreux étudiants accablés par les coûts qui n'ont jamais eu la possibilité de poursuivre des études supérieures ou qui, en raison de contraintes financières, de la nécessité de prendre soin d'un proche ou d'autres exigences, n'ont pas pu terminer leurs études. Grâce à ces initiatives, les étudiants potentiels ou anciens étudiants peuvent augmenter leur potentiel de revenus ou rejoindre un secteur à forte croissance sans le fardeau écrasant des prêts étudiants, des frais à leur charge ou d'autres facteurs contribuant à l'endettement étudiant. Le Groupe de travail sur les disparités de richesse encourage un soutien continu et une sensibilisation accrue à ces initiatives qui profitent aux étudiants accablés par les coûts, qui n'ont pas pu obtenir leur diplôme.

Résultats et recommandations du groupe de travail sur la santé

« Relier une meilleure santé à un meilleur apprentissage : il a été observé que l'assiduité et les performances des élèves sont affectées par leur sécurité alimentaire et leur santé. Par conséquent, des investissements doivent être réalisés pour soutenir une bonne santé des enfants, en particulier ceux qui vivent dans des familles bénéficiant de Medicaid, afin de garantir leur réussite scolaire. »⁶⁴⁷

À propos du groupe de travail sur la santé

Le groupe de travail sur la santé, dirigé par Maître Michellene Davis, présidente et directrice générale du National Medical Fellowships, a effectué des recherches, des analyses et des actions de sensibilisation communautaire pour explorer les liens entre l'accès aux soins de santé et les disparités de richesse. Les membres du groupe de travail ont tenu des séances d'écoute virtuelles et ont rencontré en personne un large éventail de parties prenantes, notamment des médecins, des défenseurs et des législateurs dans tout l'État.

Le groupe de travail sur la santé a examiné les facteurs à l'origine des disparités stupéfiantes en matière de santé qui se reflètent dans les taux d'espérance de vie à travers l'État, où l'espérance de vie dans les codes postaux les plus vulnérables était d'environ 70 ans par rapport à l'espérance de vie la plus longue de plus de 90 ans, illustrant que le code postal d'une personne peut déterminer si la personne peut vivre jusqu'à 20 ans de plus. Parmi les 38 codes postaux présentant les pires résultats en matière de santé, le taux d'espérance de vie est d'un peu plus de 75 ans contre une moyenne de l'État d'environ 80 ans, soit une différence de près de 5 ans.⁶⁴⁸ Les conséquences sur la mortalité infantile et maternelle sont également frappantes, le New Jersey ayant l'un des taux de mortalité infantile et maternelle noire les plus élevés du pays.⁶⁴⁹ Les mères noires du New Jersey ont sept fois plus susceptibles de mourir de complications liées à la maternité que leurs homologues blanches, tandis que le risque pour les mères hispaniques est 3,5 fois plus élevé que pour les mères blanches.⁶⁵⁰ Plusieurs facteurs influencent ces chiffres alarmants, notamment l'accès à des soins de santé de qualité et abordables.⁶⁵¹

Dans le New Jersey, des efforts concentrés ont été déployés pour améliorer l'accès à des soins de santé de qualité et à une assurance maladie. En 2010, environ 13 % des résidents du New Jersey n'étaient pas assurés, ce qui est inférieur à la moyenne nationale de 16 %.⁶⁵² En 2022, environ 620 000, soit 7 %, des résidents du New Jersey n'étaient pas assurés, ce qui est inférieur à la moyenne nationale de près de 8 %, les résidents hispaniques ayant les taux de non-assurance les plus élevés du New Jersey, soit environ 19 %.⁶⁵³

Bien qu'il soit crucial de combler ces lacunes en matière d'assurance maladie, le groupe de travail a également constaté que l'accès à des soins de santé de qualité constituait un facteur clé des disparités de résultats.⁶⁵⁴ Des études montrent que dans tout l'État, il existe des « déserts médicaux ». Dans 10 des 21 comtés de l'État, il n'y avait pas suffisamment de prestataires de soins de santé primaires pour desservir correctement la région et 15 comtés n'avaient pas un accès suffisant à des prestataires de soins de santé mentale.⁶⁵⁵ Ces limitations affectent de manière disproportionnée les familles accablées par les coûts, qui ont moins accès à des soins de santé de qualité et ont encore moins de chances de recevoir des soins de santé d'une personne de leur communauté.⁶⁵⁶

Les codes postaux les plus vulnérables du New Jersey ⁶⁵⁷

08103 – CAMDEN

08401 – ATLANTIC CITY

08608 – TRENTON

07505 – PATERSON

08104 – CAMDEN

07114 – NEWARK

08102 – CAMDEN

08105 – CAMDEN

07102 – NEWARK

07108 – NEWARK

Les déterminants sociaux de santé ou facteurs non médicaux qui influencent les résultats en matière de santé, contribuent à ces disparités surprenantes.⁶⁵⁸ Ils comprennent notamment l'insécurité économique et le logement, l'impact et le stress d'une vie accablée par les coûts, souvent le manque de congés, de loisirs, de détente et de retraite, le manque de filet de sécurité financière, le niveau d'éducation, les risques environnementaux et professionnels, et l'exposition aux contaminants. En raison des coûts, beaucoup trop de familles du New Jersey sont également plus susceptibles que leurs pairs d'éviter les soins, ce qui peut avoir un impact sur leur accès aux soins de santé préventifs et sur la probabilité d'accumuler des dettes médicales.⁶⁵⁹ Des études montrent que les familles accablées de coûts sont touchées de manière disproportionnée par les dettes médicales.⁶⁶⁰

% des foyers ayant bénéficié du programme SNAP au cours des 12 derniers mois (2023)

Comté	Tous les foyers	Blanc non hispano-américain	Afro-Américain	Asiatique	Multiracial	Hispano-Américain
New Jersey	9.7%	4.3%	21.7%	6.9%	16.8%	19.1%
Atlantic	14.7%	6.5%	36.2%	14.1%	25.5%	28.7%
Bergen	5.7%	2.9%	17.6%	7.1%	9.9%	8.2%
Burlington	4.8%	3.3%	11.3%	5.1%	3.9%	5.2%
Camden	15.3%	5.3%	27.7%	16.0%	27.5%	37.5%
Cape May	5.3%	3.6%	--	--	7.4%	5.3%
Cumberland	19.8%	12.5%	33.5%	--	17.9%	27.2%
Essex	15.9%	4.2%	26.3%	3.1%	16.5%	18.6%
Gloucester	6.2%	4.4%	15.4%	8.9%	9.1%	11.8%
Hudson	15.6%	6.7%	25.4%	5.4%	20.6%	26.3%
Hunterdon	3.2%	3.4%	0.0%	1.3%	--	5.4%
Mercer	9.7%	5.1%	22.3%	3.2%	12.0%	12.2%
Middlesex	8.5%	4.4%	11.7%	6.5%	11.7%	18.7%
Monmouth	5.2%	3.0%	26.3%	4.9%	7.5%	10.7%
Morris	3.4%	2.5%	5.6%	6.9%	4.1%	5.6%
Ocean	7.1%	6.2%	11.6%	7.2%	16.1%	13.5%
Passaic	19.3%	5.5%	24.5%	27.7%	34.4%	32.3%
Salem	11.4%	7.7%	33.9%	--	8.9%	17.8%
Somerset	5.2%	1.9%	11.7%	4.9%	16.6%	13.4%
Sussex	3.7%	3.8%	--	0.0%	7.8%	3.2%
Union	8.9%	2.8%	13.9%	9.2%	17.4%	13.8%
Warren	6.4%	5.0%	17.5%	0.0%	22.0%	8.2%

Nombre de foyers ayant bénéficié du programme SNAP au cours des 12 derniers mois (2023)

Tous les foyers	Blanc non hispano-américain	Afro-Américain	Asiatique	Multiracial	Hispano-Américain
342,161	86,342	96,974	22,873	59,110	127,858
16,317	4,443	5,745	906	2,409	4,696
20,263	5,828	3,814	4,003	3,910	5,758
8,656	4,070	3,170	455	453	675
30,803	6,137	10,297	1,665	4,252	11,505
2,508	1,505	--	--	142	142
10,771	3,548	2,963	--	982	4,006
51,223	4,163	31,826	544	5,986	13,458
7,018	3,813	1,900	310	534	813
47,623	6,494	8,695	2,873	12,419	29,481
1,663	1,397	0	33	--	214
14,166	3,694	6,516	510	1,237	3,309
26,396	5,934	3,890	4,624	2,854	11,867
13,160	5,887	3,388	628	1,087	2,471
6,541	3,442	279	1,385	698	1,416
17,355	13,006	643	291	2,403	2,687
34,472	4,202	4,415	2,360	12,564	23,195
2,886	1,465	1,047	--	135	375
6,914	1,408	1,329	1,179	1,862	2,516
2,192	1,791	--	0	283	199
18,343	2,301	5,904	1,107	4,177	8,728
2,891	1,814	324	0	679	347

Progrès réalisés sous l'administration Murphy

Au cours des dernières années, l'administration a mis en œuvre de nombreuses mesures pour atténuer les dommages à long terme générés par les disparités d'accès aux soins de santé. Les réformes ci-dessous soulignent l'engagement de l'administration à s'attaquer à certains de ces résultats disparates et à y remédier.

Rendre les soins de santé plus abordables

En plus d'améliorer l'accès aux soins de santé, l'administration a promulgué plusieurs lois visant à accroître l'accessibilité financière des soins de santé. Celles incluent notamment de fixer des limites de copaiement pour les inhalateurs pour l'asthme, les EpiPen et l'insuline dans les régimes réglementés par l'État, et de superviser les intermédiaires en matière de médicaments sur ordonnance.⁶⁶¹

Loi Louisa Carman sur l'allègement de la dette médicale

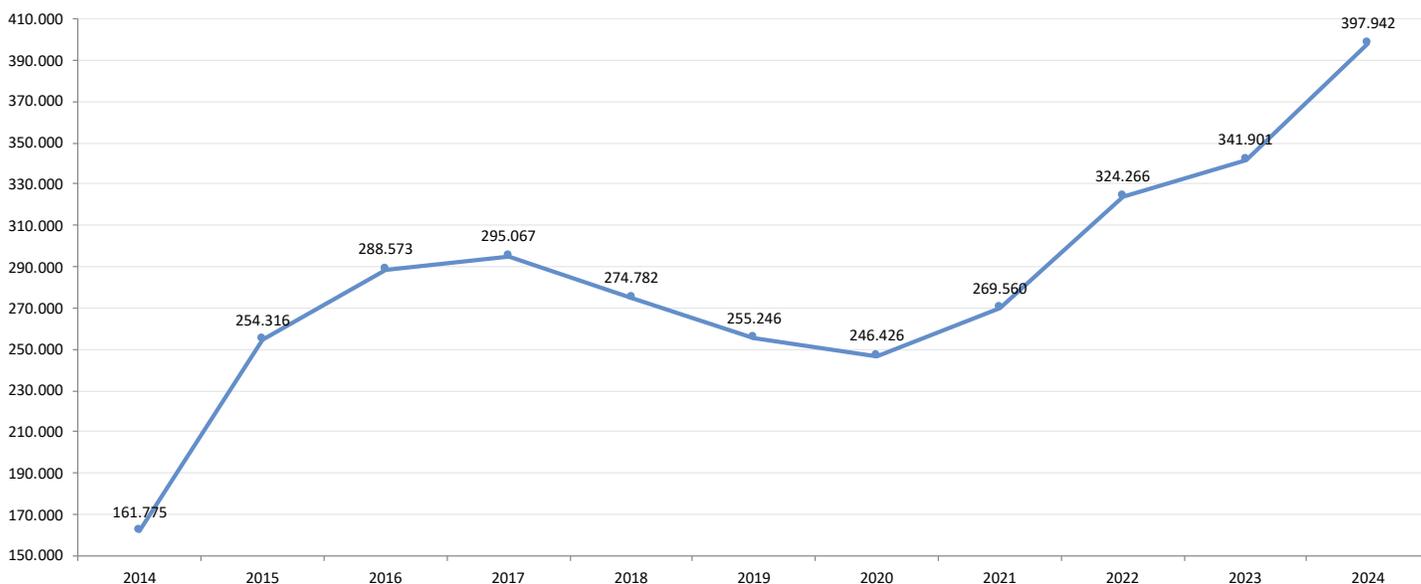
En juillet 2024, le gouverneur a signé la **loi Louisa Carman sur l'allègement de la dette médicale (Louisa Carman Medical Debt Relief Act)**. Cette loi vise à protéger les familles du New Jersey du fardeau de la dette médicale en fournissant des garanties contre les agents de recouvrement de dettes médicales abusifs.⁶⁶² La dette médicale a aggravé l'inégalité d'accès aux soins de santé pour les personnes noires et hispaniques du New Jersey, perpétuant ainsi les écarts systémiques causés par des facteurs socio-économiques et des obstacles structurels. En cas de crise médicale ou de maladie chronique, les personnes de ces communautés ont souvent recours à des options de soins de santé coûteuses ou sautent des traitements essentiels, ce qui entraîne des dettes médicales croissantes. Cette loi vise à empêcher les familles de se retrouver piégées par des dettes médicales et offre des protections contre les pratiques abusives.

Cette loi met en œuvre plusieurs mesures clés, telles que l'interdiction pour les créanciers médicaux et les agents de recouvrement de déclarer la plupart des dettes médicales aux agences de notation de crédit et le plafonnement des intérêts sur les dettes médicales à 3 %.⁶⁶³ Elle empêche également la saisie des salaires pour la plupart des patients, interdit aux créanciers de recouvrer leurs dettes dans les 120 jours suivant l'envoi de la première facture et oblige les agents de recouvrement à proposer des plans de paiement avant de procéder au recouvrement.⁶⁶⁴ Ces protections aideront à empêcher que l'augmentation du coût des soins de santé n'endommage les notations de crédit, permettant ainsi aux habitants du New Jersey d'obtenir un logement, de trouver un emploi et d'obtenir une stabilité financière.

Offrir des soins de santé abordables aux enfants et aux personnes âgées

L'administration a fait des progrès dans l'amélioration de l'accès à une couverture médicale de qualité et abordable. En 2019, **Get Covered New Jersey** a été créé en tant que marché officiel de l'assurance maladie de l'État, créant un échange basé sur l'État où les résidents peuvent explorer les régimes de santé, comparer les coûts et déterminer leur droit à une aide financière.⁶⁶⁵ La campagne **Cover All Kids**, lancée en 2021, démontre une fois de plus l'engagement en faveur d'une couverture médicale accessible, en étendant la couverture à plus de 86 000 enfants non assurés dans le New Jersey, avec plus de 20 000 enfants auparavant non assurés bénéficiant d'une couverture au cours des sept premiers mois de la mise en œuvre du programme.⁶⁶⁶

Get Covered NJ – Inscription



Légende : inscriptions annuelles à l'assurance maladie Get Covered New Jersey, Source : État du New Jersey, Département des assurances et des banques 2024

Rendre les médicaments sur ordonnance plus abordables

L'admissibilité au programme **Senior Gold and Pharmaceutical Assistance to the Aged and Disabled (PAAD)** a également été élargie en 2024, à environ 25 000 personnes âgées.⁶⁶⁷ De plus, des subventions ont été accordées pour sensibiliser le public aux programmes **NJ Save** qui informent les personnes âgées sur les prestations disponibles.⁶⁶⁸

Créer des garanties administratives pour promouvoir l'accessibilité financière des soins de santé

Pour aider à faire face à la récente augmentation insoutenable des coûts des soins de santé, l'administration a formé le **groupe consultatif d'accessibilité financière des soins de santé du New Jersey (New Jersey HealthCare Affordability Advisory Group)** qui collabore avec les dirigeants des soins de santé pour établir des références de croissance des coûts.⁶⁶⁹ Par la suite, le **Bureau de l'accessibilité financière et de la transparence des soins de santé (Office of Health Care Affordability and Transparency)** a été créé pour élaborer des politiques et des programmes visant à promouvoir un meilleur accès aux soins de santé.⁶⁷⁰ En outre, la **loi sur la protection des consommateurs hors réseau, la transparence, la maîtrise des coûts et la responsabilité (Out-of-network Consumer Protection, Transparency, Cost Containment, and Accountability Act)** protège les consommateurs contre les factures de services de santé inattendues à leur charge en éliminant les échappatoires et en limitant les frais excessifs hors réseau, permettant ainsi aux individus de prendre des décisions éclairées en matière de soins de santé.⁶⁷¹

Améliorer l'accès aux soins de santé

La santé reproductive dans le New Jersey

L'administration Murphy s'est constamment efforcée d'améliorer l'accès aux soins de santé reproductive. En prévision de l'annulation de l'arrêt *Roe c. Wade* par la Cour suprême des États-Unis, l'administration a codifié le droit constitutionnel à la liberté reproductive dans le New Jersey. La **loi sur la liberté de choix en matière de reproduction (Freedom of Reproductive Choice Act)**, adoptée en 2022, garantit aux résidents l'autonomie de leurs décisions en matière de reproduction.⁶⁷² Pour renforcer cet engagement, l'administration a créé le nouveau **Fonds pour les soins de santé reproductive (Reproductive Health Care Fund)** qui couvre les coûts des soins contraceptifs, prénatals, de travail et d'accouchement pour les personnes actuellement incapables de recevoir une assistance médicale.⁶⁷³ Le fonds a également augmenté les investissements dans les services de santé des femmes et de planification familiale de plus de 50 millions de dollars.⁶⁷⁴ En juillet 2024, le gouverneur Murphy aura investi plus de 216 millions de dollars dans les services de planification familiale et d'autres programmes de santé reproductive, après que la suppression totale du financement de ces programmes.⁶⁷⁵

De plus, le corps législatif et l'administration Murphy ont augmenté l'accès aux contraceptifs hormonaux en permettant aux pharmaciens de fournir ces contraceptifs en vente libre.⁶⁷⁶ Grâce au lancement du **Centre d'information sur la santé reproductive (Reproductive Health Information Hub)**, des informations essentielles sur les droits reproductifs, l'accès et la couverture des soins de santé sont disponibles.⁶⁷⁷

Lutter contre les disparités en matière de santé maternelle

En 2022, la Première dame Tammy Murphy a dévoilé le **Plan de santé maternelle et infantile Nurture NJ** pour réduire les disparités stupéfiantes du New Jersey en matière de mortalité maternelle et infantile. Pour faire avancer ce travail, l'administration a créé l'**Autorité pour l'innovation en santé maternelle et infantile (Maternal and Infant Health Innovation Authority – MIHIA)**, afin de soutenir les femmes et les nourrissons par le biais de services de soins de santé, de services sociaux et de soutiens complets. Un centre basé à Trenton sera une plaque tournante pour le travail du MIHIA.⁶⁷⁸

Nurture NJ soutient également les femmes tout au long de leur grossesse en augmentant l'accès aux soins de doula, en sensibilisant aux réseaux de référence de soins communautaires via Connecting NJ et en lançant un programme universel de visites à domicile, **Family Connects NJ**, qui sera mis en œuvre par étapes pour garantir que chaque famille reçoive la visite d'une infirmière à domicile dans les deux semaines suivant l'accouchement.

Récemment, l'administration Murphy a fourni un financement pour couvrir les frais de livraison en ligne des aliments fournis par le biais du programme d'accès nutritionnel pour les femmes, les nourrissons et les enfants (Women, Infants, and Children – WIC), rendant ainsi les aliments sains et nutritifs plus accessibles aux familles vulnérables. De plus, le gouverneur Murphy a signé un projet de loi visant à fournir des prestations pour les produits d'hygiène menstruelle et les couches aux bénéficiaires de WorkFirst NJ et de l'assistance générale.⁶⁷⁹

Mettre l'accent sur la santé mentale des jeunes

En tant que président de la National Governors Association (NGA) pour la période 2022-2023, l'initiative du gouverneur Murphy était de « **renforcer les soins de santé mentale pour les jeunes** ». ⁶⁸⁰ Grâce à cette initiative nationale, le gouverneur a réuni plus de 500 parties prenantes de divers États pour favoriser la collaboration bipartite visant à améliorer la santé mentale des jeunes et a créé un manuel permettant aux gouverneurs de faire face à la crise. ⁶⁸¹ L'initiative vise à répondre à la crise de santé mentale des jeunes aux États-Unis à travers quatre piliers clés : la prévention et le renforcement de la résilience, la sensibilisation accrue et la réduction de la stigmatisation, la garantie de l'accès à des traitements et des soins de qualité abordables, et la fourniture d'une formation et d'un soutien aux soignants et aux éducateurs. ⁶⁸²

Dans le New Jersey, l'administration a mis ces piliers en action en investissant dans des programmes nouveaux et existants tels que le **système de soins pour enfant (Children's System of Care)**, le système public de santé comportementale du New Jersey pour les enfants ayant des besoins en matière de soins émotionnels et mentaux, des problèmes de toxicomanie et/ou des déficiences intellectuelles et développementales. En 2023, l'administration a lancé les **Services de soutien aux étudiants de l'État du New Jersey (New Jersey Statewide Student Support Services – NJSS)** pour fournir des programmes de prévention et de traitement fondés sur des preuves aux élèves du collège et du lycée et à leurs familles dans chaque comté de l'État. De plus, les étudiants des universités publiques ont désormais accès à des conseils gratuits télésanté en matière de santé mentale, à des connexions en cas de crise et à des programmes de bien-être via une application mobile appelée **Uwill**. ⁶⁸³ Le New Jersey travaille avec la NGA et d'autres États pour élaborer un plan stratégique de santé mentale pour les jeunes afin de renforcer et de maintenir les progrès réalisés grâce à ces investissements.

Améliorer l'accès au cannabis médical dans le New Jersey

En 2019, la **loi Jake Honig sur l'usage compassionnel du cannabis médical (Jake Honig Compassionate Use Medical Cannabis Act)** a été promulguée, réformant radicalement le programme de marijuana médicale du New Jersey (Medical Marijuana Program – MMP). ⁶⁸⁴ En plus de créer la Commission de réglementation du cannabis (Cannabis Regulatory Commission – CRC) qui supervise désormais les marchés du cannabis médical et récréatif, la loi a amélioré l'accès à la marijuana thérapeutique vitale en augmentant la limite mensuelle de marijuana médicale des patients de 56 g à 85 g, en prolongeant les protections d'emploi pour ces patients, en établissant une réciprocité avec les programmes de marijuana médicale d'autres États, en augmentant la transparence des coûts en obligeant les dispensaires à afficher leurs listes de prix, en supprimant progressivement la taxe de vente sur la marijuana médicale et plus encore. ⁶⁸⁵

Soutenir les travailleurs essentiels de la santé

Afin de soutenir et de reconnaître les travailleurs essentiels de la santé qui servent nos populations les plus vulnérables, l'administration a accordé des augmentations de salaire pour les rôles essentiels de soins de santé, notamment les professionnels de soutien direct, les assistants aux soins personnels, le personnel des maisons de retraite, les infirmières privées et les spécialistes de la santé mentale et des troubles liés à la toxicomanie. ⁶⁸⁶ Dans le cadre d'un effort continu visant à améliorer et à élargir la main-d'œuvre des services à domicile et communautaires, l'administration a récemment annoncé un nouveau programme de remboursement de prêts étudiants au profit des professionnels de la santé, de la santé comportementale et des services sociaux au service des personnes ayant des besoins médicaux, des problèmes de santé comportementale et/ou mentale, et des handicapés. ⁶⁸⁷

L'administration a également lancé le site Jobs that Care New Jersey pour connecter les professionnels de santé à une formation en soins directs et à des opportunités d'emploi.⁶⁸⁸

Élargir l'accès aux services de réduction des risques

En réponse aux conséquences dévastatrices de la crise nationale des opioïdes, l'administration Murphy a donné la priorité à l'**expansion des services de réduction des risques** en mettant à disposition des opportunités de certification et de financement pour les centres de réduction des risques dans tout l'État. À la fin de 2024, le Département de la santé a autorisé 52 centres de réduction des risques, ce qui permet l'ouverture de sites dans chaque comté et constitue une augmentation par rapport aux 7 centres de réduction des risques du début de l'administration. Les centres de réduction des risques offrent un espace sûr, tenant compte des traumatismes et non stigmatisant pour les personnes qui consomment des drogues afin d'accéder à du matériel stérile et à de la naloxone (également connue sous le nom de Narcan), ainsi qu'à une éducation sur une utilisation plus sûre, la prévention des surdoses et l'élimination sûre du matériel usagé. Il a été prouvé que les services de réduction des risques préviennent les surdoses d'opioïdes, atténuent les effets des dommages liés aux opioïdes, préviennent la propagation des maladies infectieuses et améliorent la santé publique globale, en particulier dans les communautés à faibles ressources.⁶⁸⁹

Le gouverneur Murphy a nommé un Conseil consultatif sur le rétablissement et la remédiation de l'usage d'opioïdes (Opioid Recovery and Remediation Advisory Council), composé de professionnels de la santé, d'experts universitaires et de membres de la communauté ayant une expérience vécue, pour recommander des priorités de dépenses pour les plus de 600 millions de dollars que l'État s'attend à recevoir des accords de règlement sur les opioïdes.⁶⁹⁰ En 2024, le gouverneur Murphy a annoncé l'allocation de 120 millions de dollars provenant du financement du règlement pour les opioïdes pour soutenir des programmes essentiels visant à lutter contre la crise des opioïdes, à connecter les habitants du New Jersey à des outils permettant de réduire les overdoses et autres méfaits de la toxomanie, et à soutenir le traitement et le rétablissement des résidents aux prises avec des troubles liés à la consommation de substances.⁶⁹¹ Sur deux ans, 24 millions de dollars de cette allocation seront consacrés à l'expansion des services de réduction des risques et de santé des consommateurs de drogues.⁶⁹²

En outre, l'administration Murphy a lancé plusieurs programmes visant à rendre la naloxone, un antidote aux opioïdes qui sauve des vies, plus disponible et accessible aux résidents du New Jersey. Depuis 2022, les prestataires de soins de santé admissibles, les organismes d'intervention d'urgence et les organisations communautaires peuvent demander des expéditions directes gratuites de naloxone à tout moment via le nouveau portail en ligne de naloxone de l'administration.⁶⁹³ Et depuis le début de l'année 2023, le programme Naloxone 365 a distribué plus de 122 000 kits de naloxone gratuits dans plus de 700 pharmacies participantes à travers l'État.

Faire progresser les soins contre la drépanocytose

En 2024, l'administration Murphy a mis en place le système pilote de lutte contre la drépanocytose. Ce programme de trois ans, doté d'un financement de plus de 10 millions de dollars, vise à répondre aux besoins uniques des patients atteints de drépanocytose.⁶⁹⁴ Dans le cadre de cette initiative, les centres communautaires seront dotés des ressources nécessaires pour fournir des soins de haute qualité aux personnes atteintes de drépanocytose, une maladie qui touche de manière disproportionnée la communauté noire.⁶⁹⁵ Ce programme vise à réduire les disparités en matière de santé en garantissant un accès équitable aux soins⁶⁹⁶ et en favorisant un diagnostic précoce et une prise en charge efficace.⁶⁹⁷ En fin de compte, cette initiative vise à améliorer la communauté des personnes atteintes de drépanocytose, en favorisant une meilleure santé et un meilleur bien-être pour tous.

Fournitures de soins de santé abordables

Dans le but de promouvoir une santé équitable pour les femmes dans le New Jersey, l'administration Murphy a créé davantage de voies d'accès aux produits d'hygiène menstruelle et aux couches. En 2023, le gouverneur Murphy a signé un projet de loi obligeant les districts scolaires publics à fournir aux élèves de la sixième à la terminale un accès gratuit aux produits d'hygiène menstruelle.⁶⁹⁸ Poursuivant cet engagement, le gouverneur Murphy a signé en 2024 une loi établissant les **programmes de prestations pour les produits d'hygiène menstruelle et les couches (Menstrual Hygiene and Diaper Benefit Programs)**. Ces programmes, financés à hauteur de 2,5 millions de dollars par le Fonds général, offrent aux adultes admissibles participant au programme Work First New Jersey (WFNJ) une prestation mensuelle spécifique de l'État.⁶⁹⁹ Les participants admissibles du WFNJ recevront une prestation mensuelle de 14 \$, contribuant à lutter contre la « pauvreté menstruelle » en fournissant aux femmes menstruées un accès à des produits appropriés et en réduisant toute interruption inutile de l'éducation, du travail ou des activités quotidiennes.⁷⁰⁰ De plus, le programme de prestations pour les couches (Diaper Benefit Program) offrira aux participants du WFNJ ayant des personnes à charge de moins de 36 mois une prestation mensuelle de 30 \$.⁷⁰¹ Ces programmes contribuent à lutter contre la pauvreté et à soutenir les familles dans le besoin.

Justice environnementale et décontamination du plomb

Conscient de l'impact disproportionné de la pollution sur les communautés en difficulté, le corps législatif a adopté et le gouverneur Murphy a signé la première **loi nationale sur la justice environnementale (EJ)** en 2023.⁷⁰² Au cours des dernières années, l'administration a alloué plus de 180 millions de dollars au **programme de subventions pour la décontamination et la réduction du plomb (Lead Remediation and Abatement Grant Program)** afin d'identifier et d'atténuer systématiquement les risques liés au plomb.⁷⁰³ En outre, en 2024, l'administration s'est engagée à remplacer toutes les conduites de service en plomb du New Jersey d'ici 2023 en allouant un financement fédéral.⁷⁰⁴

Recommandations du groupe de travail

Le groupe de travail sur la santé, comme chacun des groupes de travail, a examiné les causes profondes et les facteurs des disparités de richesse dans le New Jersey. Le groupe de travail a constaté des disparités stupéfiantes dans les résultats des soins de santé.

En raison des interconnexions et du caractère interdisciplinaire de ces retombées, les conclusions du groupe de travail ont été prises en compte dans le cadre des recommandations complètes du Groupe de travail (voir les recommandations du Groupe de travail). Le groupe de travail encourage les travaux en cours visant à identifier et à s'attaquer aux facteurs à l'origine des disparités en matière de santé. Pour faire avancer ces travaux, le groupe de travail a recommandé que les propositions incluent des initiatives visant à :

☑ Investir dans des partenariats entre les établissements de santé et les écoles pour soutenir un réseau national d'écoles communautaires

Dans le cadre de l'initiative transformatrice « Cover All Kids », le New Jersey est proche de garantir que tous les enfants du New Jersey bénéficient d'une assurance maladie. Pourtant, beaucoup trop de familles accablées par les coûts n'ont pas accès à des soins de santé de qualité. Mettre en relation les communautés avec des prestataires de soins de santé par l'intermédiaire de partenaires de confiance peut contribuer à répondre à cette préoccupation. Les écoles de tout l'État ont développé des partenariats avec des organisations communautaires pour fournir des ressources aux enfants de familles accablées par les coûts. Le Groupe de travail sur les disparités de richesse recommande de créer un réseau durable de ces collaborations dans tout l'État, reliant les familles à des ressources supplémentaires à l'intérieur et à l'extérieur de leur communauté locale. Ces centres peuvent proposer des soins préventifs de base, notamment des examens physiques, oculaires, auditifs et dentaires annuels, ainsi que des services de santé comportementale et mentale. Le Groupe de travail sur les disparités de richesse recommande une

approche pangouvernementale pour soutenir ce réseau et garantir que les élèves qui ont droit à Medicaid et ceux qui ne sont pas assurés ou sous-assurés reçoivent des soins de santé de qualité.

☞ Poursuivre le travail de Nurture NJ

Les données sur la santé maternelle du New Jersey constituent un exemple frappant des disparités ancrées dans le système de santé de l'État. Avec environ 24 décès pour 100 000 naissances vivantes, le New Jersey est confronté à un nombre disproportionné de mères qui perdent la vie à cause de complications liées à la maternité.⁷⁰⁵ Des études montrent des disparités en matière de mortalité infantile et maternelle.⁷⁰⁶ Grâce au travail efficace de l'initiative Nurture NJ de l'administration, moins de mères perdent la vie. Le Groupe de travail sur les disparités de richesse recommande de continuer à soutenir Nurture NJ et les initiatives avancées par l'Autorité de santé maternelle et infantile (Maternal and Infant Health Authority), comme le Centre d'innovation pour la santé maternelle et infantile (Maternal Infant Health Innovation Center) de Trenton et les efforts législatifs, notamment ceux visant à fournir un congé parental entièrement payé aux employés de l'État.

☞ Promouvoir les efforts continus pour assurer la sécurité alimentaire

Cinquante déserts alimentaires ont été identifiés dans le New Jersey et afin de s'appuyer sur l'approche pangouvernementale pour répondre à ces communautés, le Groupe de travail sur les disparités de richesse recommande des efforts continus pour faire face et améliorer la sécurité alimentaire dans le New Jersey. Ces efforts comprennent des initiatives menées par l'EDA à travers la mise en œuvre du programme de crédit d'impôt pour désert alimentaire (Food Desert Tax Credit program), le Bureau du défenseur de la sécurité alimentaire (Office of the Food Security Advocate), le Département de l'agriculture et le travail de la regrettée lieutenant-gouverneur Sheila Oliver.⁷⁰⁷

☞ Poursuivre les réformes en matière de santé mentale

Les conséquences des préjudices disproportionnés causés par les systèmes de justice pénale, d'éducation et de santé ont des répercussions non seulement sur la santé physique, mais aussi sur la santé mentale. Le Groupe de travail recommande la mise en œuvre de diverses réformes en matière de santé mentale pour les jeunes et les adultes, proposées par l'administration Murphy.

☞ Mettre en œuvre des pratiques de planification équitables pour assurer la prospérité des communautés du New Jersey

Pour faire progresser les lois environnementales historiques du New Jersey, le Groupe de travail sur les disparités de richesse soutient la mise en œuvre des dispositions du plan d'État qui abordent les problèmes environnementaux constituant une menace pour la santé, le bien-être et la réussite économique des familles les plus vulnérables de l'État.

Conclusions et recommandations du groupe de travail sur le logement

*Le chiffre de 40 000 \$ est le montant moyen, à l'échelle nationale, de dévalorisation des propriétés de propriétaires noirs par les évaluateurs. Ces 40 000 \$ sont une somme importante qui peut être utilisée pour améliorer la qualité de vie d'une personne. C'est du vol ! Quelle serait la conséquence si j'entrais dans la maison de quelqu'un et que je prenais des biens d'une valeur de 40 000 \$? C'est ce qui se passe lorsque les évaluateurs dévalorisent les maisons appartenant à des propriétaires noirs et métis, et qu'ils peuvent simplement passer à la maison suivante et le faire encore et encore.*⁷⁰⁸

À propos du groupe de travail sur le logement

Le groupe de travail sur le logement, codirigé par le révérend Eric Dobson, directeur adjoint du Fair Share Housing Center, et la Division des droits civiques du Bureau du procureur général du New Jersey, a effectué des recherches, des analyses et des actions de sensibilisation communautaire pour examiner les causes et les solutions aux disparités en matière de logement dans notre État.⁷⁰⁹ Les membres du groupe de travail ont organisé des séances d'écoute virtuelles et ont rencontré en personne dans tout l'État un large éventail de parties prenantes, notamment des législateurs de l'État, des étudiants et des défenseurs. Les conclusions du groupe de travail, recueillies sur plus d'un an, correspondent aux études universitaires qui identifient les facteurs des disparités de richesse à tous les niveaux socio-économiques, de l'instabilité du logement au manque de transferts de richesse intergénérationnels.

L'acquisition d'un bien immobilier par le biais de l'accession à la propriété est depuis longtemps considérée comme la pierre angulaire de la constitution d'un patrimoine. Beaucoup trop de familles dans le New Jersey ne sont pas

Taux de propriétaires en 2023

Comté	Tous les foyers	Blanc non hispano-américain	Afro-Américain	Asiatique	Multiracial	Hispano-Américain
New Jersey	63,7%	76,6%	41,3%	64,5%	47,6%	40,4%
Atlantic	67,4%	79,6%	41,8%	64,8%	55,9%	41,8%
Bergen	64,8%	72,7%	39,5%	64,9%	56,3%	52,7%
Burlington	76,6%	81,4%	65,3%	72,7%	64,8%	66,5%
Camden	66,5%	75,5%	52,2%	72,5%	53,1%	48,4%
Cape May	82,9%	85,3%	87,2%	--	86,7%	37,4%
Cumberland	66,2%	76,5%	54,4%	77,1%	73,9%	51,0%
Essex	45,5%	66,6%	31,1%	70,5%	38,4%	34,5%
Gloucester	79,2%	84,7%	46,1%	82,9%	64,4%	61,7%
Hudson	28,8%	41,3%	20,2%	31,1%	21,8%	19,3%
Hunterdon	85,6%	87,1%	50,1%	95,5%	81,8%	70,8%
Mercer	60,3%	71,3%	42,6%	79,7%	40,1%	37,8%
Middlesex	63,1%	75,7%	41,3%	67,9%	54,9%	41,9%
Monmouth	74,5%	80,4%	39,7%	77,2%	57,7%	50,5%
Morris	74,8%	80,6%	43,4%	68,2%	60,9%	54,3%
Ocean	80,3%	82,8%	51,5%	85,0%	72,7%	63,6%
Passaic	54,4%	77,3%	30,6%	68,3%	36,4%	33,5%
Salem	72,4%	82,0%	32,3%	--	41,0%	52,8%
Somerset	74,5%	83,5%	62,1%	78,0%	54,0%	45,2%
Sussex	85,0%	85,3%	--	96,8%	73,0%	79,6%
Union	58,9%	76,2%	49,8%	72,9%	50,2%	39,2%
Warren	75,5%	76,9%	81,9%	73,6%	66,0%	61,6%

Taux d'accession à la propriété dans le New Jersey (2023)

en mesure de générer de la richesse grâce à l'accession à la propriété, non seulement en raison d'évaluations discriminatoires qui dévalorisent les biens ou de la diminution de la valeur marchande dans les communautés en difficulté, mais également en raison de l'écart d'accession à la propriété.⁷¹⁰

Le groupe de travail a examiné une série d'obstacles structurels qui limitent la constitution d'actifs, y compris les

facteurs qui conduisent à un nombre disproportionné de familles confrontées à l'insécurité du logement. En raison du coût du logement, beaucoup trop de travailleurs sont accablés par les coûts. Ils consacrent plus de 30 % de leurs revenus au logement, y compris le loyer ou le prêt immobilier, les services publics et d'autres dépenses liées au logement. Beaucoup d'autres sont gravement accablés par les coûts et consacrent plus de 50 % de leurs revenus aux frais de logement. Ces familles accablées par les coûts peuvent avoir des difficultés à se procurer des produits de première nécessité tels que de la nourriture, des vêtements, le transport et des soins médicaux.⁷¹¹

Des progrès significatifs ont été réalisés sous l'administration Murphy pour établir le programme d'aide à l'acompte pour les acheteurs de première génération, qui est un modèle national, financer entièrement le Fonds fiduciaire pour des logements abordables (Affordable Housing Trust Fund), promulguer la législation sur l'égalité des chances en matière de logement et de nombreuses autres initiatives qui réduisent l'inégalité des chances.

Progrès réalisés sous l'administration Murphy

Coûts du logement par comté

Comté	Coûts du logement		% de logements occupés - Race du chef de famille					Nombre de logements occupés					
	Loyer brut médian	Coûts mensuels médians pour le propriétaire	% Blanc non hispano-américain	% Noir	% Asiatique	% Multiracial	% Hispano-Américain*	Total	Blanc non hispano-américain	Noir	Asiatique	Multiracial	Hispano-Américain*
Atlantic	\$1.268	\$1.655	63,0%	13,0%	6,0%	6,7%	14,9%	106.640	67.236	13.911	6.401	7.196	15.846
Bergen	\$1.782	\$2.652	58,6%	6,0%	15,5%	6,9%	18,5%	350.843	205.483	20.890	54.455	24.129	64.748
Burlington	\$1.575	\$1.851	70,0%	15,3%	4,5%	5,1%	6,8%	174.454	122.124	26.612	7.928	8.843	11.920
Camden	\$1.264	\$1.714	60,4%	18,7%	4,9%	4,8%	14,2%	198.757	120.061	37.191	9.813	9.597	28.208
Cape May	\$1.285	\$1.549	89,0%	3,6%	0,7%	3,2%	4,9%	43.277	38.506	1.553	290	1.391	2.107
Cumberland	\$1.202	\$1.366	53,8%	17,1%	1,1%	7,8%	25,6%	52.584	28.281	8.967	589	4.089	13.437
Essex	\$1.404	\$2.627	32,0%	38,6%	5,2%	8,0%	20,6%	312.942	100.110	120.863	16.362	25.068	64.435
Gloucester	\$1.435	\$1.831	80,7%	10,1%	2,5%	2,7%	5,1%	109.996	88.802	11.111	2.721	3.018	5.564
Hudson	\$1.722	\$2.454	32,6%	11,8%	16,3%	13,7%	38,1%	290.054	94.478	34.118	47.142	39.769	110.446
Hunterdon	\$1.627	\$2.386	88,6%	1,2%	3,5%	3,3%	4,8%	49.676	44.018	599	1.744	1.623	2.405
Mercer	\$1.454	\$1.957	53,5%	20,0%	10,7%	5,1%	14,5%	139.549	74.722	27.891	14.929	7.109	20.220
Middlesex	\$1.739	\$2.151	47,5%	10,5%	22,2%	5,5%	18,3%	301.967	143.523	31.689	66.894	16.747	55.374
Monmouth	\$1.683	\$2.342	79,2%	6,3%	4,6%	4,0%	7,8%	248.117	196.494	15.667	11.401	9.825	19.419
Morris	\$1.814	\$2.540	73,9%	3,1%	9,4%	5,5%	11,5%	189.607	140.089	5.953	17.876	10.497	21.884
Ocean	\$1.639	\$1.593	87,1%	2,5%	1,7%	3,3%	7,0%	239.466	208.578	6.015	4.076	7.814	16.707
Passaic	\$1.484	\$2.321	46,0%	11,0%	4,9%	12,9%	37,2%	177.209	81.596	19.558	8.684	22.940	65.935
Salem	\$1.165	\$1.494	75,0%	14,5%	0,7%	4,0%	7,8%	24.744	18.562	3.583	163	996	1.930
Somerset	\$1.846	\$2.389	59,2%	10,1%	16,8%	4,5%	12,5%	127.566	75.561	12.845	21.485	5.727	15.894
Sussex	\$1.501	\$1.956	86,3%	1,8%	1,7%	4,8%	7,8%	56.348	48.603	1.030	984	2.690	4.388
Union	\$1.570	\$2.460	42,9%	21,1%	5,3%	8,3%	28,7%	199.996	85.753	42.142	10.587	16.665	57.374
Warren	\$1.292	\$1.727	84,3%	4,1%	2,0%	4,3%	7,6%	44.370	37.422	1.802	900	1.919	3.352

Source : Bureau du recensement des États-Unis, estimations sur un an de l'American Community Survey 2023, tableaux B25003, B25003I, B25003H, B25003G, B25003D, B25064, B25088

2023 - Coûts du logement par comté dans le New Jersey

Accès à la propriété et au logement abordables

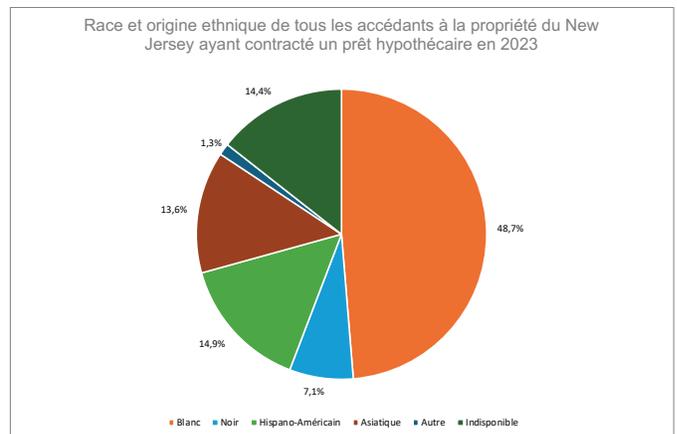
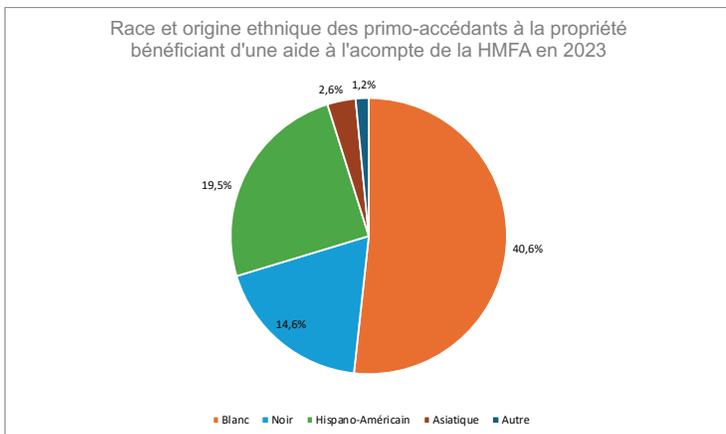
Mise à jour de la loi sur l'évaluation immobilière

En 2021, Freddie Mac, la Federal Home Loan Mortgage Corporation, a constaté que les maisons noires et hispaniques recevaient plus souvent des évaluations inférieures au prix contractuel que les propriétaires blancs.⁷¹² Pour interdire les pratiques discriminatoires dans les évaluations immobilières, le gouverneur Murphy a signé une loi mettant à jour la loi sur l'évaluation immobilière (Real Estate Appraisal Act) afin d'interdire les pratiques discriminatoires dans les évaluations immobilières et d'exiger que les évaluateurs immobiliers suivent une formation anti-biais.⁷¹³ La loi interdit la discrimination fondée sur la race, l'origine ethnique ou l'une des classes protégées pour les propriétaires et occupants actuels et futurs, ainsi que pour les propriétaires et occupants de propriétés à proximité, dans les évaluations de propriétés résidentielles.⁷¹⁴ La loi exige que les évaluateurs immobiliers suivent une formation sur le logement équitable et sur les préjugés en matière d'évaluation.⁷¹⁵ Ces mesures visent à protéger contre l'un des nombreux obstacles systémiques qui empêchent les gens d'accumuler un capital immobiliers grâce à l'accession à la propriété et offrent aux propriétaires des recours contre la discrimination en matière de logement. Pour atteindre ces objectifs, en janvier 2024, la Division des droits civils

du Bureau du procureur général et le Département des affaires des consommateurs ont lancé une **Initiative de lutte contre la discrimination dans l'évaluation immobilière**, conçue pour lutter contre les évaluations immobilières discriminatoires par l'application de la loi du New Jersey contre la discrimination.

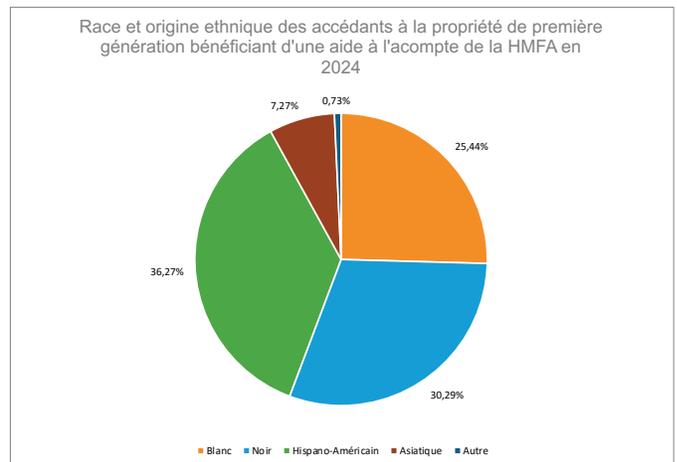
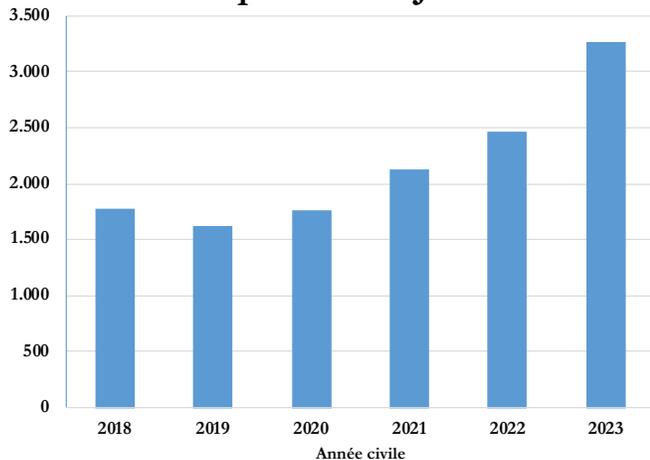
Aide à la mise de fonds

Afin de s'assurer que les habitants du New Jersey bénéficient d'un soutien financier significatif lors de l'achat d'une maison, une loi a été adoptée et promulguée pour étendre les **programmes d'aide à la mise de fonds du NJHMFA**.⁷¹⁶ Ces programmes permettent aux primo-accédants admissibles de recevoir jusqu'à 15 000 \$ et aux acheteurs de première génération de recevoir jusqu'à 22 000 \$ en aide à la mise de fonds pour acheter une maison.⁷¹⁷ Depuis leur lancement, ces programmes sont devenus une source principale de financement du logement pour les familles à revenus faibles et moyens de l'État. L'administration a également mis en place le **programme pilote de construction de logements résilients** qui vise à améliorer l'accessibilité au logement en finançant les promoteurs pour réhabiliter les logements existants et construire de nouveaux logements abordables à vendre.⁷¹⁸



Aide à la mise de fonds de l'Agence de financement du logement et des prêts immobiliers du New Jersey (New Jersey Housing and Mortgage Finance Agency)

Bénéficiaires de l'aide à l'acompte de la NJHMFA



Fonds fiduciaire pour des logements abordables

L'administration Murphy a également consacré des fonds du **Fonds fiduciaire pour des logements abordables** au soutien au logement et de projets de logements abordables. Le DCA a alloué près de 88 millions de dollars de cette source de financement à des organisations dans tout l'État depuis 2020, ce qui a largement profité aux projets de location et d'accession à la propriété avec 25 unités ou moins.⁷¹⁹ Le fonds fonctionne avec trois canaux : le **Fonds de règlement municipal (Municipal Settlement Fund)** qui aide les municipalités à créer certains projets à plus petite échelle ; le **Fonds de partenariats de quartier (Neighborhood Partnerships Fund)** qui soutient les projets exploitant les ressources existantes pour renforcer les quartiers ; et le **Fonds d'innovation (Innovation Fund)** qui aide les projets inventifs qui font progresser de manière créative les objectifs de logement du New Jersey. Ensemble, ces efforts ont contribué à accroître l'offre de logements et à renforcer les communautés dans tout l'État.

Fonds de production de logements abordables et de logements pour la main-d'œuvre

Le **Fonds de production de logements abordables (Affordable Housing Production Fund)** a été créé grâce à un investissement de 305 millions de dollars dans le cadre du plan de sauvetage fédéral américain pour accélérer la production de logements abordables.⁷²⁰ Son objectif principal est de fournir un financement complémentaire pour les projets par le biais du crédit d'impôt pour logement social. Ces projets sont 100 % abordables et sont inclus dans un accord de règlement équitable de Mount Laurel approuvé et ont jusqu'à présent créé plus de quatre mille nouvelles unités abordables dans tout l'État.⁷²¹ Le fonds comprend également le **programme de logement pour la main-d'œuvre (Workforce Housing Program)** qui encourage la création d'appartements soumis à des restrictions foncières, situés à proximité de transports en commun.⁷²²

Programme de préservation urbaine

Dans le but de préserver, de rénover et de reconstruire des logements abordables, l'administration Murphy a alloué 80 millions de dollars pour établir le **programme de préservation urbaine (Urban Preservation Program)**.⁷²³ Ce programme comble les lacunes en matière de financement pour la rénovation et la préservation d'unités de logement abordable existantes dans les villes admissibles qui approchent de la fin de leur période de contrôle d'accessibilité financière.

Préservation de la richesse communautaire

Une loi a été adoptée et promulguée pour établir le programme de préservation de la richesse communautaire (Community Wealth Preservation Program). Ce programme accorde aux résidents, y compris les propriétaires, leurs proches et les locataires, le droit de premier refus pour acheter des propriétés saisies. Il permet aux soumissionnaires retenus de déposer immédiatement 3,5 % du prix initial, le reste étant dû dans les 90 jours, ce qui leur laisse le temps d'accéder au financement.⁷²⁴ Les sociétés de développement communautaire à but non lucratif bénéficient d'un droit de second refus.⁷²⁵ Ce programme vise à maintenir la propriété immobilière au sein de la communauté et à réduire les acquisitions par les investisseurs immobiliers.

Obligations en matière de logement abordable

En mars 2024, le gouverneur Murphy a signé une loi historique sur le logement abordable pour aider les villes à respecter leurs obligations en matière de logement abordable, en s'appuyant sur la promesse de l'administration de créer un État plus fort, plus juste et plus abordable pour tous les résidents du New Jersey. La législation établit

un nouveau cadre simplifié pour déterminer les obligations des municipalités en matière de logement abordable en vertu de la doctrine Mount Laurel et de la loi sur le logement équitable. Ce processus remplacera le rôle joué auparavant par le Conseil du logement abordable (Council on Affordable Housing – COAH).⁷²⁶

Restauration communautaire

L'administration Murphy a à plusieurs reprises affecté des fonds réservés à la revitalisation des communautés du New Jersey afin d'augmenter les opportunités et de promouvoir la croissance économique.

Le **Fonds d'investissement à impact social** a été créé pour combler les lacunes du financement de l'État, en déployant un nouvel outil de financement afin de fournir des prêts à des taux inférieurs à celui du marché pour des projets socialement responsables dans les municipalités en difficulté, tels que des logements abordables, des investissements dans les infrastructures, la modernisation des systèmes locaux d'eau potable et le financement d'établissements d'éducation de la petite enfance. Le **Fonds de préservation des promenades (Boardwalk Preservation Fund)** affecte 100 millions de dollars aux communautés côtières du New Jersey pour la rénovation et la réparation des promenades, fortifiant ainsi les villes côtières contre les défis futurs, tels que le changement climatique.⁷²⁷ Une grande partie des fonds servira à soutenir les infrastructures d'Atlantic City. Les fonds du **Fonds des fondations économiques d'Atlantic City (Atlantic City Economic Foundations Fund)** sont consacrés à la revitalisation de la ville et à la réponse aux besoins de la ville, notamment au renforcement de la sécurité publique, à la gestion des bâtiments en ruine et sous-utilisés, et à la diversification de l'économie.⁷²⁸ Le **programme du Fonds de rétablissement des rues principales (Main Street Recovery Fund)** est un investissement important et pluriannuel dans les petites entreprises du New Jersey, soutenant leur croissance et leur succès avec de multiples outils d'aide financière.⁷²⁹

Réduction de l'insécurité du logement

Prévention des saisies immobilières

Pour garder les habitants du New Jersey dans leurs maisons, la **loi sur la prévention des saisies immobilières (Foreclosure Prevention Act)** a été adoptée en 2021, permettant à la NJHMFA de prendre des mesures d'intervention telles que l'achat en gros de prêts non performants auprès des prêteurs.⁷³⁰ En 2023, le New Jersey avait le taux de saisies le plus élevé du pays, après avoir eu le deuxième taux de saisies le plus élevé en 2022.⁷³¹ Dans le but de réduire le taux de saisies du New Jersey, l'administration a agi en investissant 15 millions de dollars pour fournir à la NJHFMA davantage d'outils, tels que le **Fonds d'intervention en cas de saisie (Foreclosure Intervention Fund)** qui aide à réduire les saisies immobilières et soutient le **Fonds de réhabilitation en cas de saisie (Foreclosure Rehabilitation Fund)** qui permet à des organismes à but non lucratif admissibles de réhabiliter des propriétés résidentielles vacantes ou abandonnées et de les vendre à des ménages accablés par les coûts.⁷³²

Expulsion et protection des locataires pendant la pandémie de COVID-19

Pendant la pandémie de COVID-19, le New Jersey a donné la priorité à la santé et à la sécurité de ses résidents en mettant en œuvre le **moratoire sur les expulsions** en mars 2020.⁷³³ Une législation a ensuite été promulguée pour protéger les locataires touchés par la pandémie, en offrant une protection contre les expulsions par le biais du **programme d'aide d'urgence aux locataires COVID-19 (COVID-19 Emergency Rental Assistance Program)** et d'**aide aux services publics**.⁷³⁴ De plus, l'administration Murphy a signé un projet de loi garantissant que les dossiers judiciaires relatifs aux non-paiements durant cette période restent confidentiels pour les locataires.⁷³⁵ Le programme d'aide d'urgence aux locataires COVID-19 du New Jersey a été l'un des plus réussis du pays et a fourni plus d'un milliard de dollars aux locataires de l'État.

Recommandations du groupe de travail

Le groupe de travail sur le logement, comme chacun des groupes de travail, a examiné les causes profondes et les facteurs des disparités de richesse dans le New Jersey. Le groupe de travail a constaté que les causes comprenaient des exclusions systémiques telles que le refus de propriété foncière et immobilière, la perte de terres, des évaluations immobilières discriminatoires et des exclusions des programmes gouvernementaux.

En raison des interconnexions et du caractère interdisciplinaire de ces retombées, les conclusions du groupe de travail ont été prises en compte dans le cadre des recommandations complètes du Groupe de travail (voir les recommandations du Groupe de travail). Le groupe de travail encourage les travaux en cours visant à identifier et à s'attaquer aux facteurs à l'origine des disparités en matière de logement. Pour faire avancer ces travaux, le groupe de travail recommande que les propositions incluent des initiatives visant à :

- ☞ **Tester un système de déclaration de crédit de loyer positif et prolongez le délai de grâce pour le paiement des loyers résidentiels à cinq jours ouvrables avant que le loyer ne soit considéré comme en retard.**

Des études montrent qu'une notation de crédit contribue à accroître les possibilités d'achat immobilier et à d'autres opportunités qui augmentent l'accès aux actifs générateurs de richesse.⁷³⁶ Bien que les paiements de prêts immobiliers dans les temps puissent constituer une bonne notation de crédit, les locataires sont souvent incapables d'obtenir une notation de crédit en payant leur loyer à temps. Alors qu'ils représentent environ 12 % de la population de l'État, les ménages noirs représentent environ 19 % des ménages locataires et seulement 8 % des propriétaires de l'État.⁷³⁷ De même, les ménages hispaniques, qui représentent environ 28 % de la population de l'État, représentent environ 20 % de la population locataire, mais seulement environ 10 % des propriétaires de l'État.⁷³⁸ Afin d'accroître les opportunités de notation de crédit pour les locataires du New Jersey, le Groupe de travail sur les disparités de richesse recommande des moyens permettant aux locataires de créer de la richesse grâce à un programme pilote de déclaration des loyers. Dans le cadre de ce programme pilote, l'initiative serait limitée aux locataires de complexes multifamiliaux enregistrés auprès de l'État. Les paiements de loyer positifs uniquement des locataires qui choisissent de participer seront soumis aux agences de notation de crédit et les locataires admissibles qui choisissent de ne pas participer au programme peuvent se retirer en avisant le propriétaire.

En outre, conscient du nombre alarmant de ménages accablés par les coûts qui se trouvent dans une situation d'urgence face à une catastrophe financière et pour protéger davantage les opportunités de notation de crédit pour les locataires, le Groupe de travail sur les disparités de richesse recommande d'établir un délai de grâce de cinq jours ouvrables pour le paiement des loyers avant que le loyer ne soit considéré comme en retard pour les contrats de bail résidentiel. Cette recommandation, similaire aux dispositions en vigueur dans d'autres États, partage la période de grâce actuellement réservée uniquement aux locataires âgés avec les familles accablées de coûts qui ne disposent pas de filet de sécurité lorsqu'elles sont confrontées à une crise paralysante.⁷³⁹ Cette période peut être cruciale pour fournir aux locataires un tampon nécessaire, notamment en cas d'urgence ou de retard dans la perception des revenus.

- ☞ **Supprimer la pratique immobilière résidentielle qui oblige un acheteur potentiel à divulguer le montant de l'acompte lors de la présentation d'une offre.**

Des études montrent que le fait d'amasser les 20 % ou plus recommandés pour un acompte constitue un obstacle à l'accession à la propriété qui affecte de manière disproportionnée les potentiels primo-accédants et les acheteurs de première génération.⁷⁴⁰ Pour garantir que les acheteurs soient considérés en fonction de la solidité de leur offre, le Groupe de travail sur les disparités de richesse recommande une législation en attente interdisant aux vendeurs d'exiger qu'un acheteur divulgue le montant de son acompte. Sachant que le montant de l'acompte recommandé est d'au moins 20 % du prix d'achat, de nombreux acheteurs dont les actifs sont limités ne sont pas en mesure de réunir ce montant, mais disposent par ailleurs d'une situation financière suffisante pour acheter le domicile.⁷⁴¹ En fait, à l'échelle nationale, le montant médian de l'acompte est d'environ 9 % pour tous les candidats, tandis que le paiement médian pour les acheteurs noirs et hispaniques était d'environ 4 %.⁷⁴² Selon la pratique actuelle, les vendeurs peuvent sélectionner les acheteurs potentiels en fonction du montant de leur acompte et même utiliser ces informations pour prévoir si le demandeur peut obtenir un prêt immobilier, ce qui peut désavantager les acheteurs noirs et hispaniques ainsi que les primo-accédants et les acheteurs de première génération. En raison de l'obstacle que cette pratique représente pour les acheteurs disposant de peu d'actifs, le Groupe de travail sur les disparités de richesse recommande l'adoption d'une législation en attente interdisant cette pratique.

☑ **Continuer à financer des modèles de logement qui soutiennent les logements abordables et le développement axé sur les transports en commun.**

Les efforts déployés à l'échelle de l'État pour étendre le développement de logements axés sur les transports en commun, la restauration de propriétés par le biais de réserves foncières et la réaffectation de parkings de surface ont créé des opportunités de logements plus abordables, de quartiers accessibles à pied et de développement axé sur les transports en commun. Le groupe de travail sur les disparités de richesse recommande de continuer à soutenir les efforts tels que ceux initiés par l'Autorité pour le développement économique du New Jersey (Economic Development Authority ou EDA) pour réaffecter plusieurs propriétés de NJ Transit à des développements à usage mixte centrés sur les transports en commun, financés en partie par les recettes des Corporate Transit Fee. Alors que ces initiatives se poursuivent, le Groupe de travail sur les disparités de richesse recommande de prendre en compte les meilleures pratiques émergentes qui incluent des modèles de réserves foncières et des initiatives de fiducie communautaire financées par l'État. En vertu du modèle de réserve foncière, des logements pour revenus faibles et moyens, soumis à des restrictions foncières, sont proposés aux ménages admissibles, où les évaluations fiscales sont liées au prix de vente et non à la valeur marchande de la propriété.⁷⁴³ Ces initiatives peuvent ouvrir la voie à l'accession à la propriété pour les ménages à revenus faibles et moyens, et augmenter l'offre de logements de qualité et abordables.⁷⁴⁴

Conclusion

Recommandations du Groupe de travail sur les disparités de richesse

Le Groupe de travail encourage les travaux en cours qui identifient et s'attaquent aux facteurs qui créent des obstacles systémiques perpétuant les disparités de longue date. Pour faire avancer ces travaux, le Groupe de travail recommande que les propositions incluent des initiatives visant à :

Remédier aux disparités structurelles

1. *Créer un fonds d'amorçage d'opportunités basé sur le modèle des obligations pour bébé*
2. *Réformer le recouvrement de patrimoine de Medicaid*
3. *Adopter des réformes adaptées à l'étude sur les disparités de passation de marchés publics*
4. *Élargir la composition du Conseil d'investissement de l'État et du Conseil d'administration*
5. *Codifier un bureau exécutif pour soutenir les efforts continus visant à éliminer l'inégalité des chances*
6. *Continuer à financer des modèles de logement qui soutiennent des logements abordables et un développement axé sur les transports en commun*
7. *Mettre en œuvre des pratiques de planification équitables pour assurer la prospérité des communautés du New Jersey*
8. *Investir dans des partenariats entre les établissements de santé et les écoles pour soutenir un réseau d'écoles communautaires à l'échelle de l'État*
9. *Poursuivre le travail de Nurture New Jersey*
10. *Calculer la capacité de paiement d'un individu lors de l'évaluation des amendes et des frais en matière pénale*
11. *Soutenir les efforts visant à réutiliser les centres pour jeunes de l'État*
12. *Reconnaître les droits de citoyenneté des personnes anciennement incarcérées, y compris la fonction de juré*
13. *Accélérer les réformes qui favorisent des résultats justes dans l'application de la loi*
14. *Promouvoir les efforts continus pour assurer la sécurité alimentaire*
15. *Poursuivre les réformes en matière de santé mentale*
16. *Modifier les lois sur l'exemption de recouvrement de créances*

Augmenter les possibilités de constitution d'actifs

17. *Soutenir les initiatives de développement de carrière pour les élèves du collège et du lycée*
18. *Continuer à investir dans la double inscription et les cours avancés du secondaire*
19. *Investir dans des efforts qui soutiennent le redressement et l'enrichissement académiques*
20. *Continuer à soutenir les initiatives College Promise et Some College, No Degree*
21. *Supprimer certains facteurs non liés à la conduite de la souscription d'assurance automobile*
22. *Poursuivre l'initiative pilote d'actionnariat salarié*
23. *Adopter des programmes dans le cadre du Fonds d'investissement à impact social (Social Impact Investment Fund)*
24. *Continuer à soutenir les initiatives qui réduisent la fracture numérique*
25. *Envisager le recours à des commissions salariales pour promouvoir une rémunération équitable*
26. *Examiner les disparités de richesse grâce à des recherches et à la collecte de données au niveau de l'État*
27. *Poursuivre les programmes de remboursement de prêts pour réduire la dette étudiante*
28. *Tester un système de déclaration de crédit de loyer positif et prolonger le délai de grâce pour le paiement des loyers résidentiels à cinq jours ouvrables avant que le loyer ne soit considéré comme en retard*
29. *Supprimer la pratique immobilière résidentielle qui oblige un acheteur potentiel à divulguer le montant de l'acompte lors de la présentation d'une offre*
30. *Supprimer les frais de communication téléphonique entre les personnes incarcérées et les membres de leur famille*

La voie à suivre

Bon nombre des propositions recommandées par le Groupe de travail sur les disparités de richesse sont en cours de mise en œuvre, d'autres peuvent être mises en œuvre au cours des prochains mois, tandis qu'il faudra plus de temps pour s'attaquer aux obstacles structurels identifiés dans certaines des recommandations. L'engagement du public doit continuer à contribuer à l'orientation de la mise en œuvre et à l'évaluation des résultats. Des collaborations interinstitutions ont été formées pour faire avancer ce travail, mais pour véritablement construire un État d'opportunités où tous les enfants bénéficient pleinement de la promesse du Garden State, chacun de nous doit s'engager dans cet effort.

Que le travail continue !

Personnes notables

Présentation d'un échantillon de personnalités noires et hispaniques notables du New Jersey

*L'année de naissance et de décès, lorsqu'elle est disponible, est indiquée pour les personnes décédées

STIM

Charles B. Brooks (1865-1908) : inventeur, camion balayeur de voirie automoteur

Meredith Gourdine (1929-1998) : Inventeur, ingénieur physicien en dynamique des électrogaz

John A. Kenney, Sr.(1874-1950) : médecin

Lewis H. Latimer (1848-1928) : inventeur, premier climatiseur et salle de bain de wagon ; a contribué à l'invention du téléphone et de l'ampoule électrique.

Victor Lawrence : ingénieur et scientifique, Bell Laboratories

(d'autres scientifiques de Bell Laboratories incluent George Campbell Jr., Peter Delfyett, Shirley Ann Jackson, Donald Lyons, Arlene Maclin, William Massey, James Mitchell, Jesse Russell, Michael Spencer, Donnell Watson et James West)

Alice Parker (vers 1895-vers 1920) : inventrice, fournaise à gaz ; chauffage central breveté au gaz naturel

John Standard (1868-1900) : inventeur, améliorations significatives apportées au réfrigérateur et au poêle à mazout

Paul T. Williams, Sr. (1919-1993) : médecin, chirurgien

Exemples d'entreprises fondées au début du XXe siècle

Sara Spencer Washington (1889-1953) : fondatrice d'Apex News and Hair Company en 1919, basée à Atlantic City ; elle fabriquait des produits à partir de matières premières et employait des dizaines de milliers d'agents actifs dans tout le pays. Source : njwomenshistory.org

John Whitelaw Louis : (né en 1867) a fondé l'Industrial Savings Bank en 1913 (en 1919, il a également créé le Whitelaw Hotel, le premier hôtel de luxe appartenant à un Noir à Washington, DC). L'Industrial Savings Bank a fermé pendant la Grande Dépression en 1932, mais a rouvert sous le nom d'Industrial Bank sous Jesse Mitchell en 1934 et continue d'opérer avec deux succursales à Newark, dans le New Jersey.

Arts et divertissement

John Amos (1939-2024) : acteur, sa filmographie comprend les films *Roots* et *Un Prince à New York*, ainsi que les séries télévisées *Good Times*, *The Mary Tyler Moore Show* et *À la Maison-Blanche*

Amira Baraka (Everett Leroy Jones) (1934-2014) : poète, dramaturge, militante. Ses œuvres notables incluent « *The Book of Monk* », « *The Music Reflection Jazz and Blues* », « *New Music, New Poetry* », « *Legacy* », « *Dutchman & the Slave* » (nom de plume LeRoi Jones, Amear Baraka)

Celia Cruz (1925-2003) : chanteuse primée à plusieurs Grammy Awards. Sa discographie comprend *La Negra Tiene Tumbao* et *La Vida Es Un Carnaval*

Raúl Dávila (1931-2006) : acteur et producteur. Sa filmographie comprend les séries télévisées *All My Children*, *The Believers* et *American Playhouse*

Count Basie (1904-1984) : musicien de jazz et chef d'orchestre, lauréat de plusieurs Grammy Awards. Sa discographie comprend *The Atomic Mr. Basie*, *Basie Big Band* et *Kansas City 7*

Gloria Gaynor : chanteuse deux fois lauréate d'un Grammy Award. Sa discographie comprend *I Will Survive*, *Let Me Know* et *I Am What I Am*.

Donnie Harper : auteur-compositeur, chanteur, chef de chœur, fondateur du *New Jersey Mass Choir*

Lauryn Hill : chanteuse, rappeuse et actrice plusieurs fois récompensée par un Grammy Award, connue pour son rôle dans les *Fugees* et son album studio solo *The Miseducation of Lauryn Hill*, qui a remporté cinq Grammy Awards

Cissy Houston (Emily Drinkard) (1933-2024) : chanteuse deux fois récompensée aux Grammy Awards. Sa discographie comprend *The Lord is my Shephard*, *Think it Over* et *He Leadeth Me*

Whitney Houston (1963-2012) : chanteuse, productrice et actrice plusieurs fois récompensée aux Grammy Awards, reconnue comme l'une des interprètes les plus récompensées de tous les temps. Sa discographie comprend *I Wanna Dance with Somebody*, *I Will Always Love You* et *Higher Love*. Sa filmographie comprend des rôles dans *The Bodyguard* et *Cendrillon*, et la production de séries à succès telles que *Princesse malgré elle* et *The Cheetah Girls*.

Queen Latifah (Dana Owens) : actrice, mannequin et rappeuse primée aux Grammy Awards. Sa discographie comprend *All Hail the Queen*, *Black Reign* et *You Can't Stop the Beat* du film *Hairspray*, dans lequel elle a également joué. Sa filmographie comprend également *Beauty Shop*, *Living Out Loud* et la franchise *L'Âge de Glace*.

Michael B. Jordan : acteur. Sa discographie comprend la série *Creed*, *Fahrenheit 451* *Just Mercy*, et notamment, son intégration dans l'univers cinématographique *Marvel* avec son rôle de Killmonger dans *Black Panther*.

James « JT » Taylor (Kool & the Gang) : musicien, chanteur. Chanteur principal pendant la période la plus fructueuse de *Kool & the Gang* entre 1979 et 1988, sa discographie inclue *Celebration*, *Fresh*, *Ladies' Night*, *Get Down on It*

Paul Robeson (1898-1976) : Renaissance Man, érudit prolifique, acteur, chanteur, activiste et athlète. Sa filmographie comprend *Show Boat*, *The Emperor Jones* et *King Solomon's Mines*. Sa discographie comprend *Songs of Free Men*, *Spirituals* et des concerts au *Carnegie Hall*

SZA (Solána Imani Rowe) : chanteuse et compositrice lauréate de plusieurs Grammy Awards. Sa discographie comprend *All the Stars*, *Kiss me More* et *Broken Clocks*.

Zoe Saldana : actrice. Sa filmographie comprend son rôle de Neytiri dans *Avatar*, d'Uhura dans *Star Trek* (2009) et a rejoint l'univers cinématographique *Marvel* dans le rôle de Gamora dans *Les Gardiens de la Galaxie*

Dionne Warwick : chanteuse et compositrice récompensée par plusieurs Grammy Awards. Sa discographie comprend *Walk On By*, *That's What Friends Are For* et *I Say a Little Prayer*

Athlètes

Victor Cruz : football américain NFL, receveur ; Giants de New York, Bears de Chicago

Larry Doby (1923-2003) : ligue noire et baseball MLB, joueur de champ central, manager ; Eagles de Newark, Indians de Cleveland, White Sox de Chicago, Tigers de Détroit, Dragons de Chunichi

Joetta Clark Diggs : athlétisme olympique, coureuse de demi-fond ; Séoul 1988, Barcelone 1992, Atlanta 1996, Sydney 2000

Laurie Hernandez : médaillée d'or et d'argent en gymnastique olympique, gymnaste artistique ; Rio 2016

Frederick Carlton (Carl) Lewis : neuf fois médaillé d'or et d'argent en athlétisme olympique, sprinteur, sauteur en longueur ; Los Angeles 1984, Séoul 1988, Barcelone 1992, Atlanta 1996

Sydney McLaughlin Levron : quadruple médaillée d'or olympique en athlétisme, coureuse de haies, sprinteuse ; Tokyo 2020, Paris 2024

Athing Mu : double médaillé d'or olympique en athlétisme, coureur de demi-fond ; Tokyo 2020

Shaquille O'Neal : basket-ball NBA, pivot All-Star ; quadruple champion NBA, trois victoires avec les Lakers de Los Angeles (2001-2003) et une avec les Heat de Miami (2006). Il a débuté sa carrière avec les Magic d'Orlando et a également joué pour les Suns de Phoenix, les Cavaliers de Cleveland et les Celtics de Boston.

Hezly Rivera : médaillée d'or olympique en gymnastique artistique, Paris 2024

Karl Anthony Towns : basket-ball NBA, pivot All-Star ; Timberwolves de Minnesota, New York

Dirigeants communautaires

Hilda Hidalgo (1928-2009) : activiste communautaire

Perfecto Oyola : activiste communautaire

Clément Price (1945-2014) : auteur, professeur, éducateur, historien

Junius Williams : activiste communautaire

Giles R. Wright II (1935-2009) : auteur, historien

Pouvoir judiciaire



Le juge James H. Coleman, Jr. (1933-2024) : Cour suprême du New Jersey



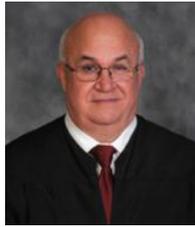
Fabiana Pierre-Louis : Cour suprême du New Jersey



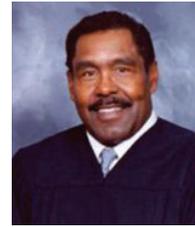
Le juge Michael Noreiga: Cour suprême du New Jersey



Roberto A. Rivera-Soto : Cour suprême du New Jersey (retraité)



Faustino Fernandez-Vina : Cour suprême du New Jersey (retraité)



John E. Wallace, Sr. : Cour suprême du New Jersey (retraité)

Les membres de la magistrature fédérale comprennent : Joseph A. Greenaway, Jr., Ann Thompson, Karen Williams, Esther Salas, Joseph Rodriguez, Susan Wigenton, José Almonte, André Espinosa et Jamel Sempre

Des dizaines de juges de la Cour supérieure, dont les pionniers Marie White Bell, Lawson McElroy, Sheila Venable, Lawson McElroy et Lisa Thornton

Fonctionnaires élus/nommés

Fédéraux, actuellement en service au moment de la publication



Corey Booker : sénateur américain



Bonnie Watson Coleman :
représentante des États-Unis



LaMonica McIver : représentante
des États-Unis



Nellie Pou : représentante des États-
Unis



Robert Menendez, Jr. : représentant
des États-Unis

Décédés



Donald Payne, Sr. (1934-2012) :
représentant des États-Unis



Donald Payne, Jr. (1958-2024) :
représentant des États-Unis

Fonctionnaires de l'État et des collectivités locales

Maires, membres du conseil, commissaires de comté, législateurs d'État et membres du cabinet, y compris les pionniers :



Sheila Y. Oliver (1952-2023) : lieutenant-gouverneur (2018-2023), commissaire du Département des affaires communautaires du New Jersey (2018-2023), députée à l'Assemblée générale de l'État (2004-2018), présidente de l'Assemblée de l'État (2010-2014)



Tahesha Way : lieutenant-gouverneur (2023 à ce jour) et secrétaire d'État du New Jersey (2018 à ce jour)

Walter Gilbert Alexander (1880-1953) : premier Noir à siéger à l'assemblée législative du New Jersey (assemblée : 1920-1921)

Kenneth A. Gibson (1932-2019) : ancien maire de Newark

Gwendolyn Faison (1925-2021) : ancienne maire de Camden

S. Howard Woodson (1916-1999) : ancien député de l'État, président (1974-1976)

Ronald L. Rice (1945-2023) : ancien sénateur de l'État

Madeline A. Williams (1894-1968) : ancienne députée de l'État

Donald Tucker (1938-2005) : ancien député de l'État

Eric Munoz (1947-2009) : ancien député de l'État

Elba Pérez-Cinciarelli (1943-2020)

Vincent Prieto : président de l'assemblée (2014-2018)

Anciens membres du cabinet

DeForest (Buster) Soaries : secrétaire d'État (1999-2002)

Horace Bryant, Jr. (1909-1983) : commissaire du Département des banques et des assurances (1969-1970)

Lonna Hooks : secrétaire d'État (1994-1998)

Nina Mitchell Wells : secrétaire d'État (2006-2010)

Lisa Jackson : Département de la protection de l'environnement (2006-2008)

Peter Harvey : procureur général (2003-2006)

Michellene Davis : trésorière par intérim (2007-2008)

Maires en fonction au moment de la publication, nom/municipalité (classés par ordre alphabétique du nom de famille)

Derek Armstead, Linden ; Ras Baraka, Newark ; Renae Baskerville, Montclair ; James Bowser, Union Township ; Helmin Caba, Perth Amboy ; Victor Carstarphen, Camden ; Ted Green, East Orange ; Albert Kelly, Bridgeton ; Robert Lane, Neptune City ; Quinton Law, Moorestown ; Marie Lawrence, Winslow Township ; Hector C. Lora, Passaic ; Michael Johnson, Haledon ; Carlos Rendo, Woodcliff Lake ; Nicole Roberts, Pennsauken ; Albio Sires, West New York ; Marty Small, Atlantic City ; LaDaena Thomas, Penns Grove ; Tony Vauss, Irvington ; Dahila Vertreese, Hillside ; Dwayne Warren, Orange ; Samantha Whitfield, Willingbor

Membres du cabinet de l'administration Murphy, années de service

Lamont Repollet : commissaire à l'éducation (2018-2020)

Angelica Allen-McMillan : commissaire à l'éducation par intérim (2020-2023)

Zakiya Smith Ellis: secrétaire à l'enseignement supérieur (2018-2020), conseillère politique principale (2020-2022)

Marlene Caride : commissaire du Département des banques et des assurances (2018-2023)

Membres du Cabinet en fonction au moment de la publication



Lisa Asare : présidente et directrice générale, Autorité pour l'innovation en santé maternelle et infantile du New Jersey



Brian Bridges : secrétaire à l'enseignement supérieur



Latrecia Littles-Floyd : présidente par intérim et administratrice en chef, Commission des véhicules automobiles



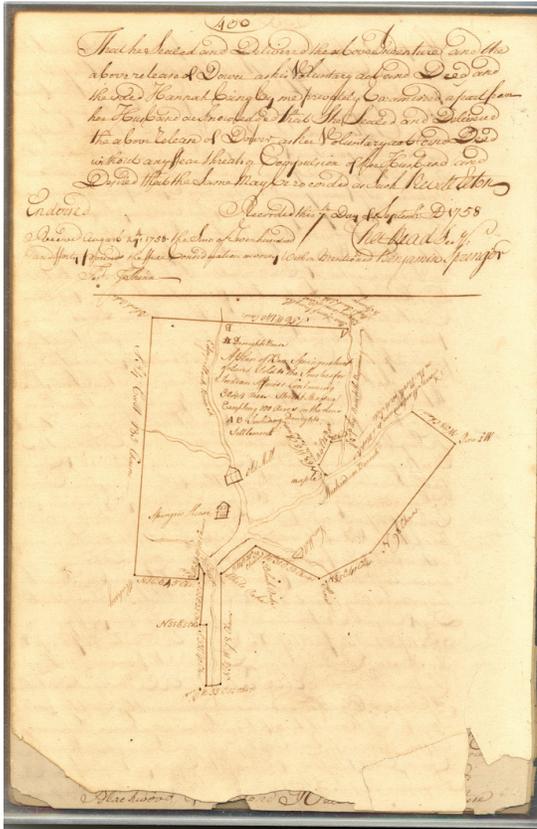
Général de brigade Yvonne Mays : adjudant général et commissaire, Département des affaires militaires et des anciens combattants



Jacquelyn Suarez : Département des affaires communautaires

Annexe

Histoire ancienne

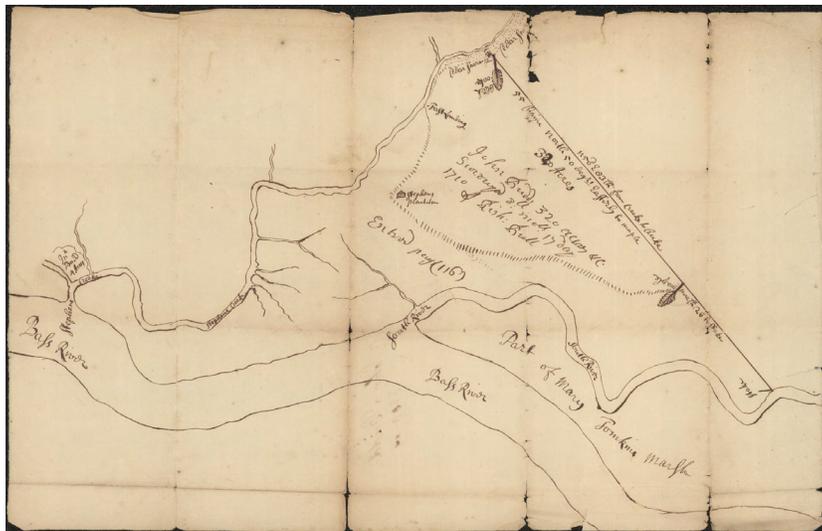


Carte des terres qui deviendront l'Eventual Brotherton Reservation, West Jersey Deed Book O
Source : archives de l'État du New Jersey



Est et Ouest du New Jersey, identification des communautés autochtones établies, Source : archives de l'État du New Jersey

Cartes coloniales



Carte des plantations de 1710, Source : archives de l'État du New Jersey



Carte de l'est et de l'ouest du New Jersey, Source : archives de l'État du New Jersey



Carte coloniale anglaise, comprenant des parties de la Nouvelle-Angleterre actuelle et des régions Atlantique-Centre, ainsi que des parties de la Virginie et des Carolines (à l'extrême droite)

Documents du réseau d'esclaves de Van Wickle

Documents at the New Jersey State Archives relating to the Van Wickle Slave Ring

(click on links to view documents)

INDICTMENTS and PROCESSES (arrest warrants) and RELATED DOCUMENTS returned against Charles Morgan, Nicholas Van Wickle, James Edgar and Lewis Compton for the following persons, transported on the "MARY ANN", March 10, 1818:

AUGUSTUS, aged about 4 years
Indictment against Charles Morgan
Indictment against Nicholas Van Wickle
Process on indictment against Nicholas Van Wickle

CLAUS, a negro man, servant for years of Lewis Compton
Indictment against Charles Morgan
Indictment against James Edgar (Constable)
Memorandum concerning the removal of slaves, with particular reference to CLAUS, enslaved by Lewis Compton, from Perth Amboy, March 10, 1818
Record of default on recognizance for two indictments against Lewis Compton in the matters of CLAUS and JOHN

DIANA, child of Christian, aged about 9 years
Indictment against Charles Morgan
Indictment against Nicholas Van Wickle
Process on indictment against Nicholas Van Wickle

DIANA, child of Sarah, aged about 7 months
Indictment against Charles Morgan
Indictment against Nicholas Van Wickle
Process on indictment against Nicholas Van Wickle

DORCAS, aged about one year
Indictment against Charles Morgan
Indictment against Nicholas Van Wickle
Process on indictment against Nicholas Van Wickle

HARRIET JANE, aged about three years
Indictment against Charles Morgan

HERCULES, aged about two years
Indictment against Charles Morgan
Process on indictment against Nicholas Van Wickle

MARY, aged about two years
Indictment against Charles Morgan
Process on indictment against Nicholas Van Wickle

ROZENA, aged about six weeks
Indictment against Charles Morgan
Indictment against Nicholas Van Wickle
Process on indictment against Nicholas Van Wickle

SUSAN, aged about seven months
Indictment against Charles Morgan
Process on indictment against Nicholas Van Wickle

INDICTMENTS, PROCESSES (arrest warrants), and APPEALED INDICTMENTS (including subpoenas for witnesses) returned against Charles Morgan, Mathew Mentor (Master of the "Thorn"), Elsey Morgan, James Morgan, Peter F. Hendry, Nicholas Van Wickle and Lewis Compton for the following persons, transported on the "THORN", May 25, 1818:

ANN, under the age of twenty-one years, slave for life of Elsey Morgan
Indictment against Charles Morgan
Indictment against Mathew Mentor
Appeal on Indictment against Elsey Morgan
Subpoena to John Disbrow and Thomas Dey to give testimony for the State against Elsey Morgan
Subpoena to Jacob Van Wickle, John Brewster and John Young to give testimony for the State against Elsey Morgan

CAROLINE, under the age of twenty-one years, slave for life of James Morgan
Indictment against Charles Morgan
Indictment against Mathew Mentor
Appeal on Indictment against James Morgan
Subpoena to John Disbrow and Thomas Dey to give testimony for the State against James Morgan
Subpoena to Jacob Van Wickle, John Brewster and John Young to give testimony for the State against James Morgan

CHARLES, aged about two years, servant for years of Nicholas Van Wickle
Indictment against Charles Morgan
Indictment against Mathew Mentor
Process on indictment against Nicholas Van Wickle

JOE, aged about one year, servant for years of person unknown
Indictment against Charles Morgan
Indictment against Mathew Mentor

JOHN, aged about three years, servant for years of Lewis Compton
Indictment against Charles Morgan
Indictment against Mathew Mentor
Record of default on recognizance for two indictments against Lewis Compton in the matters of CLAUS and JOHN

JOSEPH, aged about ten days, servant for years of Charles Morgan
Indictment against Charles Morgan
Indictment against Mathew Mentor

SAM, aged about two years, servant for years of Peter F. Hendry
Indictment against Charles Morgan
Indictment against Mathew Mentor
Process on indictment against Peter F. Hendry
Appeal on Indictment against Peter F. Hendry
Subpoena to Jacob Van Wickle, John Brewster and John Young to give testimony for the State against Peter F. Hendry

ADDITIONAL PROCESSES on Indictments not specific to one case or incident, or the case is undetermined

Process on seventeen indictments against CHARLES MORGAN for carrying away negroes
Process on indictment against JAMES BROWN, for selling and sending away an unnamed negro servant

DEPOSITION OF JAMES M. ELAIN, taken in New Orleans, May 22, 1818, representing the manner negroes were put on board the "Mary Ann"

INDICTMENTS and DEPOSITIONS concerning the transportation of the following persons into Pennsylvania by Lewis Compton in November 1818

CHARLES QUERMAN and HIS WIFE VIOLET, HARRY, GEORGE, ELIJAH, MARY and PHEBE
Indictment against Lewis Compton
Indictment against Gozen Ryerss De Hart for aiding and abetting Lewis Compton
Indictment against Richard Adams for aiding and abetting Lewis Compton
Deposition of Lewis Golden, relating how he transported GEORGE, VIOLET, HARRY and CHARLES from Perth Amboy to the Delaware River
Deposition of William Wayne of Philadelphia, attesting to seeing Lewis Compton at Lebanon, Pennsylvania with SAMUEL, HENRY, CHARLES, GEORGE, ELIJAH, PHEBE, VIOLET and MARY, June 11, 1819

ADDITIONAL CASE PAPERS related to William Raborg; Lewis Compton; and James Edgar (Constable)

SUPREME COURT CASE FILE
STATE V. WILLIAM RABORG
Attachment for Contempt on a writ of Habeas Corpus from November 1818, to produce JACK, WALTER WILSON, his wife JANE WILSON, and HANNAH, named as slaves.
Relates to a kidnapping contemporary to the Lewis Compton case, November 1818, and was reported in the press of the day.

ARREST WARRANTS
In Nathaniel Manning v. LEWIS COMPTON and Abraham Hunt v. LEWIS COMPTON: Civil suits for \$600 and \$300, March and June terms 1819
In the Inhabitants of Perth Amboy v. JAMES EDGAR and David Edgar, civil suit for \$500, June term 1819
The civil cases against Lewis Compton and James Edgar are indicative of the precarious financial condition of these two actors in the Van Wickle episode.

DEPOSITION
Deposition of LEWIS COMPTON, relating how Lewis Langstaff enticed or carried away a female slave of Lewis Compton named LOUISE, out of New Jersey into New York, June 12, 1819.
This is a document, which I have not been able to learn more about, but it clearly relates to the larger dynamic of transporting persons of color in this period.

PETITION against transporting negroes, presented October 28, 1818, and related ENROLLED LAWS related to the slaves and the transport of slaves and servants of colour, 1798- 1819

Petition against transporting negroes, presented October 28, 1818

An Act Respecting Slaves, March 14, 1798

An Act Supplemental to the Act Respecting Slaves, December 3, 1804

An Act Supplemental to the Act entitled An Act Respecting Slaves, January 29, 1812

An Act to prohibit the exportation of slaves or servants of color out of this State, November 5, 1818

A Supplement to the act entitled An Act to Prohibit the Exportation of Slaves, February 19, 1819

SELECTED NEWSPAPER STORIES – found on microfilm at the New Jersey State Archives

1809. May 2. *Sentinel of Freedom.* Notice. The Overseers of the Poor offering placement for abandoned black children.

1811. April 9. *Sentinel of Freedom.* Sale of a Negro Boy. The Overseers of the Poor offering placement of abandoned black children.

1817. July 1. *Sentinel of Freedom.* For Sale, Very Cheap.

1817. October 20. *True American.* Abolition of Slavery.

1818. June 1. *Trenton Federalist.* Report on the kidnapers. For Sale... A Black Boy... A Black Girl.

Documents du réseau d'esclaves de Van Wickle

[1818, June 22](#). *True American*. Kidnapping. Communication. The Traffic in human blood reviving...

[1818, July 23](#). *The Times and New-Brunswick General Advertiser*. Reports from other states kidnappings. Similar to Van Wickle reporting.

[1818, August 3](#). *Trenton Federalist*. Letter from "Penn" on the "Mary Ann". Some short reports on slavery in other states.

[1818, August 6](#). *Fredonian*. Notice about the "Mary Ann". An Association. For the purpose of opposing the practice of kidnapping... James Parker, Secretary.

[1818, August 6](#). *The Times and New-Brunswick General Advertiser*. Report from Elizabeth Town about George Steer, owner of the "Bliss", Lewis Compton, Lewis Abrams, and others. Report from "Penn" on kidnapping...

[1818, August 13](#). *The Fredonian*. Letters from Jacob Van Wickle, John Voorhees, et al.

[1818, August 13](#). *The Times and New-Brunswick General Advertiser*. Report on the meeting of the Association... Letter To the Public... from Charles Morgan.

[1818, August 13](#). *True American*. Proposal... Concerning Slavery. Kidnapping... from Georgetown, Washington City.

[1818, August 20](#). *The Times and New-Brunswick General Advertiser*. Response to the letter from Charles Morgan.

[1818, August 27](#). *The Times and New-Brunswick General Advertiser*. Letters from Richard Stockton and William Deare in response to Charles Morgan.

[1818, September 3](#). *The Times and New-Brunswick General Advertiser*. Letter to Mr. Wilson from "Humanity" concerning Negro Trading and Kidnapping... Report on sixty three slaves illegally brought to Georgia...

[1818, September 7](#). *True American*. Proposal... Concerning Slavery... Kidnapping. Letter from Charles Morgan. Letters from Richard Stockton and William Deare.

[1818, September 10](#). *The Times and New-Brunswick General Advertiser*. The Slave Trade. Thirty Dollars Reward... Runaway. For Sale, A Coloured Man...

[1818, November 12](#). *The Times and New-Brunswick General Advertiser*. Printing of "An act to prohibit the exportation of slaves or servants of color..." A statement from Mr. Parker.

[1818, December 22](#). *Report on Colonization Society*. Report of Rayburgh... kidnapping case...

[1818, December 28](#). *True American*. From Philadelphia... Kidnapping. Trial of Lewis Compton...

Personnes et enfants libres capturés et vendus aux planteurs de Louisiane dans le réseau d'esclaves de Van Wickle

Documents historiques

We the subscribers do hereby certify that we have known a negro man named Geoff, now belonging to the property of Captain Bunard Hanton vice veritas believe that the said negro is not more than 33 or 34 years of age, one of our town, Sarah Hunt having levied appraisement to the late John Bainbridge whom he was born thived for a number of years - Witness our hands this 21st day of June Anno Domini 1795.

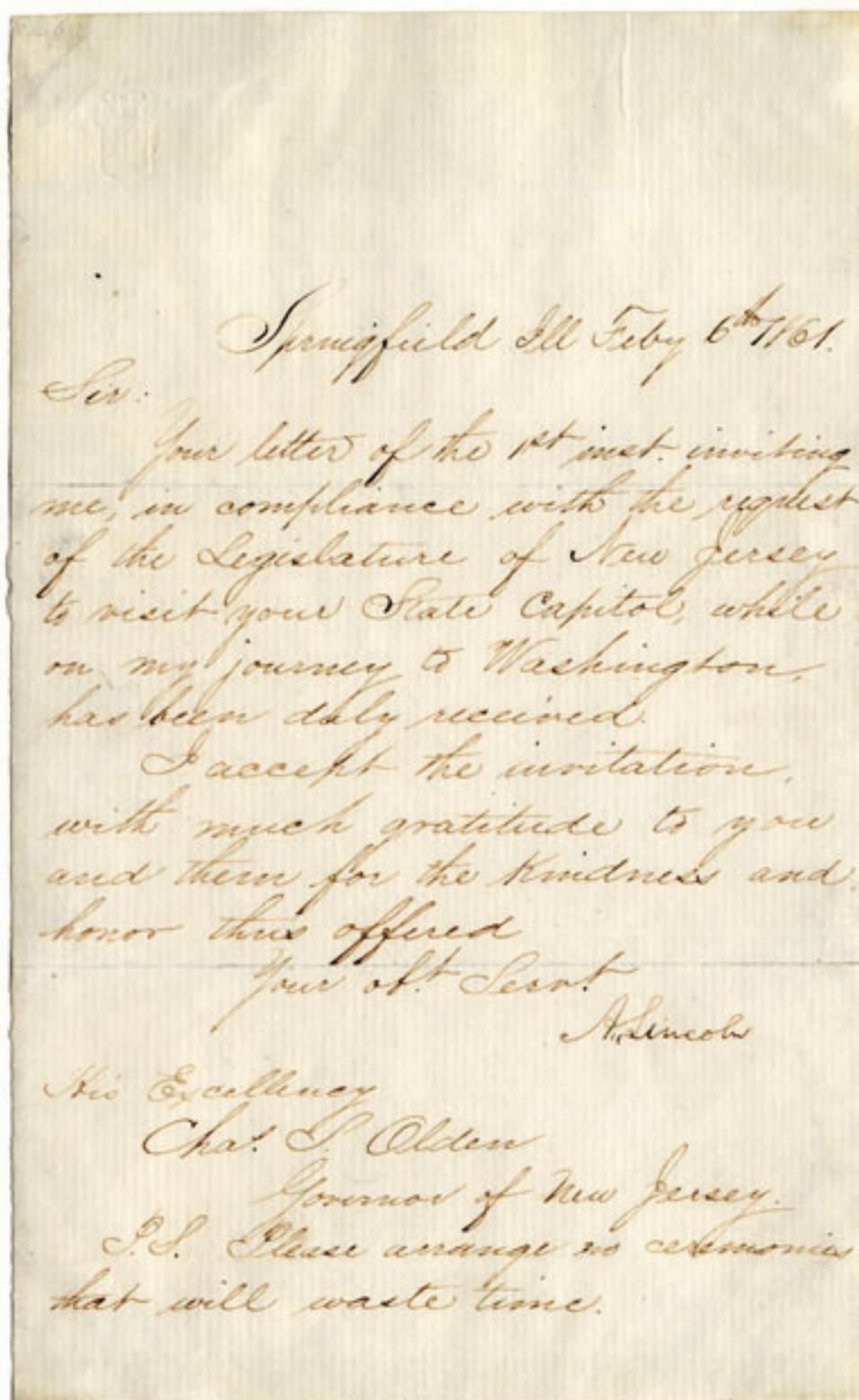
Sarah Hunt
Benjⁿ Vanelwe

Attestation de 1795 concernant un esclave, Source : archives de l'État du New Jersey

Calah Johnson	Samuel Sudder	Mahal Byce	
Wm. Spie	Wm. Davis	Amos Whyte	
Abraham Stuyvesant	Thos. Polhemus	Sam. Blair	
James Hamilton	Lafford Totton	James Amosman	
Peter Smith	Wm. Ditmars	Stephen Eastman	
Thos. Hollenhead	Charles Moton	Dave Ditmars	
Wm. Hagerman	Kenneth Blice	Davis Roe	
John Gifford	Henry Polhemus	John Amosman	
Stephen Mayfield	Robert Bayles	Wm. Deaysa	
Geokel Blice	John Geelick	Christoph. Gray	
Oliver Hunt	James Stuyvesant	Davis Blicke	
Peter White	Abraham Voorhes	Richard Wadnet	
James Almon	Jeremiah Vanstover	Chris. Toke	
Isaac Leigh	Sam. Neelman	Henry Hillman	
John Stacklan	Sam. Stuyvesant	Garau Neelman	
John Reue	Sam. Minot	Edward Stout	
Walter Johnson	Wm. Blice	Sam. Blice	
Davis Johnson	Margaret Montpelier	Orion Hagerman	
John Johnson	James Lake	Margret Hameday	
David Johnson	David Blice	Mary Davis	
John Hubbard	Abraham Stout	John Henshaw	
Isaac Carr	Davis Stout	Cornelius Lamm	
Andrew W. Math	John Bland	Neal Megill	
John Smith	Melaph. Vanstover	Henry Kesiday	
Mary Hagerman	Eljah Stout	Anthony Smith	
Wm. Jones	John Henson	John H. Shalson	
Wm. Manning	Lebanon Stout	David Amosman	
David Stout	Liter Vanarsdale	George Henshaw	
Martin Nevins	Makiah Sutton	Cornelius Vanarsdale	
Dominus Fryer	Love Totton	George Philbks	
Wm. Hagerman	John Elberson	Richard Hunt	
John Hagerman	Robert Montfer	John Charles	
John Hagerman	Henry Lane	Christoph. Vanstover	
John Hagerman	Abraham Ditmars	John Brown	
Isaac Whitman	David Stuyvesant	Wm. Polhemus	
Isaac Stout	Wm. Ditmars	John Polhemus	
Isaac Melman	John Hagerman	Cornelius Whitman	
	John Hagerman	James Morris	
		John Blicke	

Journal des scrutins, Source : archives de l'État du New Jersey

Document historique : lettre du président élu Abraham Lincoln



Springfield Ill Feb. 6th 1861.

Sir:

Your letter of the 1st inst. inviting me, in compliance with the request of the Legislature of New Jersey to visit your State Capitol, while on my journey to Washington, has been duly received.

I accept the invitation, with much gratitude to you and them for the kindness and honor thus offered.

Yours obt. Servant

A. Lincoln

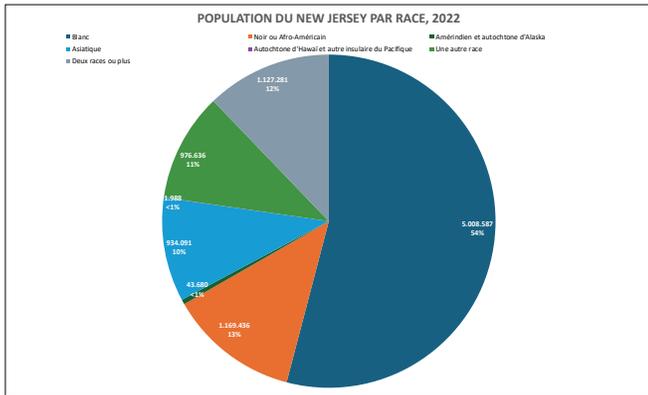
His Excellency
Chas. S. Olden
Governor of New Jersey.

P.S. Please arrange no ceremonies that will waste time.

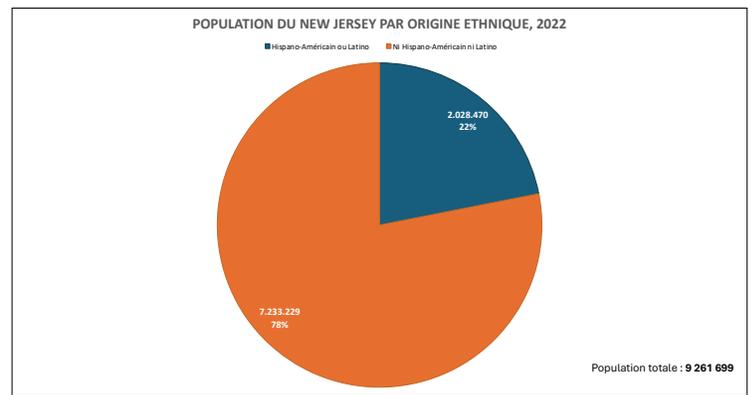
Lettre de réponse du président élu Abraham Lincoln du 6 février 1861 : après avoir reçu une invitation à visiter le Capitole de l'État du New Jersey, Lincoln a visité le Capitole de l'État du New Jersey le 21 février 1861, en route vers son investiture à Washington, DC le 4 mars 1861.

Source : archives de l'État du New Jersey

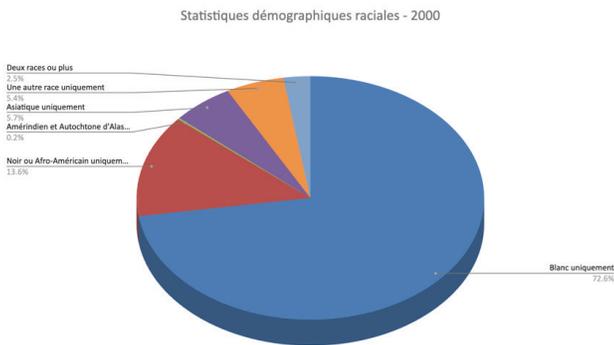
Données démographiques du New Jersey



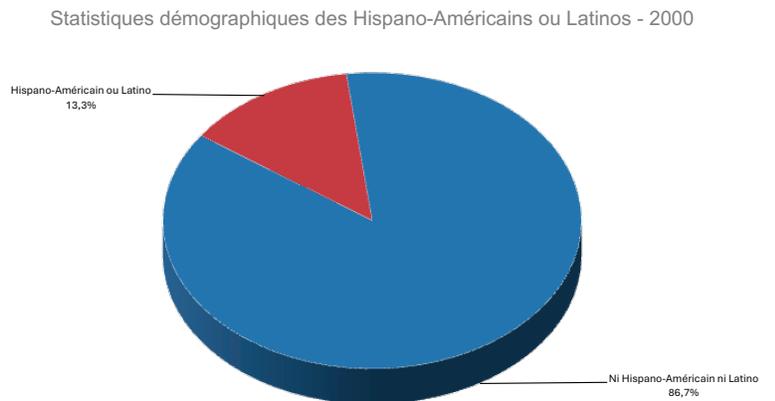
Population du New Jersey par origine ethnique en 2022, Source : Département du travail et du développement de la main-d'œuvre du New Jersey, données du recensement américain



Population du New Jersey en 2022 par origine ethnique 2022, Source : Département du travail et du développement de la main-d'œuvre du New Jersey, rapportant les données du recensement américain

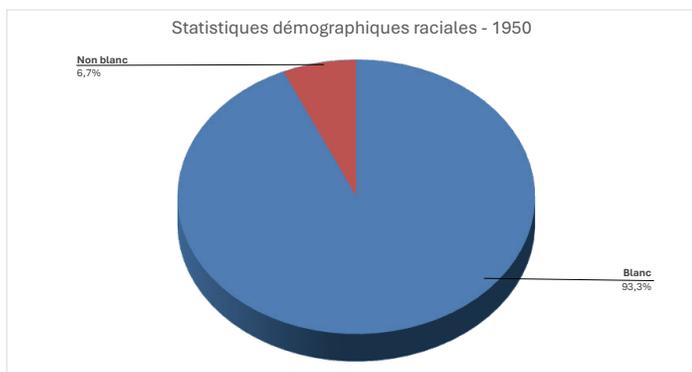


Source : Département du travail et du développement de la main-d'œuvre du New Jersey

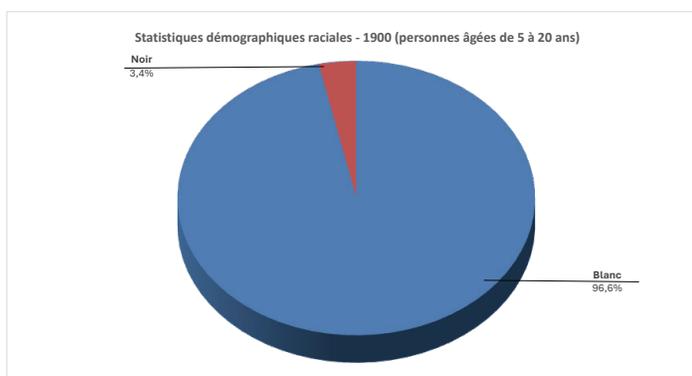


Source : Département du travail et du développement de la main-d'œuvre du New Jersey

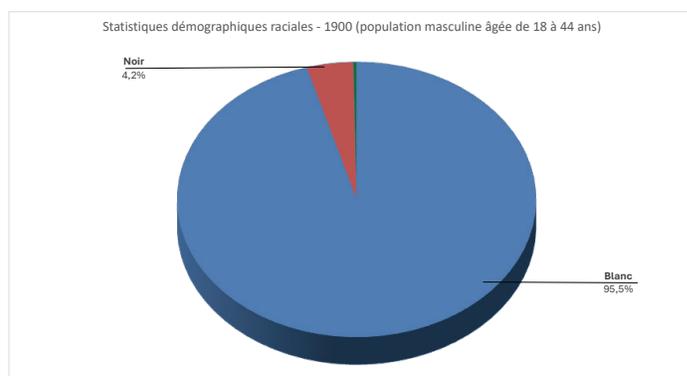
Données démographiques du New Jersey



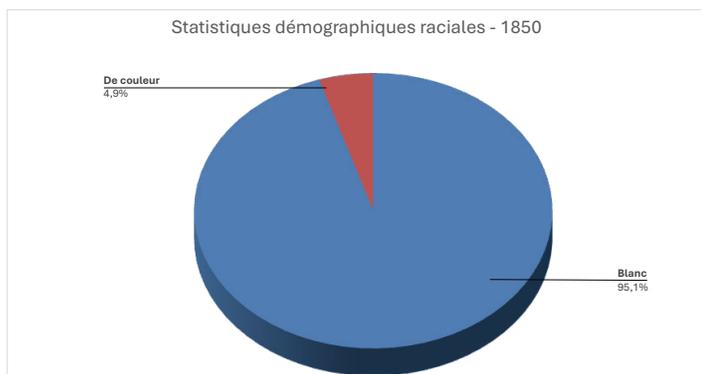
Source : Département du travail et du développement de la main-d'œuvre du New Jersey



Source : Département du travail et du développement de la main-d'œuvre du New Jersey

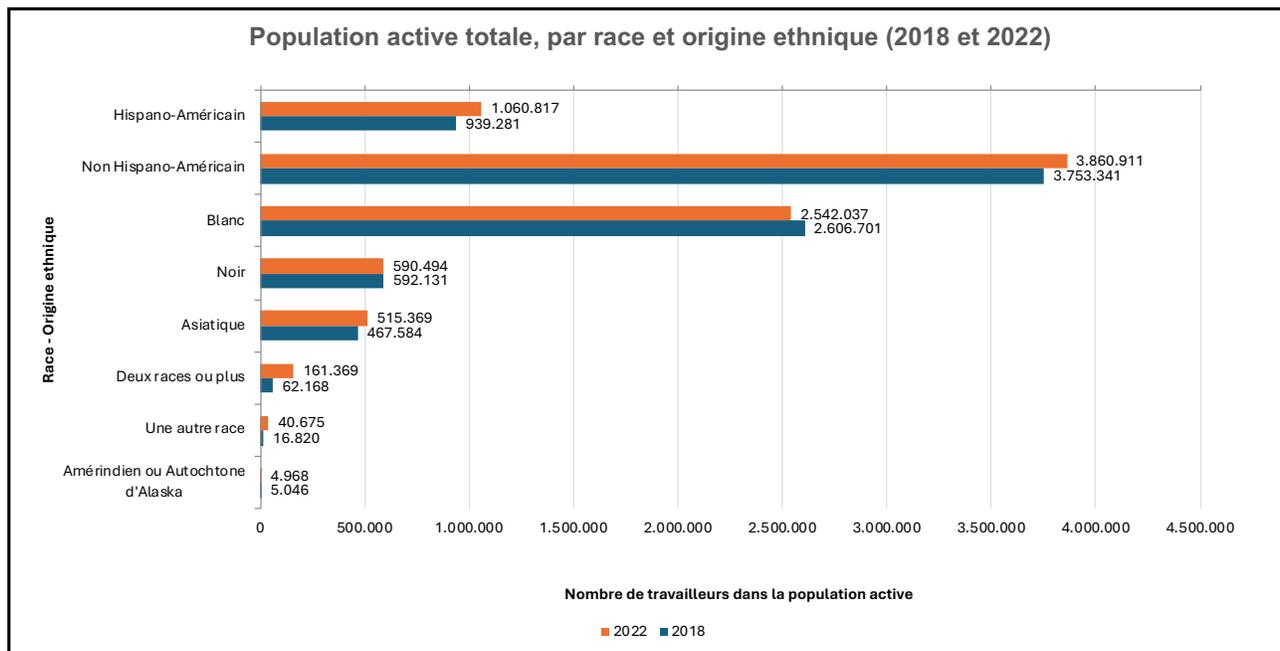


Source : Département du travail et du développement de la main-d'œuvre du New Jersey



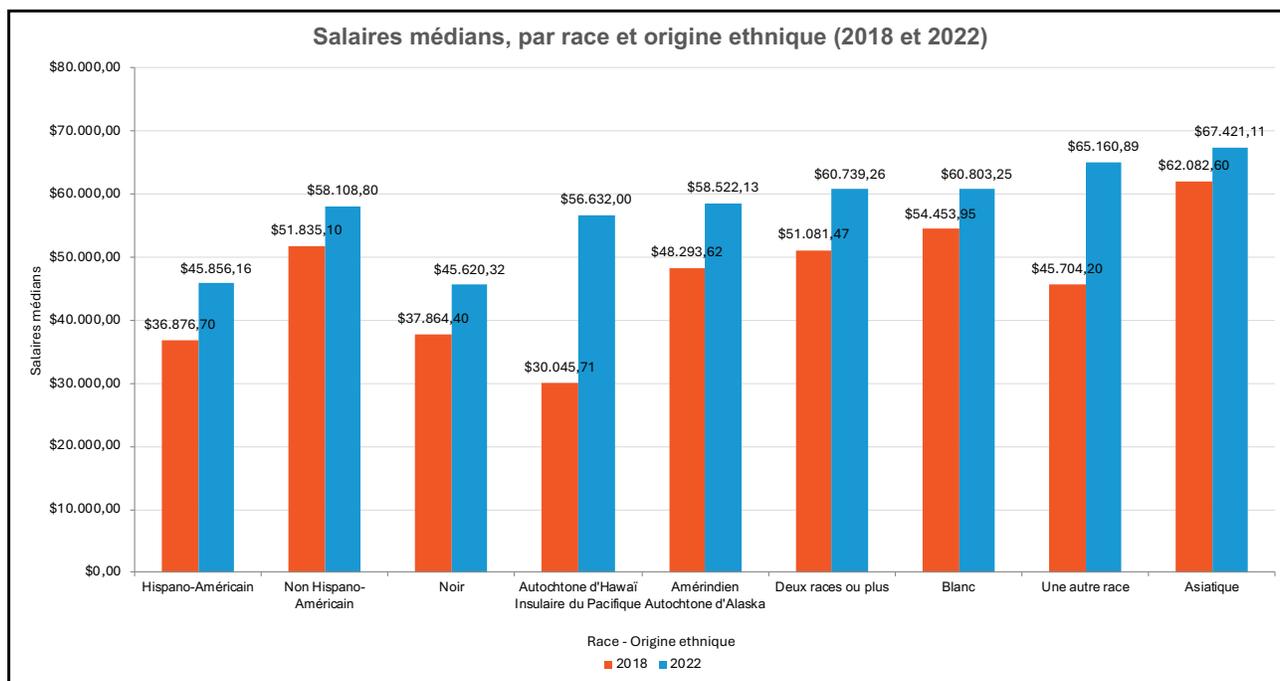
Source : Département du travail et du développement de la main-d'œuvre du New Jersey

Données sur la main-d'œuvre du New Jersey



Source : Département du travail et du développement de la main-d'œuvre du New Jersey,

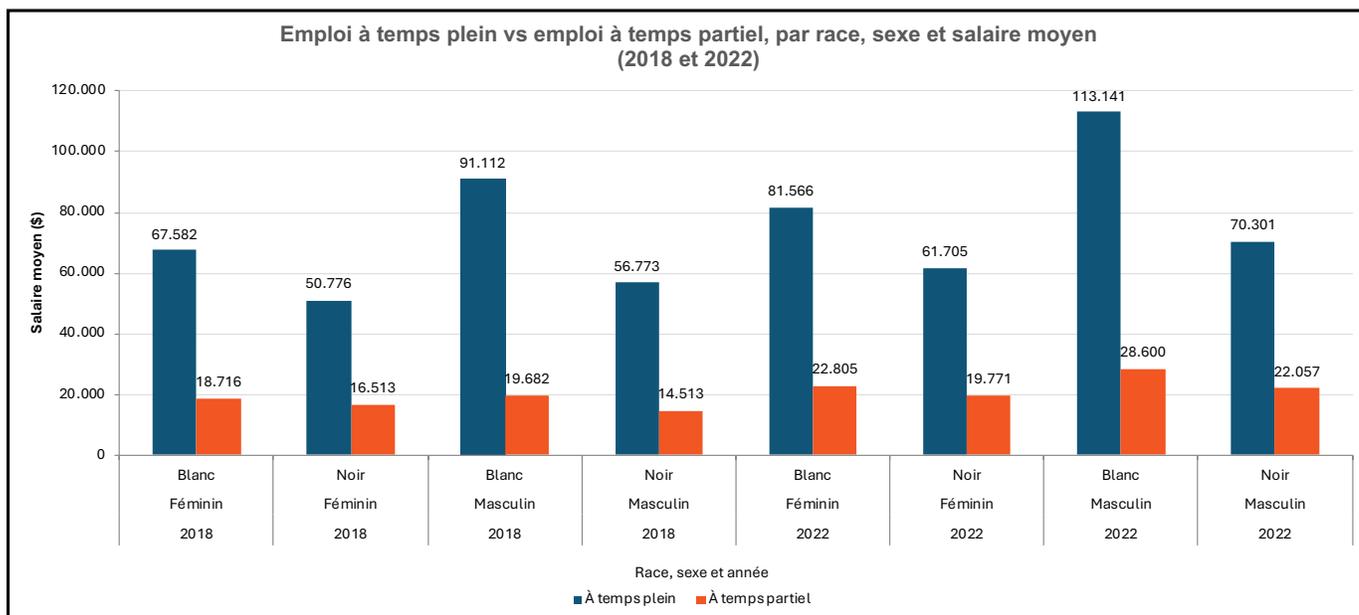
Source des données : fichier d'échantillon de microdonnées à usage public (PUMS (Public Use Microdata Sample – PUMS) de l'American Community Survey 2022, estimations sur 1 an.



Source : Département du travail et du développement de la main-d'œuvre du New Jersey,

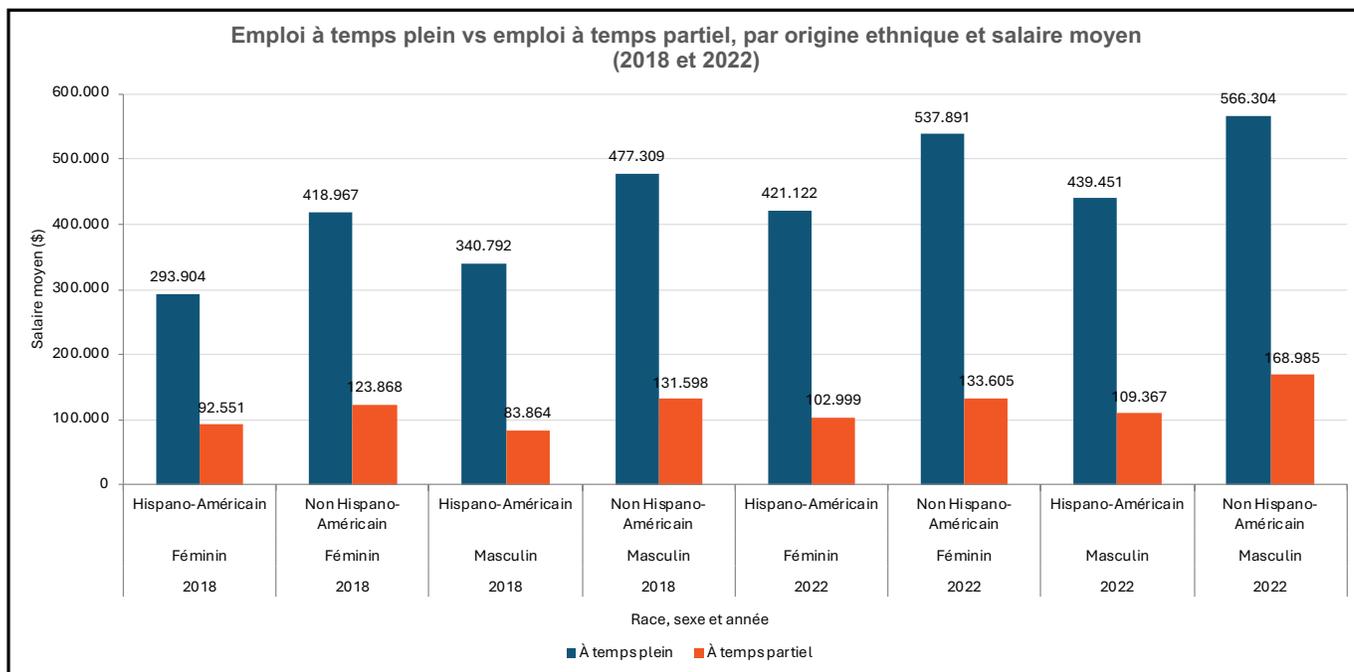
Source des données : fichier d'échantillon de microdonnées à usage public (PUMS (Public Use Microdata Sample – PUMS) de l'American Community Survey 2022, estimations sur 1 an.

Données sur la main-d'œuvre du New Jersey



Source : Département du travail et du développement de la main-d'œuvre du New Jersey,

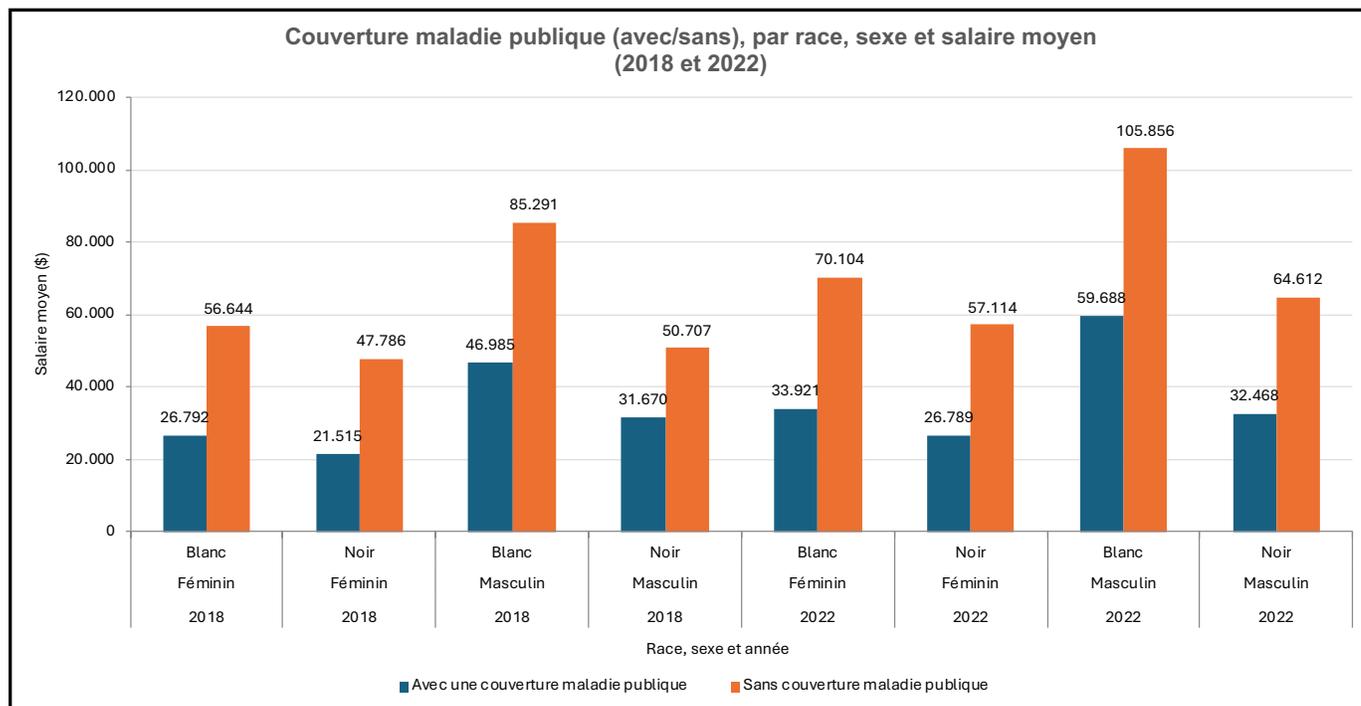
Source des données : fichier d'échantillon de microdonnées à usage public (PUMS (Public Use Microdata Sample – PUMS) de l'American Community Survey 2022, estimations sur 1 an.



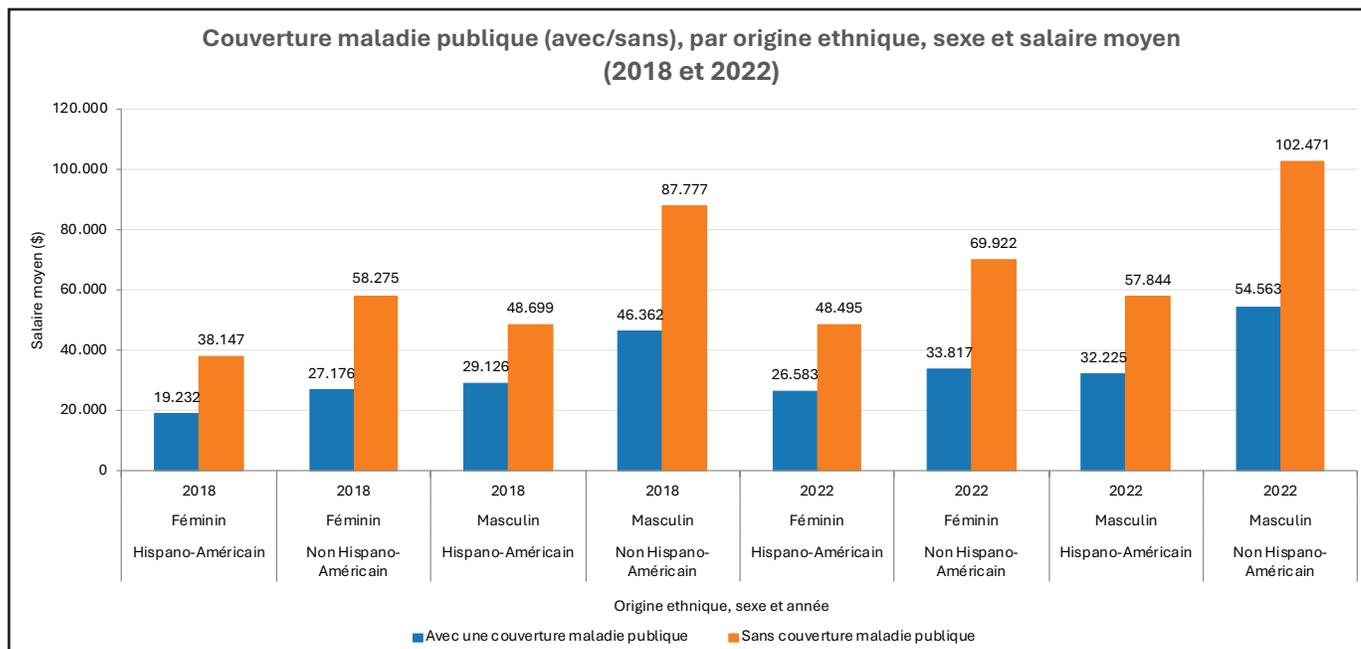
Source : Département du travail et du développement de la main-d'œuvre du New Jersey,

Source des données : fichier d'échantillon de microdonnées à usage public (PUMS (Public Use Microdata Sample – PUMS) de l'American Community Survey 2022, estimations sur 1 an.

Données sur la main-d'œuvre du New Jersey



Source : Département du travail et du développement de la main-d'œuvre du New Jersey, Source des données : fichier d'échantillon de microdonnées à usage public (PUMS (Public Use Microdata Sample – PUMS) de l'American Community Survey 2022, estimations sur 1 an.



Source : Département du travail et du développement de la main-d'œuvre du New Jersey, Source des données : fichier d'échantillon de microdonnées à usage public (PUMS (Public Use Microdata Sample – PUMS) de l'American Community Survey 2022, estimations sur 1 an.

Données sur le logement dans le New Jersey en 2024

Top 5 des comtés : coûts mensuels médians pour le propriétaire

Comté	Coûts mensuels médians pour le propriétaire	% de logements occupés - Race du chef de famille					Nombre de logements occupés					
		% Blanc non hispano-américain	% Noir	% Asiatique	% Multiracial	% Hispano-Américain*	Total	Blanc non hispano-américain	Noir	Asiatique	Multiracial	Hispano-Américain*
Bergen	\$2.652	58,6%	6,0%	15,5%	6,9%	18,5%	350.843	205.483	20.890	54.455	24.129	64.748
Essex	\$2.627	32,0%	38,6%	5,2%	8,0%	20,6%	312.942	100.110	120.863	16.362	25.068	64.435
Morris	\$2.540	73,9%	3,1%	9,4%	5,5%	11,5%	189.607	140.089	5.953	17.876	10.497	21.884
Union	\$2.460	42,9%	21,1%	5,3%	8,3%	28,7%	199.996	85.753	42.142	10.587	16.665	57.374
Hudson	\$2.454	32,6%	11,8%	16,3%	13,7%	38,1%	290.054	94.478	34.118	47.142	39.769	110.446

Coûts médians des propriétaires dans le New Jersey, Source : Département des affaires communautaires du New Jersey, analyse des données de l'American Community Survey

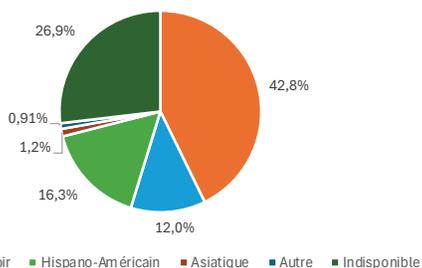
Top 5 des comtés - Loyer brut médian

Comté	Loyer brut médian	% de logements occupés - Race du chef de famille					Nombre de logements occupés					
		% Blanc non hispano-américain	% Noir	% Asiatique	% Multiracial	% Hispano-Américain*	Total	Blanc non hispano-américain	Noir	Asiatique	Multiracial	Hispano-Américain*
Somerset	\$1.846	59,2%	10,1%	16,8%	4,5%	12,5%	127.566	75.561	12.845	21.485	5.727	15.894
Morris	\$1.814	73,9%	3,1%	9,4%	5,5%	11,5%	189.607	140.089	5.953	17.876	10.497	21.884
Bergen	\$1.782	58,6%	6,0%	15,5%	6,9%	18,5%	350.843	205.483	20.890	54.455	24.129	64.748
Middlesex	\$1.739	47,5%	10,5%	22,2%	5,5%	18,3%	301.967	143.523	31.689	66.894	16.747	55.374
Hudson	\$1.722	32,6%	11,8%	16,3%	13,7%	38,1%	290.054	94.478	34.118	47.142	39.769	110.446

Loyer brut médian du New Jersey, Source : Département des affaires communautaires du New Jersey analysant des données de l'American Community Survey

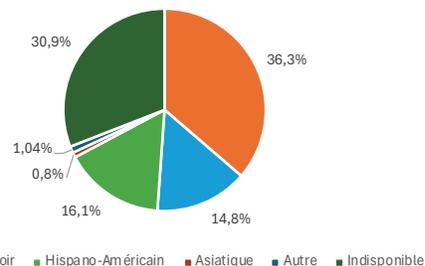
Données sur le logement dans le New Jersey en 2024

Race et origine ethnique des primo-accédants à la propriété bénéficiant d'une aide à l'acompte de la HMFA en 2020



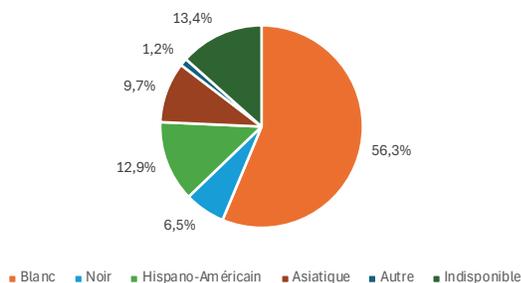
Source : Agence de financement du logement et des prêts immobiliers du New Jersey

Race et origine ethnique des primo-accédants à la propriété bénéficiant d'une aide à l'acompte de la HMFA en 2021



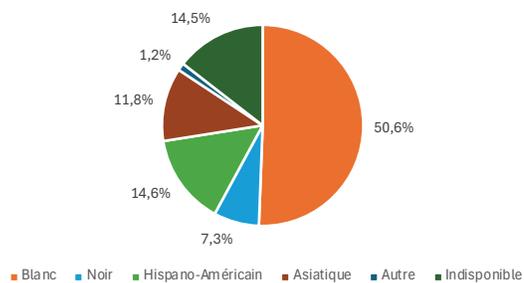
Source : Agence de financement du logement et des prêts immobiliers du New Jersey

Race et origine ethnique de tous les accédants à la propriété du New Jersey ayant contracté un prêt hypothécaire en 2020



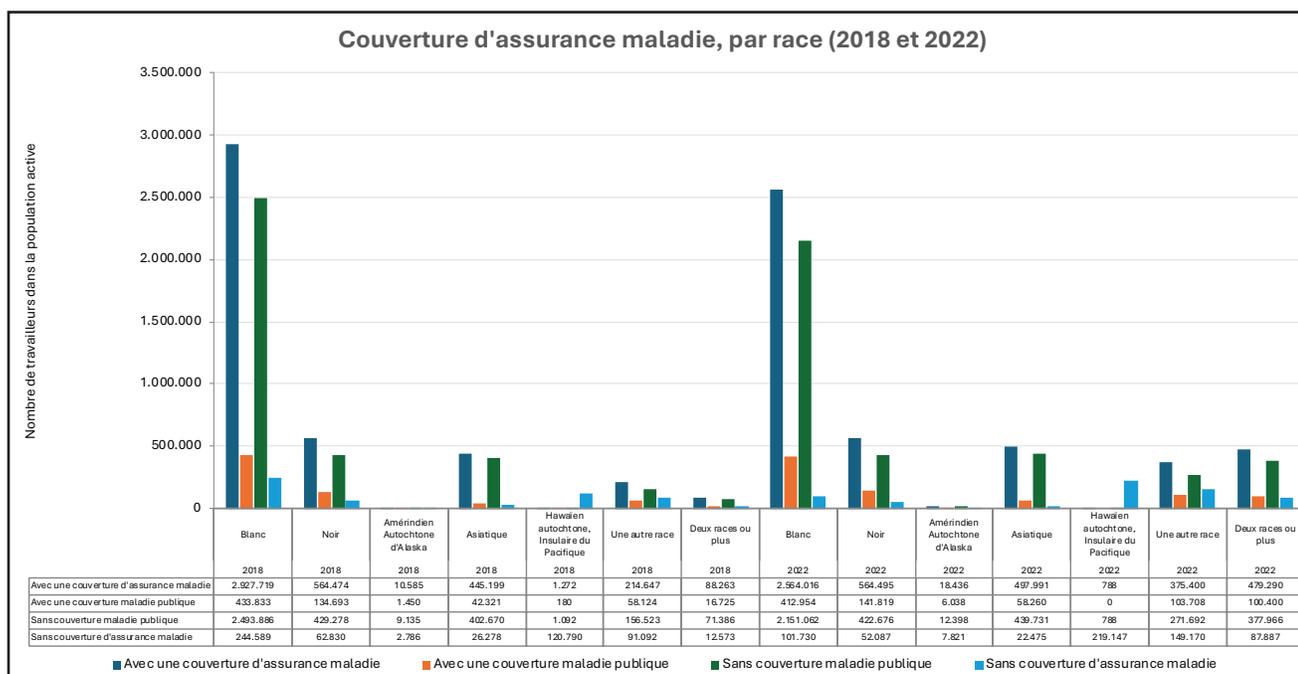
Source : Agence de financement du logement et des prêts immobiliers du New Jersey

Race et origine ethnique de tous les accédants à la propriété du New Jersey ayant contracté un prêt hypothécaire en 2021

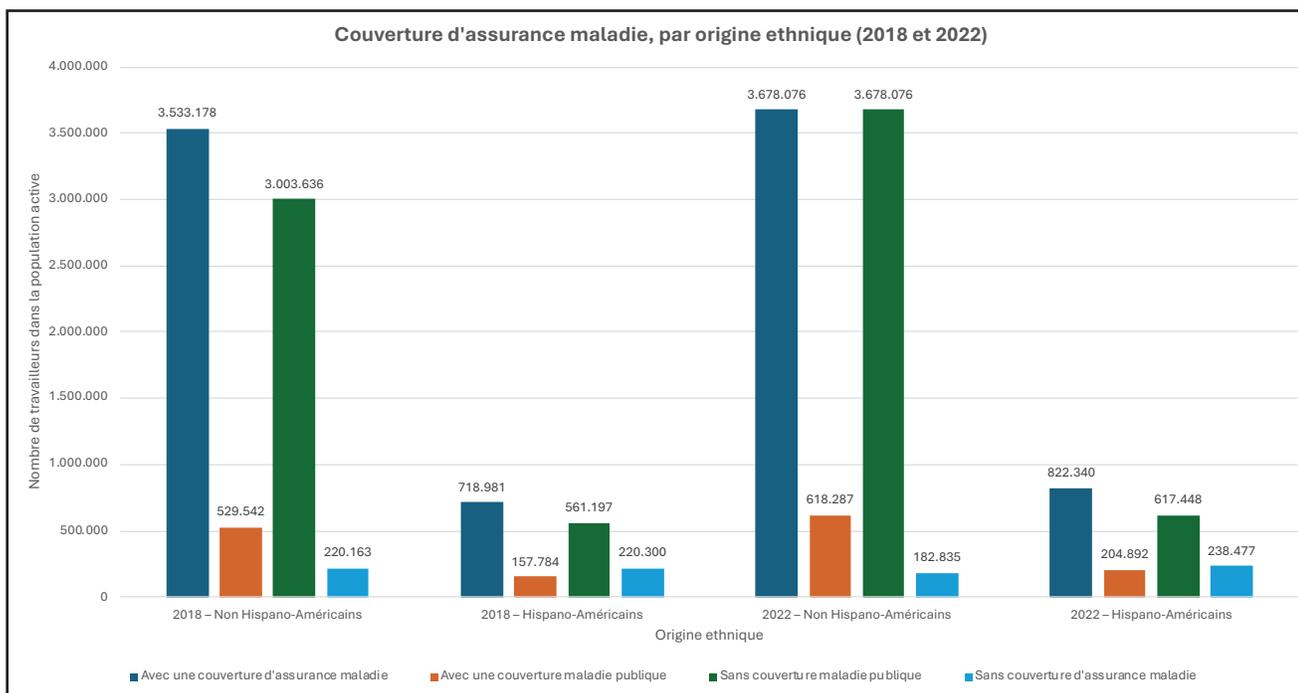


Source : Agence de financement du logement et des prêts immobiliers du New Jersey

Données sur la couverture d'assurance du New Jersey



Couverture des soins de santé dans le New Jersey (2018 et 2022), données démographiques, race, Source : Département du travail et du développement de la main-d'œuvre du New Jersey, Source des données : fichier d'échantillon de microdonnées à usage public (PUMS) de l'American Community Survey 2022, estimations sur 1 an.



Couverture des soins de santé dans le New Jersey (2018 et 2022), données démographiques, origine ethnique, Source : Département du travail et du développement de la main-d'œuvre du New Jersey, Source des données : fichier d'échantillon de microdonnées à usage public (PUMS) de l'American Community Survey 2022, estimations sur 1 an.

Déserts alimentaires du New Jersey,

ArcGIS Hub

New Jersey Food Deserts as Approved by the NJEDA on 2/9/2022

DCA NJDCA GIS
NJ Department of Community Affairs

Summary

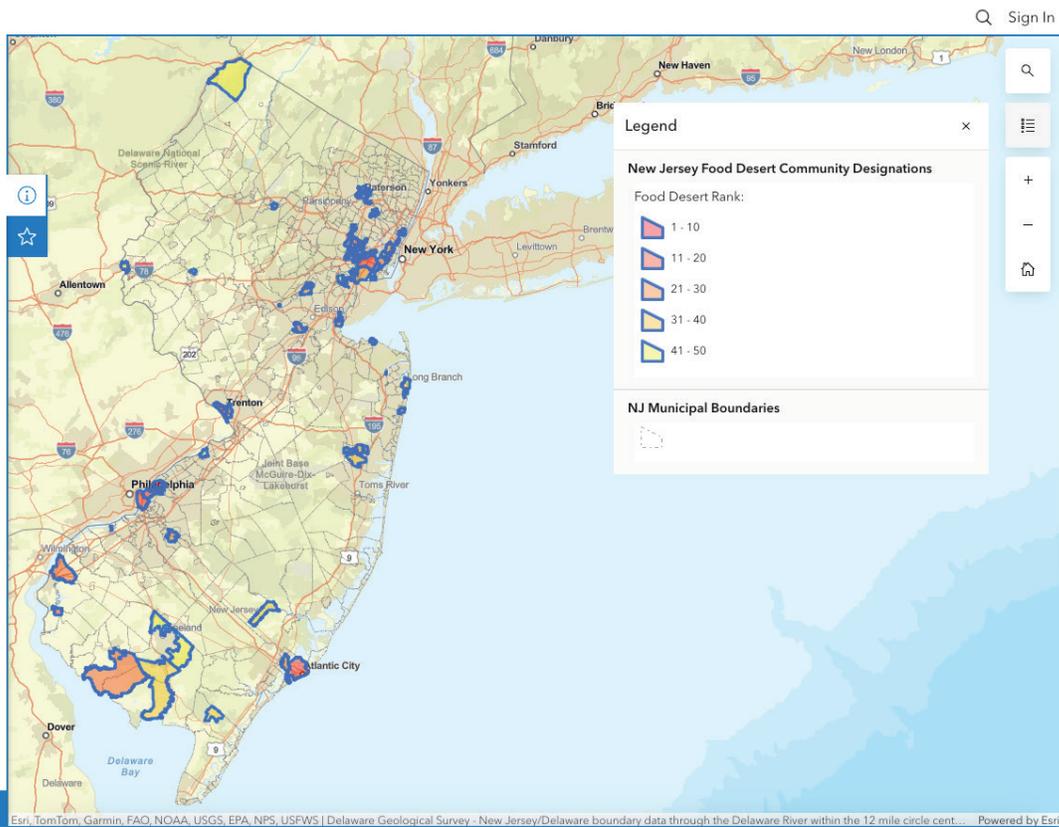
Displays Food Desert Community designations, as identified through analysis conducted by the NJ Department of Community Affairs, and approved by the New Jersey Economic Development Authority (NJEDA) on February 9, 2022.

[View Full Details](#)

Details

-  **Map**
Web Map
-  **February 16, 2022**
Date Updated
-  **December 17, 2021**
Published Date
-  **Public**
Anyone can see this content
-  **Custom License**
[View license details](#)

[I want to use this](#)



[Catégorisations de tous les ménages superposés aux distinctions de déserts alimentaires](#)
déserts alimentaires du New Jersey approuvés par la NJEDA le 09/02/2022 | ArcGIS Hub
Source : Autorité du développement économique du New Jersey

Ouvrage cité

- ¹ Maegan Parker et coll., *The Speeches of Fannie Lou Hamer: Tell It Like It Is*, 134-139 (2010), <https://academic.oup.com/mississippi-scholarship-online/book/29348/chapter-abstract/244099842?redirectedFrom=fulltext>.
- ² Aux fins du présent rapport, le terme « Noir » inclut les personnes classées comme ayant des origines dans l'un des groupes raciaux noirs d'Afrique. Cela inclut les personnes noires non hispaniques qui indiquent que leur race s'identifie comme « noire ou afro-américaine » ou saisissent des mentions telles que caribéen, antillais, haïtien, kényan ou nigérien. Glossaire : définition de Noir ou Afro-Américain, Bureau du recensement des États-Unis. <https://www.census.gov/glossary/?term=Black+or+African+American>; Par souci de cohérence, le terme « Blanc », défini comme une personne originaire de l'un des peuples originels d'Europe, du Moyen-Orient ou d'Afrique du Nord, est également utilisé en majuscules dans ce rapport. <https://www.census.gov/topics/population/race/about.html#:~:text=White%20%E2%80%93%20person%20having%20origins,Middle%20East%2C%20or%20North%20Africa>.
- ³ Aux fins du présent rapport, le terme « Hispanique » comprend les personnes de culture ou d'origine mexicaine, portoricaine, cubaine, centraméricaine, sud-américaine ou d'une autre origine espagnole, quelle que soit leur race. Cela inclut les personnes qui ont déclaré appartenir aux groupes hispaniques ou latino-américains indiqués tels que : Mexicain, Portoricain, Cubain, République dominicaine ; Centraméricain (à l'exclusion des Mexicains) : Costaricain, Guatémaltèque, Hondurien, Nicaraguayen, Panaméen, Salvadorien, autre Centraméricain ; Sud-Américain : Argentin, Bolivien, Chilien, Colombien, Équatorien, Paraguayen, Péruvien, Uruguayen, Vénézuélien, autre Sud-Américain ; et Espagnol : tous les autres Hispaniques ou Latino-Américains. Ci-après, le terme « Hispanique » sera utilisé pour désigner les personnes classées dans l'une des origines ci-dessus. Glossaire : définition de l'origine hispanique ou latino-américaine, Bureau du recensement des États-Unis, <https://www.census.gov/glossary/?term=Hispanic+or+Latino+origin>.
- ⁴ Bureau du gouverneur du New Jersey, *La vie et l'héritage de l'honorable lieutenant-gouverneur Sheila Oliver*, YouTube (12 août 2023), <https://youtu.be/L0UuqweDy4M?si=6bM2ITjia1NPdXRu>.
- ⁵ Séance d'écoute : groupe de travail sur le logement du Groupe de travail sur les disparités de richesse du New Jersey, organisée par le Groupe de travail sur les disparités de richesse (7 septembre 2022) [Ci-après « Séance d'écoute du groupe de travail sur le logement »] (défenseur du logement) (paraphrase).
- ⁶ Séance d'écoute du groupe de travail sur le logement, 7 septembre 2022 (défenseur de la politique du logement) (paraphrase).
- ⁷ *Id.*
- ⁸ *Programme de préservation de la richesse communautaire*, P.L.2023, c.255 ; Séance d'écoute : groupe de travail sur l'économie du Groupe de travail sur les disparités de richesse du New Jersey, organisée par le Groupe de travail sur les disparités de richesse (12 août 2022) [ci-après « Séance d'écoute du groupe de travail sur l'économie »] ; *Programme de préservation de la richesse communautaire*, P.L.2023, c.255, <https://www.njleg.state.nj.us/bill-search/2022/A5664>.
- ⁹ *Voir généralement, séance d'écoute : groupe de travail sur la justice pénale du Groupe de travail sur les disparités de richesse du New Jersey*, organisée par le Groupe de travail sur les disparités de richesse (18 août 2022) (archivé auprès du Groupe de travail sur les disparités de richesse), [Ci-après Séance d'écoute du groupe de travail sur la justice pénale].
- ¹⁰ *See generally*, Economy Working Group Listening Session; Housing Working Group Listening Session; *Listening Session: Education Working Group of the NJ Wealth Disparity Task Force*, held by the Wealth Disparity Task Force, (Aug. 23, 2022) [hereinafter Education Working Group Listening Session]; *Listening Session: Health Working Group of the NJ Wealth Disparity Task Force*, held by the Wealth Disparity Task Force, (Aug. 30, 2022) [hereinafter Health Working Group Listening Session].
- ¹¹ *Voir généralement, séance d'écoute du groupe de travail sur le logement.*
- ¹² Housing Working Group Listening Session (Housing Advocate) (Paraphrase).
- ¹³ *See generally*, Economy Working Group Listening Session; Housing Working Group Listening Session.
- ¹⁴ *Voir généralement, séance d'écoute du groupe de travail sur la santé ; séance d'écoute du groupe de travail sur le logement.*
- ¹⁵ Summary of testimony from written submissions and feedback shared during the Health Working Group and Housing

Working Group Listening Sessions.

¹⁶ *Voir généralement*, séance d'écoute du groupe de travail sur l'économie ; séance d'écoute du groupe de travail sur le logement.

¹⁷ *Id.*

¹⁸ Séance d'écoute du groupe de travail sur la santé (éducateur du New Jersey) (paraphrase).

¹⁹ *Voir généralement*, séance d'écoute du groupe de travail sur la justice pénale ; séance d'écoute du groupe de travail sur l'éducation ; séance d'écoute du groupe de travail sur l'économie ; séance d'écoute du groupe de travail sur la santé ; séance d'écoute du groupe de travail sur le logement.

²⁰ *Voir généralement*, séance d'écoute du groupe de travail sur l'éducation ; séance d'écoute du groupe de travail sur la santé ; séance d'écoute du groupe de travail sur le logement.

²¹ *Id.*

²² *Voir les données d'évaluation de la santé de l'État du New Jersey, déterminants démographiques/sociaux de la santé*, (consulté pour la dernière fois en février 2025), <https://www-doh.state.nj.us/doh-shad/topic/Demographics.html>.

²³ *See generally*, Health Working Group Listening Session.

²⁴ *US Department of Health and Human Services, Office of Disease Prevention and Health Promotion, Health People 2030*, <https://odphp.health.gov/healthypeople/priority-areas/social-determinants-health>. New Jersey State Health Assessment Data, *Demographics/Social Determinants of Health*, (last visited February 2025), <https://www-doh.state.nj.us/doh-shad/topic/Demographics.html>.

²⁵ *ALICE: New NJ Alice Report*, United Way Northern, New Jersey , <https://www.unitedwaynj.org/alice>.

²⁶ *Voir généralement*, séance d'écoute du groupe de travail sur l'éducation ; séance d'écoute du groupe de travail sur la santé.

²⁷ Séance d'écoute du groupe de travail sur l'économie (défenseur communautaire) (paraphrase).

²⁸ Education Working Group Listening Session, (Student Advocate) (Paraphrase).

²⁹ Séance d'écoute du groupe de travail sur l'économie (défenseur de l'éducation) (paraphrase).

³⁰ *Id.* (Citoyen de retour) (paraphrase).

³¹ Séance d'écoute du groupe de travail sur la justice pénale (citoyen de retour) (paraphrase).

³² *Id.* (Citoyen de retour) (paraphrase).

³³ *Id.* (Returning Citizen) (Paraphrase).

³⁴ *Id.* (Returning Citizen) (Paraphrase).

³⁵ Housing Working Group Listening Session (Housing Advocate) (Paraphrase).

³⁶ Katherine Schaeffer, 'What's the difference between income and wealth?' and Other Common Questions About Economic Concepts, Pew Research: Econ Research (23 juillet 2021) <https://www.pewresearch.org/decoded/2021/07/23/whats-the-difference-between-income-and-wealth-and-other-common-questions-about-economic-concepts/>.

³⁷ Katherine Schaeffer, 'What's the difference between income and wealth?' and other common questions about economic concepts, Pew Research: Econ Research (July 23, 2021) <https://www.pewresearch.org/decoded/2021/07/23/whats-the-difference-between-income-and-wealth-and-other-common-questions-about-economic-concepts/>.

³⁸ Richard Rodems et Fabian T. Pfeffer, *Avoiding Material Hardship: The Buffer Function of Wealth*, Vol 31, 5 (2021).

³⁹ *Greater Wealth, Greater Uncertainty: Changes in Racial Inequality in the Survey of Consumer Finances, Accessible Data*,

Federal Reserve Board, (2023) <https://www.federalreserve.gov/econres/notes/feds-notes/greater-wealth-greater-uncertainty-changes-in-racial-inequality-in-the-survey-of-consumer-finances-accessible-20231018.htm#fig1>.

⁴⁰ Gouverneur Phillip D. Murphy, décret n° 262, gouvernement du New Jersey (14 septembre 2021), <https://www.nj.gov/infobank/eo/056murphy/pdf/EO-262.pdf>.

⁴¹ CJ Libassi, *The Neglected College Race Gap: Racial Disparities Among College Completers*, Center for American Progress, (2018). <https://vtechworks.lib.vt.edu/server/api/core/bitstreams/30f4b1c5-08e2-41b0-84d9-ce95e633b588/content>.

⁴² Don Byer, *Education Can Help Narrow the Racial Wealth Gap, But Structural Solutions Are Needed to Close It*, Joint Economic Committee Democrats (Apr. 20, 2019), https://www.jec.senate.gov/public/_cache/files/1d07cb0d-6ec2-4f49-9fa7-6ee5c771f3e3/education-and-racial-wealth-gap.pdf.

⁴³ Khaing Zaw, et. al., *Race, Wealth and Incarceration: Results from the National Longitudinal Survey of Youth*, in *Race and Social Problems*, Vol 8, 103-115 (2016).

⁴⁴ Angelica Montoya-Avila, et. al., *Toward Improving the Educational Opportunities for Black and Latinx Young Children: Strengthening Family-School Partnerships*, *Academic Socialization of Young Black and Latino Children*, 209-231 (2018).

⁴⁵ Francisca Mullens & Ignance Glorieux, *Not Enough Time? Leisure and Multiple Dimensions of Time Wealth*, *Life Sciences*, Vol 45, No. 2, 178-198 (2020).

⁴⁶ *Racial and Ethnic Disparities in Access To and Use of Paid Family and Medical Leave; Evidence from Four Nationally Representative Datasets* Bureau of Labor Statistics, U.S. Bureau of Labor Statistics, (January 2019), <https://www.bls.gov/opub/mlr/2019/article/racial-and-ethnic-disparities-in-access-to-and-use-of-paid-family-and-medical-leave.htm>.

⁴⁷ Claire Wladis et al., *It's About Time: The Inequitable Distribution of Time as a Resource for College, by Gender and Race/Ethnicity*, *Research in Higher Education*, Vol. 65, No. 7 (2024).

⁴⁸ HwaJung Choi, *Spatial Distance Between Parents and Adult Children in the United States*, *Journal of Marriage and Family*, Vol 2, Issue 2, 822-840 (2019).

⁴⁹ Bernetta Haynes, *The Racial Health and Wealth Gap: Impact of Medical Debt on Black Families* National Consumer Law Center, (2022), <https://www.nclc.org/wp-content/uploads/2022/09/RacialHealth-Rpt-2022.pdf>.

⁵⁰ United States Census Bureau, *Press Release: America is Getting Older*, www.census.gov (June 22, 2022), <https://www.census.gov/newsroom/press-releases/2023/population-estimates-characteristics.html>.

⁵¹ Diego Alburez-Gutierrez et. al., *"The Sandwich Generation" Revisited: Global Demographic Drivers of Care Time Demands*, *47 Population and Development Review* (2021), <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/padr.1243>.

⁵² *Research Center, New Jersey*, United for ALICE, (2022), <https://www.unitedforalice.org/demographics/new-jersey>.

⁵³ Département du logement et du développement urbain des États-Unis, Bureau de l'élaboration des politiques et de la recherche, *Rental Burdens: Rethinking Affordability Measures*, huduser.gov (22 septembre 2014), https://www.huduser.gov/portal/pdredge/pdr_edge_featd_article_092214.html.

⁵⁴ Richard Rodems et Fabian T. Pfeffer, *Avoiding Material Hardship: The Buffer Function of Wealth*, Univ. of Michigan, Center for Inequality (septembre 2020), <https://poverty.umich.edu/files/2020/10/dp2020-1-RodemsPfeffer.pdf>.

⁵⁵ Selena Ortiz, et al., *Health Savings Plans and Disparities in Access to Care by Race and Ethnicity*, dans *l'American Journal of Preventative Medicine* (2021), <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/33985836/>.

⁵⁶ Jaymes Pyne et Eric Grodsky, *Inequality and Opportunity in a Perfect Storm of Graduate Student Debt*, *Sociology of Education*, Vol. 93, No. 1 (2020).

⁵⁷ Louisa Holaday, et al., *Differences in Debt Among Postgraduate Medical Residents by Self-Designated Race and Ethnicity* (2023).

- ⁵⁸ *Id.*
- ⁵⁹ *Id.*
- ⁶⁰ Constitution des États-Unis (ratifiée en 1788), <https://uscode.house.gov/static/constitution.pdf>.
- ⁶¹ NJ Const., <https://www.njleg.state.nj.us/constitution> (recognizing that the first state constitution dates back to 1776, later revised in 1844, and again in 1947).
- ⁶² Clinton Alfred Weslager, *The Delaware Indians: A History* (New Brunswick, New Jersey: Rutgers University Press, 1972).
- ⁶³ [Herbert C. Kraft](#), *The Lenape or Delaware Indians: The Original People of New Jersey, Southeastern New York State, Eastern Pennsylvania* (musée de l'université Seton Hall, 1996).
- ⁶⁴ *Id.*
- ⁶⁵ [Weslager, C. A. 170](#) *The Delaware Indians: A History*, Rutgers University Press, 170 (1972).
- ⁶⁶ Randal Rust, *New Jersey Colony – History, Facts, and Timeline*, American History Central (20 octobre 2023), <https://www.americanhistorycentral.com/entries/new-jersey-colony/>.
- ⁶⁷ [Herbert C. Kraft](#), *The Lenape or Delaware Indians: The Original People of New Jersey, Southeastern New York State, Eastern Pennsylvania* (musée de l'université Seton Hall, 1996).
- ⁶⁸ Donald Harreld, *Dutch Economy in the Golden Age, 16th-17th Centuries* (12 août 2004), EH.Net Encyclopedia, ed. Robert Whaples, <https://eh.net/encyclopedia/the-dutch-economy-in-the-golden-age-16th-17th-centuries/>.
- ⁶⁹ *Ressources agricoles de Pennsylvanie, vers 1700-1960*. (N.D) *L'agriculture à l'époque de la colonisation, vers 1800-vers 1840*, 49, https://www.phmc.state.pa.us/portal/communities/agriculture/files/context/agriculture_in_the_settlement_period.pdf#:~:text=True%2C%20the%20average%20farm%20size%20was%20over,unimproved%20acres%20than%20improved%20even%20in%201850.
- ⁷⁰ Christopher Matthews, *Part 1- Early Settlement and the Rise of Slavery in Colonial Dutch New Jersey*, Montclair State University, https://www.montclair.edu/anthropology/wp-content/uploads/sites/36/2021/06/Slavery-in-New-Jersey-Literature-Review-2-2020_Remediated.pdf En 1664, la même année où l'Angleterre prit le contrôle de la Nouvelle-Amsterdam, un cargo capturé fut « inventorié montrant 290 esclaves désignés "pour être employés uniquement dans l'agriculture" ». ”
- Aux fins du présent rapport, le terme « esclave » est utilisé. Conscient que les mots ont du pouvoir, nous cherchons à utiliser des termes qui affirment l'humanité du groupe touché. En reconnaissant les personnes de la diaspora africaine qui ont été amenées dans le New Jersey en tant qu'esclaves, ce rapport vise à reconnaître que les personnes, les systèmes et les institutions peuvent être utilisés pour asservir des gens, mais personne n'est naturellement un esclave. Enslaved Person, National Archives <https://www.archives.gov/research/catalog/lcdrg/appendix/enslaved-person>; Language of Enslavement, National Park Service <https://www.nps.gov/frdo/learn/education/language-of-enslavement.htm>.
- ⁷¹ Graham Russell Gao Hodges, *Root and Branch: African Americans in New York and East Jersey, 1613-1863* (1999); Christopher N Matthews, *The Black Freedom Struggle in Northern New Jersey, 1613-1860: A Review of the Literature*, Montclair State University, 4 (July 2019).
- ⁷² George Fishman, *The African American Struggle for Freedom and Equality: The Development of a People's Identity, 1624-1850*; Christopher N. Matthews, *The Black Freedom Struggle in Northern New Jersey, 1613-1860: A Review of the Literature*, Montclair State University, 3 (July 2019), https://www.montclair.edu/anthropology/wp-content/uploads/sites/36/2021/06/Slavery-in-New-Jersey-Literature-Review-2-2020_Remediated.pdf.
- ⁷³ Graham Russell Gao Hodges, *Root and Branch: African Americans in New York and East Jersey, 1613-1863* (1999); Christopher N. Matthews, *The Black Freedom Struggle in Northern New Jersey, 1613-1860: A Review of the Literature*, Montclair State University, 5 (July 2019), https://www.montclair.edu/anthropology/wp-content/uploads/sites/36/2021/06/Slavery-in-New-Jersey-Literature-Review-2-2020_Remediated.pdf.

- ⁷⁴ *Id.*
- ⁷⁵ *Id.*
- ⁷⁶ Graham Russell Hodges, *Black Resistance in Colonial and Revolutionary Bergen County, New Jersey* 1 (1989).
- ⁷⁷ New Jersey State Library, *Concessions and Agreements of the Proprietors of East Jersey, Archives of the State of New Jersey, First Series, volume 1* (1997) https://www.njstatelib.org/wp-content/uploads/slic_files/imported/Research_Guides/Historical_Documents/nj/NJDOC7.html; *What is Chattel Slavery and How Did It Dehumanize Black People*, New Jersey State Bar Foundation <https://njsbf.org/wp-content/uploads/2020/10/Theme-One-Background-Info-1.pdf>; *Language Guide*, National Park Service <https://www.nps.gov/hamp/learn/education/language-guide.htm>.
- ⁷⁸ New Jersey State Library, *Concessions and Agreements of the Proprietors of East Jersey, Archives of the State of New Jersey, First Series, volume 1* (1997) https://www.njstatelib.org/wp-content/uploads/slic_files/imported/Research_Guides/Historical_Documents/nj/NJDOC7.html, ((à noter qu'après 1665, les superficies attribuées à chaque esclave ont diminué au cours des deux années suivantes).
- ⁷⁹ Stella H. Sutherland, "Chapter Z: Colonial and Pre-Federal Statistics (Series Z 1-19: Estimated Population of American Colonies: 1610 to 1780)," *Bicentennial Edition: Historical Statistics of the United States, Colonial Times to 1970, Part 2*, U.S. Census Bureau (1979), https://www.census.gov/library/publications/1975/compendia/hist_stats_colonial-1970.html.
- ⁸⁰ Herbert C. Kraft, *The Lenape or Delaware Indians: The Original People of New Jersey, Southeastern New York State, Eastern Pennsylvania* (musée de l'université Seton Hall, 1996).
- ⁸¹ Randal Rust, *New Jersey Colony – History, Facts, and Timeline*, American History Central (20 octobre 2023), <https://www.americanhistorycentral.com/entries/new-jersey-colony/>; voir aussi H. A. Jacobson, *The Walking Purchase*. Transactions of the Moravian Historical Society, 9(1/2), <http://www.jstor.org/stable/41179657>, La famille de William Penn, fondateur de la Pennsylvanie, a présenté une fausse proposition visant à acheter aux Lenapes la quantité de terre qu'une personne pouvait parcourir à pied en un jour et demi pour une fraction de la valeur de la terre à l'époque. Sans scrupules, la famille Penn a triplé la quantité de terrain initialement estimée pour l'achat en traçant un sentier à l'avance et en entraînant des hommes à courir la distance à grande vitesse.
- ⁸² Obermeyer, B. (2009). *Delaware Tribe in a Cherokee Nation*. University of Nebraska Press, <https://doi.org/10.2307/j.ctt1dgn4qx>.
- ⁸³ Weslager, C.A. (1972) *The Delaware Indians: A History*, Rutgers University Press.
- ⁸⁴ Graham Russell Gao Hodges, *Black New Jersey: 1664 to the Present Day*, 9 (2018).
- ⁸⁵ *Id.* at 14.
- ⁸⁶ *Id.* at 16.
- ⁸⁷ Graham Russell Gao Hodges, *Root and Branch: African Americans in New York and East Jersey, 1613-1863*, (1999); Christopher N. Matthews, *The Black Freedom Struggle in Northern New Jersey, 1613-1860: A Review of the Literature*, *Montclair State University*, 5 (July 2019), https://www.montclair.edu/anthropology/wp-content/uploads/sites/36/2021/06/Slavery-in-New-Jersey-Literature-Review-2-2020_Remediated.pdf.; Graham Russell Gao Hodges, *Black New Jersey: 1664 to the Present Day*, 20 (2018).
- ⁸⁸ *Id.* at 20-21.
- ⁸⁹ *Id.* at 21.
- ⁹⁰ Nyah Marshall, *One of N.J.'s first instances of slavery is marked at this burial ground*, NJ.com (26 février 2023), <https://www.nj.com/news/2023/02/one-of-njs-first-instances-of-slavery-is-marked-at-this-burial-ground.html>.
- ⁹¹ Graham Russell Gao Hodges, *Black New Jersey: 1664 to the Present Day*, 14 (2018).
- ⁹² Christopher N Matthews, *Part 2 – Slavery in Early English East Jersey*, *Montclair State University*, 8 <https://www.montclair.edu/anthropology/research/slavery-in-nj/part-2/>.

- ⁹³ Rick Geffken, *Stories of Slavery in New Jersey* (2021), a fourni des citations directe de l'article écrit par Marshall, 2023 ; Nyah Marshall, *One of N.J.'s first instances of slavery is marked at this burial ground*, NJ.com (26 février 2023)<https://www.nj.com/news/2023/02/one-of-njs-first-instances-of-slavery-is-marked-at-this-burial-ground.html>.
- ⁹⁴ Nyah Marshall, *One of N.J.'s first instances of slavery is marked at this burial ground*, NJ.com (Feb. 26, 2023), <https://www.nj.com/news/2023/02/one-of-njs-first-instances-of-slavery-is-marked-at-this-burial-ground.html>.
- ⁹⁵ Kendra Boyd et al., *Old Money: Rutgers University and the Political Economy of Slavery in New Jersey*, 48 (2016).
- ⁹⁶ Our Revolutionary History, Rutgers History, Official Site of Rutgers University, <https://www.rutgers.edu/about/our-revolutionary-roots-history> (establishing that the univeristy was founded in 1766); see also Kendra Boyd et al., *Old Money: Rutgers University and the Political Economy of Slavery in New Jersey*, Rutgers University and the Political Economy of Slavery in New Jersey, 43 (2016).
- ⁹⁷ *Morrill Land Grant College Act*, United States Senate, https://www.senate.gov/artandhistory/history/common/civil_war/MorrillLandGrantCollegeAct_FeaturedDoc.htm#:~:text=First%20proposed%20when%20Morrill%20was,law%20on%20July%20%2C%201862.
- ⁹⁸ Kendra Boyd et al., *Old Money: Rutgers University and the Political Economy of Slavery in New Jersey*, Rutgers University and the Political Economy of Slavery in New Jersey, 46 (2016); https://www.nj.com/education/2017/02/rutgers_renames_campus_spaces_after_former_slaves.html ; *Narrative of Sojourner Truth, a Northern Slave, Emancipated from Bodily Servitude by the State of New York, in 1828 / With a portrait*, 13-14, <https://babel.hathitrust.org/cgi/pt?id=mdp.39015071140118&view=2up&seq=18>.
- ⁹⁹ Kendra Boyd et al., *Old Money: Rutgers University and the Political Economy of Slavery in New Jersey*, Rutgers University and the Political Economy of Slavery in New Jersey, 43-57 (2016).
- ¹⁰⁰ *Id.*
- ¹⁰¹ *Id.*
- ¹⁰² *Id.*
- ¹⁰³ *Id.*
- ¹⁰⁴ université de Princeton, Our History, <https://www.princeton.edu/meet-princeton/history>
- ¹⁰⁵ Wertenbaker, Thomas Jefferson, *Princeton, 1746-1896*. (2014). Crossroads of the American Revolution, Nassau Hall, <https://revolutionarynj.org/sites/nassau-hall/>.
- ¹⁰⁶ Martha Sandweiss and Craig Hollander, "Princeton and Slavery: Holding the Center," <https://slavery.princeton.edu/stories/princeton-and-slavery-holding-the-center>.
- ¹⁰⁷ Morales, Isabela R. (2024). *Princeton's Slaveholding Presidents. Princeton & Slavery, Princeton and Slavery*, <https://slavery.princeton.edu/stories/slaveholding-presidents>.
- ¹⁰⁸ Martha A. Sandweiss and Craig Hollander, *Princeton and Slavery: Holding the Center*, Princeton.edu, <https://slavery.princeton.edu/stories/princeton-and-slavery-holding-the-center>.
- ¹⁰⁹ *Id.*
- ¹¹⁰ *Id.*
- ¹¹¹ Graham Russell Gao Hodges, *Black New Jersey: 1664 to the Present Day*, 63-64 (2018)
- ¹¹² Christopher N Mathews, *Part 2 – Slavery in Early English East Jersey*, université d'État de Montclair, pg. 49, <https://www.montclair.edu/anthropology/research/slavery-in-nj/part-2/>.
- ¹¹³ Martha A. Sandweiss and Craig Hollander, *Princeton and Slavery: Holding the Center*, Princeton.edu, <https://slavery.princeton.edu/stories/princeton-and-slavery-holding-the-center>.
- ¹¹⁴ *Id.*

- ¹¹⁵ Ces photos rares montrent l'histoire minière du New Jersey comme jamais auparavant, Only In Your State (26 février 2020), <https://www.onlyinyourstate.com/experiences/new-jersey/nj-mining-history>.
- ¹¹⁶ Julia Martin, *Slavery's Legacy Is Written All Over North Jersey, If You Know Where To Look*, NorthJersey.com (28 février 2021), <https://www.northjersey.com/story/news/essex/montclair/2021/02/28/american-dream-paramus-nj-part-north-jersey-slavery-legacy/4212248001/>.
- ¹¹⁷ F.L. Muller et al., *Unearthing New Jersey*, NJ.gov (hiver 2008), <https://www.nj.gov/dep/njgs/enviroed/newsletter/v4n1.pdf>.
- ¹¹⁸ Julia Martin, *Slavery's Legacy is Written All Over North Jersey, If You Know Where to Look*, NorthJersey.com (28 février 2021) <https://www.northjersey.com/story/news/essex/montclair/2021/02/28/american-dream-paramus-nj-part-north-jersey-slavery-legacy/4212248001/>.
- ¹¹⁹ F.L. Muller et al., *Unearthing New Jersey*, NJ.gov (hiver 2008), <https://www.nj.gov/dep/njgs/enviroed/newsletter/v4n1.pdf>.
- ¹²⁰ Christopher N. Matthews, *The Black Freedom Struggle in Northern New Jersey, 1613-1860: A Review of the Literature*, Montclair State University, 14 (July 2019), https://www.montclair.edu/anthropology/wp-content/uploads/sites/36/2021/06/Slavery-in-New-Jersey-Literature-Review-2-2020_Remediated.pdf.
- ¹²¹ Graham Russell Gao Hodges, *Root and Branch: African Americans in New York and East Jersey, 1613-1863* (1999) ; Christopher N. Matthews, *The Black Freedom Struggle in Northern New Jersey, 1613-1860: A Review of the Literature*, université d'État de Montclair, 14 (juillet 2019), <https://www.montclair.edu/anthropology/research/slavery-in-nj/introduction-review/> ; Julia Martin, *Slavery's Legacy is Written All Over North Jersey, If You Know Where to Look*, NorthJersey.com (28 février 2021), <https://www.northjersey.com/story/news/essex/montclair/2021/02/28/american-dream-paramus-nj-part-north-jersey-slavery-legacy/4212248001/>.
- ¹²² Martha A. Sandweiss et Craig Hollander, *Princeton and Slavery: Holding the Center*, Princeton.edu, <https://slavery.princeton.edu/stories/princeton-and-slavery-holding-the-center>.
- ¹²³ Graham Russell Gao Hodges, *Black New Jersey: 1664 to the Present Day*, 16-17 (2018).
- ¹²⁴ *Id.*
- ¹²⁵ *Id.* à 16.
- ¹²⁶ *Id.* at 16-17.
- ¹²⁷ *Id.* at 17.
- ¹²⁸ Graham Russell Gao Hodges, *Black New Jersey: 1664 to the Present Day*, 17 (2018).
- ¹²⁹ *Id.*
- ¹³⁰ *Id.*
- ¹³¹ Wright, Marion Thompson, "Laws Passed from 1675 to 1776," *The Journal of Negro History* 28.2 (1943) 161-171 https://dh.howard.edu/cgi/viewcontent.cgi?params=/context/reprints/article/1220/&path_info=dhu.hua.art.192.pdf.
- ¹³² Wright, Marion Thompson, "Laws Passed from 1675 to 1776," *The Journal of Negro History* 28.2 (1943), 11-12, https://dh.howard.edu/cgi/viewcontent.cgi?params=/context/reprints/article/1220/&path_info=dhu.hua.art.192.pdf.
- ¹³³ Larry R. Gerlac, ed., *New Jersey in the American Revolution, 1763-1783, A Documentary History*, 287-290, https://www.njstatelib.org/wp-content/uploads/slic_files/imported/NJ_Information/Digital_Collections/NJInTheAmericanRevolution1763-1783/9.2.pdf.
- ¹³⁴ Larry R. Gerlac, ed., *New Jersey in the American Revolution, 1763-1783, A Documentary History*, 291, https://www.njstatelib.org/wp-content/uploads/slic_files/imported/NJ_Information/Digital_Collections/NJInTheAmericanRevolution1763-1783/9.2.pdf.

- ¹³⁵ Larry R. Gerlac, ed., *New Jersey in the American Revolution, 1763-1783, A Documentary History*, 291, https://www.njstatelib.org/wp-content/uploads/slic_files/imported/NJ_Information/Digital_Collections/NJInTheAmericanRevolution1763-1783/9.2.pdf.
- ¹³⁶ George Washington Presidential Library at Mount Vernon, Morristown, NJ, <https://www.mountvernon.org/library/digitalhistory/digital-encyclopedia/article/morristown-nj>.
- ¹³⁷ George Washington Presidential Library at Mount Vernon, Morristown, NJ, <https://www.mountvernon.org/library/digitalhistory/digital-encyclopedia/article/morristown-nj> ; Beard, Daniel, *The Winter Encampment of 1779-1780 in Morristown, NJ*, (1er février 2011) <https://dspace.njstatelib.org/items/a0371572-0645-4330-8057-93edbfa64073>.
- ¹³⁸ Voir National Archives, George Washington's Last Will and Testament, 9 juillet 1799, <https://founders.archives.gov/documents/Washington/06-04-02-0404-0001> ; George Washington Presidential Library at Mount Vernon, *William (Billy) Lee*, <https://www.mountvernon.org/library/digitalhistory/digital-encyclopedia/article/william-billy-lee>.
- ¹³⁹ George Washington Presidential Library at Mount Vernon, *William (Billy) Lee*, <https://www.mountvernon.org/library/digitalhistory/digital-encyclopedia/article/william-billy-lee> (stating that purchase price was about 61 pounds and 15 shillings).
- ¹⁴⁰ George Washington Presidential Library at Mount Vernon, *William (Billy) Lee*, <https://www.mountvernon.org/library/digitalhistory/digital-encyclopedia/article/william-billy-lee>.
- ¹⁴¹ National Archives, George Washington's Last Will and Testament, 9 juillet 1799, <https://founders.archives.gov/documents/Washington/06-04-02-0404-0001>.
- ¹⁴² George Washington Presidential Library at Mount Vernon, *William (Billy) Lee*, <https://www.mountvernon.org/library/digitalhistory/digital-encyclopedia/article/william-billy-lee>.
- ¹⁴³ Christopher N Mathews, *Part 2 – Slavery in Early English East Jersey*, université d'État de Montclair, 20, <https://www.montclair.edu/anthropology/research/slavery-in-nj/part-2/>.
- ¹⁴⁴ Graham Russell Gao Hodges, *Black New Jersey: 1664 to the Present Day*, 36-38, 46 (2018).
- ¹⁴⁵ *Id.* à 41.
- ¹⁴⁶ Christopher N. Matthews, *The Black Freedom Struggle in Northern New Jersey, 1613-1860: A Review of the Literature*, université d'État de Montclair, 24 (juillet 2019); Graham Russell Gao Hodges, *Black New Jersey: 1664 to the Present Day*, 41 (2018).
- ¹⁴⁷ Christopher N Mathews, *Part 2 – Slavery in Early English East Jersey*, université d'État de Montclair, 23, <https://www.montclair.edu/anthropology/research/slavery-in-nj/part-2/>.
- ¹⁴⁸ Graham Russell Gao Hodges, *Black New Jersey: 1664 to the Present Day*, 36-38, 46 (2018).
- ¹⁴⁹ Christopher N Mathews, *Part 2 – Slavery in Early English East Jersey*, université d'État de Montclair, 26, <https://www.montclair.edu/anthropology/research/slavery-in-nj/part-2/>.
- ¹⁵⁰ Graham Russell Gao Hodges, *Black New Jersey: 1664 to the Present Day*, 48 (2018).
- ¹⁵¹ Consitution du New Jersey de 1776 article 4, <https://www.nj.gov/state/archives/docconst76.html#page3>.
- ¹⁵² Jesse Bayker, *New Jersey Slave Records, William Livingston*, Rutgers Scarlet and Black Research Center <https://records.njslavery.org/s/doc/item/1237>.
- ¹⁵³ James J. Gigantino II, "Trading in Jersey Souls: New Jersey and the Interstate Slave Trade," *Pennsylvania History: A Journal of Mid-Atlantic Studies*, Vol. 77, No. 3, 281–302 (2010), <https://muse.jhu.edu/article/387640>.
- ¹⁵⁴ Marion Thompson Wright, *Period of Democratic Idealism*, *The Journal of Negro History* 28, no. 2, 173 (1943); Geneva Smith, *Legislating Slavery in New Jersey*, Princeton & Slavery Project, <https://slavery.princeton.edu/stories/legislating-slavery-in-new-jersey>.

- ¹⁵⁵ Livia Gershon, *Meet the Detectives Documenting New Jersey's Overlooked Black History*, Smithsonian Magazine (Dec. 23, 2020), <https://www.smithsonianmag.com/smart-news/two-amateur-historians-reveal-new-jerseys-black-history-180976627/>.
- ¹⁵⁶ Geneva Smith, *Legislating Slavery in New Jersey*, Princeton & Slavery Project, <https://slavery.princeton.edu/stories/legislating-slavery-in-new-jersey>.
- ¹⁵⁷ Christopher N. Matthews, *The Black Freedom Struggle in Northern New Jersey, 1613-1860: A Review of the Literature*, Montclair State University, 34 (July 2019), https://www.montclair.edu/anthropology/wp-content/uploads/sites/36/2021/06/Slavery-in-New-Jersey-Literature-Review-2-2020_Remediated.pdf.
- ¹⁵⁸ *Id.*
- ¹⁵⁹ James J. Gigantino II, "Trading in Jersey Souls: New Jersey and the Interstate Slave Trade," *Pennsylvania History: A Journal of Mid-Atlantic Studies*, Vol. 77, No. 3, 281–302 (2010), <https://muse.jhu.edu/article/387640>.
- ¹⁶⁰ Christopher N. Matthews, *The Black Freedom Struggle in Northern New Jersey, 1613-1860: A Review of the Literature*, Montclair State University, 34 (July 2019), https://www.montclair.edu/anthropology/wp-content/uploads/sites/36/2021/06/Slavery-in-New-Jersey-Literature-Review-2-2020_Remediated.pdf.
- ¹⁶¹ Livia Gershon, *Meet the Detectives Documenting New Jersey's Overlooked Black History*, Smithsonian Magazine (23 décembre 2020), <https://www.smithsonianmag.com/smart-news/two-amateur-historians-reveal-new-jerseys-black-history-180976627/>.
- ¹⁶² Christopher N. Matthews, *The Black Freedom Struggle in Northern New Jersey, 1613-1860: A Review of the Literature*, université d'État de Montclair, 33 (juillet 2019), https://www.montclair.edu/anthropology/wp-content/uploads/sites/36/2021/06/Slavery-in-New-Jersey-Literature-Review-2-2020_Remediated.pdf.
- ¹⁶³ James J. Gigantino II, "Trading in Jersey Souls: New Jersey and the Interstate Slave Trade," *Pennsylvania History: A Journal of Mid-Atlantic Studies*, Vol. 77, No. 3, 281–302 (2010), <https://muse.jhu.edu/article/387640>.
- ¹⁶⁴ *Documents des archives de l'État du New Jersey relatifs au réseau d'esclaves de Van Wickle*. <https://www.nj.gov/state/darm/WebCatalogPDF/VanWickle/VanWickleTableOfContents.pdf>.
- ¹⁶⁵ *The Van Winkle Slave Ring*, Lost Souls Public Memorial Project, <https://lostsoulsmemorialnj.org>.
- ¹⁶⁶ *Removal to Louisiana: The Van Winkle Slave Ring*, Rutgers Scarlet and Black Research Center <https://scarletandblack.rutgers.edu/archive/exhibits/show/hub-city/removal-to-louisiana>.
- ¹⁶⁷ Archives de l'État du New Jersey, *documents relatifs au réseau d'esclaves de Van Wickle*, <https://www.nj.gov/state/darm/WebCatalogPDF/VanWickle/VanWickleTableOfContents.pdf> ; *The Van Winkle Slave Ring*, Lost Souls Public Memorial Project <https://lostsoulsmemorialnj.org>.
- ¹⁶⁸ *Documents des archives de l'État du New Jersey relatifs au réseau d'esclaves de Van Wickle*, <https://www.nj.gov/state/darm/WebCatalogPDF/VanWickle/VanWickleTableOfContents.pdf>.
- ¹⁶⁹ Archives de l'État du New Jersey, *documents relatifs au réseau d'esclaves de Van Wickle*, <https://www.nj.gov/state/darm/WebCatalogPDF/VanWickle/VanWickleTableOfContents.pdf> ; *The Van Winkle Slave Ring*, Lost Souls Public Memorial Project <https://lostsoulsmemorialnj.org>.
- ¹⁷⁰ *Id.*
- ¹⁷¹ *Id.*
- ¹⁷² *Id.*
- ¹⁷³ Graham Russell Gao Hodges, *Black New Jersey: 1664 to the Present Day*, 79 (2018).
- ¹⁷⁴ *Id.* à 59.

¹⁷⁵ Craig Hollander, « Scarlet and Black: Slavery and Dispossession in Rutgers History », *New Jersey Studies: An Interdisciplinary Journal* 5, No. 1, 335 (2019), <https://njs.libraries.rutgers.edu/index.php/njs/article/view/161>.

¹⁷⁶ *Id.*

¹⁷⁷ *Id.*

¹⁷⁸ Graham Russell Gao Hodges, *Black New Jersey: 1664 to the Present Day*, 60 (2018).

¹⁷⁹ *Id.* à 64.

¹⁸⁰ *Id.* à 61.

¹⁸¹ *Id.*

¹⁸² *Id.*

¹⁸³ *Id.* à 75.

¹⁸⁴ *Id.* à 76.

¹⁸⁵ *Id.* at 92.

¹⁸⁶ Christopher N Mathews, Part 2 – Slavery in Early English East Jersey, université d'État de Montclair, 21 <https://www.montclair.edu/anthropology/research/slavery-in-nj/part-2/>.

¹⁸⁷ *Id.*

¹⁸⁸ New Jersey Historical Commission, *New Jersey's Underground Railroad Heritage Steal Away, Steal Away...*, *New Jersey State Library*, <https://dspace.njstatelib.org/server/api/core/bitstreams/2d0a25c0-0b00-4c37-a53f-b8888b3e2193/content>; Timbuctoo is named after Timbuktu, the historic city in Mali, Africa.

¹⁸⁹ Nyah Marshall, *One of N.J.'s first instances of slavery is marked at this burial ground*, *NJ.com*, 1-3 (26 février 2023), <https://www.nj.com/news/2023/02/one-of-njs-first-instances-of-slavery-is-marked-at-this-burial-ground.html>.

¹⁹⁰ *Id.*

¹⁹¹ Romisher, Jason Eugene. *Youth Activism and the Black Freedom Struggle in Lawnside, New Jersey*, 16-20 (2018).

¹⁹² Jason Romisher, *Lawnside, New Jersey*, *The Encyclopedia of Greater Philadelphia* <https://philadelphiaencyclopedia.org/essays/lawnside-new-jersey/>.

¹⁹³ Goddard, Connie, *The Bordentown School as Institution and Idea: The Manual Training and Industrial School Honored Educational Priorities of Washington, Du Bois, and Dewey*, *New Jersey Studies: An Interdisciplinary Journal* 4.2, 99-128 (2018).

¹⁹⁴ Graham Russell Gao Hodges, *Black New Jersey: 1664 to the Present Day*, 89.

¹⁹⁵ *Id.* à 62.

¹⁹⁶ *Id.* at 62-68.

¹⁹⁷ *Id.* at 81.

¹⁹⁸ Geneva Smith, « Legislating Slavery in New Jersey », *Princeton & Slavery Project*, <https://slavery.princeton.edu/stories/legislating-slavery-in-new-jersey>.

¹⁹⁹ *Id.*

²⁰⁰ *Id.*

²⁰¹ Paul Axel-Lute, *The Law of Slavery in New Jersey: An Annotated Bibliography*, *New Jersey Digital Legal Library at Rutgers-Newark Law Library* (2005), A98. <http://njlegallib.rutgers.edu/slavery/bibliog.html#III>.

- ²⁰² Edgar J. McManus, *Black Bondage in the North*, Syracuse University Press (1973), 181.
- ²⁰³ Christopher N. Mathews, *Part 6-The Struggle for Abolition*, université d'État de Montclair, <https://www.montclair.edu/anthropology/research/slavery-in-nj/part-6/>.
- ²⁰⁴ *Id.*
- ²⁰⁵ *Id.*
- ²⁰⁶ Gary Wolinetz, "New Jersey Slavery and the Law," *Rutgers Law Journal* 50, No. 4, 2227–2256 (1998)..
- ²⁰⁷ Jackson, Faith Joseph, *Dred Scott v. Sandford: A Prelude to the Civil War Rich.* JL & Pub. Int. 15, 9-16 (2011)
- ²⁰⁸ Jackson, Faith Joseph, *Dred Scott v. Sandford: A Prelude to the Civil War*, Rich. JL & Pub. Int. 15, 385-392 (2011).
- ²⁰⁹ *Lincoln and New Jersey: A Bicentennial Tribute By The New Jersey State Archives*, Département d'État de l'État du New Jersey <https://nj.gov/state/archives/lincoln.html>.
- ²¹⁰ *Id.*
- ²¹¹ *Id.*
- ²¹² Graham Russell Gao Hodges, *Black New Jersey: 1664 to the Present Day*, 98-102 (2018).
- ²¹³ Giles R Wright, *Afro Americans in New Jersey A Short History*, site officiel de l'État du New Jersey, 28-29 <https://nj.gov/state/historical/assets/pdf/topical/afro-americans-in-nj-short-history.pdf>.
- ²¹⁴ *Unit 6 African Americans and the Civil War. 1861-1865*, NJ State Library (Apr. 23, 2003), https://www.njstatelib.org/research_library/new_jersey_resources/highlights/african_american_history_curriculum/unit_6_civil_war_african_americans/.
- ²¹⁵ Giles R Wright, *Afro Americans in New Jersey A Short History*, site officiel de l'État du New Jersey, 28 <https://nj.gov/state/historical/assets/pdf/topical/afro-americans-in-nj-short-history.pdf>.
- ²¹⁶ *Unit 6 African Americans and the Civil War. 1861-1865*, Bibliothèque d'État du New Jersey (23 avril 2003), https://www.njstatelib.org/research_library/new_jersey_resources/highlights/african_american_history_curriculum/unit_6_civil_war_african_americans/.
- ²¹⁷ Graham Russell Gao Hodges, *Black New Jersey: 1664 to the Present Day*, 115 (2018).
- ²¹⁸ Noelle Lorraine Williams, *New Jersey, The Last Northern State to End Slavery*, Commission historique du New Jersey <https://nj.gov/state/historical/his-2021-juneteenth.shtml>.
- ²¹⁹ Edward, R, *African Americans and the Southern Homestead Act. Great Plains Quarterly*, 39(2), 103-130 (2019) <https://www.jstor.org/stable/26643068>.
- ²²⁰ Graham Russell Gao Hodges, *Black New Jersey: 1664 to the Present Day*, 100 (2018).
- ²²¹ *Id.* à 100-104.
- ²²² Michael Vorenberg, *The Emancipation Proclamation : A Brief History with Documents* (2010).
- ²²³ Adriana Rojas, *New Jersey: Its Opinions and Reactions to the Thirteenth, Fourteenth, and Fifteenth Amendments Before and After*, université Seton Hall, 14 (2020) <https://scholarship.shu.edu/dissertations/2961/>.
- ²²⁴ *The Historical Legacy of Juneteenth*, National Museum of African American History & Culture <https://nmaahc.si.edu/explore/stories/historical-legacy-juneteenth>.
- ²²⁵ Constitution Annotated (N.D). Intro. 3.4 Amendments de la guerre de Sécession (troisième, quatorzième et quinzième amendements). https://constitution.congress.gov/browse/essay/intro.3-4/ALDE_00000388/.
- ²²⁶ Adriana Rojas, *New Jersey: Its Opinions and Reactions to the Thirteenth, Fourteenth, and Fifteenth Amendments Before*

and After, Seton Hall University, 16-29 (2020), <https://scholarship.shu.edu/dissertations/2961/>.

²²⁷ *Id.*

²²⁸ P.L. 2003, Joint Resolution No. 2, 23 avril 2003, https://pub.njleg.gov/bills/2002/JR03/2_.HTM.

²²⁹ Adriana Rojas, *New Jersey: Its Opinions and Reactions to the Thirteenth, Fourteenth, and Fifteenth Amendments Before and After*, université Seton Hall, 16-29 (2020) <https://scholarship.shu.edu/dissertations/2961/>.

²³⁰ Paul Axel-Lute, *The Law of Slavery in New Jersey: An Annotated Bibliography*, New Jersey Digital Legal Library at Rutgers-Newark Law Library (2005), A80.5. <http://njlegallib.rutgers.edu/slavery/bibliog.html#II>

²³¹ Byrne Francis Goodman, *The Black Codes, 1865 – 1867*, (1912).

²³² Eric Foner, *Reconstruction : America's Unfinished Revolution, 1863-1877* (2014).

²³³ Eric Foner, *We Are Not Done With Abolition*, NY Times, 15 décembre 2020, <http://ericfoner.com/articles/121520nytimes.html>.

²³⁴ Christopher N. Mathews, *Part 6-The Struggle for Abolition*, université d'État de Montclair, <https://www.montclair.edu/anthropology/research/slavery-in-nj/part-6/>.

²³⁵ *Id.*

²³⁶ *The 13th Amendment and Its Impact on Mass Incarceration*, Expo of Wisconsin (13 juin 2022), <https://expowisconsin.org/2022/06/the-13th-amendment-and-its-impact-on-mass-incarceration/>

²³⁷ Christopher N. Mathews, *Part 6-The Struggle for Abolition*, Montclair State University, <https://www.montclair.edu/anthropology/research/slavery-in-nj/part-6/>.

²³⁸ Bob Hennelly, *U.S. Slavery Endures-Close the 13th Amendment Loophole*, Insider NJ (16 juin 2023), <https://www.insidernj.com/u-s-slavery-endures-close-the-13th-amendment-loophole/> ; the 13th Amendment and Its Impact on Mass Incarceration, Expo of Wisconsin (13 juin 2022), <https://expowisconsin.org/2022/06/the-13th-amendment-and-its-impact-on-mass-incarceration/> (une série de lois ont été adoptées avec une applicabilité spécifique aux personnes nouvellement libérées qui interdisaient divers comportements comme le non-paiement d'une caution après avoir résidé dans un État pendant plus de 20 jours).

²³⁹ *Northwest Ordinance (1787)*, National Archives <https://www.archives.gov/milestone-documents/northwest-ordinance>.

²⁴⁰ Adriana Rojas, *New Jersey: Its Opinions and Reactions to the Thirteenth, Fourteenth, and Fifteenth Amendments Before and After*, université Seton Hall, 29-38 (2020) <https://scholarship.shu.edu/dissertations/2961/>.

²⁴¹ Elizabeth Hinton et DeAnza Cook, *The Mass Criminalization of Black Americans: A Historical Overview*, 4 Annual Review of Criminology, 261-286 (2021), <https://www.annualreviews.org/docserver/fulltext/criminol/4/1/annurev-criminol-060520-033306.f?expires=1730212257&id=id&accname=guest&checksum=3CCD32076A874BF7240B89CBECB47B86> « Vingt-cinq ans après la guerre de Sécession, le recensement de 1890 a évalué la première génération retirée de l'esclavage et les statistiques pénitentiaires qu'il incluait indiquaient que les Afro-Américains représentaient 12 % de la population du pays, mais 30 % de ses prisonniers. »

²⁴² Voir Giles R Wright, *Afro Americans in New Jersey A Short History*, site officiel de l'État du New Jersey <https://nj.gov/state/historical/assets/pdf/topical/afro-americans-in-nj-short-history.pdf>.

²⁴³ Dan Radel, *Murder of Mingo Jack in Eatontown, NJ's Only Known Lynching, Won't Be Forgotten Again*, Asbury Park Press, (16 juin 2022) <https://www.app.com/story/news/history/2022/06/16/mingo-jack-lynching-site-eatontown-national-historical-marker-equal-justice-initiative/7615080001/> (le seul lynchage connu dans l'État depuis la guerre d'indépendance).

²⁴⁴ Samuel Johnson, *Victim of a Lynching*, This Day in Monmouth County History <https://monmouthtimeline.org/timeline/samuel-mingo-jack-johnson/>.

- ²⁴⁵ Dan Radel, *Murder of Mingo Jack in Eatontown, NJ's Only Known Lynching, Won't Be Forgotten Again*, Asbury Park Press, (16 juin 2022) <https://www.app.com/story/news/history/2022/06/16/mingo-jack-lynching-site-eatontown-national-historical-marker-equal-justice-initiative/7615080001/>.
- ²⁴⁶ National Association for the Advancement of Colored People (NAACP), *Our History*, <https://naacp.org/about/our-history>; Elliott Rudwick, *The Niagara Movement*, *The Journal of Negro History* 42.3, 177-200 (1957).
- ²⁴⁷ Giles R Wright, *Afro Americans in New Jersey A Short History*, site officiel de l'État du New Jersey, 45-54 <https://nj.gov/state/historical/assets/pdf/topical/afro-americans-in-nj-short-history.pdf>.
- ²⁴⁸ Giles R Wright, *Afro Americans in New Jersey A Short History*, site officiel de l'État du New Jersey, 45-54 <https://nj.gov/state/historical/assets/pdf/topical/afro-americans-in-nj-short-history.pdf>.
- ²⁴⁹ Richard Rothstein, *The Color of Law: A Forgotten History of How Our Government Segregated America*, 48 (2017).
- ²⁵⁰ Lukas Althoff, Hugo Reichardt, *The Quarterly Journal of Economics Vol. 139 Numéro 4*, 2280, (juillet 2024) <https://academic.oup.com/qje/article/139/4/2279/7718111>.
- ²⁵¹ Nancy H. Welsh, *Racially Restrictive Covenants in the United States, A Call to Action*, <https://deepblue.lib.umich.edu/handle/2027.42/143831>. Tyreen A. Reuter, *African-Americans and the Ku Klux Klan in 1920s Metuchen*, (2015).
- ²⁵² Richard Rothstein, *The Color of Law*, 153-175, (2017).
- ²⁵³ Maxine N. Lurie et Richard F. Veit, *New Jersey: A History of the Garden State* (2012)..
- ²⁵⁴ History.com Editors, *New Jersey*, History.com (9 novembre 2009), <https://www.history.com/topics/us-states/new-jersey>.
- ²⁵⁵ *Id.*
- ²⁵⁶ Joseph Gowaskie, *Workers in New Jersey History*, université Rutgers (1996), <https://rucore.libraries.rutgers.edu/rutgers-lib/3744/PDF/1/play/>.
- ²⁵⁷ Maxine Lurie et Richard F. Veit, *New Jersey: A History of the Garden State* (2012).
- ²⁵⁸ *Id.*
- ²⁵⁹ *Id.*
- ²⁶⁰ *Id.*
- ²⁶¹ *Id.*
- ²⁶² Joseph Gowaskie, *Workers in New Jersey History*, université Rutgers, 24 (1996), <https://rucore.libraries.rutgers.edu/rutgers-lib/3744/PDF/1/play/>.
- ²⁶³ *Id.* à 24.
- ²⁶⁴ *Id.* à 25.
- ²⁶⁵ *Id.* at 32.
- ²⁶⁶ *Id.*
- ²⁶⁷ *Id.* à 33.
- ²⁶⁸ *Id.* à 24-26.
- ²⁶⁹ *Id.* à 28.
- ²⁷⁰ *Id.* à 34.

- ²⁷¹ National Park Service, *Paterson, New Jersey: America's Silk City (Teaching with Historic Places)*, nps.gov <https://www.nps.gov/articles/paterson-new-jersey-america-s-silk-city-teaching-with-historic-places.htm#:~:text=In%20the%20late%2019th%20and,brought%20the%20city%20national%20attention.>
- ²⁷² National Park Service, *200 Years of Labor History*, nps.gov [https://www.nps.gov/blrv/learn/historyculture/200-labor-events.htm#:~:text=In%20July%20of%201835%2C%20over,18\)%20Panic%20of%201837%2C%201837.](https://www.nps.gov/blrv/learn/historyculture/200-labor-events.htm#:~:text=In%20July%20of%201835%2C%20over,18)%20Panic%20of%201837%2C%201837.)
- ²⁷³ *Remember Atlantic City's Black History and Segregated Past*, Shoppe Black <https://www.capemay.com/blog/2000/02/a-feeling-of-community-revisited-cape-islands-african-american-heritage/>.
- ²⁷⁴ *History of Cape May*, The Shore Blog <https://theshoreblog.com/history-of-cape-may/>.
- ²⁷⁵ *Remember Atlantic City's Black History and Segregated Past*, Shoppe Black <https://www.capemay.com/blog/2000/02/a-feeling-of-community-revisited-cape-islands-african-american-heritage/>.
- ²⁷⁶ City of Cape May, *History of Cape May*, capemaycity.com <https://www.capemaycity.com/history-of-cape-may#:~:text=English%20colonists%20from%20Connecticut%20and,now%20known%20as%20Cape%20Island.&text=It%20was%20more%20than%20200,their%20health%20and%20pleasure%20began.>
- ²⁷⁷ *History- 19th Century Industrial Development*, NewJerseyAlmanac.com <https://www.newjerseyalmanac.com/19th-century-industrial-development.html>.
- ²⁷⁸ Jennifer Brownstone Kopp, *A Feeling of Community Revisited: Cape Island's African-American Heritage*, CapeMay.com (Feb. 1, 2000), <https://www.capemay.com/blog/2000/02/a-feeling-of-community-revisited-cape-islands-african-american-heritage/>.
- ²⁷⁹ *Remember Atlantic City's Black History and Segregated Past*, Shoppe Black <https://www.capemay.com/blog/2000/02/a-feeling-of-community-revisited-cape-islands-african-american-heritage/>.
- ²⁸⁰ Kathleen O, *Black History Month: African - American Workers Crucial to Atlantic City's Rise*, NJ.com (24 février 2012), https://www.nj.com/news/2012/02/black_history_month_african-am_1.html.
- ²⁸¹ *Remember Atlantic City's Black History and Segregated Past*, Shoppe Black <https://www.capemay.com/blog/2000/02/a-feeling-of-community-revisited-cape-islands-african-american-heritage/>.
- ²⁸² *Remember Atlantic City's Black History and Segregated Past*, Shoppe Black <https://www.capemay.com/blog/2000/02/a-feeling-of-community-revisited-cape-islands-african-american-heritage/>.
- ²⁸³ Nancy H. Welsh, *Racially Restrictive Covenants in the United States, A Call to Action*, <https://deepblue.lib.umich.edu/handle/2027.42/143831>.
- ²⁸⁴ Giles R Wright, *Afro Americans in New Jersey A Short History*, site officiel de l'État du New Jersey, 45-54 <https://nj.gov/state/historical/assets/pdf/topical/afro-americans-in-nj-short-history.pdf>.
- ²⁸⁵ Tyreen Reuter, « African-Americans and the Ku Klux Klan in 1920s Metuchen », <http://metuchen-edisonhistsoc.org/resources/MetuchenKlan-for+website.pdf>.
- ²⁸⁶ Jayne Johnson, et al, *Erasing New Jersey Red Lines*, NJ Inst. For Social Justice, 4, 10 (2020); voir également Richard Rothstein, *The Color of Law* (2017).
- ²⁸⁷ Bruce Baker et Mark Weber, *Separate and Unequal: Racial and Ethnic Segregation and the Case for School Funding Reparations in New Jersey*, New Jersey Policy Perspective (13 septembre 2021), <https://www.njpp.org/publications/report/separate-and-unequal-racial-and-ethnic-segregation-and-the-case-for-school-funding-reparations-in-new-jersey/> ; Mapping Inequality Download Data, université de Richmond <https://dsl.richmond.edu/panorama/redlining/data>.
- ²⁸⁸ Andre M Perry et al., *The Devaluation of Assets in Black Neighborhoods the Case of Residential Property*, Brookings (27 novembre 2019), <https://www.brookings.edu/articles/devaluation-of-assets-in-black-neighborhoods/>.
- ²⁸⁹ Richard Rothstein, *How, After 60 Years, Brown v. Board of Education Succeeded- And Didn't*, Berkeley Law (24 avril 2014), <https://www.law.berkeley.edu/article/how-after-60-years-brown-v-board-of-education-succeeded-and-didnt/>.

²⁹⁰ Richard Rothstein, *The Color of Law*, 78 (2017).

²⁹¹ *Shelley v. Kraemer*, 334 U.S. 1 (1948), <https://supreme.justia.com/cases/federal/us/334/1/>; see P.L. 2021, c.274; https://pub.njleg.state.nj.us/Bills/2020/S3000/2861_11.PDF (prohibits the recording of restrictive covenants which violate the state's Law Against Discrimination) ; Remove Discriminatory Restrictive Covenants, Community Associations Institute, <https://www.caionline.org/advocacy/advocacy-priorities-overview/removal-of-discriminatory-restrictive-covenants/>.

²⁹² *Shelley v. Kraemer*, 334 US 1 (1948), <https://supreme.justia.com/cases/federal/us/334/1/>.

²⁹³ Michael Aron, *Suburban Growth, Government Policies, Racism Led to 'White Flight' in Newark*, NJ Spotlight News (28 août 2019), <https://www.njspotlightnews.org/video/suburban-growth-government-policies-racism-led-to-white-flight-in-newark/>.

²⁹⁴ Greason, Walter David, *Suburban Erasure, How the Suburbs Ended the Civil Rights Movement in New Jersey* (2012) ; Michael Aron, *Suburban Growth, Government Policies, Racism Led to 'White Flight' in Newark*, NJ Spotlight News (28 août 2019), <https://www.njspotlightnews.org/video/suburban-growth-government-policies-racism-led-to-white-flight-innewark/>.

²⁹⁵ Mahajan, Avichal, *Highways and segregation*, *Journal of Urban Economics*, 141 (2024).

²⁹⁶ Joseph Gowaskie, *Workers in New Jersey History*, université Rutgers, 39 (1996), <https://rucore.libraries.rutgers.edu/rutgers-lib/3744/PDF/1/play/>.

²⁹⁷ *Id.* à 31.

²⁹⁸ *Id.*

²⁹⁹ *Id.*

³⁰⁰ Giles R Wright, *Afro Americans in New Jersey A Short History*, site officiel de l'État du New Jersey, 45 (1988) <https://nj.gov/state/historical/assets/pdf/topical/afro-americans-in-nj-short-history.pdf>.

³⁰¹ NJ State Archives, *World War I Curriculum*, https://www.njstatelib.org/research_library/new_jersey_resources/highlights/african_american_history_curriculum/unit_9_world_war_i/.

³⁰² Joseph Gowaskie, *Workers in New Jersey History*, université Rutgers, 51 (1996), <https://rucore.libraries.rutgers.edu/rutgers-lib/3744/PDF/1/play/>.

³⁰³ *Id.*

³⁰⁴ *Id.*

³⁰⁵ *Id.* à 52.

³⁰⁶ *Id.*

³⁰⁷ *Id.*

³⁰⁸ *Id.*

³⁰⁹ Giles R. Wright, *Afro Americans in New Jersey A Short History*, site officiel de l'État du New Jersey, 54 (1988) <https://nj.gov/state/historical/assets/pdf/topical/afro-americans-in-nj-short-history.pdf>.

³¹⁰ *Id.*

³¹¹ See Greg Adomaitis, *A history of the Ku Klux Klan in N.J.*, NJ.com (Feb. 15, 2017), https://www.nj.com/news/2017/02/a_history_of_the_ku_klux_klan_in_nj.html.

³¹² Giles R. Wright, *Afro Americans in New Jersey A Short History*, site officiel de l'État du New Jersey, 63 (1988) <https://nj.gov/state/historical/assets/pdf/topical/afro-americans-in-nj-short-history.pdf>.

- ³¹³ *Id.*
- ³¹⁴ *Id.*
- ³¹⁵ Todd M Michney et LaDale Winling, *New Perspectives on New Deal Housing Policy: Explicating and Mapping HOLC Loans to African Americans*, 46 *Journal of Urban History*, 150-180 (2019).
- ³¹⁶ *75th Anniversary of the Wagner-Steagall Housing Act of 1937*, FDR Library & Museum <https://www.fdrlibrary.org/housing>; Louis Lee Woods, II *Almost No Negro Veteran. . . Could Get a Loan: African Americans, the GI bill, and the NAACP Campaign Against Residential Segregation, 1917–1960*. *The Journal of African American History* 98.3, 392-417 (2013).
- ³¹⁷ Social Security Act of 1935, <https://www.ssa.gov/policy/docs/ssb/v70n4/v70n4p49.html>.
- ³¹⁸ *Historic Themes and Resources Within the New Jersey Coastal Heritage Trial Route*, National Park Service, <https://www.npshistory.com/publications/new-jersey/historic-themes-resources/chap4.htm>.
- ³¹⁹ *Id.*
- ³²⁰ *Id.*
- ³²¹ *Id.*
- ³²² *Id.*
- ³²³ Cesar E Chavez, *Thirty Years of Farmworker Struggle*, National Park Service <https://www.nps.gov/articles/000/a-new-era-of-farm-worker-organizing.htm>.
- ³²⁴ *Historic Themes and Resources Within the New Jersey Coastal Heritage Trial Route*, National Park Service <https://www.npshistory.com/publications/new-jersey/historic-themes-resources/chap4.htm>.
- ³²⁵ Graham Russell Gao Hodges, *Black New Jersey: 1664 to the Present Day*, 211-248 (2018).
- ³²⁶ *Id.*
- ³²⁷ *Id.*
- ³²⁸ Luders-Manuel, Shannon, *The Inequality Hidden within the Race-Neutral GI Bill* - Jstor Daily, JSTOR, <https://daily.jstor.org/the-inequality-hidden-within-the-race-neutral-g-i-bill/>.
- ³²⁹ <https://www.nationalww2museum.org/war/articles/african-americans-fought-freedom-home-and-abroad-during-world-war-ii#:~:text=In%20the%20face%20of%20racism,South%20to%20command%20Black%20infantrymen>
- ³³⁰ *Id.* ; voir aussi <https://teachingamericanhistory.org/document/executive-order-8802/>.
- ³³¹ Louis Lee Woods, II, *Almost “No Negro Veteran... Could Get a Loan:” African Americans, the GI Bill, and the NAACP campaign against residential segregation, 1917–1960*. *The Journal of African American History* 98.3, 392-417 (2013) ; Mettler, Suzanne, *How the GI Bill Built the Middle Class and Enhanced Democracy*, Cambridge, MA: Scholars Strategy Network (2012).
- ³³² Louis Lee Woods, II, *Almost No Negro Veteran. . . Could Get a Loan”: African Americans, the GI Bill, and the NAACP Campaign Against Residential Segregation, 1917–1960*. *The Journal of African American History* 98.3, 392-417 (2013).
- ³³³ Voir également Richard Rothstein, *The Color of Law*, 167 (2017) ; Erin Blakemore, *How the GI Bill’s Promise was Denied to a Million Black WWII Veterans*, *Hist.* (30 septembre 2019), <https://www.history.com/news/gi-bill-black-wwii-veterans-benefits>.
- ³³⁴ Voir généralement Graham Russell Gao Hodges, *Black New Jersey: 1664 to the Present Day* 219 (2019) ; voir également Erin Blakemore, *How the GI Bill’s Promise was Denied to a Million Black WWII Veterans*, *Hist.* (30 septembre 2019), <https://www.history.com/news/gi-bill-black-wwii-veterans-benefits>. Voir également Richard Rothstein, *The Color of Law*, 48 (2017).

³³⁵ No Mail, Low Morale: The 6888th Central Postal Battalion, Truman Library Institute, [https://www.trumanlibraryinstitute.org/6888th-battalion/#:~:text=The%20Women's%20Army%20Corps%20\(WAC,American%20women%20in%20the%20WAC](https://www.trumanlibraryinstitute.org/6888th-battalion/#:~:text=The%20Women's%20Army%20Corps%20(WAC,American%20women%20in%20the%20WAC)

³³⁶ *Id.*

³³⁷ *Id.*

³³⁸ Beth A. Warrington, "No Mail, Low Morale," The 6888th Central Postal Directory Battalion, <https://www.armyupress.army.mil/Journals/Military-Review/English-Edition-Archives/Jan-Feb-2019/Warrington-Mail/>.

³³⁹ *Id.*

³⁴⁰ *Id.*

³⁴¹ Chief Master Sergeant Julio Ortega (Retired USAF), Obituary, <https://www.bradleyfhmarlton.com/obituaries/Chief-Master-Sergeant-Julio-Wilfredo-Ortega-USAF-Retired?obId=30849629> ; Julio W. Ortega, retired Air Force Chief Master Sergeant, Has Died at 86, *Philadelphia Inquirer* (23 février 2024), <https://www.inquirer.com/news/julio-ortega-obituary-air-force-enlisted-marlton-20240223.html>.

³⁴² George P. Matysek, Jr., Pioneering Baltimorean was Nation's First Black Woman to Receive An Officer's Commission in the Air Force, *Catholic Review* (24 février 2022), <https://catholicreview.org/pioneering-baltimorean-was-nations-first-black-woman-to-receive-an-officers-commission-in-the-air-force/>.

³⁴³ Giles R. Wright, *Afro Americans in New Jersey A Short History*, site officiel de l'État du New Jersey (1988) <https://nj.gov/state/historical/assets/pdf/topical/afro-americans-in-nj-short-history.pdf>.

³⁴⁴ *Id.*

³⁴⁵ *Id.*

³⁴⁶ *Id.*

³⁴⁷ P.L. 1950, c. 105 <https://dspace.njstatelib.org/items/28aff5c2-3f62-4ef6-9932-571edca3c4c9/full>.

³⁴⁸ *Ethel R. Lawrence Homes & Robinson Estates*, Fair Share Housing Development Building Homes and Hope, <https://fairsharedevelopment.org/housing/development/ethel-lawrence/>.

³⁴⁹ P.L. 1955, c. 106. <https://dspace.njstatelib.org/items/328ee5d2-2911-45f5-8ae4-57421d0a9c51>.

³⁵⁰ *Ethel R. Lawrence Homes & Robinson Estates*, Fair Share Housing Development Building Homes and Hope, <https://fairsharedevelopment.org/housing/development/ethel-lawrence/>.

³⁵¹ P.L. 2008, c. 46 § 18.

³⁵² P.L. 2002, c. 82. https://pub.njleg.gov/bills/2002/AL02/82_.HTM.

³⁵³ Loi sur l'égalité des chances en matière de logement, N.J.S.A. 46:8-52 et suivants https://www.njoag.gov/wp-content/uploads/2021/12/Fair-Chance-in-Housing-Act_NJSA-46-8-52-et-seq.pdf.

³⁵⁴ *Comté de Southern Burlington NAACP c. township de Mount Laurel*(Mount Laurel I), 67 N.J. 151, (1975).

³⁵⁵ *Id.*

³⁵⁶ Martina Manicasteri, *A History of the Mount Laurel Doctrine*, Fair Share Housing Center (28 octobre 2022), <https://www.fairsharehousing.org/a-history-of-the-mount-laurel-doctrine/>.

³⁵⁷ *Southern Burlington County NAACP v. Township of Mount Laurel* (Mount Laurel I), 67 N.J. 151, (1975).

³⁵⁸ Ronald Smothers, *Ending Battle Suburb Allows Homes for Poor*, *The New York Times* (12 avril 1997), <https://www.nytimes.com/1997/04/12/nyregion/ending-battle-suburb-allows-homes-for-poor.html>.

- ³⁵⁹ Fair Share Housing Center, *Affordable Housing in New Jersey: The Mount Laurel Doctrine*, fairsharehousing.org (2023) <https://www.fairsharehousing.org/wp-content/uploads/2023/01/Mount-Laurel-Factsheet.pdf>.
- ³⁶⁰ *Southern Burlington County NAACP v. Township of Mount Laurel* (Mount Laurel II), 92 N.J. 158.
- ³⁶¹ Ronald Smothers, *Ending Battle Suburb Allows Homes for Poor*, The New York Times (12 avril 1997), <https://www.nytimes.com/1997/04/12/nyregion/ending-battle-suburb-allows-homes-for-poor.html>.
- ³⁶² Martina Manicasteri, *A History of the Mount Laurel Doctrine*, Fair Share Housing Center (28 octobre 2022), <https://www.fairsharehousing.org/a-history-of-the-mount-laurel-doctrine/>.
- ³⁶³ Martina Manicasteri, *A History of the Mount Laurel Doctrine*, Fair Share Housing Center (28 octobre 2022), <https://www.fairsharehousing.org/a-history-of-the-mount-laurel-doctrine/>.
- ³⁶⁴ *Addressing the Black Homeownership Gap in America*, Community Capital Management <https://www.ccminvests.com/wp-content/uploads/2021/02/CCM-Report-Addressing-the-Black-Homeownership-Gap-in-America-Feb-2021-FINAL.pdf>.
- ³⁶⁵ *Governor Murphy Signs Landmark Affordable Housing Legislation*, Official Site of The State of New Jersey (Mar. 20, 2024), <https://nj.gov/governor/news/news/562024/approved/20240320b.shtml>.
- ³⁶⁶ *Ethel R. Lawrence Homes & Robinson Estates*, Fair Share Housing Development Building Homes and Hope <https://fairsharedevelopment.org/housing/development/ethel-lawrence/>.
- ³⁶⁷ Bruce Baker et Mark Weber, *Separate and Unequal: Racial and Ethnic Segregation and the Case for School Funding Reparations in New Jersey*, New Jersey Policy Perspective (13 septembre 2021), <https://www.njpp.org/publications/report/separate-and-unequal-racial-and-ethnic-segregation-and-the-case-for-school-funding-reparations-in-new-jersey/>.
- ³⁶⁸ Bruce Baker et Mark Weber, *Separate and Unequal: Racial and Ethnic Segregation and the Case for School Funding Reparations in New Jersey*, New Jersey Policy Perspective (13 septembre 2021), <https://www.njpp.org/publications/report/separate-and-unequal-racial-and-ethnic-segregation-and-the-case-for-school-funding-reparations-in-new-jersey/>; *Mapping Inequality Download Data*, université de Richmond <https://dsl.richmond.edu/panorama/redlining/data>.
- ³⁶⁹ Andre M Perry et al., *The Devaluation of Assets in Black Neighborhoods the Case of Residential Property*, Brookings (27 novembre 2019), <https://www.brookings.edu/articles/devaluation-of-assets-in-black-neighborhoods/>.
- ³⁷⁰ Richard Rothstein, *How, After 60 Years, Brown v. Board of Education Succeeded- And Didn't*, Berkeley Law (24 avril 2014), <https://www.law.berkeley.edu/article/how-after-60-years-brown-v-board-of-education-succeeded-and-didnt/>.
- ³⁷¹ James Barnett, *Property Tax Rates and Quality of K-12 Education in New Jersey Communities*, Rutgers University New Jersey State Policy Lab <https://policylab.rutgers.edu/property-tax-rates-and-quality-of-k-12-education-in-new-jersey-communities/>.
- ³⁷² Gary Orfield et al., *New Jersey's Segregated Schools Trends and Paths Forward*, UCLA The Civil Rights Project (novembre 2017), <https://www.civilrightsproject.ucla.edu/research/k-12-education/integration-and-diversity/new-jerseys-segregated-schools-trends-and-paths-forward/New-Jersey-report-final-110917.pdf>.
- ³⁷³ *School Desegregation and School Funding in New Jersey*, Rutgers <https://civiced.rutgers.edu/documents/nj-lessons/for-grades-9-12/46-school-desegregation-and-school-funding-in-new-jersey/file>.
- ³⁷⁴ *Robinson v. Cahill*, 67 N.J. 35, 335 A.2d 6 (N.J. 1975).
- ³⁷⁵ *Id.*
- ³⁷⁶ Donald J Linky, *Governor Brendan T. Byrne and the State Income Tax: The Income Tax and School Finance Reform*, université Rutgers <https://governors.rutgers.edu/byrne-administration-the-state-income-tax/>.
- ³⁷⁷ John Mooney, *Explainer; Abbott v. Burke, Changing the Rules for Funding Schools*, NJ Spotlight News <https://www.njspotlightnews.org/2013/07/13-0710-1649/>; *The History of Abbott v. Burke*, Education Law Center <https://edlawcenter.org/litigation/abbott-history/>.

- ³⁷⁸ John Mooney, *Explainer; Abbott v. Burke, Changing the Rules for Funding Schools*, NJ Spotlight News <https://www.njspotlightnews.org/2013/07/13-0710-1649/>; *Abbott v. Burke*, 100 N.J. 269, 495 A.2d 376 (N.J. 1985).
- ³⁷⁹ *Id.*
- ³⁸⁰ *Id.*
- ³⁸¹ Catherine Gewertz, *Funding Formula Revision in N.J.*, Education Week (Feb. 5, 2008), <https://www.edweek.org/policy-politics/funding-formula-revised-in-n-j/2008/02>; *School Funding Reform Act of 2008*, State of New Jersey Department of Education (Nov. 15, 2006), <https://www.nj.gov/education/sff/archive/>.
- ³⁸² Nancy Solomon, *Funding Cut Has New Jersey Schools Scrambling*, NPR (7 avril 2010), <https://www.npr.org/2010/04/07/125674831/funding-cut-has-new-jersey-schools-scrambling> ; John Mooney, *Christie's School Aid Cuts: A History Lesson*, NJ Spotlight News (4 mai 2010), <https://www.njspotlightnews.org/2010/05/10-0412-1543/>.
- ³⁸³ *Id.*
- ³⁸⁴ Nancy Solomon, *Funding Cut Has New Jersey Schools Scrambling*, NPR (7 avril 2010), <https://www.npr.org/2010/04/07/125674831/funding-cut-has-new-jersey-schools-scrambling> ; John Mooney, *Christie's School Aid Cuts: A History Lesson*, NJ Spotlight News (4 mai 2010), <https://www.njspotlightnews.org/2010/05/10-0412-1543/>.
- ³⁸⁵ Gary Orfield et al., *New Jersey's Segregated Schools Trends and Paths Forward*, The Civil Rights Project (novembre 2017), <https://www.civilrightsproject.ucla.edu/research/k-12-education/integration-and-diversity/new-jerseys-segregated-schools-trends-and-paths-forward/New-Jersey-report-final-110917.pdf>.
- ³⁸⁶ *Id.*
- ³⁸⁷ *Id.*
- ³⁸⁸ *Id.*
- ³⁸⁹ *Id.*
- ³⁹⁰ *Id.*
- ³⁹¹ Martina Manicasteri, *A History of the Mount Laurel Doctrine*, Fair Share Housing Center (28 octobre 2022), <https://www.fairsharehousing.org/a-history-of-the-mount-laurel-doctrine/>.
- ³⁹² *Id.*
- ³⁹³ Richard Rothstein, *The Color of Law*, 205 (2017).
- ³⁹⁴ *Jones v. Haridor Realty Corp.*, 37 NJ 384 (1962)
- ³⁹⁵ Walter Greason, *A Civil Rights Challenges to U.S. Housing Policy*, Journal of the American Planning Association, 778 (2024). <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/01944363.2024.2386906?scroll=top&needAccess=true>.
- ³⁹⁶ Giles R Wright, *Afro Americans in New Jersey A Short History*, Official Site of The State of New Jersey, 70, <https://nj.gov/state/historical/assets/pdf/topical/afro-americans-in-nj-short-history.pdf>.
- ³⁹⁷ *Id.*; voir également, le recensement des États-Unis, <https://www2.census.gov/library/publications/decennial/1940/population-volume-2/33973538v2p4ch8.pdf>
- ³⁹⁸ *Id.*
- ³⁹⁹ *The Attack on Plainfield*, Plainfield Committee to Support Your Local Police (1969), <https://www.plainfieldlibrary.info/Departments/LH/FindingAids/BlackHistoryPlainfield/AttackOnPlainfield1969.pdf>.
- ⁴⁰⁰ Daniel Weeks, *From Riot to Revolt: Asbury Park in July 1970*, New Jersey Studies: an interdisciplinary journal 2.2, 80-111 (2016), <https://njs.libraries.rutgers.edu/index.php/njs/article/view/49/47>.
- ⁴⁰¹ Kevin J. Mumford, *Newark: A History of Race, Rights, and Riots in America* (2007).

⁴⁰² Leah Platt Boustan, *Was Postwar Suburban “White Flight”?* Evidence from the Black Migration, 125 *The Quarterly Journal of Economics* 417-443 (2010) ; Colleen Odea, *Newark Before the Comeback: A City Marked by White Flight, Poor Policy*, NJ Spotlight News (4 septembre 2019), <https://www.njspotlightnews.org/2019/09/19-09-02-newark-before-the-comeback-a-city-marked-by-white-flight-and-poor-policy/> ; Nancy Foner, *The Uses and Abuses of History: Understanding Contemporary U.S Immigration*, 45 *Journal of Ethnic and Migration Studies* 4-20 (2019).

⁴⁰³ *The Second Wave and The Great Hispanic Migration and Immigration Part One*, université Seton Hall <https://blogs.shu.edu/archdiocese-immigration/iv-the-second-wave-and-the-great-hispanic-migration-and-immigration-part-one/>.

⁴⁰⁴ Nancy Foner, *The Uses and Abuses of History: Understanding Contemporary U.S Immigration*, 45 *Journal of Ethnic and Migration Studies* 4-20 (2019).

⁴⁰⁵ *Id.*

⁴⁰⁶ Calderon, Eugenio J. Huot, *The Concept of Puerto Rican Citizenship*, Rev. Der. PR 35, 321 (1996).

⁴⁰⁷ Isham Brown Jones, *The Puerto Rican in New Jersey: His Present Status*, 13, (1955) ; <https://trentonlib.org/wp-content/uploads/2020/08/Historical-Report-about-Puerto-Ricans-in-New-Jersey-from-1955.pdf>.

⁴⁰⁸ *Id.* at 13.

⁴⁰⁹ *Id.* à 17.

⁴¹⁰ *Id.* à 14.

⁴¹¹ *Id.* at 20.

⁴¹² *Id.* à 14.

⁴¹³ *Id.* à 14.

⁴¹⁴ *Revenu des personnes aux États-Unis : 1953*, Census.gov (mai 1955), 21 <https://www2.census.gov/library/publications/1955/demographics/p60-16.pdf>.

⁴¹⁵ Cesar E Chavez National Monument, *Thirty Years of Farmworker Struggle*, National Park Service <https://www.nps.gov/articles/000/a-new-era-of-farm-worker-organizing.htm>.

⁴¹⁶ *New Jersey’s 2024 Agricultural Industry Sector*, NJ.gov (May 10, 2024), <https://www.nj.gov/labor/labormarketinformation/assets/PDFs/pub/empecon/Agriculture%20Industry%20Profile%202024.pdf>.

⁴¹⁷ *United Farm Workers: ‘New Jersey Minimum Wage Bill Accepts ‘Racist Legacy’ of Excluding Farm Workers ; Gov. Murphy Should Veto Measure*”, Insider NJ (31 janvier 2019), <https://www.insidernj.com/press-release/united-farm-workers-new-jersey-minimum-wage-bill-accepts-racist-legacy-excluding-farm-workers-gov-murphy-veto-measure/>.

⁴¹⁸ Département du travail et du développement de la main-d'œuvre du New Jersey, *Wage and Hour Compliance FAQs (for Workers)*, nj.gov (2025) <https://www.nj.gov/labor/wageandhour/support/faqs/wageandhourworkerfaqs.shtml#minimumwage>.

⁴¹⁹ Bob Hennelly, *From Many One: An American Renewal on NJ’s Farms First*, Insider NJ (17 juillet 2021), <https://www.insidernj.com/from-many-one-american-renewal-njs-farms-first/>.

⁴²⁰ Isham Brown Jones, *The Puerto Rican in New Jersey: His Present Status*, 13, (1955), <https://trentonlib.org/wp-content/uploads/2020/08/Historical-Report-about-Puerto-Ricans-in-New-Jersey-from-1955.pdf>.

⁴²¹ Aldo A Lauria and Ulla D Berg, *Latinas/os in New Jersey*, 178 (2025).

⁴²² *Id.*

⁴²³ *Id.*

⁴²⁴ Yolanda Prieto, *The Cubans of Union City: Immigrants and Exiles in a New Jersey Community* (2009).

- ⁴²⁵ Michael G Francesco, "Peruvians in Paterson:" the Growth and Establishment of a Peruvian American Community Within the Multiethnic Immigrant History of Patterson, New Jersey, 40 *New Jersey Studies: An Interdisciplinary Journal* 497-513 (2014).
- ⁴²⁶ Michael G Francesco, "Peruvians in Paterson:" the Growth and Establishment of a Peruvian American Community Within the Multiethnic Immigrant History of Patterson, New Jersey, 40 *New Jersey Studies: An Interdisciplinary Journal* 497-513 (2014).
- ⁴²⁷ Aldo A. Lauria Santiago, Ulla D. Berg, Giancarlo Muschi, *Latinas/os in New Jersey Histories, Communities, and Cultures*, 118, (janvier 2025).
- ⁴²⁸ *Id.*
- ⁴²⁹ *Id.*
- ⁴³⁰ Michael G Francesco, "Peruvians in Paterson:" the Growth and Establishment of a Peruvian American Community Within the Multiethnic Immigrant History of Patterson, New Jersey, 40 *New Jersey Studies: An Interdisciplinary Journal* 497-513 (2014).
- ⁴³¹ *Id.*
- ⁴³² *About Us*, La Casa de Don Pedro <http://www.lacasanwk.org/about-us> (Named after Don Pedro Albizu Campos, LCDP annually serves 50,000 residents in Newark and Essex County across three core pillars: Early Childhood (including Prenatal, Early Head Start, Head Start, and Pre-K programs), Healthy Homes (involving the Low-Income Home Energy Assistance Program [LIHEAP], Weatherization, Lead Remediation/Abatement), and Community Empowerment (comprising Women & Family Center, Immigration, Workforce Readiness, Youth Enrichment, Housing & Home Ownership Support, and Community Organizing initiatives)).
- ⁴³³ Nicole Torres, *Newark's 1974 Puerto Rican Riots Through Oral Histories*, 1, (2018) <https://njs.libraries.rutgers.edu/index.php/njs/article/view/130/154>.
- ⁴³⁴ Yolanda Prieto, *The Cubans of Union City: Immigrants and Exiles in a New Jersey Community*. (2009).
- ⁴³⁵ *Id.*
- ⁴³⁶ Constance L Hays, *Perth Amboy Left Staggered By Its Rioting*, *The New York Times* (June 13, 1988).
- ⁴³⁷ *Id.*
- ⁴³⁸ Bergesen, Albert, *Race Riots of 1967: An Analysis of Police Violence in Detroit and Newark*, *Journal of Black Studies*, vol. 12, no. 3, 1982, pp. 261–74. JSTOR, <http://www.jstor.org/stable/2784247>.
- ⁴³⁹ [The Newark NJ Violence of 1967 Still Echoes in Parts of the City \(northjersey.com\)](#).
- ⁴⁴⁰ *Id.*
- ⁴⁴¹ Jessica Mazzola et Karen Yi, *50 Years Ago Newark Burned*, NJ.com (12 juillet 2017), https://www.nj.com/essex/2017/07/what_you_need_to_know_about_the_1967_newark_riots.html.
- ⁴⁴² Albert Bergesen, *Race Riots of 1967: An Analysis of Police Violence in Detroit and Newark*, 12 *Journal of Black Studies* 261-274 (1982).
- ⁴⁴³ Andrew Grim, *Police Power and the Election of Newark's First Black Mayor*, aaihs.org, 18 septembre 2020, <https://www.aaihs.org/police-power-and-the-election-of-newarks-first-black-mayor/>.
- ⁴⁴⁴ Rose C Franklin, Ryan A Behmer Hansen, Jean M Pierce, Diomedes J Tsitouras, Catherine A Mazzola, *Broken Promises to the People of Newark: A Historical Review of the Newark Uprising, the Newark Agreements, and Rutgers New Jersey Medical School's Commitments to Newark*, *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 3-4 février 2021, <https://pmc.ncbi.nlm.nih.gov/articles/PMC7926979/>.

⁴⁴⁵ *Id.* at 3.

⁴⁴⁶ Alecia McGregor, Politics, Police Accountability, and Public Health: Civilian Review in Newark, New Jersey, 2015, *Journal of Urban Health* Vol. 93, 4 (2015).

⁴⁴⁷ *Id.* at 4.

⁴⁴⁸ Wayne Ong, Springwood Avenue Rising: Lessons from the 1970 Asbury Park Uprising 2016, 1, princeton.edu.

⁴⁴⁹ Medina, David, *Neighborhood Change within New Jersey: The Evolutionary History that Led to the New Newark* (2020).

⁴⁵⁰ *The Attack on Plainfield*, Plainfield Committee to Support Your Local Police (1969) <https://www.plainfieldlibrary.info/Departments/LH/FindingAids/BlackHistoryPlainfield/AttackOnPlainfield1969.pdf>.

⁴⁵¹ *Id.*

⁴⁵² Allison Keyes, Plainfield Riots Remembered 40 Years Later, NPR (28 juillet 2007), <https://www.npr.org/2007/07/28/12329840/plainfield-riots-remembered-40-years-later>.

⁴⁵³ *Id.*

⁴⁵⁴ *Id.*

⁴⁵⁵ *Id.*

⁴⁵⁶ GMS Watch and Pray, *Race Riots: History on Plainfield, NJ Jake Uprising 1967*, YouTube (15 juillet 2017), <https://www.youtube.com/watch?v=9PWqpQRAq-c>.

⁴⁵⁷ Allison Keyes, *Plainfield Riots Remembered 40 Years Later*, NPR (28 juillet 2007), <https://www.npr.org/2007/07/28/12329840/plainfield-riots-remembered-40-years-later>.

⁴⁵⁸ Annie Correal, *Plainfield Ponders the Legacy of Its Own Bloody '67 Riots*, *The New York Times* (22 juillet 2007), <https://www.nytimes.com/2007/07/22/nyregion/nyregionspecial2/22peoplenj.html>.

⁴⁵⁹ Katrina Martin, *The Asbury Park July 1970 Riots*, Duke University Libraries (28 juin 2016), <https://blogs.library.duke.edu/rubenstein/2016/06/28/asbury-park-july-1970-riots/>.

⁴⁶⁰ Katrina Martin, *The Asbury Park July 1970 Riots*, Duke University Libraries (28 juin 2016), <https://blogs.library.duke.edu/rubenstein/2016/06/28/asbury-park-july-1970-riots/>.

⁴⁶¹ Katrina Martin, *The Asbury Park July 1970 Riots*, Duke University Libraries (28 juin 2016), <https://blogs.library.duke.edu/rubenstein/2016/06/28/asbury-park-july-1970-riots/>.

⁴⁶² Katrina Martin, *The Asbury Park July 1970 Riots*, Duke University Libraries (28 juin 2016), <https://blogs.library.duke.edu/rubenstein/2016/06/28/asbury-park-july-1970-riots/>.

⁴⁶³ Daniel Weeks, *From Riot to Revolt: Asbury Park in July 1970*, 2 *New Jersey Studies: An Interdisciplinary Journal* (2016).

⁴⁶⁴ Katrina Martin, *The Asbury Park July 1970 Riots*, Duke University Libraries (28 juin 2016), <https://blogs.library.duke.edu/rubenstein/2016/06/28/asbury-park-july-1970-riots/>.

⁴⁶⁵ Wayne Ong, Springwood Avenue Rising: Lessons from the 1970 Asbury Park Uprising, princeton.edu, 1, (July, 2016).

⁴⁶⁶ *Id.* à 1.

⁴⁶⁷ Daniel Weeks, *From Riot to Revolt: Asbury Park in July 1970*, *New Jersey Studies: An Interdisciplinary Journal* 2016, 21-22, <https://njs.libraries.rutgers.edu/index.php/njs/article/view/49>.

⁴⁶⁸ Katrina Martin, *The Asbury Park July 1970 Riots*, Duke University Libraries 2016, <https://blogs.library.duke.edu/rubenstein/2016/06/28/asbury-park-july-1970-riots/>.

⁴⁶⁹ *Recensement de 2020*, Recensement des États-Unis <https://www.census.gov/programs-surveys/decennial-census/decade/2020/2020-census-main.html>.

⁴⁷⁰ Kristoffer Shields, Eagleton Institute of Politics, *Governor Hughes and the Newark Report*, governors.rutgers.edu, (mars 2018), <https://governors.rutgers.edu/governor-richard-hughes-and-the-newark-report/#:~:text=by%20Kristoffer%20Shields%2C%20March%202018,i%5D> ; Bureau du secrétaire de l'enseignement supérieur, Fonds d'opportunités éducatives, *Histoire*, (17 avril 2024), https://www.nj.gov/highereducation/EOF/EOF_History.shtml#:~:text=In%20November%201967%2C%20in%20the,%2C%20widespread%2C%20and%20overwhelmingly%20favorable ; Carol A McMillan-Lonesome, *The Educational Opportunity Program: A Historical Overview*, Rutgers.edu, <http://files.afc.rutgers.edu/pdf/EOF%20History%20Web%20Page.pdf> ; Bureau du secrétaire de l'enseignement supérieur, Fonds d'opportunités éducatives, *Admissibilité*, (18 septembre 2024), https://www.nj.gov/highereducation/EOF/EOF_Eligibility.shtml#:~:text=Forty%2Dtwo%20of%20New%20Jersey%27s,universities%20participate%20in%20the%20Fund.

⁴⁷¹ Joseph Gowaskie, *Workers in New Jersey History*, université Rutgers, 76 (1996), <https://rucore.libraries.rutgers.edu/rutgers-lib/3744/PDF/1/play/>.

⁴⁷² *Id.* à 76-77.

⁴⁷³ *Id.*

⁴⁷⁴ *Id.* à 77.

⁴⁷⁵ Voir généralement le Code pénal du New Jersey, paragraphe 2C.

⁴⁷⁶ Candace McCoy J.D et Patrick McManimon Jr, docteur, *New Jersey's "No Early Release Act": Its Impact on Prosecution, Sentencing, Corrections, and Victim Satisfaction, rapport final*, Bureau des programmes de justice du ministère américain de la Justice, 8-9 (février 2004), <https://www.ojp.gov/pdffiles1/nij/grants/203977.pdf>

⁴⁷⁷ Candace McCoy J.D et Patrick McManimon Jr, docteur, *New Jersey's "No Early Release Act": Its Impact on Prosecution, Sentencing, Corrections, and Victim Satisfaction, rapport final*, Bureau des programmes de justice du ministère américain de la Justice, 8-9 (février 2004), <https://www.ojp.gov/pdffiles1/nij/grants/203977.pdf>

⁴⁷⁸ *The African American Odyssey: A Quest for Full Citizenship*, Library of Congress <https://www.loc.gov/exhibits/african-american-odyssey/civil-rights-era.html>.

⁴⁷⁹ Debbie Bocian, Wei Li, Keith Ernst, *Foreclosures by Race and Ethnicity: The Demographics of a Crisis*, sociologyinfocus.com, (18 juin 2010) <https://sociologyinfocus.com/files/mortgage-lending/research-analysis/foreclosures-by-race-executive-summary.pdf>.

⁴⁸⁰ Bureau de la gestion des urgences de l'État du New Jersey, *2024 New Jersey State Hazard Mitigation Plan: 4.17 Economic Collapse*, nj.gov, (2024) https://nj.gov/njoem/mitigation/pdf/2024-mit/SHMP_FEMA_V2_PDF/22_Section_4_17_Economic_Collapse.pdf.

⁴⁸¹ Dorothy Smith-Ruiz, Albert Kopak, *Black Families and Recession in the United States*, taylorfrancis.com, (29 mars 2021) <https://www.taylorfrancis.com/books/mono/10.4324/9781003099918/black-families-recession-united-states-dorothy-smith-ruiz-albert-kopak>.

⁴⁸² Bureau du recensement des États-Unis, *Week 39 Household Pulse Survey: September 29 – October 11*, census.gov, (20 octobre 2021) <https://www.census.gov/data/tables/2021/demo/hhp/hhp39.html>.

⁴⁸³ Bureau du recensement des États-Unis, *Household Pulse Survey Public Use File (PUF)*, census.gov, (3 octobre 2024) <https://www.census.gov/programs-surveys/household-pulse-survey/data/datasets.2020.html#list-tab-1264157801>.

⁴⁸⁴ United States Census Bureau, *Household Pulse Survey Public Use File (PUF)*, census.gov, (October 3, 2024) <https://www.census.gov/programs-surveys/household-pulse-survey/data/datasets.2020.html#list-tab-1264157801>.

⁴⁸⁵ Paul M. Ong, *COVID-19 and the Digital Divide in Virtual Learning*, escholarship.org, (9 décembre 2020) <https://escholarship.org/uc/item/07g5r002>.

⁴⁸⁶ Séance d'écoute du groupe de travail sur la justice pénale, (citoyen de retour après 30 ans de détention).

⁴⁸⁷ See, Christian E. Weller et al., *America's Broken Criminal Legal System Contributes to Wealth Inequality*, Center for American Progress, (Dec. 13, 2022), <https://www.americanprogress.org/article/americas-broken-criminal-legal-system-contributes-to-wealth-inequality/>, ("Discussing the impact of incarceration of the wealth of the household, "households with a currently or previously incarcerated family member have about 50 percent less wealth than households not

affected by incarceration, on average”).

⁴⁸⁸ Voir, Annie Harper, et al., *Debt, Incarceration, and Re-entry: A Scoping Review*, 46 *American Journal of Criminal Justice* 250-278, 268 (« La prévalence des dettes liées aux obligations financières légales et non légales parmi les personnes réintégrant la communauté après une incarcération et la mesure dans laquelle ces dettes entravent les efforts visant à reconstruire un avenir financier et des relations sociales suggèrent un impact significatif de la dette sur la réussite de la réinsertion ».)

⁴⁸⁹ Voir, Annie Harper, et al., *Debt, Incarceration, and Re-entry: A Scoping Review*, 46 *American Journal of Criminal Justice* 250-278, 268 (« La prévalence des dettes liées aux obligations financières légales et non légales parmi les personnes réintégrant la communauté après une incarcération et la mesure dans laquelle ces dettes entravent les efforts visant à reconstruire un avenir financier et des relations sociales suggèrent un impact significatif de la dette sur la réussite de la réinsertion ») ; Terry-Ann Craigie et al., *Conviction, Imprisonment, and Lost Earnings: How Involvement with the Criminal Justice*, Brennan Center For Justice, (15 septembre 2020), https://www.brennancenter.org/sites/default/files/2020-09/EconomicImpactReport_pdf.pdf ; (Discussion de la manière dont le système de justice pénale affecte les revenus à vie des personnes en prise avec la justice, affirmant que « les personnes noires et hispaniques anciennement emprisonnées subissent des pertes de revenus à vie plus importantes, 358 900 \$ et 511 500 \$ respectivement, que leurs homologues blancs, dont les pertes s'élèvent à 267 000 \$. Étant donné la surreprésentation des personnes noires et hispaniques parmi la population anciennement incarcérée, ces résultats suggèrent que le système pénitentiaire américain a un impact profondément négatif sur la richesse des personnes noires et hispaniques »).

⁴⁹⁰ Voir *la réforme de la justice pénale*, Initiative pour l'égalité de justice, <https://eji.org/criminal-justice-reform/>.

⁴⁹¹ Daniel J. Boches et al., *Long Harm of The Law: Monetary Sanctions and Their Symbiotic Harms*, 38 *Institute for Research On Poverty* 15, 15-20, (2022), <https://www.irp.wisc.edu/wp/wp-content/uploads/2022/12/Focus-on-Poverty-38-2d.pdf>.

⁴⁹² Daniel J. Boches et al., *Long Harm of The Law: Monetary Sanctions and Their Symbiotic Harms*, 38 *Institute for Research On Poverty* 15, 15-20, (2022), <https://www.irp.wisc.edu/wp/wp-content/uploads/2022/12/Focus-on-Poverty-38-2d.pdf>.

⁴⁹³ Carol B. Stack, *All Our Kin: Strategies for Survival in a Black Community* (1974)..

⁴⁹⁴ Tyreasa Washington et Mathieu Despard, *Making a Way Out of No Way: The importance of Improving Financial Instability Among Black Kinship Care Families*, 158 *Children and Youth Services Review*, (23 janvier 2024), <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0190740923006059>.

⁴⁹⁵ Julie E. Miller-Cribbs & Naomi B. Farber, *Kin Networks and Poverty among Blacks: Past and Present*, 53 *Social Work*, 43, 44 (Jan. 2008), (Discussing the development of nonmainstream family norms for African-Americans, starting in West Africa, then during the antebellum period where the disorganizing effect of slavery saw a need for fictive kin, and finally post-slavery and the great migration when networks of African-American support chains allowed a springboard for new migrants to make a way in cities and provide a safety net.); see also Ida J. Spruill et al., *Non-Biological (Fictive Kin and Othermothers): Embracing the Need for a Culturally Appropriate Pedigree Nomenclature in Black Families*, 25 *Journal of National Black Nurses Association* 23, 23-30,(2014), <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4847537/>, (Stating, “[m]any enslaved Africans replaced their absent extended family with “fictive kin,” from the same ethnic or national community to perform the role of absent family members.... These fictive kin relationships functioned to integrate adults into informal supportive networks that surpassed formal kin obligations conventionally prescribed by blood or marriage.”).

⁴⁹⁶ Maciel M. Hernández & Mayra Y. Bámaca-Colbert, *A Behavioral Process Model of Familism*, 8 *Journal of Family Theory Review* 463, (2016), <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC5421553/>, (Familismo, or familism, as an important cultural construct among Hispanic families, it emphasizes the importance of referring to family for support, comfort, and services and of placing precedence on family before individual interests. Familism may manifest through bonding with family members, considering family interests in decision making, or maintaining family cohesion).

⁴⁹⁷ Daniel J. Boches et al., *Long Harm of The Law: Monetary Sanctions and Their Symbiotic Harms*, 38 *Institute for Research On Poverty* 15, 15-20, (2022), <https://www.irp.wisc.edu/wp/wp-content/uploads/2022/12/Focus-on-Poverty-38-2d.pdf>.

⁴⁹⁸ Saneta DeVuono-Powell et al., *Who Pays? The True Cost of Incarceration on Families*, Ella Baker Center for Human Rights, Prison Policy Initiative, (septembre 2015), <https://static.prisonpolicy.org/scans/who-pays%20Ella%20Baker%20report.pdf>. (Le groupe de recherche a constaté que le montant moyen d'argent dépensé pour les coûts liés à une condamnation, dont les frais d'avocat et de réparation, était de 13 607 \$. Les programmes liés au commissariat ou aux tribunaux représentaient des dépenses supplémentaires. Un pourcentage de 63 % des répondants ont indiqué que les

membres de la famille étaient les principaux responsables de la prise en charge des frais liés à la condamnation et près de la moitié ont également indiqué que leur famille n'avait pas les moyens de payer ces frais et amendes. Le poids de ces frais peut représenter près d'une année de revenu pour certaines familles.)

⁴⁹⁹ Saneta DeVuono-Powell et al., *Who Pays? The True Cost of Incarceration on Families*, Ella Baker Center for Human Rights, Prison Policy Initiative, (Sept. 2015), <https://static.prisonpolicy.org/scans/who-pays%20Ella%20Baker%20report.pdf>.

⁵⁰⁰ Saneta DeVuono-Powell et al., *Who Pays? The True Cost of Incarceration on Families*, Ella Baker Center for Human Rights, Prison Policy Initiative, (septembre 2015), <https://static.prisonpolicy.org/scans/who-pays%20Ella%20Baker%20report.pdf>, (« Près de 2 familles sur 3 (65 %) comptant un membre incarcéré n'étaient pas en mesure de répondre aux besoins fondamentaux de leur famille. Quarante-neuf pour cent ont eu du mal à répondre à leurs besoins fondamentaux et 48 % ont eu du mal à répondre à leurs besoins fondamentaux en matière de logement en raison des coûts financiers liés à l'incarcération d'un proche » ; voir également Daniel J. Boches et al., *Long Harm of The Law: Monetary Sanctions and Their Symbiotic Harms*, 38 *Institute for Research On Poverty* 15, 16, (2022), <https://www.irp.wisc.edu/wp/wp-content/uploads/2022/12/Focus-on-Poverty-38-2d.pdf>

(Les réseaux de parenté peuvent utiliser des plans de remboursement, mettre des voitures en gage, emprunter de l'argent à d'autres ou s'appuyer sur des cartes de crédit pour fournir une assistance directe et indirecte).

⁵⁰¹ Daniel J. Boches et al., *Long Harm of The Law: Monetary Sanctions and Their Symbiotic Harms*, 38 *Institute for Research On Poverty* 15, 16, (2022), <https://www.irp.wisc.edu/wp/wp-content/uploads/2022/12/Focus-on-Poverty-38-2d.pdf>, (Les familles ont tendance à utiliser tous les fonds facilement accessibles, notamment les fonds de retraite, les comptes épargne, les remboursement d'impôt et l'argent provenant de la vente d'effets personnels).

⁵⁰² Jermaine Toney et Darrick Hamilton, *Economic Insecurity in The Family Tree and The Racial Wealth Gap*, 3 *Review of Evolutionary Political Economy*. 539, (2022) (« Nous constatons que les difficultés économiques dans l'arbre généalogique sont l'un des principaux facteurs contribuant à l'écart de richesse entre les Noirs et les Blancs »).

⁵⁰³ Ana Gascon, *How Are Families Affected by Incarceration*, GoodRx (11 avril 2023), <https://www.goodrx.com/health-topic/mental-health/families-dealing-with-incarceration-effects> ; voir également, Eric Martin, *Hidden Consequences: The Impact of Incarceration on Dependent Children*, National Institute of Justice, (1er mars 2017), <https://nij.ojp.gov/topics/articles/hidden-consequences-impact-incarceration-dependent-children> (« Les enfants dont les parents sont impliqués dans le système de justice pénale sont confrontés en particulier à une multitude de défis et de difficultés : tension psychologique, comportement antisocial, suspension ou expulsion de l'école, difficultés économiques et activité criminelle »).

⁵⁰⁴ Creasie Finney Hairston, *Kinship Care When Parents Are Incarcerated What We Know, What We Can Do*, Fatherhood.gov (mai 2009), https://www.fatherhood.gov/sites/default/files/resource_files/e000001690.pdf.

⁵⁰⁵ *Id.* à 7.

⁵⁰⁶ Victoria Kuhn, Département des services correctionnels du New Jersey, *Population Characteristics Report*, NJ.gov (3 janvier 2023), https://www.nj.gov/corrections/pdf/offender_statistics/2023/Entire_Population_Characteristics_2023.pdf. (Les disparités en matière de maintien de l'ordre et d'incarcération signifient que les hommes noirs et hispaniques sont surreprésentés dans le système de justice pénale. En 2022, le Département des services correctionnels du New Jersey a signalé 13 196 personnes incarcérées dans des établissements correctionnels, des prisons de comté et des foyers de transition, 59 % des personnes incarcérées étaient noires, 22 % blanches et 14 % hispaniques. L'Edna Mahan hébergeait 356 femmes incarcérées, dont un nombre non documenté se trouvait dans des établissements pour jeunes, des prisons de comté et des foyers de transition contre 9 133 hommes incarcérés dans le complexe pénitentiaire du New Jersey, à l'exclusion du centre de diagnostic et de traitement pour adultes, des établissements pour jeunes, des prisons de comté et des foyers de transition. Montrant que les hommes représentent au moins 75 % des personnes incarcérées dans le New Jersey.)

⁵⁰⁷ Christopher Wildeman, *Parental Incarceration, Child Homelessness, and the Invisible Consequences of Mass Imprisonment*, 651 *American Academy Of Political And Social Science* 74, (2014), <https://www.jstor.org/stable/24541694>.

⁵⁰⁸ Elaine Golden et Tanya Ladha, *Financial Health and Criminal Justice: The Stories of Justice-Involved Individuals and Their Families*, Financial Health Network (septembre 2021), <https://finhealthnetwork.org/wp-content/uploads/2021/09/StoriesofJustice-InvolvedIndividuals.pdf>. (Luz a partagé son histoire de réduction des dépenses lorsque son fils était incarcéré. Elle a dû renoncer aux frais de divertissement, au loyer et aux soins médicaux qui comprenaient des soins

dentaires, des médicaments nécessaires et des examens réguliers.)

⁵⁰⁹ Elaine Golden & Tanya Ladha, *Financial Health and Criminal Justice: The Stories of Justice-Involved Individuals and Their Families*, Financial Health Network (Sept. 2021), <https://finhealthnetwork.org/wp-content/uploads/2021/09/StoriesofJustice-InvolvedIndividuals.pdf>.

⁵¹⁰ Council of State Governments Justice Center, *Support for Kin Caregivers of Children Whose Parents Are Incarcerated*, American Bar Association (1er avril 2011), https://www.americanbar.org/groups/public_interest/child_law/resources/child_law_practiceonline/child_law_practice/vol30/april_20110/support_for_kin_caregiversofchildrenwhoseparentsareincarcerated/.

⁵¹¹ Voir, service de police de Paterson, *Year End - Preliminary Report Paterson, New Jersey*, Bureau du procureur général du New Jersey https://www.njoag.gov/wp-content/uploads/2024/01/PPD-CompStat_wk-52.pdf ; voir, Andre Sayegh, *Paterson Sees 39% Reduction on Murders in 2023, Police Say, Paterson Times (2 janvier 2024)*, <https://patersontimes.com/2024/01/02/paterson-sees-39-reduction-in-murders-in-2023-police-say/>; voir également, Attorney General Platkin Assumes Control of Paterson Police Department, Bureau du procureur général du New Jersey <https://www.njoag.gov/attorney-general-platkin-assumes-control-of-paterson-police-department/>.

⁵¹² Press Release, Governor Phil Murphy, *Governor Murphy, Lt. Governor Way, Attorney General Matt Platkin, First Assistant Attorney General Lyndsay Ruotolo, and NJSP Colonel Callahan Announce Historic Low in Gun Violence*, (January 8, 2025) <https://www.nj.gov/governor/news/news/562025/approved/20250108a.shtml#:~:text=EAST%20RUTHERFORD%20%E2%80%94%20Governor%20Phil%20Murphy,and%20auto%20thefts%20in%20New>, (778 people were shot in 2024, 152 out of these shootings were fatal, with a reduction of 20% from 2023).

⁵¹³ *The State of New Jersey Budget in Brief: Making New Jersey the Best Place to Raise a Family*, Official Site of the State of New Jersey, pg 39, <https://www.nj.gov/treasury/omb/publications/25bib/BIB.pdf>.

⁵¹⁴ Press Release, Governor Phil Murphy, *Governor Murphy Launches Historic Clemency Initiative*, Off. Site of the State of N.J., (Jun. 19, 2024), <https://www.nj.gov/infobank/eo/056murphy/pdf/EO-362.pdf>.

⁵¹⁵ Press Release, Governor Phil Murphy, *Governor Murphy Launches Historic Clemency Initiative*, Off. Site of the State of N.J., (Jun. 19, 2024), <https://www.nj.gov/infobank/eo/056murphy/pdf/EO-362.pdf>.

⁵¹⁶ Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le gouverneur Murphy lance une initiative de clémence historique*, Bureau de l'État du New Jersey, (19 juin 2024), <https://www.nj.gov/infobank/eo/056murphy/pdf/EO-362.pdf>.

⁵¹⁷ Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le gouverneur Murphy signe une importante loi de réforme de la justice pénale*, Bureau de l'État du New Jersey, (18 décembre 2019), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562019/20191218a.shtml>.

⁵¹⁸ Glenn A Grant, *Processus automatisés pour certaines affaires de marijuana et de haschisch conformément à la loi sur la dépénalisation de la marijuana*, Tribunaux du New Jersey (1er juillet 2021), <https://www.njcourts.gov/sites/default/files/notices/2021/07/n210702h.pdf>; *Le New Jersey supprime plus de 360 000 infractions liées à la marijuana*, Tribunaux du New Jersey (16 septembre 2021) <https://www.njcourts.gov/sites/default/files/press-release/2021/pr091621a.pdf>.

⁵¹⁹ *Réduction du recours à la force par les forces de l'ordre*, Bureau du procureur général du New Jersey <https://www.njoag.gov/force/>. (En 2020, première année où des données sur le recours à la force ont été recueillies, les données ont montré que deux recours à la force sur trois impliquaient une personne souffrant de maladie mentale ou sous l'influence de l'alcool ou de substances.)

⁵²⁰ Voir *Initiatives en matière de santé comportementale*, Bureau du procureur général du New Jersey <https://www.njoag.gov/programs/behavioralhealth/>.

⁵²¹ Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le gouverneur Murphy signe la loi de Seabrooks-Washington sur la réponse communautaire aux crises*, (12 janvier 2024), <https://nj.gov/governor/news/news/562024/approved/20240112d.shtml> ; voir P.L. 2023, c.259.

⁵²² Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le gouverneur Murphy signe la loi de Seabrooks-Washington sur la réponse communautaire aux crises*, (12 janvier 2024), <https://nj.gov/governor/news/news/562024/approved/20240112d.shtml> ; voir P.L. 2023, c.259.

⁵²³ *988 Suicide & Crisis Lifeline*, Département des services sociaux de l'État du New Jersey <https://nj.gov/humanservices/>

dmhas/initiatives/988/index.html.; Bureau du procureur général du New Jersey, programme ARRIVE Together, État du New Jersey Département du droit et de la publication Bureau de sécurité du procureur général, <https://www.njoag.gov/programs/arrive-together/> (consulté pour la dernière fois le 15 janvier 2025) (VIVA favorise la sécurité publique en réunissant les services aux victimes et les programmes d'intervention et de prévention de la violence du procureur général afin de promouvoir une approche tenant compte des traumatismes dans le cadre de l'assistance aux victimes et des services d'intervention en cas de violence.)

⁵²⁴ *Le procureur général par intérim Bruck annonce une initiative qui associe un professionnel de la santé mentale à un agent des forces de l'ordre pour répondre ensemble aux crises de santé comportementale*, Bureau du procureur général du New Jersey (30 novembre 2021), <https://www.njoag.gov/acting-ag-bruck-announces-initiative-that-pairs-a-mental-health-professional-with-a-law-enforcement-officer-to-respond-together-to-behavioral-health-crises/>.

⁵²⁵ Press Release, Department of Human Services, *Governor Murphy Proposes \$10M Investment to Expand ARRIVE Together Law Enforcement-Mental Health Collaboration Statewide*, (Feb. 8, 2023), <https://www.nj.gov/humanservices/news/pressreleases/2023/approved/20230208.shtml> (Elizabeth and Linden Police Departments piloted the Union County program).

⁵²⁶ *Le procureur général Platkin annonce la participation de Paterson au programme de réponse alternative ARRIVE Together du New Jersey*, Bureau du procureur général du New Jersey, (8 décembre 2023), <https://www.njoag.gov/attorney-general-platkin-announces-patersons-participation-in-new-jerseys-arrive-together-alternative-response-program/>.

⁵²⁷ *Les services sociaux annoncent le lancement du 988 le 16 juillet : un nouveau numéro d'assistance téléphonique facile à retenir en cas de suicide et de crise*, site officiel de l'État du New Jersey (11 juillet 2022), <https://www.nj.gov/humanservices/news/pressreleases/2022/approved/20220711.html>; 988 Suicide & Crisis Lifeline, Département des services sociaux de l'État du New Jersey <https://nj.gov/humanservices/dmhas/initiatives/988/index.html>.

⁵²⁸ *988 Suicide & Crisis Lifeline*, Département des services sociaux de l'État du New Jersey <https://nj.gov/humanservices/dmhas/initiatives/988/index.html>.

⁵²⁹ Laura M Maruschak et al., *Indicators of Mental Health Problems Reported by Prisoners: Survey of Prison Inmates, 2016*, Bureau of Justice Statistics (June 2021), <https://bjs.ojp.gov/library/publications/indicators-mental-health-problems-reported-prisoners-survey-prison-inmates>.

⁵³⁰ *Mental Health Diversion Program*, P.L.2023, c.188; Press Release, Governor Phil Murphy, *Governor Murphy Takes Action on Legislation*, Off. Site of the State of N.J., (Dec. 21, 2023), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562023/20231221c.shtml>.

⁵³¹ Comité de rédaction du Star-Ledger, *In a overcrowded justice system, mental health diversions work | Editorial*, NJ.com (16 février 2023), <https://www.nj.com/opinion/2021/11/in-a-overcrowded-justice-system-mental-health-diversions-work-editorial.html>; Comité de rédaction du Star-Ledger, *NJ Human Services Announces Pilot Program to Provide Mental Health Screening & Support to Individuals on Pretrial Release*, Site officiel de l'État du New Jersey (6 septembre 2022), <https://www.nj.gov/humanservices/news/pressreleases/2022/approved/20220906.html>; voir également, *Behavioral Health Diversion Interventions: Moving from Individual Programs Health Diversion Interventions: Moving from Individual Programs to a Systems-Wide Strategy*, Centre de justice du Conseil des gouvernements des États (1er octobre 2019), <https://csgjusticecenter.org/wp-content/uploads/2020/02/Diversion-concept-paper.pdf>.

⁵³² Kenneth J. Gill et Ann A. Murphy, *Jail Diversion for Persons with Serious Mental Illness Coordinated by a Prosecutor's Office*, 2017 BioMed Research International, (3 décembre 2017), <https://www.hindawi.com/journals/bmri/2017/7917616/>.

⁵³³ *Crée une Division d'intervention en cas de violence et d'aide aux victimes au sein du Département de la justice et de la sécurité publique*, P.L.2023, c.167 ; Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *le gouverneur par intérim Way signe un projet de loi visant à établir officiellement une Division d'intervention en cas de violence et d'aide aux victimes*, Bureau de l'État du New Jersey, Bureau du recensement des États-Unis, *Week 39 Household Pulse Survey: September 29 – October 11*, census.gov, (20 octobre 2021) <https://www.census.gov/data/tables/2021/demo/hhp/hhp39.html>.

⁵³⁴ *Division d'intervention en cas de violence et d'aide aux victimes (VIVA)*, Bureau du procureur général du New Jersey <https://www.njoag.gov/viva/>; *Fiche d'information sur la Division d'intervention en cas de violence et d'aide aux victimes*, Bureau du procureur général du New Jersey https://www.nj.gov/oag/viva/docs/2023-0531_VIVA-Fact-Sheet.pdf.

⁵³⁵ *Le gouverneur Murphy et le procureur général Platkin annoncent un financement historique de 100 millions de dollars pour le soutien de l'administration aux programmes d'intervention en cas de violence*, Bureau du procureur général du New Jersey

(19 janvier 2024) <https://www.njoag.gov/governor-murphy-ag-platkin-announce-100-million-funding-milestone-for-the-administrations-support-of-violence-intervention-programming/>.

⁵³⁶ *Rapport annuel des tribunaux du New Jersey, année judiciaire 2018-2019*, Tribunal du New Jersey, 31 (septembre 2020), <https://www.njcourts.gov/sites/default/files/public/annual-reports/annualreportcy19web.pdf>; (entre le 1er juillet 2018 et le 30 juin 2019, le Bureau des services de probation a supervisé 49 485 adultes et 3 735 mineurs, soit un total de 53 220 en probation sous surveillance) ; *Rapport annuel de 2019 de la Commission des libérations conditionnelles de l'État du New Jersey*, NJ.gov (19 février 2020), 12 <https://www.njcourts.gov/sites/default/files/public/annual-reports/annualreportcy19web.pdf>, (entre le 1er juillet 2018 et le 30 juin 2019, 15 535 personnes sous surveillance étaient en liberté conditionnelle.), *Voir également*, Blake Nelson, *Should People on Parole Be Able to Vote? Some N.J. Lawmakers Want Prisoners to Cast Ballots, Too.*, NJ.com (Nov. 14, 2019), <https://www.nj.com/news/2019/11/should-people-on-parole-be-able-to-vote-some-lawmakers-want-prisoners-to-cast-ballots-too.html>.

⁵³⁷ Removes Prohibition on Voting by Persons Convicted of Indictable Offense Who Are on Parole or Probation, P.L.2019, c.270; Press Release, Governor Phil Murphy, *Governor Murphy Signs Major Criminal Justice Reform Legislation*, nj.gov (Dec. 18, 2019), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562019/approved/20191218a.shtml>, (New Jersey is joining California, Colorado, Hawaii, Indiana, Illinois, Michigan, Nevada, New York, North Dakota, Oregon, Rhode Island, Utah, and Washington State. In Maine, Puerto Rico, Vermont, and Washington D.C a criminal conviction never restricts your voting rights).

⁵³⁸ Requires incarcerated individual from State to be counted at residential address for legislative redistricting purposes, P.L.2019, c.385; Press Release, Governor Phil Murphy, *Governor Murphy Signs Legislation to Expand Access to and Strengthen Democracy*, Off. Site of the State of N.J., (Jan. 21, 2020), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562020/approved/2200121j.shtml> (prison-based gerrymandering is the practice of counting incarcerated people as residents of the district in which they're imprisoned, rather than as residents of their regular home communities. The Census Bureau generally locates people where it deems them to live and sleep most of the time. For people in prison, this means the site of their incarceration rather than their home communities, even though in most cases they have no meaningful connection to that area.) see Garrett Fisher et al., *Prison Gerrymandering Undermines Our Democracy*, Brennan Center for Justice (Oct. 22, 2021), <https://www.brennancenter.org/our-work/research-reports/prison-gerrymandering-undermines-our-democracy>; *Census 2020: What Is Prison Gerrymandering?*, The Andrew Goodman Foundation (Aug. 20, 2019), <https://andrewgoodman.org/news-list/prison-gerrymandering/>.

⁵³⁹ P.L.2023, c.69 (élimine les frais, les privilèges et les mandats émis pour les services de défense publique ; communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le gouverneur Murphy signe un projet de loi éliminant les frais de service de défense publique*, Bureau de l'État du New Jersey, (30 juin 2023), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562023/approved/20230630g.shtml>.

⁵⁴⁰ Commission de détermination des peines et des décisions pénales, P.L. 2009, c.81 ; Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le gouverneur Murphy convoque la Commission de détermination des peines et des décisions pénales*, Bureau de l'État du New Jersey, (11 février 2018), https://nj.gov/governor/news/news/562018/approved/20180211a_criminal.shtml; *rapport annuel de 2019 de la Commission de détermination des peines et des décisions pénales du New Jersey*, site officiel de l'État du New Jersey (1er novembre 2019), https://pub.njleg.gov/publications/reports/CSDC_2019_Annual_Report1114C2.pdf.

⁵⁴¹ Gurbir S. Grewal, *Attorney General Law Enforcement Derivative No. 2021-4*, site officiel de l'État du New Jersey (19 avril 2021), https://www.nj.gov/oag/newsreleases21/AG-Directive-2021-4_Mandatory-Minimum-Drug-Sentences.pdf, (directive révisant les directives à l'échelle de l'État concernant la renonciation aux peines minimales obligatoires dans les affaires de drogue non violentes conformément à la N.J.S.A. 2C:35-12) ; communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le gouverneur Murphy salue la directive radicale du procureur général Grewal éliminant efficacement les peines minimales obligatoires pour les infractions non violentes liées à la drogue*, Bureau de l'État du New Jersey, (19 avril 2021), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562021/20210419a.shtml>.

⁵⁴² Loi sur la restriction de l'isolement cellulaire, P.L.2019, c.160 ; communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le gouverneur Murphy signe une loi visant à restreindre le recours à l'isolement cellulaire dans les établissements correctionnels du New Jersey*, Bureau de l'État du New Jersey, (11 juillet 2019), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562019/20190711b.shtml>.

⁵⁴³ Press Release, Lt. Governor Tahesha Way, *Acting Governor Oliver Signs Legislation Establishing Juvenile Justice Pilot Program*, Off. Site of the State of N.J., (Aug. 11, 2021), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562021/20210811a>.

shtml.

⁵⁴⁴ *Le gouverneur par intérim Oliver signe une loi établissant un programme pilote de justice pour mineurs*, Bureau de l'État du New Jersey, (11 août 2021), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562021/20210811a.shtml>; voir également Lisa Foster, *The Price of Justice: Fines, Fees and the Criminalization of Poverty in the United States*, University of Miami Race & Social Justice Law Review, novembre 2020, « Ainsi, la pauvreté et la race se combinent pour créer un système dans lequel les personnes pauvres de couleur sont plus susceptibles de se voir infliger des sanctions pécuniaires qu'elles ne peuvent pas se payer. En effet, l'effet de la race et de la pauvreté est synergique. »

⁵⁴⁵ *Juvenile Justice Commission Announces the Opening of the Essex County Restorative and Transformative Justice Hub*, NJ Office of The Attorney General <https://www.njoag.gov/juvenile-justice-commission-announces-the-opening-of-the-essex-county-restorative-and-transformative-justice-hub/>.

⁵⁴⁶ *Reducing Use of Force by Law Enforcement*, NJ Office of the Attorney General <https://www.njoag.gov/force/>.

⁵⁴⁷ *Réduction du recours à la force par les forces de l'ordre*, Bureau du procureur général du New Jersey <https://www.njoag.gov/force/>.

⁵⁴⁸ Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le gouverneur Murphy annonce son intention de fermer l'établissement correctionnel pour femmes Edna Mahan*, Bureau de l'État du New Jersey, 7 juin 2021, <https://www.nj.gov/governor/news/news/562021/approved/20210607a.shtml>.

⁵⁴⁹ Mike Deak, *Gov. Phil Murphy announces first phase of NJ women's prison closure has been completed*, My Central Jersey (Nov. 1, 2023), <https://www.mycentraljersey.com/story/news/local/new-jersey/2023/11/01/edna-mahan-nj-womens-prison-closure-inmates-transferred/71407407007/>.

⁵⁵⁰ Press Release, Dan Sperrazza, *NJDOC Announces Next Phase for Construction of New Women's Correctional Facility New, Purpose-Built Correctional Facility for Women to be Strategically Located on Existing NJDOC Property in Chesterfield Township in Burlington County*, NJ.gov (June 13, 2023), https://www.nj.gov/corrections/pdf/PressRelease_PS/240613_SOW_Announcement_New_Womens_Facility.pdf.

⁵⁵¹ *Le NJDOC annonce la prochaine phase de construction d'un nouvel établissement correctionnel pour femmes. Un nouvel établissement correctionnel spécialement conçu pour les femmes sera stratégiquement situé sur une propriété existante du NJDOC dans le township de Chesterfield, dans le comté de Burlington.*, NJ.gov (13 juin 2023), https://www.nj.gov/corrections/pdf/PressRelease_PS/240613_SOW_Announcement_New_Womens_Facility.pdf.

⁵⁵² *Le NJDOC annonce la prochaine phase de construction d'un nouvel établissement correctionnel pour femmes. Un nouvel établissement correctionnel spécialement conçu pour les femmes sera stratégiquement situé sur une propriété existante du NJDOC dans le township de Chesterfield, dans le comté de Burlington.*, NJ.gov (13 juin 2023), https://www.nj.gov/corrections/pdf/PressRelease_PS/240613_SOW_Announcement_New_Womens_Facility.pdf.

⁵⁵³ P.L.2022, c.65.

⁵⁵⁴ *La loi sur les permis d'exercice de police du New Jersey entre en vigueur*, Bureau du procureur général du New Jersey (31 janvier 2024), <https://www.njoag.gov/n-j-police-licensure-act-takes-effect/>.

⁵⁵⁵ Bureau du médiateur des services correctionnels du New Jersey, *Visites et appels téléphoniques*, (avril 2024) https://www.nj.gov/correctionsombudsperson/documents/Special%20report%20on%20visits%20and%20phone%20calls_Corrections%20ombudsperson_Final.pdf; Bureau du recensement des États-Unis, *Enquête auprès des ménages de la semaine 39 : 29 septembre-11 octobre*, census.gov, (20 octobre 2021) <https://www.census.gov/data/tables/2021/demo/hhp/hhp39.html>.

⁵⁵⁶ Communiqué de presse, Ginger Jackson-Gleich, *Traucage du jury : comment chaque État réduit la diversité du jury en excluant les personnes ayant un casier judiciaire*, prisonpolicy.org, (18 février 2021), <https://www.prisonpolicy.org/reports/juryexclusion.html>.

⁵⁵⁷ Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le gouverneur Murphy annonce son soutien à l'autorisation pour les personnes anciennement incarcérées de faire part des jurys*, nj.gov, (1er mai 2024), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562024/20240501f.shtml>.

⁵⁵⁸ Bureau des services législatifs du New Jersey, *rapport de la Commission de détermination des peines et des décisions pénales du New Jersey*, njleg.state.nj.us, (13 novembre 2024). <https://pub.njleg.state.nj.us/publications/reports/CSDC%20>

[Fourth%20Report.pdf](#).

- ⁵⁵⁹ Séance d'écoute du groupe de travail sur l'économie (18 h 00) (défenseur de la justice économique).
- ⁵⁶⁰ Felipe González, Guillermo Marshall, etd Suresh Naidu, *Start-up Nation? Slave Wealth and Entrepreneurship in Civil War Maryland*, *The Journal of Economic History* 77, n° 2 (2017), pages 373-405, <http://www.jstor.org/stable/26348364>; Ces genres de police d'assurance ont également été retrouvés dans le Nord, voir Rachel L. Swarns, *Insurance Policies on Slaves: New York Life's Complicated Past*, *The New York Times*, 18 décembre 2016, <https://www.nytimes.com/2016/12/18/us/insurance-policies-on-slaves-new-york-lifes-complicated-past.html>.
- ⁵⁶¹ Rocio Sanchez-Moyano et Bina Patel Shrimali, *The Racialized Roots of Financial Exclusion*, 15 *Community Development Innovation Review* 9-16 (2021).
- ⁵⁶² Rocio Sanchez-Moyano & Bina Patel Shrimali, *The Racialized Roots of Financial Exclusion*, 15 *Community Development Innovation Review* 9-16 (2021).
- ⁵⁶³ Don Beyer, *People of Color and Low- Income Communities Are Disproportionately Harmed by Banking and Financial Exclusion*, Joint Economic Committee Democrats, https://www.jec.senate.gov/public/_cache/files/2756e78d-cd64-4413-8d26-a4f9c2756947/embargoed--jec-banking-and-financial-exclusion-brief.pdf; « non bancarisé » signifie ne pas utiliser les services bancaires traditionnels et « sous-bancarisé » signifie ne pas avoir accès à une banque ou ne pas y avoir accès du tout. « Sans notation de crédit » fait référence aux consommateurs sans dossier de crédit et un « crédit non notable » fait référence aux consommateurs qui n'ont pas d'historique de crédit suffisant pour générer un score.
- ⁵⁶⁴ Don Beyer, *People of Color and Low- Income Communities Are Disproportionately Harmed by Banking and Financial Exclusion*, Joint Economic Committee Democrats https://www.jec.senate.gov/public/_cache/files/2756e78d-cd64-4413-8d26-a4f9c2756947/embargoed--jec-banking-and-financial-exclusion-brief.pdf.
- ⁵⁶⁵ Essex County Disparity Study, <https://essexcountynj.org/wp-content/uploads/2024/09/Essex-County-Disparity-Study-FINAL.pdf> <https://essexcountynj.org/wp-content/uploads/2024/09/Essex-County-Disparity-Study-FINAL.pdf> ; see New Jersey Disparity Study: Mason Tillman Associates, *New Jersey Disparity Study: A Study on the Availability and Utilization of Small, Minority, Women, and Service-Disabled Veteran-Owned Business*, nj.gov (January 2024). <https://www.nj.gov/treasury/pdf/New%20Jersey%20Study%20on%20Disparity%20in%20State%20Procurement%20January%202024.pdf>.
- ⁵⁶⁶ Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le gouverneur Murphy signe une loi visant à supprimer le titre de « freeholder » des fonctions publiques*, (21 août 2020), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562020/20200821b.shtml>.
- ⁵⁶⁷ *Id.*
- ⁵⁶⁸ Robin Rothstein, *Examining the Cost of Living by State in 2024*, *Forbes Advisor* (July 15, 2024), <https://www.forbes.com/advisor/mortgages/cost-of-living-by-state/>.
- ⁵⁶⁹ Département du travail et du développement de la main-d'œuvre du New Jersey, *FAQ sur la conformité des salaires et des horaires (pour les travailleurs)*, nj.gov (2025) <https://www.nj.gov/labor/wageandhour/support/faqs/wageandhourworkerfaqs.shtml#minimumwage>.
- ⁵⁷⁰ Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le gouverneur Murphy signe une loi sur les droits des immigrants pour renforcer les droits des travailleurs et reconnaître la diversité du New Jersey*, (12 janvier 2024), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562024/approved/20240112g.shtml>; P.L.2023, c.262.
- ⁵⁷¹ Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le gouverneur Murphy signe une loi sur les droits des immigrants pour renforcer les droits des travailleurs et reconnaître la diversité du New Jersey*, (12 janvier 2024), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562024/approved/20240112g.shtml>; P.L.2023, c.262.
- ⁵⁷² Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le gouverneur Murphy signe un projet de loi modifiant le crédit d'impôt pour enfant de l'État, permettant aux contribuables du New Jersey de bénéficier d'un allègement un an plus tôt* (4 octobre 2022), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562022/20221004a.shtml>; voir P.L. 2022, c.24.
- ⁵⁷³ Press Release, NJ Department of the Treasury, *Treasury Encourages Eligible Taxpayers to Take Advantage of NJ's Earned Income Tax Credit, One of the Most Generous in the Nation* (Feb. 5, 2024), <https://www.nj.gov/treasury/news/2024/02052024.shtml>.

- ⁵⁷⁴ Press Release, Governor Phil Murphy, *Governor Phil Murphy Signs Legislation Making More Families Eligible for the State's Child and Dependent Care Tax Credit* (Dec. 3, 2021), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562021/20211203a.shtml>.
- ⁵⁷⁵ Press Release, Governor Phil Murphy, *Governor Murphy Signs Legislation Expanding Eligible Uses of Sick Leave for School Employees*, (July 3, 2021), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562023/approved/20230703b.shtml>; see P.L. 2023, c.95.
- ⁵⁷⁶ See Press Release, Governor Phil Murphy, *Governor Murphy Announces \$275 Million in Relief for Small Businesses and Individuals Impacted by COVID-19 Public Health Crisis* (May 7, 2021), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562021/20210507a.shtml>.
- ⁵⁷⁷ Voir le communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le gouverneur Murphy annonce une initiative de garde d'enfants financée par le Fonds pour le coronavirus afin de soutenir les familles qui travaillent* (28 août 2020), <https://nj.gov/governor/news/news/562020/approved/20200828a.shtml>.
- ⁵⁷⁸ *Initiatives pour l'avancement des travaux du Groupe de travail sur les disparités de richesse*, site officiel de l'État du New Jersey <https://nj.gov/governor/admin/equity/pdf/WealthDisparityTaskForceBudgetHighlights.pdf>; voir aussi communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le gouverneur Murphy signe le budget de l'exercice 2024* (30 juin 2023), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562023/20230630f.shtml>.
- ⁵⁷⁹ Press Release, Governor Phil Murphy, *Governor Murphy Signs Legislation Creating Retirement Savings Option for New Jersey Workers* (Mar. 28, 2019), <http://www.nj.gov/governor/news/news/562019/20190328a.shtml>; see New Jersey Secure Choice Savings Program Act, P.L. 2019, c.56.
- ⁵⁸⁰ Press Release, Governor Phil Murphy, *Governor Murphy Signs Historic Economic Recovery Legislation* (Jan. 7, 2021), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562021/20210107c.shtml>; see P.L. 2020, c.156.
- ⁵⁸¹ *Un plan global pour s'assurer que le New Jersey est prêt à dominer le marché des talents du XXIe siècle*, Autorité du développement économique du New Jersey (7 janvier 2021), <https://www.njeda.gov/jobsnj/>.
- ⁵⁸² *Services d'orientation professionnelle du Département du travail et du développement de la main-d'œuvre*, site officiel de l'État du New Jersey <https://www.nj.gov/labor/career-services/apprenticeship/>.
- ⁵⁸³ NJ Build (Initiative d'utilisation des constructeurs pour la diversité de la main-d'œuvre) <https://www.nj.gov/labor/myunemployment/employers/njbuild.shtml>.
- ⁵⁸⁴ Communiqué de presse, Département du travail et du développement de la main-d'œuvre du New Jersey, *Le NJDOL accorde près de 2 millions de dollars de subventions pour soutenir les femmes et les minorités qui font une carrière dans les métiers de la construction* (24 janvier 2025) https://www.nj.gov/labor/lwdhome/press/2025/20250124_njbuild.shtml.
- ⁵⁸⁵ Programme Pay It Forward du New Jersey - Finance sociale ; <https://socialfinance.org/work/new-jersey/>.
- ⁵⁸⁶ Press Release, Governor Phil Murphy, *Governor Phil Murphy Announces the Creation of the New Jersey Apprenticeship Network* (Mar. 29, 2018), https://www.nj.gov/governor/news/news/562018/approved/20180329a_apprenticeship.shtml; Press Release, Governor Phil Murphy, *Governor Murphy, NJ CEO Council, & Social Finance Launch New Jersey Pay It Forward Program to Prepare Students for Good-Paying Jobs in Health Care, IT, and Clean Energy* (Aug. 17, 2022), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562022/20220817a.shtml>.
- ⁵⁸⁷ Press Release, Governor Phil Murphy, *Governor Murphy Signs Legislation Bolstering The New Jersey Film & Digital Media Tax Credit Program* (Jan. 12, 2022), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562022/approved/20220112d.shtml>; see P.L. 2021, c.367.
- ⁵⁸⁸ See *The New Jersey Innovation Evergreen Fund*, NJ Econ. Development Auth., <https://www.njeda.gov/evergreen> (last visited Feb. 29, 2024); *Angel Investor Tax Credit Program*, NJ Econ. Development Auth., <https://www.njeda.gov/angeltaxcredit> (last visited Feb. 28, 2024).
- ⁵⁸⁹ Press Release, Governor Phil Murphy, *Governor Murphy Signs Major Legislation to Generate Good-Paying Union Jobs and Accelerate Growth of Emerging Sectors* (July 6, 2023), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562023/approved/20230706b.shtml>; see P.L. 2023, c.99.
- ⁵⁹⁰ Press Release, Governor Phil Murphy, *Governor Murphy Signs Historic Adult-Use Cannabis Reform Bills into Law* (Feb. 22, 2021), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562021/20210222a.shtml>; see New Jersey Cannabis Regulatory,

Enforcement Assistance, and Marketplace Modernization Act, P.L. 2021, c.16.

⁵⁹¹ Press Release, Governor Phil Murphy, *Governor Murphy Signs Sports Betting Legislation* (June 11, 2018), https://www.nj.gov/governor/news/news/562018/approved/20180611b_sportsBetting.shtml; see P.L. 2018, c.33.

⁵⁹² Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le gouverneur Murphy annonce plus de 24 millions de dollars pour augmenter l'accès aux transports en commun et stimuler le développement axé sur les transports en commun*, (12 décembre 2022), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562022/20221212a.shtml>.

⁵⁹³ Press Release, Governor Phil Murphy, *Governor Murphy Celebrates Groundbreaking for Raritan River Bridge Replacement Project*, (Sep. 15, 2020), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562020/20200915a.shtml>.

⁵⁹⁴ Press Release, Governor Phil Murphy, *Governor Murphy, and NJ TRANSIT Announce Portal North Bridge Project Construction Award* (Oct. 12, 2021), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562021/20211012a.shtml>.

⁵⁹⁵ Press Release, Governor Phil Murphy, *Governor Murphy Announces Fifth Consecutive Year Without an NJ TRANSIT Fare Hike*, (Feb 28, 2022), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562022/20220228a.shtml>.

⁵⁹⁶ See e.g., Press Release, EPA, *EPA Announces \$221 Million Loan to Modernize Water Infrastructure for Approximately Six Million New Jersey Residents* (May 20, 2022), <https://www.epa.gov/newsreleases/epa-announces-221-million-loan-modernize-water-infrastructure-approximately-six>.

⁵⁹⁷ See *Inland Flood Protection Rule*, NJ Dept. of Env't Prot., <https://dep.nj.gov/inland-flood-protection-rule> (last visited Jan. 15, 2025).

⁵⁹⁸ Press Release, Governor Phil Murphy, *Governor Murphy Signs Legislation to Expand Community Solar Energy Program* (Jan. 4, 2024), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562024/approved/20240104c.shtml>; see P.L. 2021 c.169.

⁵⁹⁹ Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le New Jersey devrait recevoir plus de 156 millions de dollars grâce au programme Solar for All de l'EPA américaine*, (26 avril 2024) <https://www.nj.gov/governor/news/news/562024/20240426a.shtml>.

⁶⁰⁰ *Id.*

⁶⁰¹ Communiqué de presse, Peter Peretzman, *Le NJBPU annonce la conclusion réussie de la première phase du programme d'incitation aux véhicules électriques Charge Up du New Jersey*, (14 décembre 2020) <https://www.nj.gov/bpu/newsroom/2020/approved/20201214.html>.

⁶⁰² Communiqué de presse, Peter Peretzman, *Le NJBPU annonce la conclusion réussie de la première phase du programme d'incitation aux véhicules électriques Charge Up du New Jersey*, (14 décembre 2020) <https://www.nj.gov/bpu/newsroom/2020/approved/20201214.html>.

⁶⁰³ Communiqué de presse, *Autorité du développement économique du New Jersey*, *Le gouverneur Murphy annonce un plan de développement du port éolien du New Jersey : premier port éolien offshore spécialement conçu aux États-Unis* (16 juin 2020), <https://www.njeda.gov/governor-murphy-announces-plan-to-develop-the-new-jersey-wind-port-first-purpose-built-offshore-wind-port-in-the-u-s> ; voir P.L. 2021, c.178.

⁶⁰⁴ Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le gouverneur Murphy signe un décret augmentant l'objectif d'énergie éolienne offshore à 11 000 MW d'ici 2040* (21 septembre 2022), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562022/20220921a.shtml>; voir décret n° 307 (2022), <https://nj.gov/infobank/eo/056murphy/pdf/EO-307.pdf>.

⁶⁰⁵ Communiqué de presse, Département de la protection de l'environnement du New Jersey, *Le DEP reçoit 72 millions de dollars de la NOAA pour faire progresser des projets de résilience climatique dans plusieurs comtés du New Jersey*, (26 juillet 2024) https://dep.nj.gov/newsrel/24_0030,

⁶⁰⁶ Communiqué de presse, Département de la protection de l'environnement du New Jersey, *Le DEP reçoit 72 millions de dollars de la NOAA pour faire progresser des projets de résilience climatique dans plusieurs comtés du New Jersey*, (26 juillet 2024) https://dep.nj.gov/newsrel/24_0030,

⁶⁰⁷ Press Release, New Jersey Department of Environmental Protection, *Murphy Administration Releases Groundbreaking Plan to Better Protect Health and Welfare of Residents from the Effects of Extreme Heat*, (July 14, 2024), https://dep.nj.gov/newsrel/24_0028/.

⁶⁰⁸ Communiqué de presse, Département de la protection de l'environnement du New Jersey, *L'administration Murphy publie un plan révolutionnaire pour mieux protéger la santé et le bien-être des résidents contre les effets de la chaleur extrême*, (14 juillet 2024), https://dep.nj.gov/newsrel/24_0028/.

⁶⁰⁹ Communiqué de presse, Département de la protection de l'environnement du New Jersey, *L'administration Murphy publie un plan révolutionnaire pour mieux protéger la santé et le bien-être des résidents contre les effets de la chaleur extrême*, (14 juillet 2024), https://dep.nj.gov/newsrel/24_0028/.

⁶¹⁰ Communiqué de presse, Département de la protection de l'environnement du New Jersey, *L'administration Murphy publie un plan révolutionnaire pour mieux protéger la santé et le bien-être des résidents contre les effets de la chaleur extrême*, (14 juillet 2024), https://dep.nj.gov/newsrel/24_0028/.

⁶¹¹ Communiqué de presse, Autorité du développement économique du New Jersey, *La NJEDA approuve la création d'un défi de subvention de 7 millions de dollars pour la formation de la main-d'œuvre verte*, (11 avril 2024), <https://www.njeda.gov/njeda-approves-creation-of-7m-green-workforce-training-grant-challenge/>.

⁶¹² Communiqué de presse, Autorité du développement économique du New Jersey, *Le NJEDA approuve la création d'un défi de subvention de 7 millions de dollars pour la formation de la main-d'œuvre verte* (11 avril 2024), <https://www.njeda.gov/njeda-approves-creation-of-7m-green-workforce-training-grant-challenge/>.

⁶¹³ Programme d'obligations pour bébé du Connecticut, <https://portal.ct.gov/ott/debt-management/ct-baby-bonds> (en utilisant Medicaid et CHIP comme mesure d'admissibilité, le Connecticut a concentré son programme sur les résidents à faible revenu qui représentent environ 20 % de la population de l'État).

⁶¹⁴ Le rapport de 2023 du Centre national du droit de la consommation, https://www.nclc.org/wp-content/uploads/2024/03/2023_Report_No-Fresh-Start.pdf.

⁶¹⁵ Andrea Armeni et Camille Kerr, *Investing in Employee Ownership: Financing Conversions Through a Private Equity Fund Model*, Transform Finance, <https://cleo.rutgers.edu/articles/investing-in-employee-ownership-financing-conversions-through-a-private-equity-fund-model/>.

⁶¹⁶ *Id.*

⁶¹⁷ Communiqué de presse, Autorité du développement économique du New Jersey, *Le NJEDA conclut un accord avec l'université Rutgers pour mener des actions d'éducation et de sensibilisation du public afin de faire progresser le développement de plans d'actionnariat salarié*, (18 juillet 2024) <https://www.njeda.gov/njeda-to-enter-agreement-with-rutgers-university-to-conduct-public-education-and-outreach-to-advance-development-of-employee-stock-ownership-plans/>.

⁶¹⁸ *Id.*

⁶¹⁹ Indeed, in Newark alone, there are over 1,200 business owners of color nearing retirement—over 250 of them are Black business owners. In order to capitalize on this labor transition and translate retirements into long-term wealth gains for cost-burdened New Jerseyans and workers of color, the State should continue growing its employee ownership model. Through employee ownership initiatives, jobs can be saved and businesses can remain in the local economy.

⁶²⁰ Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le gouverneur Murphy signe un projet de loi établissant un Fonds d'investissement à impact social*, État du New Jersey, (30 juin 2023) <https://www.nj.gov/governor/news/news/562023/20230630h.shtml>.

⁶²¹ Séance d'écoute sur l'éducation, défenseur de l'éducation (paraphrase).

⁶²² Hannah Gross, *NJ Students Fail to Regain Ground Lost During Pandemic*, NJ Spotlight (29 janvier 2025), <https://www.njspotlightnews.org/2025/01/national-report-card-shows-nj-students-have-not-made-up-pandemic-learning-loss/>; *National Assessment of Educational Progress*, The Nation's Report Card, <https://www.nationsreportcard.gov/>.

⁶²³ *Id.*

⁶²⁴ *Id.*; voir aussi Catherine Carrera, *New Jersey NAEP Scores Show Reading, Math Remain Stagnant, But Gaps Widen*, Chalkbeat Newark, <https://www.chalkbeat.org/newark/2025/01/29/naep-new-jersey-2024-results-reading-math-flat-gaps-widen/>.

⁶²⁵ Hannah Gross, *How Some Low-income NJ School Districts Overcame Pandemic Slump*, NJ Spotlight (11 février 2025), <https://www.njspotlightnews.org/2025/02/how-nine-low-income-j-school-districts-overcame-pandemic-slump-outperformed/>.

⁶²⁶ *Id.*

⁶²⁷ Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le gouverneur Phil Murphy signe une loi historique visant à moderniser et à répartir équitablement le financement scolaire dans le New Jersey*, (24 juillet 2018), <https://nj.gov/governor/news/news/562018/approved/20180724a.shtml>; voir P.L. 2018, c.67.

⁶²⁸ Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Murphy signe une loi accordant une deuxième série de subventions aux écoles en vertu de la loi sur les obligations visant à assurer l'avenir de nos enfants*, (29 juillet 2022), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562022/20220729b.shtml> ; voir P.L. 2022, c.81 ; P.L. 2022 c.82.

⁶²⁹ Press Release, Governor Phil Murphy, *Murphy Administration Announces Grant Funding for 30 More Projects to Expand Preschool Capacity Statewide*, (Nov. 9, 2023), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562023/20231109a.shtml>; see P.L. 2022, c.81; P.L. 2022 c.82.

⁶³⁰ *Plan stratégique du New Jersey pour l'expansion de l'éducation préscolaire, phase I : les fondations*, site officiel de l'État du New Jersey (octobre 2022), <https://www.nj.gov/education/earlychildhood/docs/NewJerseyStrategicPlanforPreschoolExpansionPhase1-TheFoundation.pdf>.

⁶³¹ Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Les élèves du New Jersey entament leur première année scolaire avec une éducation sur le changement climatique de la maternelle à la terminale*, (6 septembre 2022), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562022/20220906a.shtml>.

⁶³² *Ressources éducatives sur le changement climatique dans le New Jersey*, site officiel de l'État du New Jersey (6 septembre 2022), <https://www.nj.gov/education/climate/>.

⁶³³ Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le gouverneur Murphy signe une loi bipartite établissant la première éducation nationale à la maîtrise de l'information de la maternelle à la terminale*, (4 janvier 2023) <https://www.nj.gov/governor/news/news/562022/20230104b.shtml>; voir P.L.2022, c.138.

⁶³⁴ Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le gouverneur Murphy signe une loi élargissant l'accès à l'éducation STIM*, (2 novembre 2022), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562022/20221102a.shtml>; voir P.L.2022, c.119.

⁶³⁵ Press Release, Governor Phil Murphy, *Governor Murphy Unveils Plan to Address Digital Divide Ahead of 2020-2021 School Year*, (July 16, 2020), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562020/20200716a.shtml>.

⁶³⁶ Press Release, Governor Phil Murphy, *Murphy Signs Legislation Awarding a Second Round of Securing Our Children's Future Bond Act Grants to Schools*, (July 29, 2022), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562022/20220729b.shtml>; see P.L. 2022, c.81; P.L. 2022, c.82.

⁶³⁷ Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le gouverneur Murphy annonce plus de 70 000 bourses au total grâce à l'initiative College Promise et souligne les investissements dans l'enseignement supérieur dans le budget de l'exercice 2024*, (5 avril 2023), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562023/approved/20230405a.shtml>.

⁶³⁸ *Id.*

⁶³⁹ Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le gouverneur Murphy signe la loi sur l'équité de l'aide financière*, (9 mai 2018), https://nj.gov/governor/news/news/562018/approved/20180509a_financial-aid.shtml; voir P.L.2018, c.12.

⁶⁴⁰ Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le gouverneur Murphy, le Département de l'éducation et le Bureau du secrétaire à l'enseignement supérieur annoncent une deuxième série de projets d'enseignement professionnel et technique proposés pour recevoir un financement au titre de la loi sur les obligations visant à assurer l'avenir de nos enfants*, (5 mai 2022) <https://www.nj.gov/governor/news/news/562022/20220531b.shtml>; voir P.L.2018, c.119.

⁶⁴¹ Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Murphy signe une loi accordant une deuxième série de subventions aux écoles au titre de la loi sur les obligations visant à assurer l'avenir de nos enfants*, (29 juillet 2022), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562022/20220729b.shtml>; communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *ICYMI : le Bureau du secrétaire à l'enseignement supérieur annonce l'octroi de près de 400 millions de dollars de subventions pour les immobilisations afin de soutenir les améliorations des infrastructures de l'enseignement supérieur dans le New Jersey*,

(10 juillet 2023), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562023/approved/20230710b.shtml>; voir P.L.2022, c.82.

⁶⁴² Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *L'administration Murphy annonce le retour des écoles publiques de Jersey City sous contrôle local total*, (14 septembre 2022), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562022/20220914d.shtml>.

⁶⁴³ Press Release, Governor Phil Murphy, *ICYMI: New Jersey to Bolster Mental Health Workforce with Launch of New Round of Student Loan Redemption for Behavioral Healthcare Professionals*, (Oct 4 2024), [https://www.nj.gov/governor/news/news/562024/approved/20241004b.shtml#:~:text=For%20every%20two%20years%20of,%2Drelated%20degree\(s\)](https://www.nj.gov/governor/news/news/562024/approved/20241004b.shtml#:~:text=For%20every%20two%20years%20of,%2Drelated%20degree(s)).

⁶⁴⁴ Freedom Schools du New Jersey, site officiel de l'État du New Jersey, <https://www.nj.gov/state/ofbi-freedom-schools.shtml> Les Freedom Schools du New Jersey offrent un soutien éducatif et de développement du caractère aux élèves de la maternelle à la terminale et à leurs familles en mettant en œuvre un programme d'été académique intensif ainsi que des services de suivi continu, de devoirs et de tutorat tout au long de l'année scolaire. Fonds de défense des enfants, Histoire, <https://www.childrensdefense.org/our-work/cdf-freedom-schools/cdf-freedom-schools-history/>.

⁶⁴⁵ Bureau du secrétaire à l'enseignement supérieur, *Initiative Some College, No Degree Initiative à l'échelle de l'État* <https://www.nj.gov/highereducation/somecollegenodegree.shtml>.

⁶⁴⁶ Bureau du recensement des États-Unis, *Quick Facts New Jersey*, (1er juillet 2024), <https://www.census.gov/quickfacts/fact/table/NJ/PST045224>.

⁶⁴⁷ Séance d'écoute du groupe de travail sur la santé (39:25) (infirmière scolaire).

⁶⁴⁸ Elizabeth Arias et al., *United States Life Tables, 2021*, 72 National Vital Statistics Reports (2023), <https://www.cdc.gov/nchs/data/nvsr/nvsr72/nvsr72-12.pdf>, (En 2021, l'espérance de vie de chaque groupe a diminué et a été attribuée à la pandémie de Covid-19).

⁶⁴⁹ *Life Expectancy at Birth by Race/Ethnicity, New Jersey 2000 to 2020*, Official Site of the State of New Jersey <https://www-doh.nj.gov/doh-shad/indicator/view/LifeExpectancy.RETrend.html>.

⁶⁵⁰ *Id.*

⁶⁵¹ *Espérance de vie à la naissance par race/origine ethnique, New Jersey 2000 à 2020*, site officiel de l'État du New Jersey <https://www-doh.nj.gov/doh-shad/indicator/view/LifeExpectancy.RETrend.html>.

⁶⁵² *Personnes non assurées de moins de 65 ans par race/origine ethnique, New Jersey, 2010 à 2022*, site officiel de l'État du New Jersey, <https://www-doh.nj.gov/doh-shad/indicator/view/HealthInsCov.html>.

⁶⁵³ *Personnes non assurées de moins de 65 ans par race/origine ethnique, New Jersey, 2010 à 2022*, site officiel de l'État du New Jersey <https://www-doh.nj.gov/doh-shad/indicator/view/HealthInsCov.html>.

⁶⁵⁴ Tanjala S Purnell et al., *Achieving Health Equity: Closing Gaps in Health Care Disparities, Interventions, and Research*, 35 Health Affairs 1410 (2016).

⁶⁵⁵ Edna Cadmus et al., *Update on Improving Access to Care in NJ*, New Jersey Collaborating Center for Nursing, 3-4, <https://view.officeapps.live.com/op/view.aspx?src=https%3A%2F%2Fnjccn.org%2Fwp-content%2Fuploads%2F2021%2F05%2FUpdate-on-Improving-Access-to-Care-in-NJ-1.docx&wdOrigin=BROWSELINK>.

⁶⁵⁶ Cole Claybourn, *How Medical Schools Are Improving Access for Underrepresented Minorities*, US News & World Report, 2 mai 2024, <https://www.usnews.com/education/best-graduate-schools/articles/how-medical-schools-are-improving-access-for-underrepresented-minorities>; voir généralement Uche Blackstock, *Legacy: A Black Physician Reckons with Racism in Medicine*, 2024; Harriet Washington, *Medical Apartheid*, 2007.

⁶⁵⁷ Center for Health Analytics, and Transformation at New Jersey Hospital Assoc., *New Jersey's Most Vulnerable Communities: A Zip Code Analysis of Social Gaps and Their Impact on Health*, (2019), 3, <https://www.njha.com/media/578105/CHART-NJ-Most-Vulnerable-Communities.pdf>.

⁶⁵⁸ *Id.* at 3,4, and 13.

⁶⁵⁹ [Alatrum Healthcare Value Hub](https://www.healthcarevaluehub.org/advocate-resources/publications/many-new-jersey-residents-struggle-medical-debt-highlighting-healthcare), *Many New Jersey Residents Struggle with Medical Debt, Highlighting Healthcare Affordability Issues Even For Those With Insurance*, Data Brief, n° 126, septembre 2022, <https://www.healthcarevaluehub.org/advocate-resources/publications/many-new-jersey-residents-struggle-medical-debt-highlighting-healthcare>.

[affordability-issues-even-those-insurance#:~:text=They%20found%20that%20New%20Jersey,of%20communities%20of%20color%20nationwide.](#)

⁶⁶⁰ *Id.*

⁶⁶¹ See P.L. 2023, c.107.

⁶⁶² Press Release, New Jersey Governor Phil Murphy, *Governor Murphy Signs “Louisa Carman Medical Debt Relief Act”*, (July 22, 2024), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562024/approved/20240722a.shtml>; See P.L. 2024, c.48.

⁶⁶³ Press Release, New Jersey Governor Phil Murphy, *Governor Murphy Signs “Louisa Carman Medical Debt Relief Act”*, (July 22, 2024), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562024/approved/20240722a.shtml>; see P.L. 2024, c.48.

⁶⁶⁴ Communiqué de presse, gouverneur du New Jersey, Phil Murphy, *Le gouverneur Murphy signe la « loi Louisa Carman sur l’allègement de la dette médicale »*, (22 juillet 2024), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562024/approved/20240722a.shtml> ; voir P.L. 2024, c.48.

⁶⁶⁵ Press Release, New Jersey Governor Phil Murphy, *Governor Murphy Announces Launch of New State-Based Health Insurance Marketplace, Get Covered New Jersey* (Oct. 14, 2020), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562020/20201014a.shtml>.

⁶⁶⁶ Communiqué de presse, Département des services sociaux, *Le gouverneur Murphy souligne l’initiative Cover All Kids visant à fournir à tous les enfants du New Jersey une assurance maladie*, <https://www.nj.gov/humanservices/news/pressreleases/2021/approved/20210330.html> (consulté pour la dernière fois le 15 janvier 2025).

⁶⁶⁷ Gouverneur Phil Murphy, *Réalisations*, site officiel de l’État du New Jersey, <https://www.nj.gov/governor/initiatives/accomplishments/>.

⁶⁶⁸ Communiqué de presse, Département des services sociaux, *Les services sociaux annoncent l’élargissement des limites de revenu admissible pour les programmes d’aide aux médicaments sur ordonnance*, efforts pour inciter davantage de résidents du New Jersey admissibles à faire des économies (1er février 2024), <https://www.nj.gov/humanservices/news/pressreleases/2024/approved/20240201b.shtml>.

⁶⁶⁹ Décret n° 217 (2022), <https://nj.gov/infobank/eo/056murphy/pdf/EO-217.pdf>; voir Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le gouverneur Murphy annonce la composition du groupe consultatif sur l’accessibilité financière des soins de santé* (1er mars 2021), <https://nj.gov/governor/news/news/562021/approved/20210301b.shtml>.

⁶⁷⁰ Voir Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *L’administration Murphy publie un plan pour améliorer l’accessibilité financière des soins de santé* (30 mars 2022), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562022/20220331a.shtml>.

⁶⁷¹ Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le gouverneur Murphy signe une loi visant à protéger les consommateurs des services de santé hors réseau* (1er juin 2018), https://nj.gov/governor/news/news/562018/approved/20180601a_health.shtml.

⁶⁷² Press Release, Governor Phil Murphy, *Governor Murphy Sign Historic Legislation to Expand and Protect Reproductive Freedom in New Jersey* (Jan. 13, 2022), <https://nj.gov/governor/news/news/562022/approved/20220113a.shtml>; see P.L. 2021, c.375.

⁶⁷³ *Le budget de l’État du New Jersey en bref : construire un New Jersey postpandémique plus fort et plus juste*, site officiel de l’État du New Jersey <https://www.nj.gov/treasury/omb/publications/22bib/BIB.pdf>.

⁶⁷⁴ Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le gouverneur Murphy souligne les progrès du New Jersey en matière de protection et d’élargissement de l’accès aux soins de santé reproductive*. (11 octobre 2023), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562023/20231011b.shtml>.

⁶⁷⁵ *Le budget de l’État du New Jersey en bref : faire du New Jersey le meilleur endroit pour élever une famille*, site officiel de l’État du New Jersey <https://www.nj.gov/treasury/omb/publications/25bib/BIB.pdf>.

⁶⁷⁶ Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le gouverneur Murphy signe une loi élargissant l’accès aux soins de santé reproductive essentiels en supprimant les exigences de prescription pour les contraceptifs hormonaux auto-administrés* (13 janvier 2023), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562023/approved/20230113a.shtml>; voir P.L. 2023, c.2.

⁶⁷⁷ Communiqué de presse, gouverneur du New Jersey, Phil Murphy, *Le gouverneur Murphy signe une loi lançant un nouveau portail en ligne pour donner accès à des informations essentielles sur les soins de santé reproductive* (24 octobre 2024),

<https://www.nj.gov/governor/news/news/562023/20231024a.shtml>.

⁶⁷⁸ Communiqué de presse, gouverneur du New Jersey Phil Murphy, *La Première Dame Tammy Murphy annonce la nomination de six membres publics du conseil de l'Autorité pour l'innovation en santé maternelle et infantile* (13 décembre 2024), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562023/20231213a.shtml>.

⁶⁷⁹ Communiqué de presse, Département des services sociaux du New Jersey, *Le gouverneur Murphy signe un projet de loi visant à établir des programmes de prestations pour les produits d'hygiène menstruelle et les couches* (2024), <https://www.nj.gov/humanservices/news/pressreleases/2024/approved/20240701.shtml>.

⁶⁸⁰ *Governor Murphy Introduces Chair's Initiative: Strengthening Youth Mental Health Care*, National Governors Association (July 21, 2022), <https://www.nga.org/news/commentary/governor-murphy-introduces-chairs-initiative-strengthening-youth-mental-health-care/>.

⁶⁸¹ Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le gouverneur du New Jersey, Phil Murphy, dévoile un guide à l'intention des gouverneurs pour faire face à la crise de santé mentale chez les jeunes du pays* (12 juillet 2023), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562023/approved/20230713a.shtml>.

⁶⁸² Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le gouverneur du New Jersey, Phil Murphy, dévoile un guide à l'intention des gouverneurs pour faire face à la crise de santé mentale chez les jeunes du pays* (12 juillet 2023), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562023/approved/20230713a.shtml>.

⁶⁸³ Press Release, New Jersey Office of the Secretary of Higher Education, *New Jersey Secretary of Higher Education Announces Extension of Partnership Providing Free, 24/7 Virtual Mental Health Services to College Students Statewide* (January 10, 2024), <https://www.nj.gov/highereducation/documents/pdf/press-releases/PRMentalHealthSummitUwillRenewal.pdf>.

⁶⁸⁴ Jake Honig Compassionate Use Medical Cannabis Act, [P.L. 2019, c.153 \(A20 CC\)](#).

⁶⁸⁵ Press Release, Governor Phil Murphy, *Governor Murphy Signs Legislation to Dramatically Reform New Jersey's Medical Marijuana Program, Expand Patient Access* (July 2, 2019), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562019/20190702d.shtml>.

⁶⁸⁶ Press Release, Department of Human Services, *Governor's Budget Includes \$211.2 Million in Wage Increases for Workers Who Care for Vulnerable Residents* (May 10, 2022), <https://www.nj.gov/humanservices/news/pressreleases/2022/approved/20220510.html>.

⁶⁸⁷ Communiqué de presse, Département des services sociaux du New Jersey, *Nouveau programme de remboursement de prêts étudiants pour soutenir les travailleurs à domicile et communautaires* (17 juin 2024), <https://www.nj.gov/humanservices/news/pressreleases/2024/approved/20240617.shtml>.

⁶⁸⁸ *Emplois qui se soucient du New Jersey*, Département des services sociaux du New Jersey <https://www.nj.gov/humanservices/jobsthatcare/>.

⁶⁸⁹ *Réduction des risques*, Administration des services de toxicomanie et de santé mentale, <https://www.samhsa.gov/substance-use/harm-reduction#:~:text=Harm%20reduction%20plays%20a%20significant,as%20HIV%20and%20hepatitis%20C>.

⁶⁹⁰ Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le gouverneur Murphy annonce des nominations au Conseil consultatif sur le rétablissement et la réhabilitation contre les opioïdes* (12 décembre 2022), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562022/20221222c.shtml>.

⁶⁹¹ Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le gouverneur Murphy annonce l'allocation de 95 millions de dollars du Fonds de rétablissement et de réhabilitation contre les opioïdes du New Jersey* (15 février 2024), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562024/approved/20240215a.shtml>.

⁶⁹² Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le gouverneur Murphy annonce des nominations au Conseil consultatif sur le rétablissement et la réhabilitation contre les opioïdes* (12 décembre 2022), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562022/20221222c.shtml>.

⁶⁹³ Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *ICYMI : l'administration Murphy lance un programme de distribution de naloxone* (28 juillet 2024) <https://www.nj.gov/governor/news/news/562022/20220728a.shtml>.

- ⁶⁹⁴ Communiqué de presse, Département des services sociaux du New Jersey, *Le gouverneur Murphy signe une loi établissant un programme pilote de lutte contre la drépanocytose* (2024), <https://www.nj.gov/humanservices/news/pressreleases/2024/approved/20240108.shtml>.
- ⁶⁹⁵ Dominique Bulgin et al., *Stigma of Sickle Cell Disease: A Systematic Review*, 39 Issues Mental Health Nurs. 675 (2018).
- ⁶⁹⁶ Press Release, New Jersey Department of Human Services, *Governor Murphy Signs Legislation Establishing Sickle Cell Disease Pilot Program* (2024), <https://www.nj.gov/humanservices/news/pressreleases/2024/approved/20240108.shtml>.
- ⁶⁹⁷ Communiqué de presse, Département des services sociaux du New Jersey, *Le gouverneur Murphy signe une loi établissant un programme pilote de lutte contre la drépanocytose* (2024), <https://www.nj.gov/humanservices/news/pressreleases/2024/approved/20240108.shtml>.
- ⁶⁹⁸ Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le gouverneur Murphy signe un projet de loi visant à donner accès à des produits menstruels gratuits aux élèves de la sixième à la terminale* (23 août 2023), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562023/approved/20230823a.shtml>.
- ⁶⁹⁹ Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le gouverneur Murphy signe un projet de loi visant à établir des programmes de prestations pour les produits d'hygiène menstruelle et les couches* (28 juin 2023), <https://nj.gov/governor/news/news/562024/approved/20240628d.shtml>.
- ⁷⁰⁰ Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le gouverneur Murphy signe un projet de loi visant à établir des programmes de prestations pour les produits d'hygiène menstruelle et les couches* (28 juin 2023), <https://nj.gov/governor/news/news/562024/approved/20240628d.shtml> Allison Torres Burtka, *It's a Dignity Issue: Inside the Movement Tackling Period Poverty in the U.S.*, Harvard Public Health (12 juin 2023), <https://harvardpublichealth.org/reproductive-health/what-is-period-poverty-its-on-the-rise-in-the-us/>.
- ⁷⁰¹ Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le gouverneur Murphy signe un projet de loi visant à établir des programmes de prestations pour les produits d'hygiène menstruelle et les couches* (28 juin 2023), <https://nj.gov/governor/news/news/562024/approved/20240628d.shtml>.
- ⁷⁰² Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le gouverneur Murphy annonce les premières règles de justice environnementale du pays visant à réduire la pollution dans les communautés vulnérables* (17 avril 2023), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562023/approved/20230417a.shtml>.
- ⁷⁰³ Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *Le lieutenant-gouverneur Oliver annonce plus de 38 millions de dollars par le biais du programme de subventions pour la décontamination et la réduction du plomb* (1er février 2023), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562023/20230201a.shtml>.
- ⁷⁰⁴ Communiqué de presse, gouverneur Phil Murphy, *ICYMI : le New Jersey devrait recevoir plus de 123 millions de dollars pour le remplacement des conduites en plomb afin de promouvoir une bonne eau potable* (2 mai 2023), <https://nj.gov/governor/news/news/562024/approved/20240502c.shtml>.
- ⁷⁰⁵ Press Release, Governor Phil Murphy, *Governor Murphy Signs Bill Establishing Maternal and Infant Health Innovation Center*, Official Site of the State of New Jersey (July 17, 2023), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562023/approved/20230717a.shtml>; Lilo H Stainton, *Bias At Root of Maternal Health Crisis, Tammy Murphy Says*, NJ Spotlight News (Dec. 6, 2021), <https://www.njspotlightnews.org/2021/12/bias-root-nj-maternal-health-crisis-mortality-racial-disparities-tammy-murphy-nurture-nj-summit/>; *New Jersey Maternal Mortality Report 2016-2018*, Official Site of the State of New Jersey, <https://nj.gov/health/fhs/maternalchild/documents/New%20Jersey%20Maternal%20Mortality%20Report%202016-2018.pdf>; *New Jersey Department Report Finds Majority of Pregnancy-Related Deaths Between 2016 and 2018 Were Preventable*, Official Site of the State of New Jersey. <https://www.nj.gov/health/news/2022/approved/20221103a.shtml>.
- ⁷⁰⁶ *New Jersey Maternal Mortality Report 2016-2018*, Official Site of the State of New Jersey, <https://nj.gov/health/fhs/maternalchild/documents/New%20Jersey%20Maternal%20Mortality%20Report%202016-2018.pdf>; *New Jersey Department Report Finds Majority of Pregnancy-Related Deaths Between 2016 and 2018 Were Preventable*, Official Site of the State of New Jersey. <https://www.nj.gov/health/news/2022/approved/20221103a.shtml>.
- ⁷⁰⁷ Autorité du développement économique du New Jersey, *Communautés dans des déserts alimentaires du New Jersey*, njeda.gov (9 février 2022) <https://www.njeda.gov/wp-content/uploads/2022/02/Food-Desert-Communities-Designation-Final-2-9-22.pdf>.
- ⁷⁰⁸ N.J. Legis. Assemb. A2279, Reg. Sess. 2023 – 2024, Assembly Hearing (Feb. 22, 2024) (Statement of housing

advocate at 10:53), <https://www.njleg.state.nj.us/archived-media/2024/AHO-meeting-list/media-player?committee=AHO&agendaDate=2024-02-22-13:00:00&agendaType=M&av=A>.

⁷⁰⁹ Rachel Wainer Apter, directrice (2018-2022) de la Division des droits civils du New Jersey (jusqu'à sa nomination à la Cour suprême du New Jersey en octobre 2022) ; Maître Sundeep Iyer, directrice de 2022 à ce jour, ainsi que le représentant du bureau, Maître Aarin Williams, conseiller principal de la directrice, a aidé à diriger le groupe de travail.

⁷¹⁰ 2022 ACS 1-year Estimates, United States Census Bureau (Oct. 26, 2023), <https://www.census.gov/programs-surveys/acs/technical-documentation/table-and-geography-changes/2022/1-year.html> (Tables B25003, B25003B, 25003D, B25003H & B25003I).

⁷¹¹ Communiqué de presse, Bureau du recensement des États-Unis, *Près de la moitié des ménages locataires sont accablés par les coûts, les proportions diffèrent selon l'origine ethnique*, (12 septembre 2024) <https://www.census.gov/newsroom/press-releases/2024/renter-households-cost-burdened-race.html#:~:text=Households%20are%20considered%20cost%2Dburdened,are%20considered%20severely%20cost%2Dburdened>.

⁷¹² *Racial and Ethnic Valuation Gaps in Home Purchase Appraisals*, Freddie Mac Home (Sept. 20, 2021), <https://www.freddie.com/research/insight/20210920-home-appraisals>.

⁷¹³ *Home Appraisal Discrimination*, State of New Jersey Office of the Attorney General <https://www.njoag.gov/about/divisions-and-offices/division-on-civil-rights-home/home-appraisal-discrimination/>.

⁷¹⁴ Press Release, Governor Phil Murphy, Acting Governor Way Signs Legislation Prohibiting Discrimination in Real Estate Appraisals, (Sep. 9, 2024), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562024/approved/20240909b.shtml>; P.L.2024, c.63.

⁷¹⁵ Press Release, Governor Phil Murphy, Acting Governor Way Signs Legislation Prohibiting Discrimination in Real Estate Appraisals, (Sep. 9, 2024), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562024/approved/20240909b.shtml>; P.L.2024, c.63.

⁷¹⁶ Press Release, Department of Community Affairs, *Governor Murphy Signs Package of Housing Affordability Bills*, (June 30, 2023), <https://nj.gov/dca/hmfa/about/pressreleases/2023/approved/20230630.shtml>; see P.L.2023, c.78.

⁷¹⁷ *Agence de financement du logement et des prêts immobiliers du New Jersey : acheteurs*, site officiel de l'État du New Jersey <https://www.nj.gov/dca/hmfa/consumers/homebuyers/> (définissant la première génération comme une personne dont les parents ou tuteurs légaux n'ont aucun droit de propriété actuel sur un bien immobilier résidentiel dans un État ou un territoire des États-Unis, ou en dehors des États-Unis ; et dont le conjoint ou le partenaire et chaque membre du ménage, au cours de la période de 3 ans se terminant par l'acquisition du logement admissible à acquérir grâce à cette aide, n'ont pas de droit de propriété actuel sur un bien immobilier résidentiel utilisé comme résidence principale dans un État ou un territoire des États-Unis ou en dehors des États-Unis ; ou une personne qui a été placée en famille d'accueil dans l'État du New Jersey à un moment donné).

⁷¹⁸ Press Release, Department of Community Affairs, *Governor Murphy Signs Package of Housing Affordability Bills*, (June 30, 2023), <https://nj.gov/dca/hmfa/about/pressreleases/2023/approved/20230630.shtml>; see P.L.2023, c.78.

⁷¹⁹ Communiqué de presse, Gouverneur Phil Murphy, *L'administration Murphy annonce plus de 16 millions de dollars de subventions du Fonds fiduciaire pour des logements abordables*, (1er mars 2022), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562022/20220301a.shtml>.

⁷²⁰ Press Release, Governor Phil Murphy, *Governor Murphy, Lieutenant Governor Oliver, and Congressman Kim Visit Moorestown to Highlight \$335 Million Affordable Housing Production Fund*, (Apr. 11, 2022), <https://www.nj.gov/dca/news/news/2022/approved/20220411.shtml>.

⁷²¹ *Id.*

⁷²² Press Release, Department of Community Affairs, *NJHMFA Board Meeting Delivers Key Housing Policy Advancements in Tax Credits and Multifamily Programs*, (Oct. 19, 2023), <https://www.nj.gov/dca/hmfa/about/pressreleases/2023/approved/20231019.shtml>.

⁷²³ Press Release, Governor Phil Murphy, *Governor Murphy Signs Package of Housing Affordability Bills*, (June 30, 2023), <https://nj.gov/dca/hmfa/about/pressreleases/2023/approved/20230630.shtml>; see P.L.2023, c.77.

⁷²⁴ Press Release, Governor Phil Murphy, *Governor Murphy Signs Legislation Establishing Community Wealth Preservation Program*, (Jan. 12, 2024), <https://nj.gov/governor/news/news/562024/approved/20240112b.shtml>; see P.L.2023, c.255.

⁷²⁵ Press Release, Governor Phil Murphy, *Governor Murphy Signs Legislation Establishing Community Wealth Preservation Program*, (Jan. 12, 2024), <https://nj.gov/governor/news/news/562024/approved/20240112b.shtml>; see P.L.2023, c.255.

⁷²⁶ P.L. 2024, c.2., https://pub.njleg.state.nj.us/Bills/2024/PL24/2_.PDF.

⁷²⁷ Press Release, Governor Phil Murphy, *Governor Murphy Signs Legislation Establishing \$100 Million Boardwalk Preservation Fund*, (Aug. 15, 2023), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562023/approved/20230815a.shtml>; see P.L.2023, c.136.

⁷²⁸ Press Release, Governor Phil Murphy, *Governor Murphy Signs Fiscal Year 2024 Budget into Law*, (June 30, 2023), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562023/approved/20230630f.shtml>.

⁷²⁹ *Id.*

⁷³⁰ Press Release, Governor Phil Murphy, *Governor Murphy Signs Legislation Authorizing Comprehensive Programs to Address Mortgage Distress In New Jersey*, (Mar. 9, 2021), <https://www.nj.gov/governor/news/news/562021/20210309d.shtml>; see P.L.2021, c.34.

⁷³¹ ATTOM Team, *U.S. Foreclosure Activity Increase from 2022 But Still Below Pre-Pandemic Levels*, ATTOM Data (11 janvier 2024), <https://www.attomdata.com/news/market-trends/foreclosures/attom-2023-year-end-u-s-foreclosure-market-report/>.

⁷³² Press Release, Department of Community Affairs, *NJHMFA Approves Foreclosure Intervention Program*, (Nov 13, 2023), <https://nj.gov/dca/hmfa/about/pressreleases/2023/approved/20231113.shtml>; Press Release, Department of Community Affairs, *Governor Murphy Signs Package of Housing Affordability Bills*, (June 30, 2023), <https://nj.gov/dca/hmfa/about/pressreleases/2023/approved/20230630.shtml>; see P.L.2023, c.76.

⁷³³ Exec. Order No. 106 (2020), <https://www.nj.gov/infobank/eo/056murphy/pdf/EO-106.pdf>; see also Exec. Order No 249 (2021), <https://nj.gov/infobank/eo/056murphy/pdf/EO-249.pdf>, (the updated executive order extended the original Eviction Moratorium).

⁷³⁴ Press Release, Governor Phil Murphy, *Governor Murphy Signs Sweeping Housing Eviction Prevention and Utility Assistance Bill*, (Aug. 4, 2021), <https://nj.gov/governor/news/news/562021/20210804b.shtml>; see P.L.2021, c.188.

⁷³⁵ *Governor Murphy Signs Sweeping Housing Eviction Prevention and Utility Assistance Bill supra* note 21; see P.L.2021, c.189.

⁷³⁶ US Census Bureau, 2023 Community Survey 1-Year Estimates.

⁷³⁷ US Census Bureau, 2023 Community Survey 1-Year Estimates.

⁷³⁸ US Census Bureau, 2023 Community Survey 1-Year Estimates.

⁷³⁹ NY Statutes Chapter 50 Real Property Law Section 238-A, <https://www.nysenate.gov/legislation/laws/RPP/238-A> Massachusetts Statutes 186, Section 15B; [Code DE paragraphe 5501](https://www.casetext.com/statute/delaware-code/title-25-property/part-iii-residential-landlord-tenant-code/chapter-55-tenant-obligations-and-landlord-remedies/section-5501-tenant-obligations-rent); [https://casetext.com/statute/delaware-code/title-25-property/part-iii-residential-landlord-tenant-code/chapter-55-tenant-obligations-and-landlord-remedies/section-5501-tenant-obligations-rent](https://www.casetext.com/statute/delaware-code/title-25-property/part-iii-residential-landlord-tenant-code/chapter-55-tenant-obligations-and-landlord-remedies/section-5501-tenant-obligations-rent).

⁷⁴⁰ Daniel McCue, Raheem Hanifa, and Chris Herbert, *How Much Can Downpayment Assistance Close Homeownership Gaps for Black and Hispanic Households?*, (March 22, 2023) <https://www.jchs.harvard.edu/research-areas/working-papers/how-much-can-downpayment-assistance-close-homeownership-gaps-black>.

⁷⁴¹ *Id.*

⁷⁴² *Id.*

⁷⁴³ Invest Newark, Land Bank, <https://landbank.investnewark.org/>; State of Michigan, Land Bank, <https://www.michigan.gov/leo/bureaus-agencies/landbank>; <https://chicagohousingtrust.org/>; Share Baltimore, Land Bank, <https://www.sharebaltimore.org/>.

⁷⁴⁴ Invest Newark, Land Bank, <https://landbank.investnewark.org/>; State of Michigan, Land Bank, <https://www.michigan.gov/leo/bureaus-agencies/landbank>; <https://chicagohousingtrust.org/>; Share Baltimore, Land Bank.